

UNIVERSITÉ DE PARIS - FACULTÉ DES LETTRES

JEAN GIRAUD

(dit PIERRE SABOR)

THÈSE POUR LE DOCTORAT D'UNIVERSITÉ

PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DES LETTRES

DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

MASSÉNA

ET

SA FAMILLE

Ses origines — Sa jeunesse
Du Royal Italien à l'Armée d'Italie
Masséna, Général de la République
(1758-1794)



AIX-EN-PROVENCE

IMPRIMERIE J. BRUN, RUE ÉMERIC-DAVID, 12

1925

TABLE DES ARBRES GÉNÉALOGIQUES

	pages
I. — Les premiers Masséna (Jean-Honoré)	8
II. — Famille Féraudi (Ludovic Philippe)	22
III. — Dominique Masséna	25
IV. — Famille Deporta	32
V. — Madame Thorant-Bottié	47
VI. — Famille Joseph Fabre	56
VII. — Jérôme-Marcel Masséna	62
VIII. — Les enfants d'Augustin-Marie Masséna	85
IX. — Philippe Masséna	88
X. — François Masséna	97
XI. — Madame J.-B. Féraudi	173
XII. — Famille Honoré-Vincent Galli	177
XIII. — Les enfants de Jules-César Masséna	186
XIV. — Famille André Gaudó	189
XV. — J.-A. Roux	193
XVI. — Famille Gaudó-Uberti	200
XVII. — Famille André Masséna	272

TABLE DES GRAVURES

1	Le général Masséna, gravure par Coqueret de la Chaussée	Frontispice
2	Levens, vue générale.	p. 1
3	Levens, porte de l'ancien château.	1
4	Levens, rue de la vieille ville	9
5	Levens, une rue du vieux quartier	17
6	Levens, vue prise du balcon de la maison Masséna	21
7	Saint-Antoine de Siga, maison Masséna	25
8	Saint-Antoine de Siga, maison Masséna	29
9	Saint-Antoine de Siga, aquarelle de Costa	32
10	Saint-Antoine de Siga, maison Masséna	37
11	Levens, entrée de la maison Masséna, rue Masséna	40
12	Nice, maison d'Augustin Masséna.	45
13	Antibes, le Fort Carré	49
14	Antibes, les remparts, vus de la mer	56
15	Antibes, la Porte de France, vue extérieure.	73
16	Antibes, la Porte de France, vue prise de l'intérieur	80
17	Autographe d'André Masséna	177
18	Nice, maison natale de Masséna, aquarelle de Costa	208
19	Acte de naissance de Masséna	216
20	Antibes, maison Lamarre-Masséna	264
21	Autographe de Rosalie Lamarre	272
22	Portrait de Rosalie Lamarre	281
23	Autographe de Masséna	288
24	Portrait de Granet de Saint-Ferréol	296
25	Antibes, les remparts, vue du Grand Cavalier	304
26	Masséna, lieutenant-colonel du 2 ^m e bataillon du Var	353
27	Masséna.	385
28	Masséna, gravé par Bonneville	400
29	Masséna « Enfant gâté de la Victoire »	416
30	Masséna gravé par Fresinger	420
31	Masséna, par Fritz Millet	424
32	Masséna au combat de Castel Gineste	432
33	Le général Masséna	451

TABLE DES MATIÈRES

AVANT - PROPOS	pages	I
--------------------------	-------	---

LIVRE I

La Famille Masséna

CHAPITRE I ^{er} . — Origine de la Famille Masséna . . .	3
CHAPITRE II. — Levens. — Les Premiers Masséna .	7
CHAPITRE III. — La Famille Masséna à Nice. — Dominique Masséna, négociant	15
CHAPITRE IV. — Les enfants de Dominique Masséna :	
I. — Augustin	31
II. — Madame André Deporta	32
III. — Augustin-Marie Masséna, fabricant de savon	35
IV. — Madame Thorant-Bottié.	47
V. — Madame François Beget.	50
VI. — Jules-César Masséna, négociant	51
VII. — Antoine-François Masséna, tanneur . .	60
VIII. — Marcel Masséna, chef de bataillon . .	62
(a) Augustin Masséna, officier de cavalerie.	76

CHAPITRE V. — Les enfants d'Augustin-Marie Masséna, fabricant de savon :

I.	— Philippe-Emmanuel Masséna, fabricant de savon	85
II.	— Jeanne-Marie-Thérèse	94
III.	— Catherine	95
IV.	— Françoise	96
V.	— François Masséna, commissaire des guerres	97
	(a) Ferru, commissaire des guerres	150
	(b) Grobert, commissaire des guerres	166
VI.	— Louis	172
VII.	— Madame J.-B. Féraudi	173
VIII.	— Madame H.-V. Galli	175
IX.	— Antoine-Jean-Baptiste	184
X.	— Antoine-Ludovic	185

CHAPITRE VI. — Les enfants de Jules-César Masséna, négociant :

I.	— Madame André Gaudou	189
II.	— Madame Jean-Antoine Roux	191
III.	— André Masséna, maréchal de France	194
IV.	— Jean Masséna, caporal au Royal Italien	195
V.	— Dominique	197
VI.	— Madame Gaudou-Uberti	198

LIVRE II

André Masséna

CHAPITRE VII.	— Naissance d'André Masséna	213
CHAPITRE VIII.	— Années d'enfance	223
CHAPITRE IX.	— André Masséna dans la marine	231

CHAPITRE X. — André Masséna dans l'Armée Royale :	
I. — André Masséna, soldat	237
II. — André Masséna, caporal	242
III. — André Masséna, sergent	244
IV. — André Masséna, adjudant	247
CHAPITRE XI. — André Masséna et la Révolution	257
CHAPITRE XII. — Mariage de Masséna	267
CHAPITRE XIII. — Rosalie Lamarre	275
CHAPITRE XIV. — Masséna, contrebandier	285
CHAPITRE XV. — Séjour à Antibes, recherche de situations.	293
CHAPITRE XVI. — André Masséna, capitaine-instruc- teur dans la Garde Nationale d'Antibes	301
CHAPITRE XVII. — André Masséna, adjudant-major au 2 ^{me} bataillon des Volontaires Natio- naux du Var	325
CHAPITRE XVIII. — André Masséna, lieutenant-colo- nel en second au 2 ^{me} bataillon du Var	343
CHAPITRE XIX. — André Masséna, chef de Corps	353
CHAPITRE XX. — Entrée en Campagne — Conquête du Comté de Nice.	365
CHAPITRE XXI. — André Masséna, général de bri- gade — Le camp de Fougasse	385
CHAPITRE XXII. — André Masséna, commandant de l'aile gauche de l'armée d'Italie.- Utelle	427

CHAPITRE XXIII. — Siège de Toulon, Masséna, général de division	451
---	-----

Pièces annexes :

Tableau des anciens poids et mesures en usage dans le comté de Nice	457
Etat des sommes et fournitures fournies au 2 ^e bataillon des volontaires du Var par la ville de Vence	459
Bibliographie	463
Table des arbres généalogiques	472
Table des gravures	473
Table des matières	474



Digitized by the Internet Archive
in 2026

MASSÉNA ET SA FAMILLE

THÈSE

POUR LE

DOCTORAT D'UNIVERSITÉ



LE GÉNÉRAL MASSÉNA

Tableau d'Hilaire le Dru, gravé par Coqueret et La Chaussée

Pl. A.

UNIVERSITÉ DE PARIS - FACULTÉ DES LETTRES

JEAN GIRAUD

(dit PIERRE SABOR)

THÈSE POUR LE DOCTORAT D'UNIVERSITÉ

PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DES LETTRES

DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

MASSÉNA

ET

SA FAMILLE

Ses origines — Sa jeunesse
Du Royal Italien à l'Armée d'Italie
Masséna, Général de la République
(1758 - 1794)



AIX-EN-PROVENCE

IMPRIMERIE J. BRUN, RUE ÉMÉRIC-DAVID, 12

1925



AVANT-PROPOS

Cet ouvrage n'est ni une apologie, ni une critique ; nous avons essayé d'écrire simplement un livre d'histoire en dégagant, à l'aide de documents dont l'authenticité est indéniable, les personnages et les événements de l'atmosphère de légende dont ils étaient entourés jusqu'à ce jour.

C'est ainsi que bien souvent nous nous sommes trouvés en contradiction formelle avec la plupart des biographes de Masséna et également avec des traditions locales généralement admises, notamment, par exemple, en ce qui concerne les liens étroits que l'on a toujours affirmés, sans les établir, entre Masséna et le village de Levens. Dans tous les cas, faisant abstraction de toute autre considération, nous nous sommes rangés impartialement du côté de la vérité historique telle qu'elle ressort de l'étude minutieuse et attentive des textes et nous nous sommes efforcés de représenter les hommes et les faits dans leur cadre exact.

Au regard de l'Histoire, et considéré avec le recul du temps, André Masséna apparaît, parmi les maréchaux de l'Empire, comme la plus grande valeur militaire de cette époque si fertile en hommes de guerre. Un seul général aurait pu se mesurer avec lui s'il eut vécu : Joubert (1).

(1) Cette opinion était d'ailleurs partagée par Masséna lui-même. Voir les Mémoires du Comte Lavallette, directeur des Postes, sous l'Empire et pendant les Cent Jours.— Société parisienne d'édition. Paris 1905, p. 129.

Napoléon, on le sait, tenait Masséna en haute estime. Il le ménagea toujours, bien qu'il eût souvent l'occasion de s'en plaindre, mais il pardonnait beaucoup à celui qu'il avait lui-même nommé « l'Enfant gâté de la victoire » (1), car il savait que dans les circonstances critiques, il pouvait compter sur lui. « Activité, activité, vitesse, je me recommande à vous », lui écrivait-il en 1809, et Masséna fit faire à son armée cent kilomètres en quarante heures. L'année suivante, quand l'Empereur chercha parmi ses lieutenants le général le plus capable pour prendre le commandement de l'armée dirigée contre les anglais au Portugal, ce fût sur Masséna qu'il arrêta son choix. Le maréchal Masséna, si paradoxal que cela puisse paraître, est d'ailleurs le seul, qui sous l'Empire, ait commandé en chef devant l'ennemi.

Il est singulier de constater que Masséna, qui fut l'une des gloires de la République et de l'Empire, qui mourut chargé de titres et d'honneurs et demeure sans conteste le fils le plus illustre de Nice, est encore mal connu. De la vie de ses compagnons d'armes, on sait presque tout : sait-on qui était le père d'André Masséna ? Peut-on dire seulement de façon certaine, l'endroit où est né son fils ?

Certes, si la vie militaire du maréchal a été étudiée dans ses moindres détails par de nombreux historiens,

(1) Et non « l'enfant *chéri* de la victoire », comme on l'a dit plus tard.— Mémoires de Barras par G. Duruy, Paris, Hachette 1895, T. 2, p. 398. Le Ministre de la Guerre nous présente Masséna que Bonaparte a nommé « l'enfant gâté de la victoire ».

— Voir dans le même sens le rapport de Bonaparte au directoire après l'affaire de la Favorite :

« La 32^e demi-brigade s'est spécialement couverte de gloire. En trois jours elle a battu l'ennemi à San Michele, près Vérone, à Rivoli et sous Mantoue. Les légions romaines faisaient dit-on vingt-quatre milles par jour ; es soldats français en font trente et se battent dans l'intervalle... A Rivoli Masséna *enfant gâté de la victoire* s'élance à la tête des braves de la 32^e... »

par contre, peu de renseignements nous ont été donnés sur son origine, sa jeunesse, ses premières armes. On a même longtemps discuté sur le lieu de sa naissance. Parmi les différents auteurs d'aucuns l'ont fait naître à Levens, à La Turbie, à Antibes, à Nice enfin. Quant à ses parents, à part de vagues renseignements et quelques traditions orales transmises avec plus ou moins d'exactitude, rien de certain n'était écrit sur eux. Sa famille, nul ne la connaissait. Il semble même qu'un voile épais ait été jeté sur les origines du maréchal ainsi que sur ses années de jeunesse. Les rares biographies d'André Masséna : Toselli, Beauregard, Amic, le général Koch lui-même, qui fut chargé de rédiger les « Mémoires du maréchal Masséna », sont muets, ou presque, sur les débuts de la vie du héros, et leurs renseignements sur sa famille fourmillent d'erreurs.

Il paraît à peine croyable que les noms même des proches parents de Masséna, de ses frères et sœurs, ne soient pas restés dans l'histoire locale. Cette obscurité a permis à certains écrivains de publier sur la jeunesse de Masséna de véritables romans-feuilletons où le héros de Gênes ne joue pas toujours le plus beau rôle (1).

Et pourtant, Masséna, pas plus d'ailleurs que ses compagnons d'armes arrivés aux grades supérieurs, ne s'est improvisé général, contrairement à l'opinion assez répandue et facilement admise ; bien plus, il ne fut jamais un général heureux, mais il sut forcer la victoire.

On s'est refusé aussi à le croire capable de grandes

(1) Aug. Gauthier. Les bandits justiciers des Alpes-Maritimes. Imp.V. Eug. Gauthier, Nice 1870.

— J. Galmot, Nanette Escartefigue. Nice, imp. Lersch et Emmanuel 1906.

— Général Baron de Marbot, Mémoires (Biographie de Masséna).

— Toselli. Notice biographique sur Masséna.

— Tisserand. La Révolution française dans les Alpes-Maritimes.

conceptions militaires et l'on a admis qu'il remportait la victoire parce qu'au moment psychologique, il était servi par un complaisant instinct de divination qui disparaissait après l'avoir inspiré. Il faut bien reconnaître pourtant que le plan de l'admirable bataille de Zurich, dont personne, pas même Lecourbe, n'a revendiqué la paternité et qui est bien, par conséquent de Masséna, ne fut pas un éclair de génie, mais le fruit de la longue et patiente réflexion d'un homme de guerre averti.

Il nous a paru intéressant de chercher à connaître les antécédents du Prince d'Essling, de démêler et d'établir quelles influences obscures l'ont dirigé vers la carrière des armes ; de suivre comment, à l'école de l'ancienne armée, son génie militaire s'était développé et de quelle manière les événements favorables auxquels il se trouva mêlé lui fournirent l'occasion de sa prodigieuse carrière militaire.

Nous basant exclusivement sur des documents officiels qui nous ont été fournis par les actes consignés sur les registres de catholicité des paroisses, les archives départementales des Alpes-Maritimes, les archives communales de diverses localités de ce département, les Archives Nationales, celles du Ministère de la Guerre et les papiers de la famille Masséna, nous sommes parvenus à reconstituer la famille du maréchal et à retrouver les actes principaux qui ont marqué l'existence de chacun de ses membres.

Nous avons suivi pas à pas André Masséna pendant ses années d'enfance et de jeunesse ; au Royal Italien d'abord, où il apprend le métier des armes sous la surveillance de son oncle Marcel, et où vient le rejoindre son frère Jean ; à Antibes, ensuite, où il se marie ; à Vence, où il instruit, puis, commande un bataillon de Volontaires Nationaux ; à l'Armée d'Italie, enfin, où il conquiert tous ses grades et peut donner la mesure de sa valeur, jusqu'au jour où,

après le siège de Toulon, il est fait général de division.

Dès ce moment, il appartient à l'Histoire et tout a été dit sur lui.

Mais, à côté du maréchal, plusieurs de ses parents eurent une certaine notoriété, surtout pendant la période révolutionnaire. Son oncle Jérôme Marcel, qui l'avait précédé au Royal Italien, fut longtemps officier et commanda le Fort Carré et la place d'Antibes; un autre de ses oncles, Augustin Marie, joua à Nice un petit rôle politique; son cousin Philippe y fut conseiller municipal et Trésorier des Invalides de la marine, un autre de ses cousins, François, devint commissaire des guerres à l'armée d'Italie; son beau-frère, Honoré-Vincent Galli, avocat et magistrat à Nice, fut député des Alpes-Maritimes; un autre de ses beaux-frères, Michel Uberti, y était commissaire de police; son neveu, lieutenant de dragons, fut tué en Italie; tous nous ont paru intéressants à des titres divers.

C'est donc non seulement l'histoire de la jeunesse du maréchal, mais aussi celle de sa famille, que nous offrons au public.

Trois stades sont bien nettement marqués dans la vie si curieuse et si agitée de la famille Masséna.

Dans le premier, elle habite Levens, le village d'origine. Ses membres vivent et meurent à l'ombre du clocher: ils n'exercent aucune profession et vivent paisiblement des revenus de la terre qu'ils possèdent et qui pourvoit à leurs besoins.

Plus tard, avec Dominique Masséna, c'est l'exode vers Nice. Le rural, attiré vers la ville, devient citadin. Des besoins nouveaux se font sentir; le désir de faire des affaires, l'appât du gain transforment le villageois en commerçant. Les prairies de Levens, la vie champêtre au pied des oliviers de Saint-Antoine de Siga font place à une sombre boutique dans une rue étroite et tortueuse de la vieille ville, à Nice.

Enfin, avec les descendants de Dominique, la famille se disperse et les Masséna semblent n'avoir plus de foyer. Les uns s'embarquent pour l'Amérique, d'autres se font soldats et les derniers viennent en France apprendre des métiers nouveaux pour eux : savonniers ou tanneurs. La tourmente révolutionnaire prend certains d'entre eux ; les uns sont emportés, un seul surnage, l'Empire en fera un maréchal de France ; les autres finiront inconnus ou presque comme ils ont débuté.

Si l'on voulait dégager les caractéristiques de la famille, on pourrait citer en première ligne le grand nombre d'enfants. Antoine Masséna en eut six ; Dominique, huit ; Augustin Marie, dix ; M^{me} Deporta, neuf ; François, sept ; M^{me} Galli, sept ; Jules César, le père du maréchal, six. Cela explique l'émiettement de la fortune des Masséna dont le patrimoine, quoique important, se trouve régulièrement partagé entre un grand nombre d'ayants-droit.

Le second caractère de la famille est le sentiment religieux (1). Dominique Masséna, dont un frère était dans les Ordres, cède un de ses domaines au couvent des R. P. Augustiniens de Saint-Jean-Baptiste de Nice,

(1) Ce sentiment était d'ailleurs à cette époque partagé par toute la population niçoise, si l'on croit Smolett, qui dans ses « Lettres de Nice » (1763-65) déclare :

« Pour ce qui est de la religion, je puis affirmer qu'ici la superstition règne sous les plus sombres couleurs de l'ignorance et du préjugé. Je crois qu'il y a dix couvents de moines et trois de nonnes au dedans et au dehors des murs de Nice et il m'a été impossible d'apprendre que dans tous ces couvents un seul homme ait fait quelque progrès dans une branche quelconque des connaissances humaines. Tous les ecclésiastiques sont exemptés de tout service public, car ils sont tous sous la protection et l'autorité immédiates de leur évêque ou de son vicaire. L'évêque de Nice est suffragant de l'archevêque d'Embrun de France et les revenus du siège s'élèvent à cinq ou six cents livres (douze mille cinq cents à quinze mille francs). Nous avons aussi un office de l'inquisition, mais il semble ne pouvoir accomplir aucun acte de sa juridiction sans y être spécialement autorisé par le roi. Toutes les églises sont des sanctuaires pour n'importe quelle sorte de criminels sauf s'il s'agit de haute

moyennant un cens annuel. Augustin Marie songe un instant à se faire moine et accomplit un an de noviciat à Nice; un grand nombre de prêtres interviennent dans la vie intime des Masséna, leurs actes de famille, les ventes, les achats; ils sont témoins dans les mariages, parrains des enfants, etc... Le père du maréchal, par son testament, après avoir recommandé son âme à Dieu, déclare qu'il désire être enterré dans l'église des R. P. de Saint-Augustin, près de l'autel consacré à Saint-Nicolas de Tolentino et que cent vingt messes pour le repos de son âme soient célébrées après sa mort.

Le besoin impérieux d'expatriation, l'esprit d'exotisme n'est pas une des particularités qui frappe le moins, chez les Masséna; c'est ainsi qu'Augustin et François vont en France, à Toulon, apprendre des métiers. Antoine François disparaît en Amérique; Jérôme Marcel, officier au Royal Italien, ne reviendra presque jamais au pays natal, de même Jean Masséna, qui meurt au service et André, dont on connaît la carrière.

Et c'est cela sans doute qui amène tous les fils de la famille à épouser des françaises. Augustin Marie se marie à Toulon; Jules César, à Nice, avec une toulonnaise, comme plus tard, Jérôme Marcel, à Toulon également, François à Marseille, André, enfin, à Antibes, avec M^{lle} Lamarre.

Mais en somme, à l'époque où André vient au monde, c'est une famille déjà bien niçoise par la naissance et le lieu de leurs occupations, quoique leurs lointains ancêtres soient originaires de Levens.

trahison et les prêtres sont extrêmement jaloux de ce privilège particulier; ils reçoivent à bras ouverts les assassins, les voleurs, les contrebandiers, les banqueroutiers frauduleux, tous ceux qui encourent la peine de mort. Jamais il ne les rendent qu'après avoir stipulé que leur vie et leur liberté seraient sauvées ».

(Smolett « Lettres de Nice » traduites par Ed. Pilatte. Nice 1916 Imp. du journal *l'Eclaircur de Nice*, p. 80).

Cet ouvrage est sans doute incomplet, de nombreuses lacunes existent encore ; elles proviennent en grande partie de l'absence de documents, détruits par les révolutions, le passage des armées étrangères, ou retirés des archives par des mains peut-être intéressées. Néanmoins nous estimerons que notre but est atteint si nous avons réussi à fixer certains points particuliers de l'histoire des Alpes-Maritimes et à éclairer d'un jour nouveau la physionomie si curieuse du maréchal et celle de ses proches qui ont gravité dans son orbite et dont quelques-uns cherchèrent à tirer profit de sa gloire, de son crédit et surtout de son indulgente et inlassable bonté pour tous les siens.

P. S.



Clélie J. Guerra, phot. Nice

LEVENS. — Vue générale.

Pl. B.



Cliché J. GILETTA, phot. Nice

LEVENS. — Porte de l'ancien Château

Pl. p. 2

LIVRE PREMIER

LA FAMILLE MASSÉNA⁹

CHAPITRE PREMIER

Origine de la Famille Masséna

L'origine lointaine des Masséna se perd dans la nuit des temps et en remontant le cours des siècles, pour suivre la filiation, il n'est pas possible de retrouver le fondateur de cette famille qui a donné à la France le plus grand homme de guerre que nous ayons eu sous l'Empire, après Napoléon.

Le premier Masséna (1) dont on rencontre la trace

(1) Les explications les plus diverses ont été données sur l'étymologie du nom de Masséna très répandu actuellement dans le midi de la France et surtout dans l'ancien Comté de Nice. Voici les principales :

(a) Masséna proviendrait de Malausséna qui dérive du latin *malus senex* (vieux malin ou mauvais vieillard). Par contraction, après la chute de la médiane, Malausséna est devenu Masséna. D'ailleurs les noms de Malausséna, Malaussène, Masségli, Masséna se rencontrent fréquemment dans le département des Alpes-Maritimes.

(b) Masséna serait une corruption du provençal *maou souna* le mal nommé.

(c) Masséna viendrait du sanscrit Mahaséna (général d'armée : Burnouf, Dictionnaire sanscrit, p. 499), d'où cette conclusion inattendue que le maréchal Masséna était peut-être d'origine israélite. A ce propos, il convient de signaler ici un curieux passage du roman « The Coningsby », de Benjamin Disraéli (Lord Beaconsfield) premier ministre de la reine Victoria d'Angleterre, ouvrage paru vers 1830 et qui déclare que « Several of the French Marshal and the most famous, Masséna, for examples was hebrew ; his real name was Manasseh, » Plusieurs maré-

vivait à Levens, en même temps que d'autres du même nom, d'ailleurs, vers 1550. D'autre part, presque simultanément, un demi-siècle plus tard exactement, une famille Masséna existait en Piémont et ses membres étaient pourvus de situations importantes, notamment Jean-Baptiste Masséna, avocat des pauvres (1650) ; sénateur de Piémont (1669) et enfin capitaine général de justice (1675) ; Pierre François Masséna, investi du fief de Monteu, sur le Pô, le 14 novembre 1665 ; notons encore un mariage célébré vers la fin du XVII^e siècle entre Catherine Masséna (ou Mazzena) et le noble Lucas Antoine Martini di Castelnuovo (1).

Y a-t-il un lien de parenté entre la branche de Piémont et celle de Levens ? rien n'est moins certain, bien qu'il ne soit pas impossible de supposer, comme on l'a fait (2) qu'à une époque indéterminée, une branche des Masséna de Piémont ait passé les Alpes à une occasion quelconque pour aller s'établir en pays Sarde, dans la vallée de la Vésubie, à Levenzo (Levens).

Il existe encore aujourd'hui dans ce petit village, plusieurs familles Masséna, issues peut-être d'une même

chaux français et par exemple Masséna, le plus fameux, étaient juifs, son nom véritable était Manassé. » *Journal l'Eclaireur de Nice*, juin 1913. Enquête de M. G. Maurevert ; voir également Drumont « La France juive » T. I, p. 49 et 324 ; journal *L'Intermédiaire*, n^o du 25 novembre 1882.

(d) Masséna — oubli — intervention de Manassé ; nom du fils aîné de Joseph et de la plus grande des douze tribus d'Israël ainsi nommé, nous dit la Bible (Gen. XLI, 51) parce que, à sa naissance, Joseph s'écria : « Dieu m'a fait oublier tous mes soucis. » Manassé aura été volontairement interverti en Masséna au moment de la conversion au christianisme d'un israélite de ce nom (*Journal l'Eclaireur de Nice*, 12 avril 1921. Interprétation de quelques noms de famille de Nice et de la région).

Toutes ces explications sont de pure fantaisie ; il n'y a aucune ascendance israélite dans la famille de Masséna. Quant à l'étymologie exacte de ce nom, la question reste entière.

(1) J. de Orestis — La noblesse niçoise — Chap. XLIV. *Revue Nice historique*, passim.

(2) Opinion émise par M. Henri Sappia. *Revue Nice historique*, passim,

origine et dont les diverses ramifications eurent des fortunes différentes.

Dans cette étude, nous nous occuperons seulement de la branche de la famille du maréchal, dont les premiers membres se retrouvent à Levens, qui devait devenir le berceau des ancêtres de « l'enfant gâté de la Victoire », et nous ne citerons que pour mémoire les branches collatérales.

CHAPITRE II

LEVENS

Les Premiers Masséna

C'est donc à Levens (1) comme nous l'avons déjà indiqué plus haut, que l'on rencontre au XVI^{me} siècle les premiers membres connus de la famille Masséna.

Levens était à cette époque un bourg fortifié des plus modestes, aux rues étroites et tortueuses, composé de quelques pauvres maisons aujourd'hui lépreuses, groupées au flanc d'une petite hauteur, dans un site magnifique, sur les ruines d'un oppidum romain, ancien poste militaire d'observation, au confluent du Var et de la Vésubie (2)

(1) Levens (castrum leventio) chef-lieu de canton des Alpes-Maritimes, à 22 kilomètres de Nice, 570 m. d'altitude, 1305 habitants (recensement de 1921).

(2) Urbain Bosio « La Province des Alpes-Maritimes », Nice, Imp. des Alpes-Maritimes, 1902, p. 46.

— Edouard Arène « Monographie de la ville de Levens »,

— Louis Durante « Chorographie du Comté de Nice », Turin, Imp. des Frères Favale, 1847, p. 108.

Le château seigneurial (1) de la famille Grimaldi, auprès duquel s'élevait une petite église romane, dominait le village.

JEAN HONORÉ MASSÉNA

Animée de sentiments d'affection très tièdes pour ses turbulents seigneurs, la population de Levens n'a pas d'histoire au moment où on retrouve parmi elle l'ancêtre de Masséna : noble Jean Honoré Masséna (2) comme le qualifie l'acte qui nous révèle son existence, ce qui semble indiquer qu'il n'était pas tout-à-fait dépourvu de moyens d'existence.

(1) Le château, dont il ne reste aujourd'hui que des vestiges fut démoli après la mort d'Annibal Grimaldi, comte de Beuil qui s'étant révolté contre son suzerain, fut arrêté et exécuté dans son château de Tourettes, en 1622, par ordre du Duc de Savoie.

« Les habitants, dit M. Dominique Durandy, se réjouirent paraît-il de la déconfiture de leurs seigneurs ; désireux de célébrer un si bel événement, ils plantèrent sur la principale place de l'époque, au lieu d'un arbre de la liberté, une grosse pierre, probablement tirée des murailles abattues ; ils dansèrent autour de ce bloc symbolique des farandoles joyeuses. La tradition de ces réjouissances libertaires s'est continuée jusqu'à nos jours. Chaque année, à la fête patronale, la pierre féodale — le boutau — reçoit la visite des habitants et chacun d'eux se fait un devoir de témoigner à cet ancêtre le mépris nécessaire. Les plus agiles l'enjambent sans façons ; les vieux se contentent de lui décocher un coup de pied. La rancune du populaire est tenace... »

(Durandy « Mon Pays » t. II. Paris-Bruxelles. Van Oest 1920 p. 140).

(2) Il nobile Massena (le noble Masséna). Ce qualificatif de « noble » que l'on rencontre fréquemment sur les registres de catholicité du clergé et les minutes des notaires de l'époque sarde, n'indique nullement une origine aristocratique de famille, contrairement à ce que l'on serait tenté d'admettre. Le mot « noble » est ordinairement employé pour toutes les personnes qui ayant quelques biens ou une certaine situation sociale, ne vivaient pas uniquement du produit de leur travail chez autrui. Par contre, pour les familles titrées, le nom est régulièrement précédé, dans les actes officiels, du qualificatif « illustrissimo » (illustrissime) suivi du titre nobiliaire.

M. Edouard Arène dans sa « Monographie de la ville de Levens »

TABEAU I

LES PREMIERS MASSÉNA

JEAN-HONORÉ MASSÉNA
vivant à Levens vers 1550

ANTOINE-FRANÇOIS MASSÉNA

ANTOINE MASSÉNA
† 12 déc. 1708

ANNE-CAMILLE GALLI

AUGUSTIN MASSÉNA
MARTHE GALLI

Angélique MASSÉNA	Isabelle MASSÉNA	Marie-Françoise MASSÉNA	Marie-Françoise-Marie MASSÉNA	Marie-Camille MASSÉNA	Victoire MASSÉNA	Dominique MASSÉNA	François-Denis MASSÉNA
J. B. Lorenzo	Pierre-Antoine GIOFFREDO	Ludovic RUSTEGHE	† jeune	Jean-Dominique GASTAUDO	† jeune	(1)	Religieux de l'Ordre des Pères de St-François à Grasse (A.-M.).

(1) Voir tableau III la descendance de Dominique MASSÉNA



Cliché J. GILETTA, phot. Nice

LEVENS. — Rue de la vieille ville

Pl. p. 9

On n'a aucun renseignement sur Jean Honoré Masséna qui doit avoir vécu à Levens vers 1550. Il convient pourtant de remarquer que ses descendants firent des mariages assortis à leur situation, qui paraît bien assise. Le notaire de Levens intervient toujours pour dresser un contrat de mariage et les divers actes faits par eux durant leur vie nous les montrent comme propriétaires de biens suffisants pour les faire ranger dans la classe moyenne du pays.

Les Masséna ne demeurèrent pas étrangers à la vie politique de leur commune ; d'aucuns d'entre eux siègèrent au conseil communal de Levens (1) et on relève leur signature au bas de documents très anciens, ce qui mérite d'être signalé à cette époque où la plus grande partie de la population était illettrée.

ANTOINE FRANÇOIS MASSÉNA

Le fils de Jean Honoré, Antoine François Masséna, fut également un levençois. Il acheta le 24 mars 1635, à Ange Ricordi et à sa sœur Marguerite, un terrain au quartier

donne au qualificatif « noble », l'origine suivante : « Les seigneurs de Levens ayant été dépossédés de leur fief, la commune de Levens s'était fait donner, à beaux deniers comptants par les rois de Sardaigne, l'investiture du fief aboli et c'est pour cela qu'elle était dénommée dans les actes « *contessa del medesimo luogo* », et que tous ses citoyens pouvaient prendre dans les actes publics, l'appellation de « noble ». La même particularité est à signaler pour les gens de Contes d'Utelle et autres lieux de Alpes-Maritimes. Ainsi s'explique le qualificatif de « noble » que nous avons vu donner plus haut à Masséna et à la demoiselle Daideri. »

Cette explication historique, séduisante au premier abord tombe d'elle-même si l'on remarque que les Masséna sont qualifiés de « nobles » dès 1635 (voir arch. dép. des Alpes-Maritimes, livres des notaires, livre n° 42, fol. 816) alors que la commune de Levens n'a racheté sa liberté qu'en 1734.

(1) Augustin Masséna, membre du Conseil communal de la ville de Levens, signe en cette qualité, le 13 décembre 1750, les « Statuts politiques et champêtres de Levens » Nice 1752, J.-B. Romero, Imp. Bibliothèque Municipale de Nice.

de Saint Antoine de Siga (1) à quelques kilomètres de Levens. On verra par la suite les divers membres de la famille Masséna s'efforcer d'arrondir par des acquisitions successives ce domaine de la Siga, qui fut le noyau des biens de la famille, et devint par le jeu des successions, et la convoitise des héritiers, la source de nombreux procès entre eux. Les propriétés de Saint-Blaise devaient comme les maisons de Levens, appartenir aux Masséna jusqu'à la fin de l'Empire.

Antoine François Masséna eut, entre autres enfants, deux fils : Antoine et Augustin.

ANTOINE MASSÉNA

Le premier, Antoine Masséna, avait épousé Anne Camille Galli qui lui avait apporté en dot quinze cent cinquante lire. De ce mariage naquirent six filles (2) :

Angélique, qui épousa J. B. Lorenzo, de Levens ; Isabelle, femme de Pierre Antoine Gioffredo ; Marie Françoise, mariée à Ludovic Rusteghe, de la Roquette ; Françoise Marie, morte en bas âge ; Marie Camille, qui devint la femme de Jean Dominique Gastaud, de Nice ; enfin Victoire, qui mourut jeune.

Vivant en parfaite intelligence, les deux frères avaient uni leurs intérêts dans les affaires qu'ils entreprirent.

Avant de mourir, le 12 décembre 1708, Antoine par son testament (3) dressé le 7 décembre 1708 par Ludovic Masséna, notaire, institua comme héritier son frère Augustin. Il laissait à sa femme l'entier usufruit de sa fortune et neuf cents lire à chacune de ses filles.

Le règlement de cette succession ne se fit pas sans

(1) Nice. Arch. dép., Livres des Notaires, vol. 42, folio 816.

(2) Arch. dép. des Alpes-Maritimes, Livres des Notaires série C. année 1730, livre 2, folio 121.

(3) Testament du 7 décembre 1708 reçu par Ludovic Masséna, notaire.

difficultés (1). Un premier accord intervint le 7 mai 1709 entre les héritiers, mais au décès de Françoise Marie et de Victoire Masséna, de nouveaux démêlés se produisirent et l'affaire fut portée devant le tribunal « prefetoria » de Nice. Le procès dura quatorze ans, du 9 février 1713 au 7 novembre 1727 et se termina, grâce à l'intervention d'amis communs, par un compromis en date du 24 février 1728, aux termes duquel Anne Camille Galli, veuve Antoine Masséna, conservait la possession d'un terrain et d'une partie de maison au quartier de la Siga. De plus, après sa mort, Augustin Masséna s'engageait à payer aux héritiers de sa belle-sœur les quinze cent cinquante lire de sa dot. Elle recevait en outre la maison de Levens avec tous ses meubles et une somme de cent lire. Enfin Augustin versait à sa nièce Marie Camille, épouse de Gastaudo, la dot qu'il lui devait en qualité d'héritier de son frère, Antoine.

M^{me} Anne Camille Galli-Masséna qui habitait Saint-Antoine de Siga, au moins après le décès de son mari (2), mourut vers 1733, après avoir fait un testament par lequel elle disposait de ses biens en faveur de sa famille (3).

AUGUSTIN MASSÉNA

Augustin Masséna, frère du précédent et fils d'Antoine François, est l'arrière grand-père du maréchal. Il est né très certainement à Levens et épousa Marthe Galli (4) qui était probablement la sœur de Anne Camille Galli, sa belle-sœur. Membre du conseil communal de Levens,

(1) Arch. dép. des Alpes-Maritimes ; Livres des Notaires 1730, livre 2, folio 121.

(2) Nice, Arch. dép. Livres des Notaires, série C. année 1730, livre 2 folio 121.

(3) Nice, Arch. dép. Livres des Notaires, série C. année 1733, livre 1, folio 461.

(4) Nice, Arch. dép. C. 366 (1737 L. I., folio 346).

nous avons vu qu'il signa en cette qualité, le 13 décembre 1750, les statuts politiques et champêtres de la ville de Levens (1).

Il agrandit de nombreuses parcelles de terrain le domaine familial de la Sigà (2) et n'eut que deux fils ; Dominique Masséna, auquel il survécut, et François Denis Masséna dont on ne retrouve l'indication de son existence, que dans un acte du 2 juillet 1726 par lequel, devant entrer dans l'ordre des Pères de Saint-François, à Grasse, il renonce à tous ses biens présents et futurs en faveur de son frère Dominique en échange d'une pension annuelle de trente lire en monnaie de Savoie, que celui-ci promet de lui servir (3).

Il fit avec son frère Antoine quelques opérations sur les blés qui donnèrent lieu à des procès qui se terminèrent beaucoup plus tard et dans lesquels il paraît établi qu'ils avaient agi pour le compte de la commune de Levens (4).

Par un acte du 16 mars 1728 reçu par J. B. Galli, notaire, Augustin Masséna avait émancipé son fils Dominique (5), lui faisant donation de tous ses biens sous réserve d'en conserver l'usufruit durant sa vie et celle de M^{me} Galli, sa femme. Quelques années après, le 24 septembre 1753, devant Jean-Laurent Faraudi, notaire, Augustin Masséna s'était obligé de payer à Joseph Ignace Garidelli, d'Aspremont, y habitant, neuf-cent vingt-quatre

(1) Voir note 3, p. 10,

(2) Nice. Arch. dép. C. 341 — 1731 — L. 3 folio 8 § 2

» C. 350 — 1733 — L. 1 » 233

» C. 353 — 1733 — L. 4 » 215

» C. 365 — 1736 — L. 4 » 260

» C. 366 — 1737 — L. 1 » 346

(3) C. 345 (1726 L. 3) folio 186.

(4) Nice. Arch. dép. Livres des Notaires, série C, année 1737, livre 3, folio 187. — C. 368.

(5) Nice. Arch. dép. C. 328 (1728, livre 1, folio 465).

lire, six sols, huit deniers et d'autre part une somme de cinquante-six lire, dans le délai de quatre ans, avec intérêts à cinq pour cent. Augustin mourut sur ces entrefaites, avant de s'être acquitté. Son fils Dominique étant décédé, Garidelli fit alors assigner en paiement ses petits-fils, Augustin Marie, Antoine François, Jules César et Jérôme Marcel, supposés héritiers de leur grand-père. Mais les quatre frères Masséna qui se trouvaient déjà en possession des biens d'Augustin, par suite de l'émancipation de son fils Dominique, essayèrent de se soustraire au paiement en refusant l'héritage de leur grand-père, Augustin. Garidelli assigna alors le 25 novembre 1758, M^{mes} Marie Catherine, Thérèse et Isabelle, leurs sœurs, filles de Dominique, comme héritières de leur grand-père Augustin en raison de la renonciation de leurs frères, ainsi que M^{me} Lucrèce Blanc, leur mère, pour se faire attribuer en gage deux parcelles de terrain sises, l'une à Saint-Blaise, quartier de Garbi, l'autre à Levens, quartier de la Siga, et les conserver en garantie jusqu'au paiement de la somme. Un accord intervint le 13 Janvier 1765 et l'on convint de transiger moyennant le versement de huit cents lire (1) ; la moitié de cette somme fut payée le 4 février 1776 (2) par Augustin Masséna à Joseph Ignace Garidelli, chanoine et vicaire général à Nice.

Peut-être Augustin Masséna, quoiqu'il habitât Levens, vécut-il un certain temps à Nice, où sa présence est notée en diverses circonstances (3) et où devait habiter son fils

(1) Nice. Arch. dép. C. 470, folio 124 (1765 L. 2).

(2) Nice. Arch. dép. C. 512, folio 295 (1776 L. 1).

(3) Augustin Masséna se trouvait à Nice aux dates suivantes, sa présence était constatée dans divers actes auxquels il prit part :

13 mars	1730	Nice.	Arch.	dép.	Livre 2	1730	folio	121
4 juin	1736	»	»	»	» 3	1736	»	95
6 nov.	1736	»	»	»	» 4	1736	»	260
31 janv.	1737	»	»	»	» 1	1737	»	346
23 juin	1745	»	»	»	» 2	1745	»	252

Dominique. Il mourut très probablement à Levens entre 1753 et 1758.

Signalons encore un acte intéressant qui marqua la fin de sa vie. Un an environ après la mort de son fils Dominique, le 6 novembre 1736 (1) à Nice et dans la sacristie du couvent des R. P. Augustiniens déchaussés de Saint-Jean-Baptiste, situé hors des murs de la ville, en présence du chapitre assemblé « par l'habituel son de cloche » et présidé par le prieur François de la Beata Rita, Augustin Masséna, tout en se réservant l'exploitation du fonds, cède au couvent la propriété de sa maison et de sa terre y attenante, sise à Levens au quartier de Saint-Antoine de Siga, et complantée en vignes, figuiers, oliviers et autres arbres fruitiers, moyennant un cens annuel et perpétuel pour lui et ses successeurs de vingt-cinq lire de vingt sols chacune en monnaie piémontaise, cens rédimable en conformité de la bulle du Pape Pie V.

(1) Nice, Arch. dép. C. 365, folio 260 (1736, Livre 4).

CHAPITRE III

La Famille Masséna à Nice

DOMINIQUE MASSÉNA, NÉGOCIANT

La forte et curieuse personnalité de Dominique Masséna, le grand-père du maréchal, se détache nettement au milieu de toute la famille à laquelle il semble infuser un sang nouveau.

Né à Levens vers 1696 et fils d'Augustin, dont la situation de fortune était aisée. Dominique, comme ses parents, vécut au village ses premières années. Pour quelles raisons et à la suite de quels évènements se résolut-il à quitter Levens et à changer d'existence ? on ne sait ; quoiqu'il en soit, nous le verrons rompant avec le passé pour obéir à une sorte d'impulsion secrète que la nécessité, tout au moins, ne semble pas justifier, abandonner le village natal, la vieille maison paternelle où avaient vécu tous ses aïeux, le paysage familial où il avait passé son enfance et sa jeunesse, les parents restés fidèles au clocher, les amis de toujours, pour venir à Nice, s'y créer un foyer, fonder une famille et s'installer commerçant (1)

Ce besoin de changement, de nouveauté, ce trop plein

(1) Le recensement de la ville de Nice en 1734, lui donne la profession de « rivendarolo », revendeur. Nice. Arch. dép. C. 4, t. 1, folio 248,

d'énergie qui pousse à la recherche des aventures, ce sentiment qui naît et semble se manifester pour la première fois chez Dominique Masséna, se retrouvera amplifié chez ses enfants. De Nice, ils se disperseront à leur tour, les uns jusqu'en Amérique, les autres en France ; ils deviendront soldats ou entreprendront des professions diverses, au hasard des occasions et des circonstances, métiers nouveaux que personne dans la famille n'avait exercé jusqu'alors.

C'est avec Dominique Masséna que vers 1723, la famille devient définitivement niçoise. Pourtant, si, à partir de cette époque, Levens ne tient plus dans leur esprit et dans leur cœur qu'une place secondaire au profit de Nice, où se trouve leur nouveau foyer et le siège de leur intérêts principaux, Dominique Masséna n'oubliera jamais les propriétés de famille, bien au contraire, toute sa vie et jusqu'à la veille de sa mort, il s'efforcera par des acquisitions nombreuses et judicieuses, d'agrandir le patrimoine familial et surtout le domaine de Saint-Antoine de Siga (1).

De Nice, il s'y rendait de temps en temps. Les routes actuelles n'existaient pas et il faisait le trajet sur sa mule (2)

(1) Nice. Arch. dép. Livres des Notaires. Insinuation Sarde

C.	336	folio	382	année	1730	Livre	4
C.	338	»	403	»	1730	»	6
C.	340	»	306	»	1731	»	2

C. 340 » 354 § 2, 6 avril 1731, folio 80-82.

1731. Livre 4, folio 358 § 2, 4 mai 1731.

C. 355, folio 389 (1734, Livre 1).

(2) A cette époque tout le trafic se faisait au moyen de mules. « Les mules de Piémont, dit Smolett, sont très fortes et très résistantes ; elles portent une charge de près de six cents livres (deux cent vingt-cinq kilogs). On les nourrit facilement et elles n'ont besoin d'autre repos que celui de la nuit. C'est le seul moyen de transport utilisable pour le passage des montagnes, à cause de la sûreté de leur pied. On remarque qu'en choisissant leur chemin, elles longent toujours les précipices. Il faut les laisser se conduire elles-mêmes, sans quoi on s'exposerait à perdre la vie, car elle sont têtues jusqu'au désespoir. Il est très dangereux



Cliché J. GILETTA. phot. Nice

LEVENS. — Une rue des vieux quartiers

Pt p 27

enveloppé dans une ample limousine de filoselle jaune, allant par les sentiers pierreux surveiller ses récoltes, percevoir les cens en nature et en argent qu'on lui devait et s'occuper de sa vigne de Saint-Blaise dont il vendait le vin à sa boutique de Nice.

Le pays était giboyeux à cette époque et Saint-Blaise surtout a conservé une réputation qui est parvenue jusqu'à nous. Dominique Masséna était chasseur et dans l'inventaire de ses biens on ne manque pas de remarquer la présence dans chacune de ses maisons d'un ou deux fusils à piston et d'un canon de rechange. Le rural n'était pas encore tout à fait mort en lui et il conservait de la tendresse pour ce coin de Levens où avaient vécu ses parents.

Ses enfants ne suivront pas leur père dans cette voie. Nés à Nice et habitués à l'existence plus agitée de la ville, ils ne trouveront aucun attrait aux figuiers, à la vigne et aux oliviers de Saint-Antoine-de-Siga. Plus tard, ils se partageront simplement ces terres qui, après eux, passeront en d'autres mains. Le jour viendra vite, où les Masséna ne posséderont plus rien à Levens.

Ils étaient pourtant nombreux et importants les biens de Dominique Masséna à Levens, Saint-Blaise et aux environs (1).

de rencontrer ces animaux lorsqu'on est à cheval, car ils ont une telle aversion pour les chevaux qu'ils les attaquent avec leurs cavaliers. Le meilleur moyen d'éviter ce sort est de faire sentir l'éperon à sa monture et de chercher son salut dans la fuite. J'ai été, plus d'une fois, obligé de fuir devant les mules. Elles vous avertissent par un braiment hideux qu'elles lancent dès qu'elles aperçoivent de loin le cheval. Les mules de Provence ne sont pas aussi désagréables étant plus habituées à la vue et à la compagnie des chevaux, mais les mules du Piémont sont les plus grandes et les plus fortes que je connaisse. »

(Smolett-Lettres de Nice. — Nice imp. de l'*Eclaireur* 1919. Lettre XX. p. 108).

(1) Nice. Arch. dép. Série C. Livres des Notaires 1736 L. 3, folio 95. Inventaire des biens de Dominique Masséna et Série Q. 186 (dossier n° 15) partage des biens de la succession de Dominique Masséna.

En premier lieu à Levens, au quartier dit du Serret, une maison (1) voisine de celle de sa tante, M^{me} Anne Camille Galli, veuve d'Antoine Masséna. Elle se composait au rez-de-chaussée d'une grande pièce divisée en deux : cuisine et salle à manger, et de deux étages élevés sur cave ainsi que d'un petit jardin avec citerne, le tout clos de « murs en mortier ».

Le mobilier était confortable, presque luxueux. Au rez-de-chaussée, dans la pièce principale, la « salle » on remarquait de beaux meubles de jadis, le pétrin en bois de noyer, avec sa « vasquetta » (2) et deux tiroirs, trois tables « longues » et une autre moyenne « pour le pain », des bancs « longs » en bois et des chaises également en noyer, ainsi que des coffres à serrures et une huche. Comme service de table, un certain nombre de plats et couverts en laiton et étain (12 fourchettes, 8 cuillers et 6 couteaux) ; enfin, aux murs deux fusils de chasse avec un canon de rechange et un carnier.

A côté, dans la cuisine, se trouvait une batterie de cuisine en cuivre complète sans oublier la bassinoire en cuivre avec « manche de bois », une chaufferette, la grande marmite suspendue à sa crémaillère sous la haute cheminée à manteau, les antiques calens (3) à huile, une

(1) « Confrontant à l'Est une partie du susdit quartier du Serret la maison de Pierre Antoine Gioffredo (?) au couchant, M. Etienne Gioffredo, au midi, M. Jérôme Denovis, au nord la maison de Ludovic Rainaud. Après avoir mesuré et visité avec diligence, après avoir fait toutes les constatations au sujet de son état actuel ainsi qu'à la qualité des matériaux, bois, fer, employés dans la construction, en tenant compte des réparations à faire nous l'avons estimée, jardin et citerne compris et sous déduction des charges seigneuriales à lire : 1668 » (Nice Arch. dép. Q. 186 dossier Masséna, 22 août 1788, — Peglion, notaire — Acte de partage des biens de Dominique Masséna, rapport d'expertise et estimation).

(2) « Vasquetta » petite vasque, récipient destiné à contenir l'eau nécessaire pour délayer la farine.

(3) Petite lampe à huile.

balance romaine et une autre à plateaux de cuivre ; une grande bassine en cuivre, sept jarres à huile, divers outils et ustensiles : deux cuves « pour la lessive » et une grande table « longue » en noyer avec deux bancs de même longueur.

Les diverses chambres des étages supérieurs comportaient comme mobilier quatre lits dont trois avec matelas et traversins et tous avec leur paillasse : des tables, des coffres, des chaises plus modestes « en bois de Marseille » et dans les armoires le linge de maison dont la nomenclature exacte et minutieuse a été conservée : une couverture rembourrée ou « vanne » ; trois couvertures de laine dont une usagée ; deux couvertures d'été, l'une en coton l'autre en fil ; neuf nappes, deux douzaines et demie de serviettes ; une douzaine et demie d'essuie-mains ordinaires et trois torchons ; vingt-neuf draps de lit en « toile ordinaire de maison » ; dix sacs, quatre « vanutella de maison » ; deux costumes complets pour homme, l'un en drap, l'autre en « drap du Maroc » et vingt chemises d'homme (1).

L'acte de partage des biens de Dominique Masséna mentionne également comme lui appartenant, une maison située non loin de la précédente (2) élevée d'un étage sur rez-de-chaussée, mais il est plus probable que c'était là

(1) Dans la cave se trouvaient six tonneaux l'un cerclé en fer de la contenance de une salmate ; deux autres avec un cercle de fer « sur le bord » de six salmate chacun ; un autre pouvant contenir trois « charges » ; un de deux « charges » et le dernier de une « charge ». Dans l'écurie, une mule avec bât, selle, bride, un autre harnachement, et enfin un porc.

(2) « Confrontant à l'Est la maison de Dominique Masséna ; à l'Ouest Midi et Nord, le chemin au-dessus dudit Masséna, au-dessous Jean Antoine Gilletta. Après l'avoir visitée et mesurée avec diligence et tenant compte de son état actuel (1788) nous l'avons estimée, déduction faite des charges seigneuriales à lire : 100 ». (Nice Arch. dép. Q. 186 dossier Masséna).

celle de M^{me} Anne-Camille Galli, veuve d'Antoine Masséna, sa tante, et qu'elle n'échut aux héritiers de Dominique qu'après la mort de celle-là.

Ce n'est pas tout ; au quartier de Saint-Antoine de Siga (1) non loin de Levens, sur le territoire de la commune de Saint-Blaise, entre le chemin vicinal et la propriété de M. Raynaudi, avocat, Dominique Masséna possédait une propriété de plus de huit hectares complantée en oliviers, vignes, figuiers, pins, et sur laquelle se trouvaient deux maisons, une grande ferme aux vastes pièces spacieuses et une maison plus petite séparée de la première par une aire.

Dans cette maison rustique, occupée en majeure partie par le fermier, se trouvait un mobilier plus sommaire que dans l'habitation de Levens. On y notait : un coffre en noyer sans serrures, trois chaises en noyer et trois autres « en bois de Marseille », une table ronde en bois blanc, une batterie de cuisine très simple, une broche, un gril en fer, des casseroles, et, dans les communs, un tonneau de la contenance de sept salmate (2), deux cuves à vin, une « copa » (3), un seau, un pressoir, trente et une claies pour faire sécher les figues, et quelques animaux : un porc, deux bœufs de labour, un veau, loués au fermier Antoine Faraud ; enfin, quatre « trentenaya » et six chèvres et moutons.

Une autre propriété sise à Saint-Blaise, complantée en vignes, figuiers, oliviers, pins, partie aride, d'une superficie de cinquante-cinq starate (4), soit environ huit hectares

(1) Ed. Arène « Monographie de la ville de Levens ». — Durandy « Mon Pays » tome 1, p. 317, Paris ; G. Van Oest 1918.

(2) Salmate : mesure de capacité valant cent vingt pintes.

(3) Copa : grande coupe de bois.

(4) Starate : environ quinze cent cinquante mètres carrés. Voir à la fin de l'ouvrage le tableau des anciens poids et mesures en usage dans les cantons de Nice.



Cliché J. GASTY, phot. Nice

LEVENS. — Vue prise du balcon de la maison Masséna

Pl. p. 21

Eraudo, dit « Sataïroun » ; enfin, une autre pension de deux lire, due par Ludovic Faraudo, dit « Mazavia ».

Il est infiniment probable que c'est à l'occasion de son mariage que Dominique Masséna s'établit à Nice. Il épousa, en effet, le 5 janvier 1723 (1), à l'âge de vingt-sept ans, en l'église cathédrale, M^{me} Lucrèce Blanc, fille de Honoré Blanc de Levens, négociant à Nice, et de Rose Olliviera, sa femme, qui lui apporta en dot deux mille cinq cents lire par contrat dressé le 5 janvier 1723, par le notaire J.-C. Doija. M^{me} Lucrèce Blanc était veuve quand elle se remaria avec Dominique Masséna. Elle avait épousé en premières noces (2), Ludovic Feraudi, de qui elle eut trois enfants ; un fils, Philippe Emmanuel Feraudi (3) qu'elle aimait beaucoup et qui fut notaire à Nice, et secrétaire du Conseil de cette ville jusqu'en 1793, et deux filles, Thérèse et Isabelle, âgées de six et quatre ans en 1734, et qui vivaient à Levens à cette époque (4).

Aussitôt après son mariage, Dominique Masséna s'installa chez sa nouvelle famille. Son beau-père, Honoré Blanc, l'associe à ses affaires ; la dot de sa femme est mise dans le commerce et l'entente dut être parfaite entre tous, puisque à la mort d'Honoré Blanc, Dominique continua à cohabiter avec sa belle-mère qui l'aidait dans son

(1) Nice. Arch. cathed. Registre des mariages, 1723 folio 141.

(2) Le 23 janvier 1717. Nice. Arch. de la cathéd. Livre des mariages ; vol. 10, folio 89 § 2.

(3) Philippe Emmanuel Feraudi est né à Nice, le 7 janvier 1728. (Nice. Arch. cathéd. Livre des baptêmes, vol. 27, folio 293). Sa mère l'avantagea largement aussi bien par son testament comme on le verra par la suite, que par tout ce qu'elle lui avait remis de son vivant. C'est ainsi que le 11 février 1744 Feraudi donne quittance à sa mère d'une somme de sept cent cinquante lire en or et argent « représentant ce qui peut lui échoir dans la future succession de sa mère » (Nice arch. dép. C. 394 folio 147).

(4) Nice, arch. dép. série C. N° 4, t. 1, folio 248. Recensement de la ville de Nice (1734).

(5) Nice. Arch. dép. C. 366, folio 346 et C. 397, folio 252.

FAMILLE FÉRAUDI

LUDOVIC-PHILIPPE FÉRAUDI LUCRÈCE BLANC											
Ph.-Em. FÉRAUDI Notaire Nice, 7 janvier 1748 - 21 prairial an X Anne-Marie-Rose NÉCCO				Thérèse FÉRAUDI résident à Levens au début de 1731				Isabelle FÉRAUDI			
Jeanne-Baptist. FÉRAUDY épouse Luc Ant. BASSO (ou BAS) notaire	Pierre Ant. FÉRAUDY substitut du Procureur	Thérèse FÉRAUDY née vers 1749 † Nice, 14 janvier 1827 s. p.	Rose-Claire FÉRAUDY née vers 1759 † Nice, 12 juin 1799 épouse à Nice le 3 août 1777 Pie-Jean-Louis SALVI Négociant-officier municipal à Nice en 1793	Françoise FÉRAUDI née vers 1760 † Nice, 21 décembre 1815 s. p.	Angélique FÉRAUDI née vers 1764 † Nice, 28 février 1809 épouse Antoine CHEMINEL ou QUEMINEL Victorine épouse A. MAURAN	J.-B. FÉRAUDI Consul de la République de Raguse Receveur des Contributions épouse Marie-Victoire MASSÉNA					
SALVI (Claire) Nice, 22 décembre 1781 14 nov. 1786	SALVI (René-Second) Nice, 2 sept. 1787 † 1822	SALVI (Et.-Thomas) Nice, vers 1790 - Le Mans, 10 septembre 1850 épouse Marie-Rose DURAND de la PELTRIE		SALVI (Louis-Clément) Nice, 6 septembre 1783 - Toulon, 20 février 1863 Capitaine de vaisseau épouse à Toulon Josephine-Héleine LAS DE GUÉRIN divorcée de Joseph-Marie PÉPIN	SALVI Marie-Françoise Nice, 30 septembre 1780-25 juin 1822 épouse Louis-Antoine FOURNIER DE FOURNIER J.-B. artiste peintre	SALVI (Philippe-Emmanuel) Nice, 9 juin 1778 - 12 septembre 1860 Inspecteur des Droits-Réunis - Receveur municipal à Nice Directeur de l'Octroi épouse à Nice, le 5 décembre 1808 ROUX (Marie-Emilie) Nice, 14 août 1791 - 25 septembre 1825					
DE SALVI (Louis-Thomas) Capitaine au long cours		SALVI (Ph.-Et.) officier au 41 ^e Rég. Inf.	SALVI (Aug.-Marie) Receveur des Contrib. ind. à Essoyes	SALVI (Et.-Clément) Horloger à Paris	SALVI (André-Gust.) Nice, 27 mars 1810 Turin, 11 novembre 1850 Capitaine de l'armée Sarde	SALVI (Victorine-Emilie) Nice, 2 février 1813 - 7 avril 1855	SALVI (Joséphine-Irène-Elodie) † Nice, 18 août 1861 épouse Martial GIRAUD, avocat (1818-1881)				
Gustave GIRAUD ancien officier d'infanterie Nice 1852-1922 AMALBERTI Marie						Ernestine GIRAUD Gaston BAUCHE Associé d'Agent de Change à Paris					
Jean GIRAUD Sous-Préfet Marg. VITTONÉ		Yvonne BAUCHE René TURCK Consul de France Nina TURCK	Germaine BAUCHE	Alfred BAUCHE	Georges BAUCHE Renée OLMER 3 enfants	Raymond BAUCHE	Simone BAUCHE Jean LASFARGUES Consul de France	Clément GIRAUD Notaire à Nice (Nice 1858 - Rouen) Marguerite SCH s. p.			

au moment de sa mort, cinquante charges de vin achetées partie au fermier de la Siga, et partie à un certain Badès, de Saint-Blaise.

Dominique Masséna était encore locataire d'un autre magasin situé dans l'immeuble appartenant à l'avocat Lambert. C'était son épicerie où il tenait les anchois, les grains, les légumes et les épices. On y trouva à son décès, diverses marchandises, notamment : deux fûts de saumure, trente rubs de sel concassé pour saler les poissons et un livre-journal de quarante-six folios, sur lesquels sont soigneusement notées les opérations de Dominique, qui indique minutieusement les sommes qui lui sont dues. La lecture en est extrêmement savoureuse, c'est ainsi qu'on lit au folio 24 que :

« Goiran, de Levens, doit pour solde : onze lire et sept soldi ; au folio 34, du 28 avril 1735, que Antoine François Faraudo, de Revest, doit deux lire, et au verso dudit folio et à la date du 29 avril, que Focion doit pour une stare de fèves : lire : quatre ; Jérôme Simone, pour une stare de fèves : lire : quatre ; Gabriel Carlone, pour deux stare de fèves et de maïs : lire : dix ; au folio 33, que Marguerite Scoffiera doit pour solde de deux stare de fèves : lire : quatre. Jean Faraudo dit « La Gigiola », pour solde de six starate de fèves : lire dix-huit et soldi dix comptant ; à déduire vingt-deux lire et demie pour cinq salmate de vin, reste dû : lire vingt ; Antoine Masséna dit « Rocion », pour six stare de seigle et légumes, reçu comptant : lire dix, reste dû : lire : quatorze ; Ludovic Giletta dit « Roscon », pour une stare de fèves : lire : quatre ; au verso du dit folio, doivent : Frédéric Masséna, François Faraudo, Jean Louis Moran et autres particuliers de Saint-Blaise, pour solde : lire cent, en vertu de l'acte du 10 avril 1735 et solidairement ; restent dues : quatre vingt-deux lire. Doit le sieur Jacques Fighiera, pour solde de vingt-trois lire et huit soldi d'après le jugement de M. le Juge Paschéri, du 31 octobre dernier : lire : sept, soldi : treize. »

Dominique Masséna était vraiment un homme d'affaires. Il en faisait de toutes sortes et ne se contentait pas

FAMILLE DOMINIQUE MASSÉNA

TABLEAU III

DOMINIQUE MASSÉNA

Négociant

en juillet 1735, épouse à Nice, le 5 janvier 1723

LUCRÈCE BLANC, veuve FARAUDI

MASSÉNA	MASSÉNA	MASSÉNA	MASSÉNA	MASSÉNA	MASSÉNA	MASSÉNA	MASSÉNA	MASSÉNA
Augustin Nice, 21 décem. 1723 † 13 octobre 1725	Marie Catherine épouse d'André DEPORTA	MASSÉNA Augustin Marie Nice, 6 mai 1727 5 janvier 1845 épouse Marguerite MASSE	MASSÉNA Angélique Thérèse Nice, 12 décem. 1728 épouse de Dom. THORAND et en 2 ^{me} noces épouse de BOTTIÉ	MASSÉNA Marie Elisabeth Nice, 3 février 1730 épouse de François BEGHET	MASSÉNA Jules César négociant Nice, 22 mai 1731 † 13 décembre 1734 épouse Catherine FABRE	MASSÉNA Antoine François tanneur Nice, 13 février 1733 disparu en Amérique	MASSÉNA Jérôme Marcel Nice, 10 juillet 1734	MASSÉNA Victoire Madeleine BARTHELEMY

(5)

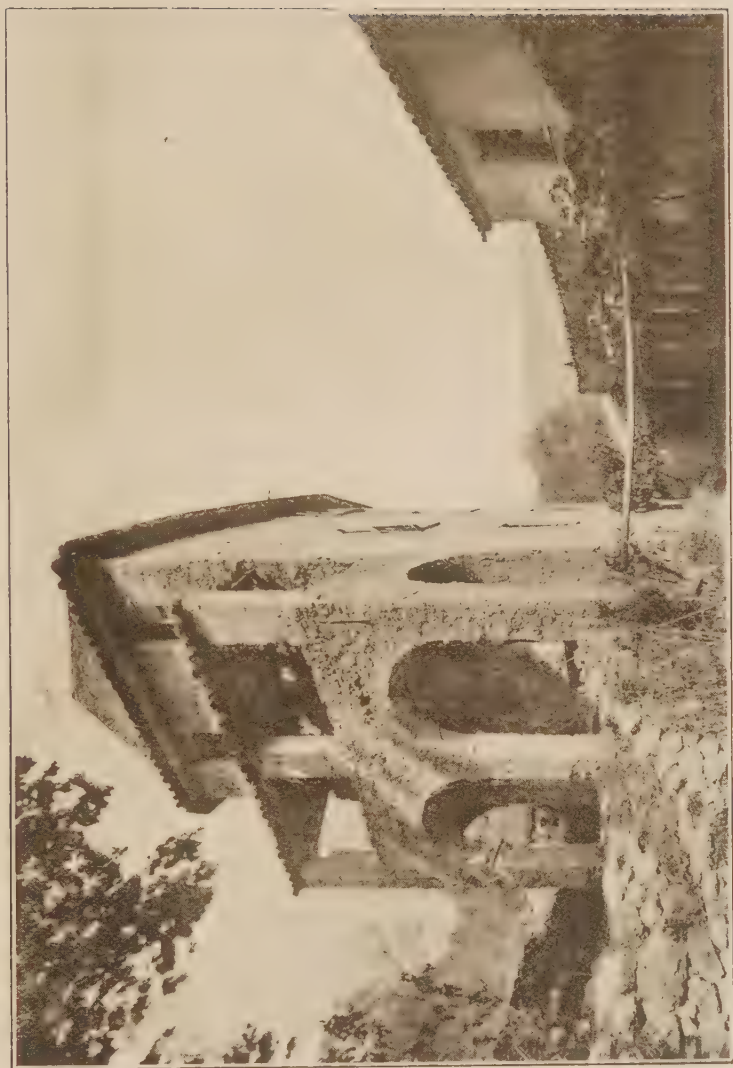
(4)

(3)

(2)

(1)

- (1) Voir tableau IV la descendance de M^{me} André DEPORTA.
- (2) Voir tableau VIII » d'Augustin-Marie MASSÉNA, fabricant de savons.
- (3) Voir tableau V » de M^{me} THORANT-BOTTIÉ.
- (4) Voir tableau XIII » de Jules-César MASSÉNA, négociant.
- (5) Voir tableau VII » de Marcel MASSÉNA.



Cl. he J. GUTTA, phot. Nice

SAINT-ANTOINE DE SIGÜENZA. — Maison Masséna (état actuel)

Pl. p. 25

de vendre ses récoltes ou des marchandises achetées pour la revente ; revenons au livre-journal, nous y trouvons notés les jugements obtenus contre ses débiteurs récalcitrants, les titres de propriétés et les actes d'achat de plusieurs parcelles de terrain, les avances consenties à divers, et l'indication d'autres affaires en cours au moment de sa mort, opérations minutieuses et compliquées. Citons, au hasard :

« Un acte de crédit du 14 avril 1713, dressé par Fossati de lire soixante dix avec les intérêts dûs par Pierre Jean Camos, de Contes, par deux sentences rendues contre lui ; desquelles il faut déduire : lire : quatorze et demie. payées comptant. M. Ignace Ricost, pour solde, lire : dix-huit : M. Dominique Madona, pour solde, lire : cinq, soldi dix-huit ; M. Ignace Maurino, suivant son billet du 31 Juillet dernier ; lire vingt-et-une ; Gaspard Camosso dit « Pattiglion » montant de son compte, lire : cinquante ; Jacques Blanc, de Levens pour reste des cent lire qu'il devait et pour solde du montant d'autres marchandises lire : quatre vingt-onze, et soldi, quinze ; Esprit Faraudo, de Levens, habitant à l'Escarène, pour olives : lire : cent et prix d'une mule, lire : quatre et demie ; en tout : cent quatre lire, dix soldi, cinq deniers ; Barthelemy Gilly, par sentence de pacification du 21 mai dernier, lire : une ; Benedetta Verola, lire : quinze, suivant billet du 10 octobre 1734, en décharge de Jacques Blanc. M^{me} veuve, de Georges Micheli, d'Aspremont, pour le restant des lire soixante dix-neuf et soldi trois, qu'elle s'est obligée de payer en vertu du billet souscrit le 2 septembre dernier, reçu acompte, lire dix, soldi cinq, pour deux charges et demie de vin reçues aux dernières vendanges, lire : soixante dix-neuf, soldi trente. etc . . . »

L'inventaire des biens de Dominique Masséna mentionne également une somme de cent soixante-dix lire qui se trouvait chez lui au moment de sa mort et le détail des marchandises en magasin qui furent vendues

après le décès et rapportèrent trois cent quarante-trois lire (1).

Ce n'est point tout encore, nous arrivons ainsi à la maison d'habitation de Nice, qui était peut-être celle qu'occupait avant lui son beau-père, Honoré Blanc (2). Elle était meublée très confortablement peut-être même avec un certain luxe. Il s'y trouvait notamment : une garde-robe en noyer sculpté avec ses tiroirs à serrures et quatre clefs ; une table en noyer avec deux tiroirs, serrures et clefs ; une petite table en bois blanc ; un fauteuil en noyer recouvert de cadis vert ; huit chaises en noyer, dont quatre avec dossiers sculptés ; une glace à cadre noir ; un lit avec paillasse, matelas et traversin et recou-

(1) Voici le détail :

13	stare palmole, à lire : 3	»	39	lire
11	stare 3/4 maïs, à lire 3.	»	35	» 5 soldi
4	stare 1/2 avoine, à lire : 2, soldi 10.	»	11	» 5 »
10	rubs de riz à lire : 9 1/2 le cantalo	»	16	»
3	stare 1/2 haricots à lire : 4	»	14	»
1	stare fèves à lire : 3	»	3	»
6	rubs châtaignes blanches	»	6	»
3	rubs pois ronds d'Auvergne.	»	3	» 15 »
	pour vente d'un petit fût	»	14	»
3	rubs farine de maïs.	»	3	» 15
	en argent comptant	»	170	»
—			343	»

il reste dû à ce moment : quarante stare de seigle à M. Lanciaries au coût de écus : cinquante-trois-lire ; cent six : vingt-deux stare blé blanc à M. Lanciaries ; à lire cinq : cent dix ; seize stare grain rouge, au même à lire : quatre et six soit soixante-neuf lire, soldi : dix ; à M^{me} Anna Rossa pour le prix du blé à ce temps-là déjà vendu, c'est-à-dire stare trente à lire quatre et six soldi soit lire, cent vingt-neuf et au noble Antoine Gastaud, pour solde de grains achetés chez lui et à l'heure actuelle vendus ; lire : cinquante. En tout, lire : quatre cent soixante-quatre, soldi : douze.

(2) Sa situation n'est pas indiquée et nous savons simplement que « André Durante, fils de feu Antoine, et l'épicier Vincent Necco, fils de feu Jean, tous deux de cette ville (Nice) témoins de l'inventaire, habitaient près de feu Dominique Masséna. »

vert d'une grosse couverture de taffetas rouge et vert ; neuf « ramitelli ordinaires de maison » ; une balance romaine ; quatre cents barils ordinaires usagés et deux cent trente pour saler.

Les armoires renfermaient : une douzaine de serviettes, vingt chemises d'homme, une douzaine de nappes, une douzaine d'essuie-mains, huit draps de lit en toile ordinaire, quatre mouchoirs d'indienne « pour le nez », le tout usagé. Enfin, n'oublions pas deux fusils de chasse et un canon de rechange.

Dominique Masséna vivait là avec sa femme, cinq de leurs enfants et une jeune bonne de dix-huit ans, Marie Simona (1). Il s'occupait de ses affaires et ne devait pas être facile à duper, car ses comptes, on l'a vu, étaient tenus exactement et il poursuivait ses débiteurs (2).

On le savait riche et on lui empruntait de l'argent qu'il avançait volontiers, demandant quelquefois en garantie tel lopin de terre à Saint-Blaise, qu'il convoitait et qu'on finissait par lui vendre (3). Son portefeuille de maroquin rouge s'ouvrait aussi pour les fils de famille, dont on retrouva à sa mort tout « un lot de quittances ».

Bourgeois, Dominique Masséna portait chemise à boutons d'argent, bas de soie, culotte courte et souliers bas à boucles d'argent. Il s'en allait le dimanche avec son costume « couleur café », sa chaîne d'argent à son gilet, appuyé sur sa canne à pommeau de cuivre et sa physionomie était bien connue de tous.

Sa femme filait la toile, mais elle avait des bijoux : « cinq bagues d'or, dont une imitant une rose, une paire

(1) Nice, arch. dép. Série C. N° 4, T. I. folio 248, (recensement de la ville de Nice, 1734).

(2) Nice, arch. dép. Série C. 1733, L. 4, folio 352, actes du 28 mai 1733, 10 mars et 15 avril 1733.

(3) Nice, arch. dép. Série C. 1731 L. 2 folio 354 § 2

. » » » C. 1731 L. 3 » 80

de boucles d'oreilles en or avec pierres blanches et bleues, quatre croix en argent, un grelot d'enfant, en argent ».

Son union avec Lucrèce Blanc fut heureuse et huit enfants, trois filles et cinq garçons, naquirent de ce mariage, sept survécurent et l'un d'eux, Jules-César, devait être le père du maréchal. Tous furent baptisés en l'église cathédrale, à Nice, où ils étaient nés.

Quelques jours avant sa mort, Dominique Masséna fit son testament, que reçut à Levens, le 6 juillet 1735, M^e Antoine-François Malausséna, notaire. Il instituait comme ses héritiers naturels ses quatre fils encore mineurs : Augustin-Marie, Jules-César, Antoine-François et Jérôme-Marcel, sous la tutelle de son père Augustin et de sa femme, née Lucrèce Blanc. Aucune de ses filles n'est mentionnée dans cet acte. Dominique Masséna mourut quelques jours plus tard, il avait trente-neuf ans.

Ses biens restèrent de longues années dans l'indivision entre les héritiers et Augustin-Marie, fabricant de savon, qui avait repris les affaires de son père, s'en occupait depuis la mort de sa mère, Lucrèce Blanc, et gérât pour le compte de ses frères et neveux, pour la plupart absents de Nice. Mais en 1786, on résolut de faire cesser cette situation, l'entente amiable fut impossible au début, un procès fut commencé et un accord intervint plus tard aux termes duquel les biens furent partagés en lots et tirés au sort.

*
* *

Comme son mari, M^{me} Lucrèce Blanc, veuve Dominique Masséna, fut une figure caractéristique. Au cours de son long veuvage de quarante-quatre ans, elle se montra à la hauteur de sa tâche, qui était rude. A la mort du chef de famille, elle avait huit enfants à élever. L'aîné avait dix ans et le plus jeune un peu moins d'un an. Aidé par son



Cliché J. GUERRA, phot. Nice

Maison Masséna à St-Antoine de Siga

Pl. p. 29

beau-père Augustin et par son fils du premier lit, Philippe-Emmanuel Féraudi, elle sortit victorieuse de toutes les épreuves, aplanit les difficultés qui surgirent un instant avec sa mère au lendemain de son veuvage (1), soutint de nombreux procès (2) et sut conserver sur ses enfants une très grande autorité ; elle en était très aimée et vécut entourée de l'affection de ses fils qui lui laissèrent, sa vie durant, et sans contrôle, l'usufruit et l'usage des biens de leur père, son mari.

Jules-César, en particulier, indique dans son testament qu'il désire « que jamais sa mère ne devra être tracassée par qui que ce soit et pour n'importe quel motif » au sujet de ce qu'elle pourra faire pour le règlement de sa propre succession.

On verra, d'ailleurs, plus loin (3) comment, à la mort de son fils Jules-César, et d'après les instructions testamentaires de celui-ci, elle reçut à sa table, sa bru, Catherine Masséna, née Fabre et ses enfants. La vie commune ne dut pas être exempte de difficultés et la rupture complète se produisit sans doute au moment du remariage de sa belle-fille avec M. Féraudi, négociant.

Les épreuves ne lui manquèrent pas au cours de sa vie ; sur ses huit enfants de son second mariage, son fils, Antoine-François disparut en Amérique ; Jérôme-Marcel, qui servait en France, vécut toujours loin d'elle ; sa fille Angélique perdit son mari de bonne heure et elle vit mourir trois autres de ses enfants.

Elle mourut elle-même à Nice, en 1779 à soixante-quatorze ans.

Par son testament en date du 20 janvier 1769, elle lais-

(1) Nice, arch. dép. C. 397 folio 252 (1745 L. 2)

(2) » » C. 470 » 124

» » C. 455 » 223

» » C. 438 » 432

(3) Nice, arch. dép. Testament de Jules César Masséna, 1765, livre 1,

sait, en plus de ce qu'elle avait pu lui donner de son vivant, trois cents lire à Philippe-Emmanuel Féraudi, fils de son premier mariage ; sa part légitime à son fils Antoine-François Masséna, alors absent depuis plusieurs années et présumé décédé ; à son fils Augustin-Marie, la maison de Saint-Antoine de Siga, acquise quelque temps auparavant des frères Gioffredo et du surplus de ses autres biens. elle laissait : un tiers à Augustin-Marie, un tiers à Jérôme-Marcel, ses fils et le dernier tiers à ses deux petits-fils, André et Jean Masséna, représentants de leur père, Jules-César, décédé.

Ses filles, Marie-Catherine, épouse André Deporta ; Thérèse, épouse de Joseph Bottié, et Isabelle, épouse de François Beghet, reçoivent vingt-cinq lire chacune et ses petites-filles, Lucrèce-Marie et Marguerite Masséna, filles de Jules-César, héritent chacune de cinq lire.

Enfin, elle s'oppose formellement à ce que sa belle-fille Catherine Fabre, veuve de son fils Jules-César et mère du futur maréchal, se mêle en aucune façon, même dans le cas où elle serait tutrice, du legs fait par elle à ses petits-enfants, à peine de révocation du legs. Ce point nous fixe complètement sur la nature des relations existant entre la mère du maréchal et sa belle-mère.

CHAPITRE IV

Les Enfants de Dominique Masséna

I

AUGUSTIN

Le premier enfant de Dominique Masséna, naquit à Nice, le 11 décembre 1723 ; il fut baptisé en l'église cathédrale le 14 du même mois (1). Son parrain fut son grand-père, Augustin Masséna, et sa marraine, sa grand-mère maternelle, M^{me} Rose Blanc, née Olliviera.

Augustin mourut à Nice, le 13 octobre 1725 (2) à l'âge de vingt-deux mois.

(1) Nice, arch. cathéd. Registre des baptêmes, vol. 28, folio 170.

(2) Nice, arch. cathéd. Registre des décès, vol. 7

II

MADAME ANDRÉ DEPORTA

Marie-Catherine Masséna, l'aînée des filles de Dominique, naquit à Nice le 6 septembre 1725 ; son parrain fut François Galio et sa marraine, M^{lle} Lucrèce-Marie Barbava (1), sœur du parrain.

A dix-huit ans, grâce à l'intervention d'amis, dit le contrat de mariage, elle épousa en l'église cathédrale le 16 juin 1743 (2) André Deporta, fils d'Etienne, d'Aspremont, négociant à Nice. Les témoins du mariage furent Laurent Dalmasso et Jacques Ivanzi. Le même jour un contrat (3) fut dressé, aux termes duquel M^{me} Lucrèce Blanc, veuve Masséna, donnait à sa fille une dot de quinze cents lire, un trousseau complet et quelques bijoux. Le nouveau ménage alla demeurer dans les limites de la paroisse Saint-Martin. C'est là que naquirent leurs neuf enfants et qu'ils moururent tous deux, André Deporta, le 15 novembre 1788, à l'âge de soixante-dix-huit ans, et sa femme Catherine, le 4 décembre 1784, à soixante ans (4).

Très liés avec les Masséna, André Deporta et sa femme Catherine devaient être en même temps que l'oncle et la tante du maréchal ses parrain et marraine ; tous deux remplirent ce même rôle lors de la naissance d'un autre fils de Jules-César Masséna, Dominique, qui ne vécut

(1) Nice, arch. cathéd. Registre des baptêmes, vol. 28 folio 224.

(2) Nice, arch. cathéd. Registre des mariages, vol. 11 folio 46 § 2.

(3) Nice, arch. dép. C. 391 folio 547 (1743, L. 2)

(4) Nice, arch. paroiss. St-Martin (tous les actes concernant la famille Deporta pour cette époque sont consignés sur les registres de cette paroisse).



Cliché J. GUILLET, phot. Nice

La maison Masséna à St-Antoine de Siga
d'après une aquarelle de Costa, au Musée Masséna

(Le peintre a placé au fond le village de Levens, que l'on ne peut voir en réalité de la maison)

TAB^{LEAU} IV

Famille, DEPORTA

MARIE-CATHERINE MASSÉNA

Née à Nice, le 6 septembre 1725 ; décédée le 4 décembre 1784
épouse le 16 juin 1743

ANDRÉ DEPORTA

Décédé à Nice, le 15 novembre 1788 (78 ans)

Rose-Marie DEPORTA née le 7 mai 1744	Augustin DEPORTA 25 décem. 1746 † 12 juin 1752	Philippe-Emmanuel DEPORTA 16 février 1752 † 25 février 1752	Ant. François DEPORTA 9 février 1754 † 6 mai 1761	Anne-Marie DEPORTA 6 février 1756 † 7 mai 1770	Augustin Domi. DEPORTA 8 octobre 1760	Thérèse-Marie DEPORTA 23 août 1762	Marie-Rose DEPORTA 23 janvier 1764	Madeleine Antonia DEPORTA 4 octobre 1767 † 7 mai 1776
---	--	--	--	---	---	--	--	--

pas. De plus, nous le verrons plus loin, André Deporta reçut en dépôt pendant un an, le montant de la dot de la mère du maréchal et il fut aussi un des témoins au testament de Jules César, son père.

M^{me} André Deporta, à la mort de sa mère, Lucrèce Blanc, veuve Masséna, hérita comme ses sœurs d'une somme de vīngt-cinq lire (1).

Nous avons dit plus haut que neuf enfants naquirent de ce mariage ; quatre seulement survécurent.

Le premier naquit le 7 mai 1744 (2). C'était une fillette, Rose-Marie ; Philippe-Emmanuel Féraudi, notaire, et M^{me} Blanc, veuve Masséna, la tinrent sur les fonts baptismaux.

Augustin Deporta, né deux ans plus tard, le 25 décembre 1746, eut comme parrain Augustin Masséna, son oncle, et comme marraine Thérèse Thorant, sa tante. Cet enfant, mourut le 12 juin 1752, à l'âge de cinq ans.

Le troisième enfant, Philippe-Emmanuel, né le 16 février 1752, ne vécut que neuf jours. Son parrain avait été Philippe-Emmanuel Féraudi, notaire, et sa marraine, Anne-Baptistine Necco, sa femme.

En 1754, le 9 février, naît Antoine-François Deporta, qui eut comme parrain Antoine-François Masséna, son oncle, le tanneur, et comme marraine, M^{me} Necco. Antoine Deporta mourut à sept ans, le 6 mai 1761.

Le notaire Féraudi et sa femme sont encore parrain et marraine, le 6 février 1756, de Anne-Marie Deporta, qui décéda à quatorze ans, le 7 mai 1770.

Le sixième enfant, Augustin-Dominique, fut tenu sur les fonts baptismaux par Augustin Masséna, fabricant de savon, et Victoire Deporta.

(1) Nice, arch. dép. C. 484, folio 139 (1769. L. 1).

(2) Nice, arch. paroiss. Saint-Martin.

(3) » » » »

Le 23 août 1762, un septième enfant vient au monde, qui fut prénommée Thérèse-Marie, par le capitaine André Donati, et Marguerite Masse, femme d'Augustin Masséna.

Ce dernier, avec Marie-Rose Deporta, est encore parrain de Marie-Rose, née le 23 janvier 1764, et enfin, le 4 octobre 1767, François Rabassino et Madeleine Deporta, née Carles, tiennent sur les fonts baptismaux Madeleine-Antonia, dernier enfant des Deporta, qui meurt le 7 mai 1770, à deux ans et demi.

Les Deporta demeurèrent par la suite au faubourg Saint-Jean-Baptiste ; c'était une famille aisée, considérée et qui joua un certain rôle à Nice.

III

AUGUSTIN-MARIE MASSÉNA, Fabricant de Savons

Augustin-Marie Masséna est le troisième enfant de Dominique. Il naquit à Nice et fut baptisé en l'église cathédrale le 6 mai 1727 (1). Son grand-père, Augustin, et sa grand'mère le tinrent sur les fonts baptismaux.

Il avait huit ans quand son père mourut et fut élevé par sa mère. Il fit des études assez sérieuses (2) et se sentit attiré vers la vie monastique. Après une année de noviciat à Nice, chez les R. P. Augustiniens déchaussés de Saint-Jean-Baptiste, dont le couvent était situé rive droite du Paillon, près le Pont vieux, sur l'emplacement du lycée actuel, il résolut d'entrer dans les Ordres. Dès qu'il eut seize ans, se prévalant des prescriptions des lois du royaume sarde, qui lui permettaient, malgré son jeune âge, d'être habilité à entrer en religion, il manifesta le désir d'entrer dans l'ordre des R. P. Capucins en France, où il avait des amitiés et, croyait-il, la certitude d'être admis. A cet effet, et par un acte notarié (3) reçu le 20 mars 1743, dans la sacristie du Couvent des R. P. Augustiniens de Saint-Jean-Baptiste, en présence de sa mère, du prieur, le R. P. Martinien de la Visitation et du R. P. Victor de Saint-André, il renonça solennellement à tous ses biens présents et futurs, en faveur de sa mère, à condition que celle-ci lui payât son voyage en France, les frais de sa prise d'habit et que, un an après cette cérémonie, elle remette « quarante doubles de quinze lire

(1) Nice, arch. cathéd. livre des baptêmes vol. 29 folio 49.

(2) Augustin Marie Masséna, âgé de sept ans, est porté au recensement de Nice, en 1734, comme exerçant la profession « d'étudiant ».

(3) Nice, arch. dép. C. 390, folio 467.

chacun » à son frère utérin Philippe-Emmanuel Feraudi, ce qu'elle accepta.

Quelques jours plus tard, cet acte fut modifié par un autre en date du 7 avril 1743 (1). Philippe-Emmanuel Feraudi devant recevoir deux mille cent lire, mais seulement à la mort de sa mère qui en conservait l'usufruit sa vie durant, avec la propriété du surplus des biens d'Augustin-Marie Masséna. Enfin, il était entendu que cette renonciation deviendrait nulle et sans objet si Augustin n'entrait pas dans les ordres.

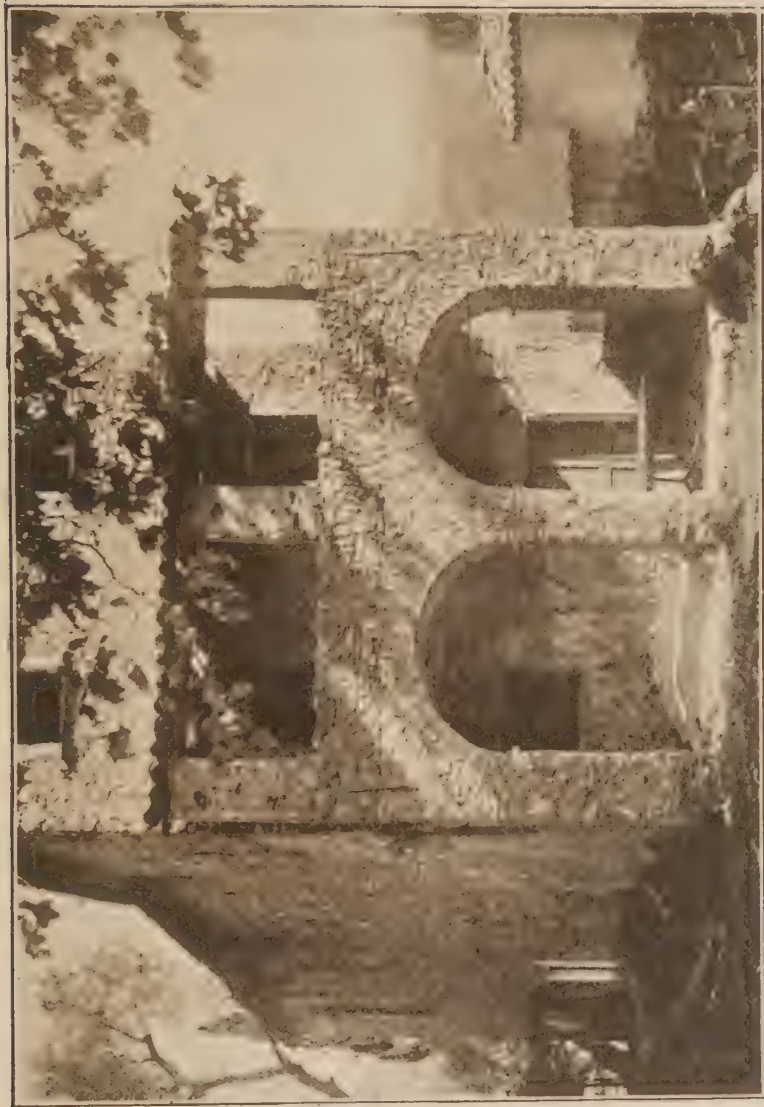
Ce fut précisément ce qui arriva ; est-ce parce qu'il ne fut pas admis, comme il l'espérait ; rencontra-t-il d'autres difficultés ? On ne sait ; en tout cas, ce projet fut abandonné.

En 1747, se produit un évènement qui semble avoir été considéré dans la famille comme une catastrophe. Augustin est désigné par le Conseil de la ville de Nice pour servir comme soldat au régiment national de cette ville.

La carrière militaire ne devait avoir aucun attrait pour lui, car il proposa à son frère Jules-César, qui devait être le père du maréchal, de le remplacer moyennant le paiement d'une somme de sept cents lire à prendre sur la part d'héritage qui lui reviendrait au décès de son grand-père, encore vivant, et dont il lui verserait, en attendant, les intérêts à raison de cinq pour cent l'an, jusqu'au jour où il toucherait la somme. Jules Masséna, qui avait alors seize ans, accepta cet arrangement sur les instances pressantes de son grand-père et de sa mère et aussi parce que la famille de feu Dominique Masséna ayant quatre garçons, ne serait plus tenue de fournir un autre soldat à la patrie. Cet accord fut consigné par un acte notarié du 13 avril 1743 (2).

(1) Nice, arch. dép. C. 391, fol. 99 (1743, L. 2).

(2) Nice, arch. dép. C. 411, folio 224.



Cliché J. GUATTA, phot. Nic

Maison Masséna à St-Antoine de Siga près Levens

Pl. p. 37

Ayant évité le service militaire, Augustin Masséna, qui avait pris goût au commerce et décidément se sentait attiré vers la France, quitta Nice pour aller à Toulon. Il y séjourna plusieurs années, apprit le métier de savonnier chez Joseph-Gabriel Ronne, maître savonnier et se fit de nombreuses relations.

Il fit la connaissance de M^{lle} Marguerite Masse, une toulonnaise d'une famille aisée, qui ne sut rien lui refuser ; un roman d'amour s'ébaucha et le mariage fut célébré à Toulon, le 6 mars 1753, en la paroisse de Saint-François-de-Paule, en présence de témoins d'une certaine importance :

« Sr Honoré Galle, maître en fait d'armes de SSrs les Gardes de la Marine ; Jacques Ventre, bourgeois ; Joseph Gabriel Ronne, maître savonnier ; Joseph Toussaint, noble ; Sr de la Flèche, capitaine des portes de Toulon, et autres parents et amis de cette dite ville ou y domiciliés. » (1).

qui signèrent au registre, sauf la nouvelle épouse qui, étant illettrée, traça d'une main ferme une croix.

Quelques jours plus tard, le 4 mars 1753, à Carnoules (Var), dans la maison de M^e Joseph Bérenguier, notaire, présent, mais empêché en raison des liens de parenté avec les parties, M^e Vidal, notaire à Pignans, appelé par son confrère, rédigea le contrat de mariage des époux et les stipulations diverses désirées par M^{me} Marguerite Mouton, grand'mère de la nouvelle épouse.

Celle-ci recevait en dot deux mille livres, dont douze cents en argent comptant, le reste en mobilier, hardes et trousseau, mais s'engageait à payer en retour à sa grand-mère une pension viagère de cinquante livres. Par le même acte, M^{me} Marguerite Mouton disposait de ses

(1) Toulon, arch. paroiss. St-François-de-Paule, Registre des mariages, année 1753.

autres biens en faveur de son autre petite-fille, Marguerite Lautier, épouse de Joseph Bérenguier, notaire à Carnoules (2).

Après son mariage, Augustin Masséna revint à Nice et habita chez sa mère ; c'est là que naquit au bout de six mois, son premier enfant, Philippe-Emmanuel. Il alla ensuite demeurer près de l'Eglise Saint-Martin (1) et s'établit fabricant de savon, tout en continuant à s'occuper des propriétés de Levens pour le compte de ses frères et le sien.

Les années qui suivirent ne furent pas heureuses pour le ménage. Augustin Masséna perdit successivement six de ses enfants, quatre autres devaient survivre.

En 1754, son frère Jules-César, toujours soldat au régiment de Nice, épousa M^{lle} Catherine Fabre, de Toulon. Trois ans plus tard, son frère Jérôme-Marcel quitte définitivement Nice pour s'engager au régiment Royal Italien,

(2) Minutes de M^e Vidal, notaire à Pignans (Var); et Nice. arch. dép. Q. 186, dossier Masséna.

(1) Augustin Masséna habitait à Nice, au moins après la Révolution, une maison de deux étages avec boutique et cave, sise rue de la Lumière dans l'isle 21, aujourd'hui l'immeuble portant le N^o 22 de la rue de la Préfecture, et ayant appartenu aux Carmes. (Voir arch. nat. F. 1, C. 3 (Alpes-Maritimes), cart. 2, pétition d'Augustin Masséna au district de Nice, demandant qu'il soit procédé à des réparations « dans la maison du ci-devant carmélitain par lui affermée ». Voir également au sujet de cet immeuble les soumissions de MM. Augustin Masséna, Henri Niel de Grasse, J.-J. Feraudi : Nice, arch. dép. Q. 47. N^o 30, 31 et 33 et Q. 49, N^o 259, soumission d'Antoine Olivier de Puget-Théniers et d'Honoré Niel de Nice. C. F. Q. 67, N^o 36.

Voir également (Nice, arch. dép. Liasse Q. 123, inventaire des biens nationaux) la déclaration des biens des Carmes faite par l'Econome à l'Administration provisoire le 22 janvier 1793 de laquelle il résulte que ladite maison est louée à divers locataires qui sont :

1^o étage et boutique, arrière boutique et cuisine : Augustin Masséna, loyer annuel 362 lire.

2^o étage, Castellin, loyer 120 lire.

Tout à côté habitaient les sieurs Laurent Blot, Ricordi, Vérani, Gaudro et Raimbert.

au service de la France. Son autre frère, Antoine-François exploite une tannerie au faubourg Saint-Jean-Baptiste, louée à Joseph Sasserno. Deux ans plus tard, en 1759, il quittait Nice, abandonnant la tannerie et s'embarquait pour l'Amérique. Il disparut et l'on n'eut jamais plus de ses nouvelles. L'année 1763 est marquée par des événements plus tristes encore ; son frère Jules-César meurt à trente-trois ans, laissant une veuve et cinq enfants dont l'aîné avait huit ans. Augustin recueille chez lui un de ses neveux André, pour lui apprendre le métier qu'il exerçait. Mais il ne le garde pas longtemps. Pris, comme tous les Masséna, par ce besoin d'aventures, André part à son tour pour Toulon, où il entre dans la marine, et sa mère, Catherine Masséna, se remarie avec M. Feraudi, négociant à Nice.

Pourtant ses affaires prospéraient, malgré les difficultés qu'il avait pour élever une nombreuse famille. C'est ainsi que le 20 février 1775 (1), il achète de moitié avec Dominique Pastourelli, à Jean-Honoré et Jean-Baptiste Cavino, une maison avec terrain sis à la Porte-Neuve, à Nice, pour le prix de trois mille deux cent cinquante-sept lire. Cet immeuble, situé au quartier de Ville-Neuve (1) que l'on devait agrandir, se composait d'un rez-de-chaussée, d'un premier étage et d'un jardin avec puits, confrontant au levant, le jardin du baron Joseph-Marie Grimaldi del Sanze, au couchant les remparts de la ville, et le béal (3) des moulins.

En 1799, sa mère, Lucrèce Blanc, meurt ; son fils François est parti pour Toulon et Marseille apprendre un métier comme il l'avait fait lui-même autrefois. Nous arrivons à la veille de la Révolution. Ses frères et son neveu André qui ont vécu jusqu'alors hors du royaume sarde,

(1) Nice, arch. dép. C. 508, folio 492 (L. 775-L. 1.).

(2) Aujourd'hui la rue de la Préfecture.

(3) Béal : Canal.

réclament leur part du patrimoine de leur père et grand-père Dominique, encore dans l'indivision et jusque-là, géré par Augustin.

On ne put s'entendre et un procès s'engagea devant le Sénat de Nice, procès nécessité d'ailleurs aussi par l'état d'absence d'un des héritiers, Antoine-François, disparu en Amérique sans avoir réglé ses dettes vis-à-vis de son neveu André.

Ce fut celui-ci, alors sous-officier au régiment « Royal Italien » en France et héritier de Jules-César, son père, qui fit assigner en partage devant le Sénat royal de Nice, ses trois oncles, Jérôme-Marcel, Antoine-François et Augustin-Marie, avec cette particularité pour ce dernier qu'on lui demandait compte des fruits depuis le décès de M^{me} Lucrèce Blanc, c'est-à-dire pendant près de dix ans.

L'instance commencée le 8 juillet 1786, se poursuivit jusqu'au 17 juin 1787, date de la comparution des parties qui se mirent finalement d'accord ; deux géomètres experts, MM. Pierre-Antoine Fighiera et Dominique Spinelli, procédèrent au partage des biens laissés par Dominique Masséna, en firent trois lots soigneusement délimités par des bornes et qui furent tirés au sort (1).

Les dettes, il y en avait pour six mille deux cents lire, furent également réparties entre les indivisaires (2), tout est réglé.

Au mois de septembre 1792, l'armée française, commandée par le général d'Anselme, passe le Var et parvient à Nice sans combat. Cet évènement vaut à Augustin Masséna de revoir son neveu André comme lieutenant-colonel du 2^e bataillon des volontaires du Var. La famille se trouve un instant réunie.

(1) Nice, arch. dép. Q. 186, dossier Masséna, N° 15.

(2) Nice, arch. dép. C. 580, folio 336, acte du 24 septembre 1789.



Cliché J. GILETTA, phot. Nice

LEVENS. — Entrée de la Maison Masséna, rue Masséna (état actuel)

Pl. p. 40

Son fils François, ouvrier savonnier, esprit agité et aventureux, se met au service des Français et obtient d'être désigné comme capitaine des guides qui vont éclairer la marche de la brigade du général Barral dans la vallée de la Vésubie.

Ce début dans la carrière militaire va se terminer rapidement pour François Masséna. Accusé d'avoir, de concert avec le commissaire des guerres Ferru, opéré des réquisitions exagérées dans divers villages et notamment à Lantosque, il est arrêté par ordre du représentant du peuple, Collot d'Herbois et du général d'Anselme et incarcéré à Nice. Cet épilogue inattendu plongea la famille Masséna dans la consternation. Il fallait agir. Le gendre d'Augustin Masséna, Honoré-Vincent Galli, avocat, qui venait d'être nommé par le général d'Anselme, président du tribunal civil et criminel de Nice, ne fut très probablement pas étranger à l'évasion de François Masséna, laquelle fut favorisée d'ailleurs par diverses complicités. François Masséna s'enfuit à Gênes, mais il fut inscrit sur la liste des émigrés du département des Alpes-Maritimes, et son père, ascendant d'émigré, vit ses biens saisis et placés sous séquestre.

L'orage révolutionnaire passe ; les lois s'adoucissent ; les émigrés sont autorisés à rentrer en France s'ils remplissent certaines conditions ; Augustin Masséna prétextant la nécessité où il se trouve d'acheter à l'étranger des matières premières pour sa fabrique de savon, demande le 15 avril 1795 (1) à la municipalité de Nice, un passeport

(1) Nice, arch. munici. Registre des délib. du Conseil municipal, an III, folio 104.

« Séance du 26 germinal an III (15 avril 1795) :

La Commission municipale ; vu la pétition présentée par le citoyen Augustin Masséna, fabricant de savon en cette commune, au Directoire de ce district, tendante à obtenir un passeport pour aller à Gênes pour y faire l'achat de matières premières nécessaires à sa fabrique...

Vu le renvoi qui lui en a été fait par ledit Directoire pour lui donner

pour aller à Gênes où il a surtout besoin de s'entendre avec son fils. Il revient quelques jours plus tard et, après de nombreuses démarches, finit par obtenir pour François l'autorisation de revenir à Nice, puis, en 1796, arguant que son patrimoine n'est pas supérieur à vingt mille livres, il demande le bénéfice des lois du 9 floréal, an III et 20 floréal, an IV. Sa réclamation est admise et le 8 vendémiaire, an VII, un arrêté d'abandon est pris par l'Administration Centrale du département des Alpes-Maritimes. Le séquestre est levé et ses biens lui sont restitués.

Cette procédure (1) nous vaut des renseignements très précis sur la nature des biens et la fortune qu'Augustin Masséna déclare posséder à ce moment.

Voici d'abord l'inventaire et l'estimation de son mobilier :

« Etat actif :

Deux burò (bureaux)	Lires	30
Deux gardarobbe.		36
Deux miroir.		42
Un canappé		5
Dix-huit chaises.		18

son avis, considérant que le décret de la Convention Nationale en date du 7 décembre 1792 (v. s.) autorise les Directoires des départements d'accorder des passeports aux personnes non comprises dans l'art. 2 de la loi du 29 juillet même année, qui seraient dans la nécessité de sortir du territoire de la République pour leurs intérêts ou pour leurs affaires après avoir pris l'avis des Directoires des Districts et des Conseils Généraux des communes,

Considérant que le pétitionnaire est dans la nécessité de se transporter à Gênes pour y faire l'achat des objets nécessaires à l'alimentation de sa fabrique ; attendu qu'il n'est pas possible qu'il puisse se les procurer dans cette commune ni dans l'intérieur de la République,

Oùï, le citoyen agent municipal, déclare unanimement qu'elle est d'avis qu'il soit accordé au citoyen pétionnaire le passeport demandé ».

(1) Nice, arch. dép. Q. 186, dossier Masséna. Voir également L. 49 folio 141, 42, 43, 44, Administration Centrale des Alpes-Maritimes, pétitions et décisions ans VI et VII.

N. B. — Dans toutes ces citations nous avons conservé l'orthographe des documents originaux.

Deux tables	10
Trois casseroles.	14
Trois jarres	15
Deux tonneaux	16
Six tableaux	16
Une table pour le pain.	2
Trois lits consistant en cinq matelats, trois paillasses, planche et bans. . .	63
Douze draps de lits troués.	63
Trois couvertures	30
Trente serviettes et six nappes usées.	75
Un sceau d'airain.	4
	<u>433</u>

Puis, les immeubles :

Bien fond, au quartier de Saint-Blaise, canton de Levenzo, d'onze setairies et un motural.	Lires 1.328
4 setairies preleguées au citoyen Augustin Mas- séna, par sa mère et dont ladite terre dans l'acte de division est énoncée propre dudit déclarant.	1.200
18 setairies et 4 moturaux, au quartier de la Siga, territoire de la commune de Levenzo	5.418
Comme il résulte du rapport des experts Spinelli et Fighiera, du 20 août 1788, inséré dans l'acte de division du 22 août, dite année dressé par le notaire Gaétan Peglion.	
Bien fond, sis au quartier de Saint-Blaise, de la contenance de dix setairies et huit moturaux, et au quartier de la Siga, territoire de Levenzo, 19 setairies et 4 moturaux acquis par acte du 29 septembre 1789, reçu du notaire Jean-Bap- tiste Feraudi, pour la somme de.	8.000

LE TOUT MONNOIE PIÉMONT. 16.379

Voici maintenant les dettes :

Pour la dot de la citoyenne Marguerite Masse, épouse du déclarant, en vertu d'acte du 14 mars 1753 (v. s.), reçu par le notaire Vidal, de Pignans, pour copie authentique du notaire Fabre 2.000

Aux créanciers désignés dans l'acte du 29 septembre 1789

(v. s.), reçu Feraudi. 4.209

Au citoyen Marcel Masséna, frère du déclarant. 2.741

TOTAL DE L'ÉTAT PASSIF. 8.950

déclare le soussigné n'avoir depuis la publication de la loi du 28 mars 1793... vendu ni donné rien de ce qui lui appartenait.

L'état actif. . . . Lire 16.379

L'état passif. 9.950

RÉSIDU 7.429 »

Augustin Masséna déclare, en outre, qu'il a quatre enfants : Philippe-Emmanuel, Victoire, épouse de J.-B. Feraudi, Lucrèce-Françoise, femme de H.-V. Galli et François, absent et rayé provisoirement de la liste des émigrés.

Ce relevé de la fortune d'Augustin Masséna est-il bien sincère et n'a-t-il pas été établi pour les besoins de la cause ? Il est permis de se montrer sceptique, si l'on remarque qu'Augustin avait doté ses filles convenablement, qu'il ne fait pas état, dans l'inventaire de ses biens, de sa fabrique de savon dans laquelle il employait des ouvriers (1) et que plus tard le Préfet des Alpes-Maritimes fait figurer Augustin Masséna parmi les notables de la ville de Nice. Par contre, son fils, Philippe Masséna,

(1) Augustin Masséna indique même qu'avant la Révolution, son propre fils François fut employé dans sa fabrique comme « garçon ouvrier » et vivait du produit de son travail journalier. (Arch. nation. F. 7, 4864 ; dos. 28,097. Lettre d'Augustin Masséna au citoyen Ducos, datée de Nice, le 15 fructidor an VII).



Cliché J. GILETTA, phot Nice

Maison d'Augustin Masséna. Nice, rue de la Préfecture (état actuel)

PP. p. 45

déclare le 15 thermidor, an VII, devant le juge de paix du premier arrondissement de Nice, d'une part, que son frère François bien que dénué des biens de la fortune et ne possédant rien que ses bras, est « enfant de famille », et, d'autre part, que son père Augustin « peut posséder pour toute fortune des biens pour une valeur d'environ huit mille francs » (2).

Un autre certificat établi sur les dires de témoins pour attester que François Masséna était bien ouvrier et ne possédait rien, indique que celui-ci n'avait aucun autre moyen que son travail pour subsister « puisque le père, chargé de famille, avait à peine de quoi vivre, lui et la restante famille du produit de ce peu de biens qu'il lui restait » (3). Tout cela bien contradictoire ; toutefois, Augustin Masséna obtint l'arrêté d'abandon qui lui était nécessaire et c'était pour lui l'essentiel.

François Masséna revint à Nice. Il rejoint son cousin le général qui l'accueille affectueusement, lui donne un emploi et plus tard, sollicite pour lui une place de commissaire des guerres. Nous verrons par la suite comment il se comporta dans sa nouvelle situation.

L'Empire arrive ; Augustin Masséna, qui porte un nom illustre, joua un petit rôle politique et occupa divers postes sans grande importance.

Au mois de nivôse, an XI, le Préfet des Alpes-Maritimes, M. Châteauneuf-Randon, indique son nom dans les pro-

(2) Arch. nation. F. 7, 4861 dos. 28,097.

Notons encore que François Masséna et son père Augustin sont portés au rôle des contributions de Nice en 1808 pour une somme à peu près équivalente. Liste des membres du Collège électoral du département à Nice : 1^o Masséna François, ex-commissaire de guerre, 50 ans, domicile politique : Nice ; marié, fabricant de savon, puis commissaire des guerres. Contribution : 188 francs. 2^o Masséna Augustin, 80 ans, rentier, marié, quatre enfants, ancien savonnier, 185 fr. 90 de contributions. (Arch. nation. F. I. C. 3 (Alpes-Maritimes), 21 novembre 1808).

(3) Arch. nation. F. 7, 4861, dos. N^o 28,097.

positions qu'il soumet au Ministre de l'Intérieur pour la présidence des Assemblées du Canton de Nice-Est (1).

Précédemment, le 16 avril 1773, désigné comme scrutateur de la quatrième section (Saint-Jacques), lors des élections des Assemblées Primaires, il signa avec son neveu, Louis Gaudo, tailleur, une protestation adressée aux maire et officiers municipaux de Nice contre l'interprétation donnée à la loi « et suivant laquelle seuls pourront voter dans les Assemblées Primaires ceux qui sont inscrits sur les contrôles de la garde nationale » (2).

Augustin Masséna fut également membre de la Commission des hospices civils réunis de Nice. Il se démit de ses fonctions en prairial, an VIII, car son âge avancé et ses infirmités ne lui permettaient plus de les exercer (3). Il mourut à Nice le 5 janvier 1815 (4), à l'âge de quatre-vingt-huit ans : sa femme, née Marguerite Masse, mourut également à Nice en 1820 (5).

(1) Nice, arch. nat. F. I. C. 3, Alpes-Maritimes ancien (carton 1).

(2) Nice, arch. munic., vol. « Assemblées primaires ».

(3) Nice, arch. munic. vol. « Hospices réunis » correspondance de l'an VI à 1814. Voir lettre de la Commission des Hospices en date du 21 prairial, an VIII et registre des délibérations du Conseil Municipal, an VIII, vol. 13, folio 14-15. Nomination de Pierre Mars, homme de loi en remplacement d'Augustin Masséna.

(4) Nice, arch. cathéd. registre des décès, vol. 15, folio 21.

(5) Nice, arch. cathéd. registre des décès, vol. 15 folio 81.

TABLEAU V

FAMILLE THORAND-BOTTIÉ

ANGÉLIQUE-THÉRÈSE MASSÉNA

Nice, le 9 décembre 1725

1 ^{er} Mariage	2 ^{me} Mariage
Epouse à Nice, le 7 septembre 1745 Le lieutenant Dominique THORAND	Epouse à Nice, le 30 novembre 1756 Joseph-Hyacinthe BOTTIÉ

Rose-Marie THORAND

IV

MADAME THORANT-BOTTIÉ

Le quatrième enfant de Dominique Masséna fut une fille : Angélique Thérèse. Elle naquit à Nice, le 9 décembre 1728, et fut baptisée à la cathédrale le 12 du même mois ; son parrain fut M. Pierre Puons, et sa marraine, M^{lle} Honorine Ricord (1).

Dix-sept ans plus tard, lors de l'occupation de Nice, par les troupes franco-espagnoles, Angélique-Thérèse Masséna fut remarquée et demandée en mariage (2) par un lieutenant au régiment des fusilliers de la Montagne, au service de la France, Dominique Thorant, fils de Bernard, né à Millas (Roussillon). Le mariage fut célébré à la cathédrale le 7 septembre 1745, et les témoins furent André Deporta et Auguste Masséna, beau-frère et frère de l'épouse (3).

Celle-ci n'avait apporté en se mettant en ménage qu'un trousseau, mais elle dut par la suite réclamer une dot,

(1) Nice, arch. cathéd. registre des baptêmes, vol. 29, folio 96.

(2) Les mariages entre les militaires français ou étranger et des niçoises n'étaient pas rares à cette époque.

«.... En 1747, septembre, un chirurgien au service de l'armée de Ferdinand VI, ayant entre autres témoins, le premier médecin de l'Infant Don Philippe, épouse une niçoise : de même le barbier de l'Infant, le maréchal des grenadiers au service de ce prince et de nombreux officiers et soldats tant espagnols que français.... Il en avait été ainsi durant la première occupation hispano-française. En 1745, un capitaine au régiment Vieille Castille, major de la Place, avait épousé une niçoise. Un des témoins était le comte Charles-François Lascaris de Vintimille ; la même année, un lieutenant au régiment de Provence, s'était marié à la veuve d'un sénateur niçois.. « Nice à travers les âges » catalogue de l'exposition du cercle artistique à Nice, préface de M. G. Doublet. Nice, imp. du Commerce, 1919, p. 39-40 ».

(3) Nice, arch. cathéd. registre des mariages, vol. II, folio 78 § 2.

car, trois ans plus tard, le 22 juin 1748, sa mère, M^{me} Lucrèce Blanc, et son frère Augustin, par un acte dressé par Millonis, notaire, lui attribuent une dot de mille lire payables dans un délai de trois ans et sans intérêts (1).

M^{me} Dominique Thorant dut continuer à habiter alternativement Nice, où le 7 octobre 1755, elle fut la marraine du deuxième enfant de son frère Augustin, Marie Masséna, Jeanne-Marie-Thérèse, qui devait mourir à deux ans, et Levens, où naquit sa fille, Rose-Marie Thorant.

Le lieutenant Dominique Thorant mourut à une date qui n'est pas précisée. Sa veuve demanda alors à ses frères de lui payer les milles lire qui lui avaient été attribuées en dot après son mariage. Ses frères se faisaient tirer l'oreille pour ce remboursement, elle dut les assigner devant le tribunal qui, par son jugement du 10 juillet 1756, lui donna gain de cause, mais ne pouvant malgré cela être payée, elle fit saisir le bétail des frères Masséna qui pâturait sur les montagnes de Gréolières et fut vendu aux enchères publiques à Belvédère. Un acte du 26 décembre 1756, termina cette affaire par un arrangement amiable (2).

Veuve à vingt-huit ans, M^{me} Thorant songea à se remarier ; elle épousa à Nice, le 30 novembre 1756 (3), Joseph-Hyacinthe Bottié (ou Bottiero), né à Turin et fils de Jacques-André, en présence de Pierre-Joseph Meglia et Gaétan Parodi, témoins.

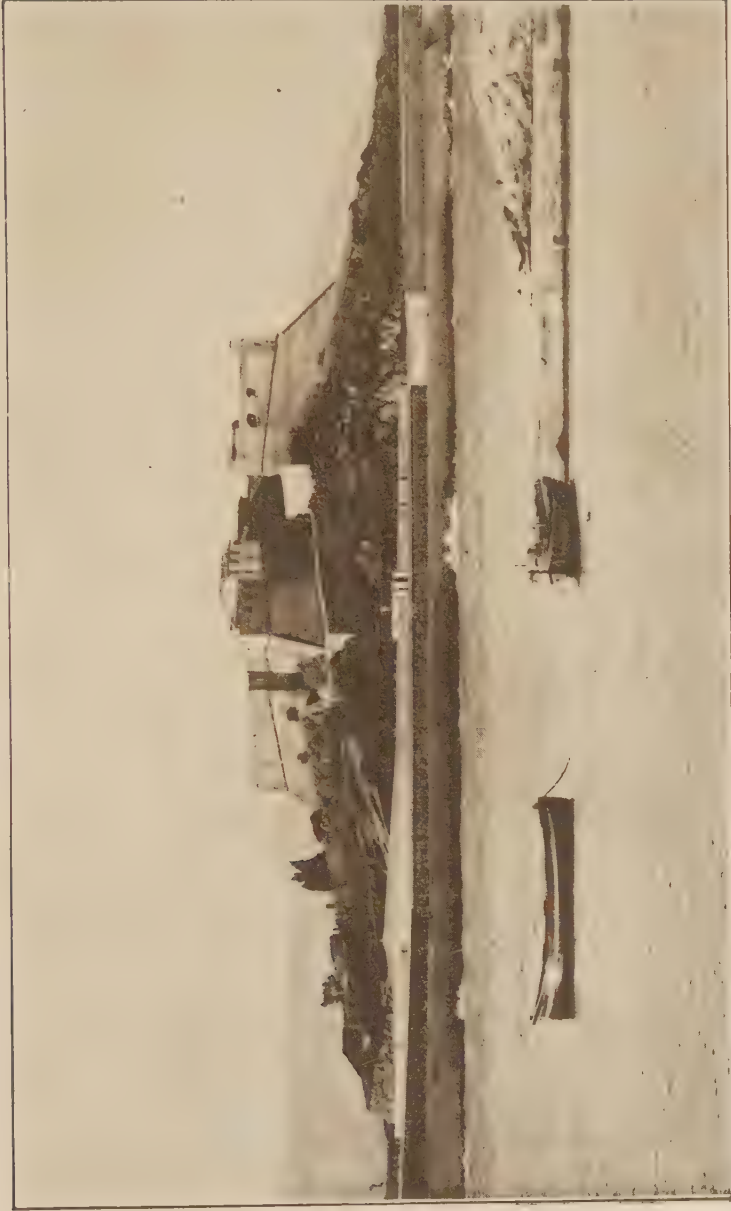
Quelques jours auparavant, le 26 novembre 1756 (4), elle s'était constituée en dot par contrat de mariage, un trousseau complet, quelques bijoux, un petit mobilier et une somme de six cents lire dont cent soixante en espè-

(1) Nice, arch. dép. C. 406 folio 313 (1748-L. 2).

(2) Nice, arch. dép. C. 348 folio 432 (1756-L. 4).

(3) Nice, arch. paroiss. St-Martin. folio 124-1756, mariages.

(4) Nice, arch. dép. C. 348 folio 437 (1756-L. 4).



Cliche N. D. Paris

ANTIBES. — Le fort carré

ces, cent soixante et onze représentant la valeur de dix-neuf livres de soie à raison de neuf lire la livre et deux cent soixante-neuf lire en effets, victuailles et marchandises diverses, reçues par Bottié, avant la signature de l'acte.

Le nouveau ménage ne dût pas avoir d'histoire, car il n'est plus question de lui à partir de cette époque.

M^{me} Blanc, veuve Masséna, par son testament, attribue à M^{me} Bottié comme à ses autres filles, un legs de vingt-cinq lire (1), dont celle-ci donne quittance à son frère Augustin-Marie, le 16 février 1780, par un acte consigné à cette date sur les registres de l'Insinuation sarde (2).

En 1782, les époux Bottié constituent un cens annuel de quinze lire, dix-sept sols et deux deniers au profit de Rose-Marie Thorant, leur fille et belle-fille, devenue folle (3). C'est à cette occasion que l'on rencontre le nom de la famille Bottié pour la dernière fois.

(1) Nice, arch. dép. C. 484, folio 139 (1769-L. I.).

(2) Nite, arch. dép. C. 530 folio 292 (1780-L. I.).

(3) Nice, arch. dép. C. 544 folio 290 § 2 (1782 L. 5).

(4) On remarque aux archiveves municipales de Nice, dans une liasse « émigrés » et sur un tableau des huit sections et des citoyens qui se sont absentés de Nice en 1793, les noms de Bottiéri Joseph fils, homme de loi, Thérèse, son épouse et leurs trois enfants : Scipion Rose et Casimir,, partis de Nice le 27 septembre 1793 et qui demeuraient auparavant dans l'Isle N° 6. San Basso, mais bien qu'il y ait similitude de noms, rien ne permet d'affirmer qu'il s'agit de la famille Bottié qui nous occupe ici.

V

MADAME FRANÇOIS BEGHET

Marie-Elisabeth Masséna est née à Nice, le 1^{er} février 1730 (1) ; elle fut baptisée en l'église cathédrale. Son parrain fut Honoré Sasserno, et sa marraine, M^{lle} Catherine Sasserno, la fille de celui-ci.

Elle a probablement épousé François Beghet et dut être connue de la famille sous le nom d'Isabelle ; c'est en tout cas à « Isabelle, épouse de Beghet » que M^{me} Blanc, sa mère, dans son testament, laissa, comme à ses autres filles, vingt-cinq lire (2).

Nous n'avons sur elle aucun autre renseignement.

(1) Nice, arch. cathéd. registre des baptêmes, vol. 29 folio 129.

(2) Nice, arch. dép. testament de Lucrèce Blanc, du 20 janvier 1769 C. 484, folio 139 (1769 L. I).

VI

JULES-CÉSAR MASSÉNA

Négociant

C'est le père du maréchal. Sixième enfant de Dominique, il naquit à Nice, le 21 mai 1731, et fut baptisé le lendemain en l'église cathédrale. Son parrain fut le R. P. Jules-César Malausséna, et sa marraine, M^{me} Marie-Madeleine Malausséna, sœur de celui-ci (1).

Rien de particulier ne marque ses premières années qu'il passa avec ses frères et sœurs dans la maison paternelle. Il avait quatre ans quand son père Dominique mourut.

Nous avons déjà vu (2) qu'en 1743, alors qu'il avait seize ans, son frère aîné Augustin Marie, ayant été désigné par le Conseil de la ville de Nice pour servir comme soldat au Régiment National de cette ville, il accepta de le remplacer moyennant le paiement d'une somme de sept cent lire dont il devait d'abord ne toucher que les intérêts, mais qu'il finit par se faire payer par petits acomptes, les seuls intérêts n'étant pas suffisants pour assurer son entretien au régiment. Augustin avait ainsi versé le capital « pour ne pas dégoûter son frère du service militaire et l'encourager à servir fidèlement (3).

Jules Masséna, à cette occasion, semble avoir été un peu sacrifié par les siens. Il n'accepta, dit l'acte auquel nous faisons allusion, de remplacer son frère Augustin que sur l'insistance pressante de son grand-père Augustin et de sa mère.

(1) Nice, arch. cathéd. registre des baptême Vol.29, folio 167.

(2) Voir le chap. Augustin Marie Masséna, fabricant de savon, p. 35,

(3) Nice, arch. dép. C. 426, folio 272 (1753. L. 2)

Il convient de remarquer qu'Augustin, son frère, paraît avoir eu dans la famille des sympathies particulières ; il fut certainement le fils préféré de sa mère, qui d'ailleurs, comme on l'a vu, l'avantagea dans son testament, en lui donnant en plus de sa part, une maison à Levens, achetée aux frères Gioffredo (1).

Jules-César Masséna fut donc soldat à Nice pendant sept ans, de 1747 à 1754. Aucun détail de sa vie militaire ne nous est parvenu.

Vers 1750, avaient commandé les travaux de creusement et d'aménagement du port de Nice (2). Toselli indique dans sa « Notice historique sur le maréchal Masséna », que c'est à cette occasion que M. Joseph Fabre, ingénieur ou plutôt entrepreneur de travaux à Toulon, vint à Nice pour y exercer son art.

Ce Joseph Fabre, si l'on en croit une tradition de famille, était appelé « l'Ouragan », surnom qui lui venait, paraît-il, de son caractère emporté ; il appartenait à une famille connue, était l'ami des de Possel et avait deux filles, dont l'une Marie-Magdeleine, avait épousé Joseph-Pierre Infernet, chirurgien-major des hôpitaux de la Marine, qui devait être le père du contre-amiral, Cyprien Infernet, célèbre pour sa brillante attitude à la bataille de Trafalgar.

Joseph Fabre « l'Ouragan », était non seulement entrepreneur, mais également armateur et commerçant. Il put de la sorte procurer un embarquement au tout jeune Cyprien Infernet et aussi, comme on le verra plus tard, faciliter celui d'André Masséna, son neveu, sur des navires de la maison Fabre, dont le port d'attache était Toulon.

(1) Nice, arch. dép. C. 426, folio 272 (1753-L. 2).

(2) Le port de Nice n'est pas ancien ; il a été creusé en 1750-51. La première pierre de son môle a été posée le 18 juillet 1751 au milieu d'un grand concours de peuple. Ce fut le port Lymphia. (Revue Nice historique année 1899).

A ce moment, l'armement des navires, en course pendant la guerre et au commerce dans les périodes de paix, était un emploi des capitaux tout à fait identique aux placements financiers de nos jours ; les grands noms de France, d'ailleurs, donnaient l'exemple de ces opérations quelquefois très fructueuses.

Joseph Fabre, qui avait déjà exécuté de nombreux travaux à Toulon, notamment les quais du port et ceux de Saint-Mandrier, vint donc à Nice avec sa famille (1). Il s'établit aux environs du port, près de l'Eglise Saint-Martin. Jules Masséna remarque sa fille Catherine et la demande en mariage. Il avait alors vingt-trois ans et allait achever sa septième année de service. Il fut agréé.

Un contrat de mariage fut rédigé le 26 juin 1754, par M^e J.-B. Rubino, notaire à Nice (2), en présence du R. P. professeur Dominique Rossetti de l'ordre des Augustiniens, de Pierre Vassalo et Antoine Rossetti, tous natifs de Nice, témoins requis à cet effet.

Par cet acte, Joseph Fabre, constitue en dot à sa fille Catherine, la somme de treize cent trente lire « en louis et écus français de la dernière frappe », dont Jules Masséna donne quittance à son futur beau-père, promettant selon l'usage, de la rendre dans le cas « que Dieu ne le veuille pas » où Catherine viendrait à décéder.

Jules-César Masséna, alors soldat, comme nous l'avons dit plus haut, se trouva fort embarrassé par cet argent et incontinent, il pria son beau-frère, André Deporta, négociant à Nice, de le lui garder jusqu'au jour où il trouverait un placement avantageux, ce qui fut fait.

(1) Joseph Fabre est parrain à Nice, le 24 août 1755, de Marie Lucrèce Masséna, le premier enfant de sa fille. Sa femme fut marraine du deuxième enfant de M. J. A. Roux

(2) Nice, arch. dép. C. 429, folio 192 (1754 L. 2).

Le placement fut d'ailleurs vite trouvé car trois mois plus tard, le 10 septembre 1754 (1), André Deporta restituait à Jules Masséna les treize cent trente lire qu'il avait en dépôt et celui-ci prêtait mille lire à son frère Antoine-François, tanneur, qui s'engageait à lui en payer les intérêts, à trois pour cent, pendant la première année, et à quatre pour cent, les années suivantes, pendant quatre ans, donnant en garantie une hypothèque sur tous ses biens. Cinq ans après Antoine-François Masséna devait partir pour l'Amérique d'où il ne revint jamais. Ce n'est qu'en 1789 que son neveu André, agissant comme héritier de Jules-César, son père, put se faire rembourser de ces mille lire sur les biens de son oncle.

Catherine Fabre, qui devait être la mère du maréchal, apportait en se mariant, non seulement treize cent trente lire en argent, mais également un trousseau, ainsi composé (2) :

« Un costume complet ; une coiffe (bonnet) avec dentelles, neuve, et deux autres, en bon état ; deux autres en dentelles, usagées ; quatre demi-mouchoirs pour la tête, appelés « poncia » ; trois pour le cou et la tête ; douze chemises, dont huit usagées et quatre neuves ; deux robes de chambre, dont une d'indienne usagée, et une autre en coton également usagée ; quatre jupons usagés, dont l'un en taffetas piqué et un en coton ; trois tabliers, dont deux en coton et un autre en indienne ; le tout usagé ; un tablier neuf (en calfacana) ; trois paires de bas de coton, trois mouchoirs « pour le nez » en toile neuve ; trois corsets ; deux corsages, l'un neuf et l'autre usagé ; une paire de boucles d'argent pour chaussures, une croix d'or avec un petit diamant ; une paire de boucles d'oreilles avec ses pendants et, enfin, un mouchoir « neuf » pour le cou. »

(1) Nice, arch. dép. C. 430, folio 58-1754. L. 3.

(2) Nice, arch. dép. C. 429, folio 192-1754. L. 2.

Le mariage fut célébré le 1^{er} août 1754 en l'église Saint-Martin, par le curé Antoine Levamis, en présence du R. P. Augustinien Guillaume Bottin de Nice, et de Joseph Spitalieri de Coni, témoins des époux (1).

Après son mariage, Jules Masséna vint habiter d'abord, pendant une année, dans les limites de la paroisse Saint-Martin. C'est là que naît son premier enfant, Marie-Lucrèce. Il se transporte ensuite auprès de la cathédrale ou bien à la Bourgade et ici se pose le problème de la maison natale d'André Masséna. Il demeure quatre ans dans ce nouveau domicile, et revient, enfin, habiter près de la porte Pairolière où il vécut ses trois dernières années (2).

Son union avec Catherine Fabre fut heureuse ; il eut en dix ans de mariage six enfants.

Quel métier exerça-t-il ? Nous n'avons sur ce point aucun renseignement certain. A sa libération du service militaire, il dut certainement entreprendre une profession quelconque ; rien de précis n'est parvenu jusqu'à nous. Notons pour mémoire que dans un relevé de ses états de service, signé de sa main, le maréchal Masséna se dit « fils de Jules-César, cultivateur » (3), ce qui semble bien improbable, puisque Jules, né à Nice, y résidant jusqu'à seize ans, puis, soldat jusqu'à vingt-quatre ans, ne semble pas avoir jamais été cultivateur.

D'autre part, dans l'acte de mariage d'André Masséna avec M^{lle} Lamarre, le nouvel époux, est dit « fils de Jules-César, négociant ». Notons encore que Toselli, après lui avoir fait faire à Toulon un apprentissage comme tan-

(1) Nice, arch. paroiss. Saint-Martin, registre des mariages 1754.

(2) Nice, arch. dép. série C. Livres des Notaires, année 1765, testament de J. C. Masséna.

(3) Arch. adm. de la Guerre. Dossier Masséna. André. Pièce datée du 1^{er} pluviôse, an III. Etats de services de André Masséna ; voir également même dossier, pièce datée de Garezio, 1 prairial, an II (états de services).

neur, ce qui paraît inexact, dit « qu'il se mit à la tête d'un commerce de vins » et que Beauregard, rééditant l'erreur de Toselli, prétend « qu'après avoir été tanneur estimé, il se fit vigneron ».

En 1814, sous la Restauration, André Masséna, devenu Duc de Rivoli et prince d'Essling, pair de France, ne parle plus de son père « cultivateur » ; il ne renie pas sa naissance roturière, mais ayant sollicité du roi sa naturalisation, il déclare dans une lettre adressée à S. E. M. Dembray, Ministre de la Police :

Monsieur,

Depuis que j'ai eu l'honneur d'écrire, hier soir, à Votre Excellence, en lui envoyant l'état de mes services pour obtenir des lettres de naturalisation, j'ai pensé que j'aurais peut-être dû lui donner des renseignements sur ma famille.

Pour réparer cette omission, si c'en est une, je m'empresse de vous annoncer que mon père, Jules Masséna, était né à Nice de parents qui y vivaient bourgeoisement, depuis deux cents ans, et que ma mère Catherine Fabre, était fille d'un bourgeois de Toulon.

On ne peut rien ajouter aux sentiments avec lesquels je fais profession de vous honorer, Monsieur, et de vous être plus parfaitement attaché que je ne puis vous l'exprimer.

LE MARÉCHAL, duc de Rivoli.

Paris, le 16 juin 1814.

à Son Excellence, Monsieur Dambray (1).

Chancelier de France.

Si Jules-César Masséna fut marchand de vins, il n'exerça pas longtemps son commerce. En effet, à peine âgé de trente-trois ans, il tomba gravement malade. Sentant sa fin prochaine, il fit venir le 12 décembre 1764, à huit heures du soir, le notaire Rossetti, qui, accompagné de sept témoins, amis de la famille pour la plupart, et dont

(1) Arch. privées de la famille Masséna.

FAMILLE JOSEPH FABRE

JOSEPH FABRE (dit l'Ouragan)

armateur et entrepreneur

Marie-Catherine FABRE
épouse à Nice le 1^{er} août 1754
Jules-César MASSÉNA

Marie-Magdeleine FABRE
née vers 1730

épouse
Joseph-Pierre INFERNET
Chirurgien-major de la marine
Né à Collobrières, le 13 janvier 1724

INFERNET Joseph-Ant^{mo}-Laurent
† Nice, le 16 décembre 1752

INFERNET Marie-Anne
née à Nice le 23 janvier 1754
épouse CHAUDIÉ
Famille CHAUDIÉ

Contre-Amiral INFERNET
Louis-Antoine-Cyprien
épouse à Toulon le 28 déc. 1786
Marie-Henriette RICHARD
Nice, 12 juillet 1756
Toulon, 4 mai 1815

INFERNET Reine-Marie
épouse BERNARD

Voir tableau XIII
la descendance de
Jules-César MASSÉNA

INFERNET Pierre-Louis
Toulon, 8 oct. 1785 - 16 déc. 1851
Lieutenant de vaisseau
épouse à Toulon le 10 janv. 1810
Françoise FISQUET

INFERNET Joseph-Crépin
Marseille, le 24 septembre 1789
Officier d'infanterie

BERNARD Jean-Baptiste
ouvrier vermicellier, à Toulon

INFERNET Louise
épouse PIVONNEAU
Inspecteur Général
des Constructions Navales

Joseph INFERNET

INFERNET Joséphine
épouse LEQUEBIN

s. p.

LANCELIN VIVIELLE
GAUZIN
INFERNET



Cliché N. D. Paris

ANTIBES. — Vue prise du Jardin Public

Pl. p. 56

les noms nous sont déjà connus pour les avoir rencontrés dans divers actes importants, reçut « à la lueur des chandelles, vu l'heure tardive » ses dernières volontés.

Après avoir, dit ce document (1), fait le signe de la croix et recommandé son âme à Dieu tout-puissant, à la glorieuse et toujours Vierge-Marie et à toute sa cour céleste. Jules Masséna indique qu'il désire être inhumé dans l'église des R. P. de Saint-Augustin, paroisse de Saint-Martin et dans la tombe existant devant l'autel de Saint-Nicolas-de-Tolentino (2). Ses obsèques et funérailles devront être faites selon sa situation et qualité, et en plus de la messe chantée en présence de ses restes mortels, cent vingt messes de requiem pour le repos de son âme devront être célébrées par les officiants que sa mère, M^{me} Lucrèce Blanc, désignera et ce, aux frais de sa succession. Exhorté par le notaire, suivant l'usage habituel, à laisser quelque chose aux établissements charitables de Nice ou à l'hôpital de Saint-Maurice et Lazare de Turin, il déclare ne rien pouvoir leur laisser et il lègue :

A ses filles Lucrèce, Marie et Marguerite « pour le cas de leur mariage, une dot et un trousseau dont l'import-

(1) Nice, arch. dép. série C., année 1765, L. 1. Testament de J. C. Masséna.

(2) Avant 1786, il n'existait pas de cimetière à Nice et toutes les inhumations étaient faites dans les églises. Le sous-sol de l'Eglise Saint-Martin (ou Saint-Augustin) est divisé en caveaux de huit à dix mètres carrés de surface depuis le chœur actuel jusqu'à la porte principale. L'indication extérieure de ces tombeaux a disparu lors de la réfection du pavé. A l'époque où ces travaux furent faits, on a pu apercevoir la maçonnerie qui ferme les ouvertures des tombeaux. Une seule de ces tombes est encore apparente, et quand, récemment, le gaz et l'électricité furent installés dans l'église, les ouvriers chargés des travaux se trouvèrent en présence d'ossements.

Jules Masséna fut enseveli dans le caveau le plus proche du maître-autel actuel qui était anciennement celui consacré à Saint-Nicolas de Tolentino, célèbre par le vœu prononcé en 1705 par la municipalité de Nice pour protéger la ville contre les armées françaises qui l'assiégeaient.

tance devra être en rapport avec le montant de sa succession » et d'ici-là, les aliments, habits et le nécessaire qui leur sera fourni par sa femme Catherine Fabre, usufruitière de tous ses biens, cette charge ne devant avoir effet que le jour de la cessation de l'usufruit de ses biens non encore partagés de la succession de son père et dont jouit actuellement sa mère Lucrèce Blanc. Il espère que celle-ci voudra bien, entre temps, prêter à ses enfants et « à sa femme Catherine Fabre, avec sa table et couverts, « les aliments nécessaires, à condition que celle-ci (Catherine Fabre), fasse vie commune avec elle, lui donne « aide et ne prétende quoi que ce soit sur ses biens et « futur héritage en raison de sa dot ; le susdit usufruit « légué à la susdite Catherine Fabre n'étant valable que « pour autant qu'elle restera veuve de façon à ce que, si « elle venait à se remarier, ce legs soit nul et sans effet « et prenne fin en faveur des héritiers nommés ».

Il est curieux de constater combien, par les dispositions de ce testament, Jules Masséna, prévoyait les événements qui surviendraient après sa mort.

Il donne ensuite des instructions détaillées au sujet du procès qu'il soutenait avec ses frères contre Joseph-Ignace Garidelli, et qui était venu en première instance devant le tribunal ordinaire de Nice, puis, en appel devant le Sénat pour se terminer par un accord verbal, par lequel, Garidelli s'obligeait à payer aux frères Masséna, une somme de huit cents lire. Il charge sa mère, Lucrèce Blanc, d'intervenir en son lieu et place dans cette affaire et de stipuler au nom de sa succession.

Pour tous ses autres biens, le testateur désigne comme ses légataires universels : ses deux fils, André et Jean, avec substitution entre eux au dernier vivant, et, après eux, ses filles Lucrèce, Marie et Marguerite, le dernier survivant devant recueillir la totalité de l'héritage. A leur défaut, ses frères Augustin, Antoine François et Jérôme

Marcel seraient appelés à lui succéder. Il désigne encore sa femme Catherine Fabre comme tutrice de ses enfants mineurs ; ordonne que ses enfants vivent et soient élevés auprès de sa mère Lucrèce Blanc, dispense celle-ci et sa femme de l'obligation de donner caution et de faire inventaire et, enfin, charge le notaire de dresser une simple nomenclature de ses biens.

Cet acte fut signé par sept témoins : MM. André Deporta, Horace et Jean-Louis, frères Rabassin, Jules-César Lubonis, Honoré Verani, noble., Paul Raibaudi, Placide Visconti et le notaire Joseph Rossetti. Jules-César déclara ne pouvoir signer « en raison de ses infirmités ». Il mourut le lendemain, 13 décembre 1764 (1), à l'âge de trente-trois ans. Son fils, André, avait six ans.

Sa femme, Catherine Fabre, se remaria avec M. Feraudi ou Faraudy (2) négociant, à Nice, originaire de Levens, certainement contre le gré de sa belle-mère, Lucrèce Blanc qui, dans son testament, lui manifesta sa réprobation en l'écartant de l'administration des biens qu'elle laissait à ses petits-fils (3).

M^{me} Jules-César Masséna ne semble pas avoir été une mère excellente. Au moment de son remariage, elle se débarrassa de ses enfants en les confiant aux parents de son mari défunt ; c'est ainsi que la tradition veut que le jeune André ait été recueilli quelque temps par une de ses parentes à Levens, avant d'être mis en apprentissage à Nice, chez son oncle, Augustin, fabricant de savon.

Elle mourut à une date indéterminée, probablement avant 1789, puisqu'elle est indiquée comme décédée dans l'acte de mariage de son fils André.

(1) Arch. par. Saint-Martin-Regist. des décès, 1764.

(2) Général Koch. Mémoires de Masséna ; Beauregard, Toselli. Nous n'avons retrouvé aucune trace de ce mariage, ni le lieu et la date de son décès.

(3) Voir le chapitre Dominique Masséna, négociant (in-fine).

VII

ANTOINE-FRANÇOIS MASSÉNA, Tanneur

Antoine-François Masséna est né à Nice, le 11 février 1733 ; il fut baptisé le 13 en l'église cathédrale et eut M. Antoine-François Puons comme parrain, et M^{me} Alexandra Silnia (di lei consorte), comme marraine (1).

Antoine-François Masséna est un personnage énigmatique ; il n'est nullement question de lui jusqu'à l'âge de vingt et un ans. Il demeure à Nice à cette époque et, comme nous l'avons vu, emprunte mille lire à son frère Jules-César (2).

Qu'a-t-il fait jusqu'à ce moment ? Est-il allé à Toulon apprendre le métier de tanneur, comme le prétend Toselli (3) avec son frère Augustin-Marie ? C'est possible.

Quoi qu'il en soit, il semble certain que cet emprunt de mille lire est destiné à créer une affaire industrielle. En effet, le 31 juillet 1757, il loue pour deux ans, à Joseph Sasserno, la tannerie que celui-ci possède à Nice au faubourg Saint-Jean-Baptiste, moyennant un loyer annuel de deux cents lire (4). Dans cette fabrique se trouvaient un certain nombre de peaux de moutons, chèvres et veaux, représentant une valeur de mille quatre-vingt-sept lire et seize sols, qu'Antoine-François Masséna s'était engagé à payer en désintéressant M. Levar, de Grasse, d'une somme de cinq cents lire pour fournitures de marchandises faites à Sasserno et le solde, soit huit cent

(1) Nice. Arch. cath. Regist. des baptêmes, vol. 29, fol. 252.

(2) Nice. Arch. dép. C. 430, fol. 58 (1754, Livre 3).

(3) Toselli. Notice sur Masséna.

(4) Nice. Arch. dép. C. 580, fol. 331 (1789, L. 4).

trente-sept lire en quatre années avec intérêts à cinq pour cent l'an.

Que se passa-t-il alors ? François Masséna fit-il de mauvaises affaires ? Ne fut-il pas en mesure de faire face à ses engagements ? ou fut-il pris comme la plupart des Masséna par le besoin de courir les aventures ? On ne sait ; toujours est-il qu'il s'embarqua pour l'Amérique en 1759 pour y chercher fortune (1) et disparut.

La tannerie abandonnée, M. Sasserno fit nommer un curateur provisoire, M. François Bonavone et assigna en paiement la famille Masséna. Le procès traîna en longueur et se termina le 24 septembre 1779 par un arrangement amiable ; les héritiers de Sasserno, décédé en cours d'instance, se désistaient du procès engagé, moyennant le paiement de neuf cents lire.

Antoine-François Masséna ne donna plus jamais de ses nouvelles. On sut qu'il était mort, paraît-il, vers 1772, mais rien de certain ne put être affirmé, les recherches de sa famille n'ayant donné aucun résultat. Déclaré absent dans les actes de partage des biens de famille (2), son neveu André dut se rembourser sur ses biens du prêt que son père Jules-César avait consenti à son frère.

(1) On faisait encore fortune en Amérique à cette époque. C'est ainsi que le 1^{er} mars 1809, le Préfet des Alpes-Maritimes écrit à Horace Grinda, d'Eze, alors à Chambéry, pour l'informer que son père François, mort en Amérique et disparu depuis trente ans, laisse une fortune considérable. (Nice. Arch. dép., n^o 74).

(2) Nice, arch. dép. Q. 186. Dossier Masséna. Partage des biens de la famille Masséna. Pégion, notaire, acte du 22 août 1788).

VIII

MARCEL MASSÉNA

Chef de Bataillon, Commandant de Place

Jérôme-Marcel Masséna, dernier enfant de Dominique, naquit à Nice le 9 juillet 1734 (1), et dès le lendemain fut baptisé en l'église cathédrale. L'acte indique que ses parrains furent Jérôme-Marcel Malausséna, assisté de M^{me} Claire-Marie Malausséna (2), sa femme.

Rien n'est parvenu jusqu'à nous des années d'enfance et de jeunesse de Jérôme-Marcel Masséna. L'historien niçois Toselli prétend qu'il serait parti pour Toulon avec son frère aîné Augustin-Marie, qui, comme nous l'avons vu, fit son apprentissage de fabricant de savon.

Certes, bien que cette supposition ne soit pas invraisemblable, elle paraît bien peu probable si l'on considère que Marcel Masséna avait sept ans de moins que son frère Augustin, que celui-ci dut se rendre à Toulon vers la vingtième année, c'est-à-dire aux environs de 1747, alors que son jeune frère Marcel n'avait que treize ans. De plus, Augustin Masséna quitta Toulon après son mariage en 1753, pour revenir à Nice, et ce n'est que quatre ans plus tard, que Marcel Masséna s'engage comme soldat au Royal Italien. Enfin, on ne trouve nulle part l'indication que Marcel Masséna ait appris le métier de

(1) Plusieurs pièces du dossier de Jérôme-Marcel Masséna, aux archives de la Guerre, portent l'indication erronée qu'il serait né en 1735. La date exacte de sa naissance se trouve sur un mémoire adressé par lui à la 9^e Commission militaire (instituée pour remplacer le Ministre de la Guerre), daté de Nice le 18 vendémiaire, an IV, et dans lequel ses états de services sont indiqués de façon très précise.

(2) Nice, arch. cathéd. Livre des Baptêmes, vol. 29, fol. 302,

FAMILLE JÉRÔME-MARCEL MASSÉNA

JÉRÔME-MARCEL MASSÉNA

Chef de bataillon, commandant de Place

Nice, le 9 juillet 1734

† Antibes, le 18 décembre 1800

épouse à Toulon, le 20 février 1781

VICTOIRE-MADELEINE BARTHÉLEMI

AUGUSTIN MASSÉNA

Lieutenant au 12^e dragons

Marseille, 25 juin 1784

† Italie, le 2 novembre 1805

son frère, et il semble donc que c'est avec la volonté bien nette de s'engager qu'il se rendit à Toulon.

Rien ne paraissait faire prévoir cette carrière militaire, au contraire. On se rappelle, en effet, qu'Augustin avait été exempté du service du fait de son remplacement par Jules-César, son frère, et qu'une des raisons qui décidèrent celui-ci à le remplacer, fut que la famille Dominique Masséna comprenant quatre garçons, ne serait plus astreinte à fournir un autre fils à la patrie (1).

Ceci semblerait indiquer que les parents ne durent pas diriger leurs enfants vers la carrière des armes.

Dès lors, comment s'expliquer la vocation de Marcel Masséna ? Est-ce l'exemple de son frère aîné Jules, qui fut soldat pendant sept ans, à Nice ? Fut-il entraîné par des amis ou des camarades compatriotes qu'il pouvait connaître à Toulon (car il faut remarquer que beaucoup d'originaires des Alpes-Maritimes servaient au Royal Italien (2), peut-être aussi les échos de la guerre avec l'Angleterre et les exploits du Royal Italien à Minorque, près de Port-Mahon, eurent-ils une influence sur lui. Toutes

(1) Nice, arch. dép. C. 411, fol. 224 (1749, L. 3).

(2) Il y eut même plusieurs Masséna au Royal Italien, témoin ce Masséna Honoré, né à Levens, le 1^{er} octobre 1757, fils d'Ant. François et de Marthe Bovis et qui servit alternativement la France, le roi de Sardaigne, puis de nouveau la France. Voici au surplus ses états de service : « Soldat au Royal Italien, le 2 août 1775, caporal le 1^{er} juin 1778, sergent le 1^{er} mars 1783 ; adjudant, sous-officier aux chasseurs royaux de Provence le 1^{er} janvier 1792, volontaire au régiment d'Orneglia (au service du Roi de Sardaigne), le 11 août 1792 ; sergent-major de bataillon le 4 février 1793 ; enseigne le 8 mai 1794 ; sous-lieutenant le 10 novembre 1795 ; garde du corps de S. M. Sarde, le 5 octobre 1747 ; passé au régiment d'Aoste infanterie, le 20 septembre 1798 ; lieutenant au 1^{er} bataillon de ligne de Piémont, le 16 frimaire, an VII, capitaine au 1^{er} bataillon piémontais, 29 messidor, an VIII, devenu 111^e régiment d'infanterie. (Arch. adm. de la Guerre. Dossier Honoré Masséna).

(3) Toulon retentissait à cette époque du bruit des armes ; l'année précédente, une armée de douze mille hommes placée sous le commandement du maréchal, duc de Richelieu, avait été rassemblée et embar-

ces hypothèses sont vraisemblables ; en tout cas, le 16 avril 1757, Jérôme-Marcel Masséna s'engage comme simple soldat au régiment Royal Italien à Toulon, très probablement où devait se trouver un dépôt des recrues de ce régiment, avant que celui-ci ne soit transféré à Marseille, au fort Saint-Jean, où sa présence est signalée en 1775-80.

Marcel Masséna endosse avec joie son uniforme ; habit gris blanc à boutons jaunes, avec revers bleu céleste, la culotte étroite, également bleue et se coiffe du chapeau bordé d'or, qui composaient la tenue du Royal Italien depuis la réforme de 1749.

A peine sut-il tenir un fusil, qu'il fut dirigé, très probablement sur sa demande, en raison du peu de temps passé au dépôt, sur l'île de Minorque, à Port-Mahon, et à Ciutadella, où il tint garnison jusqu'en 1762.

Le régiment revint ensuite sur le continent et le 16 août 1762, alors qu'il était en garnison à Perpignan, Marcel Masséna est nommé sergent. Son régiment fait ensuite un véritable tour de France. Nous le trouvons à Lille, en mai 1763, à Dunkerque vers la fin de la même année, à Mézières en avril 1764, puis, à Dijon, et, enfin de nouveau à Perpignan en décembre 1764.

A cette époque, Marcel Masséna obtient un congé et vient à Nice. Il y a environ sept ans qu'il a quitté son pays natal et il est peu probable qu'il y soit revenu depuis. Bien des événements se sont produits depuis son départ. Son frère Jules-César vient de mourir, on est toujours sans nouvelles de son autre frère Antoine-Fran-

quée le 10 avril 1756, sous la protection d'une escadre commandée par l'amiral La Galissonnière, pour tenter une descente à l'île de Minorque, possession anglaise ; c'était le début de la guerre de sept ans. La Compagnie de grenadiers de Nice se distingua particulièrement à l'assaut de la Citadelle de Mahon, le 27 juin 1756. (V. Du Fresnel. « Un régiment à travers l'Histoire. » L. 76^e et 1^{re} léger. Librairie Flammarion, Paris, 1891),

çois, le tanneur, parti en Amérique, son frère Augustin-Marie vient d'avoir son sixième enfant, des procès sont en cours d'instance, Marcel Masséna donne procuration à sa mère, Lucrèce Blanc, pour le représenter (1).

Il rejoint ensuite son corps, qui, le 10 août 1765 quitte Perpignan pour Collioures, Montlouis et enfin Bordeaux, en octobre de la même année.

Mais les pérégrinations du Royal Italien ne sont pas terminées : en octobre 1766, il est de retour à Perpignan et occupe le château Trompette ; en novembre, il est envoyé à Aire, puis de là, il part le 5 mai 1767 pour Landrecies, où il reste un mois et demi ; le 24 juin, il allait à Marseille et en 1768 il s'embarque pour la Corse où il aborda le 15 octobre 1768, et devait y demeurer pendant la longue lutte contre les patriotes corses qui défendaient leur pays vendu par Gênes.

Le 4 octobre 1771, Marcel Masséna est fait quartier-maître trésorier.

En mai 1774, le Royal Italien quitte la Corse pour Monaco (2), où il débarque le 3 juin ; il y reste environ un an ; Marcel Masséna est bien noté ; une pièce de son dossier aux archives administratives de la Guerre, datée de 1775, le donne comme « intelligent, actif, exact, fort bon sujet ».

De Monaco, le régiment alla le 28 mai 1775 à Toulon, où il quitte l'habit gris blanc et la culotte bleue pour prendre l'habit bleu turquin avec revers et parements jonquille, le collet rose, le gilet blanc, la veste et la culotte blanche.

(1) Nice, arch. dép. C. 470, fol. 123 (1765, L. 2).

(2) La principauté de Monaco comprenait les territoires de Roquebrune, Gorbio, Sainte-Agnès, Menton et Castellar, et se trouvait placée sous la protection du Gouvernement français qui y entretenait une garnison depuis Louis XIV.

Pendant l'année où Marcel Masséna séjourna à Monaco avec son régiment, il dut avoir l'occasion d'aller assez souvent à Nice dans sa famille. Est-ce son costume, les récits de guerre qui influèrent sur l'imagination de son neveu André ? Peut-être, puisque le 18 août 1775 le Royal Italien alors à Toulon, reçut comme volontaire le jeune André Masséna, âgé de dix-sept ans.

Le 31 mai 1776, le Royal Italien envoya son premier bataillon à Toulon et le second auquel appartenait Marcel Masséna, nommé sous-lieutenant le 16 juin 1776, alla à Collioures en novembre et détacha trois compagnies à la citadelle de Perpignan.

Le 12 octobre 1777, le régiment tout entier fut réuni à Collioures, puis, le 8 avril 1778, il détacha de nouveau trois compagnies à la citadelle de Perpignan.

En juillet 1778, le Royal Italien partit pour La Rochelle. C'est dans cette ville qu'il fut doté du fusil à silex, modèle 1777, qui a fait toutes les guerres de la République et du Premier Empire. Pour la troisième et dernière fois, le Royal Italien change d'uniforme, il adopte :

« L'habit long à la française, bleu céleste foncé, aux revers blancs agrafés jusqu'au tiers de leur longueur, doublures blanches ; gilet blanc à basques et à poches recouvertes ; culotte blanche avec longues guêtres (en drap l'hiver, en toile l'été) ; chapeau à cornes en feutre noir, galonné de noir : (les grenadiers eux-mêmes quittent le bonnet pour se coiffer du chapeau) ; épaulettes en drap du fond, avec liseré bleu pour les fusilliers, rouge, doublé de bleu pour les grenadiers, et vertes pour les chasseurs. Les fusilliers portèrent au retroussis de l'habit, une fleur de lis blanche, les grenadiers, une grenade et les chasseurs, un cor de chasse ».

Telle fut la nouvelle tenue d'après l'ordonnance du 25 janvier 1779 (1).

(1) Du Fresnel, « Un Régiment à travers l'Histoire ».

En avril 1779, Marcel Masséna est à Nice, en congé ; il donne procuration au notaire Jean-François Sala de Levens, pour s'occuper de ses affaires (1).

Marcel Masséna est nommé lieutenant le 22 juin 1779. En décembre de la même année, il est de nouveau à Nice et donne encore une procuration, mais à son frère Augustin, cette fois, pour le représenter (2).

Au mois d'avril 1780, le régiment s'embarque pour l'île d'Oléron. C'est là, que par ordre du Roi, et sans l'avoir sollicité, Jérôme-Marcel Masséna est nommé, le 24 juillet 1780, commandant du dépôt des recrues du régiment Royal Italien, au fort Saint-Jean, à Marseille, en remplacement du capitaine de Saint-Paulet, mis à la retraite. Il exerça ce commandement pendant huit ans et quelques années plus tard, quand il voulut profiter des dispositions de l'article 26 du règlement du 1^{er} avril 1791 et prendre rang à la date de son brevet, il se vit contester son ancienneté par M. de Sigaldy, qui prétendit y avoir droit à sa place, Masséna étant sorti de la ligne pour prendre le commandement du dépôt des recrues à Marseille. Marcel Masséna protesta auprès du Ministre Duportail (3) et obtint finalement gain de cause.

A quarante-sept ans, ayant roulé sa bosse à travers la France pendant vingt-quatre ans, Marcel Masséna songe à se marier. Il épousa à Toulon, le 20 février 1781, à l'église Sainte-Marie, M^{lle} Victoire-Madeleine Barthélemy, fille de feu Joseph François, bourgeois, et de feu Marie-Anne Bastide, âgée alors de vingt-neuf ans, en présence de « Joseph Zozi et Antoine Zoglioni, officiers du régiment

(1) Nice, arch. dép. C. 526, F. 178-1779, L. 2.

(2) Nice, arch. dép. C. 530, F. 71-1780, L. 1.

(3) Voir sa lettre datée d'Antibes, le 22 mai 1791. (Arch. adm. de la Guerre. Dossier de Marcel Masséna).

Royal Italien, d'Alexis Renouit, marchand de blé et Pierre Marin, receveur pour les domaines » (1).

L'année 1788 marque la dissolution du régiment Royal Italien ; le dépôt des recrues de Marseille est supprimé par suite de la réforme du régiment et Marcel Masséna nommé lieutenant au bataillon des chasseurs royaux de Provence, dont la création avait été ordonnée le 17 mars 1788, rentre au corps le 1^{er} juin 1788.

Il vient habiter avec sa femme à Antibes, où le nouveau bataillon est organisé le 13 mai 1788, par procès-verbal du lieutenant-colonel Chauvet d'Allons, et tient garnison dans cette ville en même temps que les Chasseurs des Ardennes, sous le commandement supérieur du lieutenant général de Coigny.

Cette modification comporte encore un changement de tenue pour Marcel Masséna qui porte maintenant l'habit, la veste et la culotte vert foncé, avec revers et parements jonquille et le chapeau de feutre noir. Cet uniforme fut bientôt remplacé par la veste et la culotte chamois, le casque en cuir bouilli surmonté d'une chenille noire, et les boutons ornés d'un cor de chasse.

Marcel Masséna recevait comme lieutenant un traitement de huit cents francs par an ; les divers changements de tenue et les obligations de son grade devaient être fort coûteux, car il est hors de doute qu'il mangeait son bien avec son revenu et avait, comme on va le voir, de nombreuses dettes.

Le 22 août 1788 (2) Marcel Masséna est de nouveau à Nice. Il s'agit cette fois d'une affaire importante, le partage des biens héréditaires de Dominique Masséna, jusque là administrés par son frère Augustin. Une instance engagée contre lui se termine par un arrangement amiable

(1) Arch. adm. de la Guerre. Doss. de Marcel Masséna.

(2) Nice, arch. dép. Q. 186. Doss. Masséna.

et l'on procède au tirage au sort des propriétés de la famille. André Masséna, absent est représenté par Jean-Antoine Roux, son beau-frère.

Aussitôt après cette opération, Marcel qui se découvre des goûts de propriétaire, rachète à son neveu André la part de maison au quartier de Serret, à Levens et une portion de prés au lieu dit « Les prés » mais il change bientôt d'idée et le 29 septembre 1789 (1) il vend à son frère Augustin la totalité des biens qui lui étaient échus dans le partage de l'année précédente, y compris le pré précédemment acquis de son neveu André, ainsi que les meubles, bétail, etc... qui peuvent lui revenir, et ce, moyennant le prix total de huit mille lire qu'Augustin s'engage à acquitter de la façon suivante :

Lire : 500 aux Pères Augustiniens déchaussés de Saint-Jean-Baptiste ; 900 aux frères Sasserno ; 1600 à M. Antoine Raybaud ; 200 à Antoine Giletta de la Roquette ; 240 à André Masséna ; 328, 2 sols, 6 deniers à M. Augustin Giletta ; 441 à M. l'avocat Vincent Galli suivant le sous-seing privé en date du 24 août 1788 ; soit au total, quatre mille deux cent-neuf lire qu'Augustin Masséna s'oblige à payer aux créanciers de son frère Marcel. De plus, il lui verse comptant mille cinquante lire et promet de se libérer du restant soit deux mille sept cent quarante-et-une lire, en dix années, avec intérêts à quatre pour cent l'an.

Marcel Masséna ne possède plus rien des propriétés de famille.

Par décret du 1^{er} avril 1791, le bataillon des Chasseurs royaux de Provence change de nom ; il s'appelle désormais 1^{er} bataillon de chasseurs, 1^{er} bataillon d'infanterie légère.

(1) Nice, arch. dép. C. 580, folio 336 (1789).

La même année, le 19 juin, Marcel Masséna obtient la croix de Saint-Louis et le 18 juillet, il prête serment à la Constitution selon la formule suivante :

Infanterie légère, premier bataillon de chasseurs :

Je jure d'employer les armes remises en mes mains à la défense de la Patrie et à maintenir contre tous ses ennemis du dedans et du dehors la constitution décrétée par l'Assemblée Nationale, de mourir plutôt que de souffrir l'invasion du territoire français par les troupes étrangères et de n'obéir qu'aux ordres qui seront donnés en conséquence des décrets de l'Assemblée Nationale.

Fait à Antibes, le dix-huitième du mois de juillet 1791.

Signé : MASSÉNA (1).

Deux mois plus tard, le 14 septembre 1791, le 1^{er} bataillon d'infanterie légère est envoyé d'Antibes à Monaco où il arrive le même jour. Mais des éléments de ce bataillon restèrent à Antibes avec Marcel Masséna qui envoyait des nouvelles à ses camarades. L'agitation était grande à Antibes à cette époque de troubles révolutionnaires. Les émigrés arrivés de Nice cherchaient à corrompre la garnison de Monaco et celle d'Antibes où de nombreuses défections s'étaient produites.

La garnison de Monaco écrivait à celle d'Antibes :

Notre attachement pour la ville d'Antibes nous a suivis jusqu'ici. Nous apprenons avec plaisir de M. Masséna que nous vous devons encore plus pour la manière honnête avec laquelle vous avez repoussé les bruits répandus contre nous (2).

(1) Arch. adm. de la Guerre. Doss. Marcel Masséna.

(2) Tisserand. Histoire de la Révolution française, dans les Alpes-Maritimes. Nice 1878, p. 92.

Le 20 octobre 1791, Marcel Masséna est nommé capitaine au 75^{me} régiment d'infanterie. Il quitte Antibes et rejoint son régiment qui fait campagne sur le Rhin. Il y sert jusqu'en décembre 1793 sous les ordres du colonel Thomas Le Forestier.

Mais la vie active ne convenait plus à Marcel Masséna qui approchait de la soixantaine et souhaitait prendre du repos. Il fut nommé le 7 nivose, an II (27 décembre 1793), commandant temporaire du fort La Malgue à Toulon et deux mois plus tard le 19 ventose an II commandant de la place d'Antibes. Il ne devait plus quitter cette ville jusqu'à sa mort.

Le 11 Thermidor, an II, il est nommé commandant du Fort Carré à Antibes, pour reprendre le commandement de la place le 21 brumaire, an III (11 novembre 1794). Mais le 5 fructidor de la même année, il est remplacé par le commandant Bragard, de Grenoble, sans être pourvu d'un autre poste.

Marcel Masséna se rendit au quartier général de l'armée d'Italie à Nice et sollicita son maintien dans les termes suivants :

Armée d'Italie

A la 9^e Commission (1).

Mémoire.

Le citoyen Masséna, âgé de soixante et un ans, ayant trente-huit ans révolus de services et dix campagnes actives, prie la Commission de vouloir bien lui conserver le commandement temporaire de la Place d'Antibes ou lui en conférer un autre. Privé des forces physiques qu'exige le service des armées, n'ayant aucune fortune, il n'a d'autres moyens pour subsister que les émoluments et rations en vivres que lui procure son état actuel. Il espère de la justice du Gouvernement qui récom-

(1) Commission nommée pour remplacer le Ministre de la Guerre.

pense journellement les anciens services des défenseurs de la Patrie qu'il accueillera favorablement sa demande.

Nice, le 18 vendémiaire, l'an 4^e républicain.

Signé : MASSÉNA.

A ce mémoire étaient joints les états de services du pétitionnaire et les annotations suivantes :

Je certifie que le citoyen Masséna, commandant temporaire de la Place d'Antibes, s'est toujours acquitté avec zèle, exactitude et intelligence des fonctions qui lui sont confiées, que la manière distinguée avec laquelle il n'a cessé de remplir ses devoirs, lui ont mérité l'estime et la confiance de tous les généraux sous les ordres desquels il s'est trouvé et lui donnent des droits à une place de commandement temporaire, fonction qu'il remplit depuis longtemps au gré de ses supérieurs et de ses subordonnés.

Le Général Chef de l'Etat-Major :

Signé : P. GAUTHIER (Kervéguen).

Voici l'avis du Général en Chef :

Je ne puis que recommander au Comité de Salut public et à la Commission la pétition du citoyen Masséna, qui mérite à tous égards qu'on y fasse droit.

Le Général en Chef de l'Armée d'Italie :

Signé : SCHERER.

Le Général Scherer accompagne d'ailleurs l'envoi de la demande de Marcel Masséna de la lettre suivante :

Armée d'Italie, n° 2318. Au Quartier Général
de Nice, 19 vendémiaire de la République
Française Une et Indivisible.

Scherer, Général en Chef de l'Armée d'Italie, au
citoyen Lille, Général de Brigade, Commissaire
exécutif.

Je vous adresse ci-joint, Général, la demande que forme le citoyen Masséna, d'être conservé dans le commandement tem-



Cliché LEROY-FONTANEL, phot. Draguignan

ANTIBES. — La Porte de France, le pont-levis et le fossé des remparts
(Vue prise de l'extérieur)

Pl. p. 73

poraire de la Place d'Antibes. Les anciens services de ce brave militaire, la manière distinguée dont il a rempli ses fonctions jusqu'à présent, m'engage à vous le recommander fortement.

Veuillez donc, Général, avoir égard à sa juste demande.

Salut et Fraternité.

Signé : SCHERER (1).

Le Ministre de la Guerre donna un avis favorable à cette demande, d'autant plus que le commandant Bragard, de Grenoble, malade, n'avait pas accepté le poste d'Antibes. Par décision du 19 brumaire, an IV, le Directoire exécutif rétablit Marcel Masséna dans son commandement :

Aucun évènement important ne marque les années qui suivirent ; le 7 nivose an IV (17 décembre 1797) il écrit au Ministre de la Guerre :

La quantité de batteries établies sur les côtes dépendantes de la Place d'Antibes exigent, citoyen Ministre, la plus grande surveillance. Mon âge ne me permettant plus de faire un service assez actif à pied, je suis forcé de nourrir un cheval à mes dépens pour cet objet, Cette place n'étant que de 4^e classe, cette dépense emporte une trop forte partie des émoluments qui y sont attachés. Les fourrages qu'on perçoit dans les fortifications sont si peu conséquents qu'ils ne sont affermés qu'à trente-quatre quintaux. Je vous demanderai donc, citoyen Ministre, que vous m'accordiez les fourrages de la place qui pourront m'aider au moins à nourrir mon cheval. La loi, ne m'accordant aucune ration de fourrage, j'ose espérer, citoyen Ministre, que vous prendrez ma juste demande en considération, ne grevant le trésor public et qui, cependant, me procurera un petit avantage.

Salut et respect.

(1) Arch. adm. de la Guerre. Doss. Marcel Masséna. Citons également l'opinion du général baron de Marbot, qui déclare dans ses Mémoires (tome III, chap. II). « Ce Marcel Masséna que j'ai connu vers 1800, commandant de la place d'Antibes, était un homme grave et capable, fort estimé de son colonel, M. Chauvet d'Allons ».

Le Ministre n'accéda pas à cette demande alléguant que :

Les terrains dépendant des fortifications de la place étant déclarés propriétés nationales par l'art. 13 du titre 1^{er} de la loi du 10 juillet 1791, le produit, lorsqu'il y en a, doit être vendu à l'enchère et la somme qui en provient doit être versée dans la caisse du receveur du département.

Le 4 nivose, an VII (24 décembre 1798), le fils du général André Masséna tomba malade et son père écrivit au Ministre de la Guerre la lettre suivante :

Armée Française en Helvétie. Au Quartier
Général de Zurich, le 4 nivôse, an VII de
la République Française Une et Indivisible.

Masséna, Général en Chef, au Ministre de la Guerre.

Citoyen Ministre,

Veillez bien accorder au citoyen Marcel Masséna, mon oncle, commandant la place à Antibes, un congé de six décades pour conduire mon fils à Montpellier. J'apprends avec douleur que cet enfant âgé de cinq ans (1) est travaillé d'attaques réitérées de nerfs très alarmants. L'impossibilité de quitter mon poste et l'état de grossesse de mon épouse ne me permettent de le confier qu'à mon oncle pour le faire conduire et traiter à Montpellier. Comme j'ignore si la rigueur de la saison permettra de suite ce voyage, veuillez bien ne pas limiter l'époque du départ ou faire laisser la date en blanc. J'attends de vos bontés que vous lui fassiez adresser de suite le congé à Antibes.

Salut et respect.

Signé : MASSÉNA.

Le Ministre de la Guerre fit diligence pour donner satisfaction au général Masséna et il l'informa, quelques

(1) Il s'agit de Prosper Masséna.

jours plus tard, que le congé demandé avait été expédié en forme de mission :

« afin que votre oncle puisse jouir de ses appointements pendant son absence et sans désigner l'époque du départ pour lui laisser à cet égard la facilité que vous désirez ».

En l'an VIII, Marcel Masséna a la satisfaction de voir son fils, âgé de seize ans, nommé sous-lieutenant au 12^{me} régiment de dragons, grâce à la protection de son neveu le général, mais il y a une nouvelle alerte comme commandant de place. En effet, Antibes est élevée comme place de guerre de la quatrième à la deuxième classe et Marcel Masséna ne peut en conserver le commandement que s'il est chef de bataillon.

Le général Masséna demande ce grade pour son oncle, afin qu'il soit maintenu à son poste, ou son envoi comme commandant du fort La Malgue à Toulon. Sur un rapport favorable du Ministre de la Guerre, Bonaparte, premier consul, nomma par décret du 16 frimaire an IX (7 décembre 1800) Marcel Masséna chef de bataillon et le conserva au commandement de la place d'Antibes aux appointements de deux mille quatre cents francs.

Marcel Masséna ne jouit pas longtemps de ce grade, peut-être même n'eut-il pas le temps de recevoir la nouvelle de cette nomination qui était la récompense de ses longs services, il mourut quelques jours plus tard, le 27 frimaire an IX (18 décembre 1800) à dix heures du soir, après une courte maladie, à l'âge de soixante six ans.

L'année suivante, le 15 thermidor an IX, le général Masséna adressa au Ministre de la Guerre les pièces nécessaires pour faire obtenir une pension à sa veuve. Ces documents nous apprennent, que ni Marcel Masséna, ni sa femme, n'étaient inscrits au rôle des impositions fon-

cières et qu'il payaient une imposition personnelle et mobilière de neuf francs par an savoir :

Art. 517.

Taxe de trois journées de travail.	F. 4 50
» pour trente francs de loyer d'habitation.	3 »
» somptuaire : une domestique femelle.	1 50
	F. 9 00

Après la mort de son mari, M^{me} veuve Marcel Masséna se retira à Toulon, son pays natal ; sa pension fut liquidée le 1^{er} fructidor, an IX, à la somme de quatre cents francs par an.

*
* *

AUGUSTIN MASSÉNA

Officier de cavalerie

De son mariage, Marcel Masséna n'avait eu qu'un fils, né à Marseille, le 25 juin 1784. L'acte de baptême porte que son parrain fut : « Jean François Chrisostôme Arnaud, par procuration de messire Augustin-Marie Masséna, négociant » et sa marraine, dame Victoire Bastide Giraud. Il fut appelé Jean-François-Augustin-Marie.

Dès son jeune âge, Augustin Masséna (1) suivit son père aux armées, en qualité d'enfant de troupe et il était compris comme tel dans les revues du Régiment Royal Italien et ensuite du régiment « ci-devant Monsieur ».

Plus tard, Marcel Masséna pria son neveu André, alors général de s'occuper de l'avenir de son fils ; comme d'ha-

(1) Arch. adm. de la Guerre. Doss. d'Augustin Masséna, lieutenant de dragons.

bitude, le général Masséna ne lui marchanda pas sa protection et il fit auprès du Directoire et du premier consul Bonaparte, lui-même, de nombreuses démarches. C'est ainsi que, de Gênes, le 11 février 1800, il écrivit au général Alexandre Berthier, Ministre de la Guerre :

J'ai demandé au Consul Bonaparte une sous-lieutenance au 12^e dragons pour un de mes cousins germains, Augustin Masséna, fils du commandant d'Antibes, homme respectable par ses services ; je n'en ai point eu de réponse. Veuillez bien, mon cher Berthier, vous en occuper et m'envoyer son brevet par le retour du courrier.

Gênes, le 22 Pluviôse, an VII.

Signé : MASSÉNA.

Le corps du général Masséna était bloqué dans Gênes ; au milieu de tous les soucis de ce siège mémorable dans les annales de notre histoire militaire, et malgré ses nombreuses préoccupations, Masséna trouvait le temps de penser à son oncle et à la carrière de son jeune cousin.

Le 26 février 1800, n'ayant toujours pas de réponse du Ministre de la Guerre au sujet de la demande qu'il avait présentée, il s'adresse alors au général Vignoles qu'il avait eu sous ses ordres lors de la conquête du comté de Nice en 1793.

Armée d'Italie. Au Quartier général de Gênes,
le 7 ventôse, an VIII.

Masséna, général en chef, au général de brigade
Vignoles, secrétaire général de la guerre.

J'ai demandé, il y a un mois et demi, une sous-lieutenance pour mon cousin Masséna, fils du commandant de la place d'Antibes, au consul Bonaparte. Je l'ai renouvelée depuis à Berthier ; point de réponse, ni de l'un, ni de l'autre. Veuillez bien, mon cher Vignoles, prendre quelques informations sur

les causes du silence qu'on me garde, de le faire expédier si c'est un oubli.

Nous sommes toujours sans pain, et je puis vous assurer que sans ma présence à Gênes, le pays serait en insurrection et l'armée loin de la Bochetta.

Cette maudite compagnie d'Antonini (1) n'a encore rien fait. Depuis quelques jours, un des intéressés dans cette compagnie est arrivé à Marseille, et il ne nous a donné encore que des phrases.

Pas un brin de foin, pas un cheval d'artillerie, ni de cavalerie ; en eussions-nous, ils mourraient de faim. Tout ce que je vous dis là, mon cher Vignoles, je l'ai déjà écrit au moins vingt fois à Bonaparte et à Berthier.

Adieu, je vous embrasse ; bien des choses à tous les amis.

Signé : MASSÉNA.

Un mois plus tard, nouvelle lettre à Berthier :

« Armée d'Italie. Au Quartier général de Gênes,
le 5 germinal, an VIII.

Masséna, général en chef, au général Berthier, Ministre
de la Guerre.

Je vous ai écrit, il y a plus d'un mois, mon cher Berthier, pour vous demander l'expédition du brevet de sous-lieutenant au 12^e régiment de dragons pour un de mes cousins ; cette demande a été faite à Bonaparte aussi ; l'un et l'autre avez oublié de me répondre.

Je vous le renouvelle avec prière de me l'envoyer. Il se nomme Augustin Masséna, fils du commandant d'Antibes et très ancien militaire. Vous obligerez votre ami.

Je vous embrasse (ajouté sur la lettre de sa main).

Signé : MASSÉNA.

(1) Compagnie chargée du ravitaillement du corps de Masséna,

Ces demandes réitérées obtiennent enfin satisfaction et le 3 Messidor, an VIII (22 juin 1800) Augustin Masséna est nommé par Bonaparte sous-lieutenant au 12^me dragons. Il avait seize ans.

Le général Masséna le demande aussitôt comme aide de camp et un mois plus tard, il obtient que son cousin soit attaché a son état-major.

Vers la fin de l'an VIII, le sous-lieutenant Masséna se rendit à Antibes pour y attendre de nouveaux ordres de son général, alors à Paris. Il y resta jusqu'au mois de Ventôse, an IX, époque à laquelle il le rejoignit dans la capitale.

Là, le Ministre de la Guerre, par sa lettre du 13 floréal an IX, chargea cet officier, qui conservait toujours son emploi d'aide de camp, des fonctions d'élève externe à l'école d'instruction des troupes à cheval, à Versailles, pour les manœuvres et exercices d'équitation. Ce « jeune homme » comme l'appelait le maréchal, avait grand besoin de faire l'apprentissage du métier militaire.

Deux ans plus tard, le 1^{er} brumaire, an XI, conformément aux ordres du Ministre, le sous-lieutenant Masséna rejoignait son régiment, alors en garnison à Lodi, en passant par Toulon où sa mère s'était retirée depuis la mort de son mari.

Augustin se rend ensuite auprès de son général qui ne l'oublie pas et obtient pour lui le grade de lieutenant (16 germinal, an XII) et un congé pour faire campagne.

Le 29 thermidor, an XIII, le Ministre de la Guerre informe le maréchal Masséna que son cousin et aide de camp le lieutenant Augustin Masséna, passe en cette qualité auprès du maréchal Lannes, commandant en chef le corps d'avant-garde des armées des côtes de l'Océan, ainsi qu'il l'a désiré. Ordre est donné au lieutenant Masséna de se rendre au quartier général de Lannes à Vimereux.

Le lieutenant Augustin Masséna n'eut pas le temps de faire carrière ; après avoir été nommé capitaine sur le champ de bataille de Caldiéro (1), si l'on en croit certains renseignements, il mourut à l'armée d'Italie d'une blessure reçue le 11 brumaire an XIV (2 novembre 1805) à Caldiéro ou « à l'attaque des formidables redoutes de la Colognola ». (2) Il avait à peine vingt-et-un ans. C'était un sympathique et un officier appelé à un brillant avenir. Cette mort chagrina beaucoup le maréchal, dont les sentiments d'affection pour ses parents étaient très vifs. Il reçut à cette occasion de nombreux témoignages de sympathie et notamment la lettre suivante de Joseph Bonaparte :

« Paris, le 10 Frimaire, an XIV.

Mon cher Maréchal,

J'ai reçu presque en même temps votre lettre du 1^{er} frimaire et celle du 29 brumaire. Ce petit contre-temps ne sera rien, votre cousin sera.... (?).

J'a éprouvé une peine véritable de la perte que vous avez faite de votre jeune cousin. C'était un jeune homme d'une grande espérance. Je le connaissais déjà depuis trois ans et je m'étais pris d'affection pour lui, votre nom et votre parenté à part.

Dans mon dernier voyage à Boulogne, j'avais longtemps causé avec lui, et j'avais été bien content de ses sentiments et du projet de son entreprise.

(1) Arch. privées de la famille Masséna, vol. 2, p. 163. Lettre du colonel Roux au général Koch, datée de Nice, le 7 avril 1847.

Le dossier d'Augustin Masséna aux archives de la Guerre ne porte pas trace de cette nomination de capitaine.

(2) Arch. privées de la famille Masséna, vol. 2. Lettre de M. A. Gaude, directeur des contributions, datée d'Evreux, le 12 juin 1847.



Cliché LEROY-FONTANEL, phot. Draguignan

ANTIBES. — La Porte de France, vue prise de l'intérieur des remparts

Pl. p. 80

Mais vous avez des sujets de consolations. Je suis convaincu que l'Empereur vous rend justice et qu'il vous est attaché. La nation et la prospérité vous tiendront compte des sacrifices du moment. Appliquez-vous à ce que l'ordre le plus exact soit maintenu dans l'administration de votre armée (1).

Comptez sur toute mon amitié. »

Votre affectueusement :

Joseph BONAPARTE.

(1) Allusion à l'aventure de François Masséna, cousin du maréchal, commissaire des guerres à l'armée d'Italie, impliqué dans une affaire de concussion.

CHAPITRE V

Les Enfants d'Augustin-M. Masséna

Fabricant de Savon

I

PHILIPPE MASSÉNA

Fabricant de Savon

Philippe-Emmanuel Masséna, naquit à Nice le 23 août 1753 ; il fut baptisé le 26 du même mois en l'église cathédrale. Son parrain fut Philippe-Emmanuel Feraudi, notaire, son demi-oncle, et sa marraine, M^{me} Lucrèce Blanc, sa grand'mère (1).

On ne sait rien de sa jeunesse, sinon que comme son père, il apprit le métier de fabricant de savon, mais contrairement à l'habitude, il n'est pas question pour lui du classique voyage à Toulon, où les frères Masséna ont coutume d'aller s'initier à leur métier.

Le goût des aventures se traduit chez Philippe Masséna d'une manière inattendue ; à vingt et un an, en juin 1774, il enlève une jeune fille, Claire Faissola, et quelques jours plus tard, le 11 juin, tous deux se marient à Nice dans une chapelle située place Victor (aujourd'hui, place Garibaldi), où après la messe, Jean Garraciola, curé de la paroisse Sainte-Hélène, leur donne la bénédiction nuptiale en présence de Horace Bérenghié et Antoine Faissola, témoins (2).

Le mariage fait et accepté par la famille, le père de l'épouse Barthélemy Faissola lui constitua en dot, par acte dressé le 20 juin 1774 devant M^e Sauvaigo, notaire(3), un trousseau assez important comportant linge, effets, vêtements, bijoux et une somme de mille lire « qui devra

(1) Nice, arch. cathéd. Regist. des baptêmes, vol. 32, fol. 59.

(2) Nice, arch. par. Saint-Jacques, L. des Mariages 1774, fol. 60.

(3) Nice, arch. dép. C. 505 (1774 L. 3), fol. 147.

être payée en quatre années avec intérêts à quatre pour cent ».

Les nouveaux époux s'installèrent chez Barthélemy Faissola qui les accueillit à sa table.

Le 1^{er} avril 1775 (1) naît leur unique enfant, Marie-Thérèse, qui eut comme parrain et marraine Augustin Masséna, négociant, et M^{me} Marie-Sylvie Faissola. Cette fillette mourut à quatre mois, le 29 juillet 1775 (2).

Quatre ans plus tard, interviennent deux actes importants dans l'existence de Philippe Masséna. Le 20 juin 1778 (3), M^{me} Jeanne-Marie Faissola, fille de feu Pierre et veuve de Jean-Honoré Cauvin, donne tous ses biens à Philippe Masséna qui s'engage à lui servir en échange une pension annuelle « de deux cent six écus de France de la dernière frappe » et à acquitter les redevances dues au monastère de Saint-Pons et qui grèvent ces biens. Ceux-ci consistent en un bien-fonds, sis à Ginestière et comprenant un terrain complanté en vignes et oliviers, avec maison, un terrain inculte sis dans la même région, un terrain avec vignes et oliviers au quartier de Saint-Jean et, enfin, une maison à deux étages avec deux magasins, sise à Nice, place aux Herbes. C'est là que Philippe Masséna s'établit.

La même année, le 21 novembre 1778, Augustin Masséna devant le sénateur baron Ricci, Préfet de la Province, émancipe son fils suivant les formes solennelles prescrites par la loi, « pour l'encourager au travail ».

En 1792, à l'entrée des troupes françaises dans le Comté de Nice, le nom de Philippe Masséna apparaît à nouveau, dans les documents officiels. Comme son frère

(1) Nice, arch. par. Saint-Jacques 1775.

(2) Nice, arch. par. Saint-Jacques. Regist. des décès, vol. 5, fol. 103.

(3) Nice, arch. dép. C. 524, fol. 279 (1778 L. 5).

(4) Nice, arch. dép. C. 524, fol. 506 (1778 L. 5).

François, il accueillit avec faveur les principes révolutionnaires apportés par les armées de la République et tous deux furent parmi les membres les plus assidus de la Société populaire de Nice, créée par le général d'Anselme (1) et Barras.

Nous verrons plus loin, en étudiant François Masséna, comment ce dernier dut à cette époque s'enfuir de Nice et se réfugier à Gênes. Ce départ avait eu pour conséquence la mise sous séquestre, comme ascendant d'émigré, des biens du père, Augustin.

Dans le dossier de l'enquête qui eut lieu à cette époque (2) pour obtenir la levée du séquestre, on trouve un certificat de résidence délivré par l'Administration municipale de la Commune de Nice, à la date du 3 thermidor, an VI, duquel il résulte d'après l'attestation :

des citoyens Laurent Faraud, Blaise Bernard et Louis Papacín, tous domiciliés en cette commune, que le citoyen Philippe Masséna, âgé de quarante-cinq ans, fabricant de savon, natif de Nice, de la taille de cinq pieds cinq pouces environ, cheveux gris, sourcils châains, yeux bleus, nez aquilin, front ordinaire, bouche moyenne, menton rond, visage ovale, réside et a résidé sans interruption dans cette commune de Nice, maison appartenant au nommé Michel Galléan, depuis sa naissance jusqu'à ce jour.

Philippe Masséna n'a donc jamais quitté Nice ; il convient de remarquer que son père, né en 1727 avait environ soixante et onze ans et qu'il est très possible qu'il ait cédé son commerce de savon à son fils Philippe-Emmanuel.

(1) Rance-Bourrey. « La réorganisation des Autorités civiles à Nice en 1792 », passim.

(2) Nice, arch. dép. Liasse Q. 186 Doss. Masséna, n° 15 et L. 49, fol. 142.

Cela semble d'autant plus probable que dans le dossier de cette enquête, Augustin Masséna figure sans indication de profession et qu'aucune allusion à son commerce n'est faite dans l'estimation de ses biens.

On serait ainsi conduit à conclure que la maison Michel Galléan a été la demeure d'Augustin Masséna (1).

Philippe Masséna s'occupa non seulement de son frère François, mais aussi de plusieurs amis. Dans le courant des ans III et IV, il rédigea des pétitions pour réclamer le retour dans leurs foyers de Antoine et Pierre Mallausséna (2) père et fils, de Levens, la radiation de la liste des émigrés du nom de Ambroise Héraud (3) de Levèns, et de plusieurs autres personnes.

Il aida efficacement son père Augustin dans les nombreuses démarches nécessaires pour obtenir la radiation de son frère François de la liste des émigrés du département des Alpes-Maritimes. Ce fut lui qui accompagna, comme nous le verrons plus loin, de nombreux témoins chez le juge de paix pour faire enregistrer leurs déclarations relatives aux circonstances de la fuite de François Masséna (4).

Ses affaires n'étaient pas oubliées pour cela ; elles prospéraient même, puisque le 12 frimaire, an VI (2 décembre 1779), il adresse une pétition (5) à l'administration centrale du département des Alpes-Maritimes pour obtenir un prêt de cent quintaux de « porcelaine de celle qui se trouve sur le port » pour terminer la fabrique de savon

(1) Nice, arch. dép. Q. 67, n° 64. Vente d'un bien des Religieuses de la Visitation Sainte-Marie au quartier de l'Arbre, confinant au couchant le chemin public de Saint-André, au nord, le jardin de Philippe Masséna.

(2) Nice, arch. dép. Liasse L. 341, fol. 101.

(3) Nice, arch. dép. Liasse 341, fol. 102.

(4) Voir le chapitre : François Masséna, commissaire des guerres, p. 96.

(5) Nice, arch. dép. L. 55.

FAMILLE PHILIPPE MASSÉNA

PHILIPPE MASSÉNA

23 août 1753 † 15 janvier 1823

épouse à Nice le 11 juin 1774

CLAIRE FAISSOLA

THERÈSE MASSÉNA

1^{er} avril 1775 † 30 juillet 1775

qu'il venait de faire construire au quartier du Port. Le voilà connu, considéré par ses concitoyens et le 23 nivôse, an VIII (1) (13 janvier 1800), le Conseil municipal de Nice :

assemblé sous la présidence du citoyen Chabaud.... vu la démission donnée par le citoyen Rancher de la place d'administrateur municipal ; vu la nécessité de compléter le Conseil, afin que les affaires ne souffrent le moindre retard ; considérant que les citoyens Philippe Masséna et Louis Millionis réunissent le vœu de toute l'Administration aux qualités requises ; elle les a nommés, à l'unanimité, administrateurs municipaux et le citoyen Philippe Masséna présent à la séance, après avoir prêté serment d'être fidèle à la République Une et Indivisible fondée sur l'égalité, la liberté et le système représentatif, a reçu du président l'accolade fraternelle, a été décoré de l'écharpe tricolore et a été installé dans la place d'administrateur municipal.

Le lendemain 14 janvier, le Conseil municipal, considérant qu'il importe de nommer un officier public en remplacement du citoyen San, décédé, qui déjà avait été remplacé provisoirement par le citoyen Rancher, démissionnaire,

Oùï, le commissaire provisoire du gouvernement, arrête que le citoyen Philippe Masséna est nommé officier public et autorisé comme tel à signer les actes constatant les naissances, publications des promesses de mariages, divorces et décès.

Voilà Philippe Masséna membre de l'Administration municipale de Nice et officier de l'état-civil ; il va être appelé à exercer ses fonctions dans des moments difficiles.

Devant l'arrivée d'une nombreuse armée autrichienne et piémontaise, nos troupes durent se replier au-delà du Var ; et le 13 mai 1800, les austro-sardes faisaient leur rentrée dans Nice.

La municipalité de la place est remplacée par trois consuls nommés par le général Mélas. Mais l'intervalle de

(1) Nice, arch. municip. Regist. des délibérations du Conseil municipal pour l'an VIII, vol. 12, fol. 51.

l'occupation étrangère sera de courte durée, et un mois plus tard, les Autrichiens se replient à nouveau devant Suchet qui repasse le Var. De Saint-Laurent-du-Var, il adresse une proclamation à la municipalité. Celle-ci est représentée par Ugo, faisant fonctions de président et Philippe Masséna (1) qui prend la présidence du 10 au 16 prairial, an VIII, jour de l'installation, par le préfet Florens, de la nouvelle municipalité.

Après avoir reçu la proclamation de Suchet, l'Administration municipale provisoire décide de lui envoyer une délégation pour lui présenter les clés de la ville. Le soir, Nice illumina en l'honneur du retour des troupes françaises.

Quelques jours après, le 5 juin 1800, une nouvelle municipalité était installée et le registre des délibérations du Conseil municipal relate cet événement dans les termes suivants :

Séance du 16 prairial, an VIII de la République Française
Une et Indivisible, à midi.

Le citoyen Préfet du département des Alpes-Maritimes, accompagné de son secrétaire, du commandant de la Place et de plusieurs autres citoyens escorté par les bataillons de la garde nationale et différents détachements de la troupe de ligne, s'est rendu au son d'une musique harmonieuse et sonore dans la salle ordinaire des séances de l'Administration municipale où se trouvaient assemblés les citoyens Masséna, faisant fonctions de président, Ugo, Simon et Besson, administrateurs municipaux.

(1) Nice, arch. municip. Regist. des délib. du Conseil municipal, vol. 13, fol. 2. Philippe Masséna préside la séance du 10 prairial, an VIII, celles du 11 à 10 heures du matin et à 6 heures du soir, celle du 12, du 13 dans laquelle il est taxé pour cinq cent trente-huit francs sur la somme de dix mille francs à verser à titre d'avance entre les mains du payeur de l'armée française, qui en a un besoin urgent pour le service des transports militaires.

Il préside également la séance du 16 prairial, an VIII, et reçoit le préfet Florens qui vient installer la nouvelle municipalité.

paux ; Nouvelli, commissaire provisoire du Gouvernement, et Porrini, secrétaire en chef.

Le citoyen Préfet a fait donner lecture par son secrétaire de l'arrêté dont la teneur suit :

Extrait des registres des arrêtés du Préfet du département des Alpes-Maritimes.

Le Préfet des Alpes-Maritimes :

Vu les lettres des citoyens Joseph-Pierre Mars et Sauvaigue, en date du jour d'hier par lesquelles ces citoyens annoncent leur non acceptation des fonctions de maire et adjoint de la commune de Nice, auxquelles ils avaient été appelés par le premier consul de la République, par arrêté du 5 floréal dernier ;

Considérant que la commune de Nice ne peut être laissée sans autorités municipales et qu'il est urgent d'établir cette autorité conformément à la constitution et à la loi du 28 pluviôse dernier :

Nomme pour remplir provisoirement ces fonctions, les citoyens dont les noms suivent :

Maire : citoyen Jean-André Chabaud, ex-président de l'administration municipale ;

Adjoints : citoyen François Paulian, ex-commissaire près la municipalité ; Ignace Rousset, ex-officier municipal ;

Fait à Nice, le 15 prairial, an VIII de la République Française Une et Indivisible.

Signé : FLORENS.

P. C. C., le secrétaire général de la Préfecture :

Signé : BAS.

Après cette lecture, le citoyen préfet a fait un discours analogue à l'installation de ces citoyens, auquel le citoyen Paulian a répondu.

Cette formalité s'est passée en présence d'une foule de citoyens qui ont applaudi à cette solennité et aux discours qui se sont prononcés de part et d'autre.

Après quoi, le citoyen préfet s'est retiré dans le même ordre que dessus et la séance a été levée à une heure après-midi.

Signés : PAULIAN, adjoint ; ROUSSET, adjoint ;
François TORRINI, secrétaire en chef (1).

Le rôle actif de Philippe Masséna comme homme politique est terminé.

Le 24 prairial, an VIII, il est chargé par le Conseil municipal de faire toutes démarches utiles pour retirer de la caisse du payeur de l'armée, les dix mille francs avancés par un certain nombre de citoyens ; le 25 messidor, il prête serment à la Constitution comme conseiller municipal et, enfin, le 13 floréal, an IX, ayant été désigné comme répartiteur pour l'an X, en exécution de l'arrêté du préfet Florens, du 27 germinal an IX, ensuite des prescriptions de la loi du 3 frimaire, an VII, il prête serment à la mairie de Nice.

A partir de cette époque, Philippe Masséna se consacra à ses affaires : « C'était, — dit M. Victor Emmanuel, — un riche négociant, qu'on voit figurer à plusieurs reprises pour des sommes importantes dans les emprunts forcés levés par les municipalités » (2).

Il jouit de l'estime et de la considération de ses contemporains ; le préfet, M. Châteauneuf-Randon, le fait figurer, ainsi que son père, dans sa liste de propositions soumises au Ministre de l'Intérieur pour la présidence des Assemblées de canton (Nice-Est), établie le 29 nivôse, an XI (3) et tous deux figurent également sur la liste des notables du département, dressée d'après les dispositions de la loi du 13 ventôse, an IX, concernant la formation et

(1) Nice, arch. municip. Regist. des délibér. du Conseil municipal, vol. 13, fol. 10.

(2) Nice, journal *Le Petit Niçois*, 23 mai 1901, p. 1, article paru sous la signature de M. Victor Emmanuel.

(3) Arch. nat. F. I. C. 3. Alp.-Marit. ancien, carton 1.

le renouvellement des listes d'éligibilité prescrites par la Constitution (1).

Il est encore nommé expert dans diverses affaires (2), puis, en 1803, avec d'autres notables, membre de la Commission des hospices (3), et son nom figure également parmi les membres d'un certain nombre de commissions.

Enfin, quelque temps plus tard, Philippe Masséna est nommé trésorier des Invalides de la Marine de Nice (4) et il exerce ses fonctions jusqu'en 1815, époque où le Comté de Nice est rendu au Roi de Sardaigne.

A ce moment, Philippe Masséna a soixante-deux ans ; il habite le quartier du Port (5) avec sa femme et sa belle-sœur, M^{me} veuve Marie Drago, née Faissola, non loin de son frère François, ancien commissaire des guerres. Il meurt le 15 janvier 1823, à l'âge de soixante-dix ans (6).

(1) Arch. nat. F. I. C. 3. Alp.-Marit. ancien, carton 1.

(2) Nice, arch. dép. Q. 188, en l'an XI. Les experts chargés du partage des immeubles d'Honoré Saissi, courtier, mort en frimaire, an VI, sont : Armand Srefico, Pierre Mage et Philippe Masséna, nommés par le Préfet, le 7 fructidor, an XI. Le tirage au sort des lots eut lieu le 22 vendémiaire, an XII.

(3) Arrêté du Préfet des Alp.-Marit. du 16 germinal, an XI (6 avril 1803), réorganisant le Mont-de-Piété et les hospices de Nice.

(4) Nice, Musée Masséna salle Révolution, pièce signée : Masséna, trésorier des Invalides de la Marine, et datée du 15 brumaire, an XIV.

(5) Nice, arch. dép. M. 310, vol. 4, fol. 146, recensement de la ville de Nice 1815.

(6) Nice, arch. par. Saint-Jacques. Regist. des décès, vol. 8, fol. 99.

II

JEANNE-MARIE-THÉRÈSE

Née à Nice, le 7 octobre 1755, elle fut baptisée en l'église Saint-Martin. Son parrain était M. J.-B. Lassus, et sa marraine, M^{me} Marie-Thérèse, veuve Thorant, sa tante (1).

Cette fillette mourut le 4 octobre 1757, à l'âge de deux ans (2).

(1) Nice, arch. par. Saint-Martin.

(2) Nice, arch. par. Saint-Martin.

III

CATHERINE

Le troisième enfant d'Augustin Masséna, Catherine, comme la précédente, mourut à l'âge de deux ans, à Nice, le 16 décembre 1759 (1). Nous n'avons pas son acte de naissance.

(1) Nice, arch. par. Saint-Martin.

IV

FRANÇOISE

Françoise Masséna naquit à Nice, le 2 mars 1760 (1).

M. Louis Raynaud et M^{me} Françoise Bonina furent ses parrain et marraine.

Elle vécut quelques années de plus que ses deux sœurs et mourut à Nice, le 9 juin 1771, à l'âge de onze ans (2).

(1) Nice, arch. par. Saint-Martin.

(2) Nice, arch. par. Saint-Martin.

TABLEAU X

FAMILLE FRANÇOIS MASSÉNA

FRANÇOIS MASSÉNA

Commissaire des guerres

Nice, 21 février 1762

1^{er} Mariage

Félicité GUENA

André MASSÉNA

né e 21 août 1794

à Saint-Pierre d'Arèna

S'engage à Nice

au 26^e chasseurs à cheval

(sans autres renseignements)

2^{me} Mariage

Thérèse BURRATTI

MASSÉNA

Marguerite

née en Suisse

vers 1801

MASSÉNA

Augustin

né à Nice

vers 1803

MASSÉNA

Victoire

née à Nice

vers 1805

MASSÉNA

François

né à Levens

vers 1810

MASSÉNA

Claire

née à Nice

MASSÉNA

Françoise

née à Nice

vers 1814

V

FRANÇOIS MASSÉNA

Commissaire des Guerres à l'armée d'Italie

Le moins que l'on puisse dire de François Masséna, c'est qu'il avait en lui tous les défauts et aucune des qualités de sa famille. Il ne causa aux siens que des ennuis et au cours de sa vie aventureuse et agitée, il ne lui arriva que des événements fâcheux à la suite desquels ses parents durent intervenir pour le tirer d'embarras.

La physionomie de François Masséna est curieuse et les événements auxquels il fut mêlé méritent d'être étudiés avec un certain développement.

Né à Nice, le 21 février 1762 (1), François Masséna eut comme parrain François Passeroni, et comme marraine Anne-Baptistine-Rosette Passeroni. Dès qu'il fut en âge d'apprendre un métier, il alla à Toulon comme ses cousins et s'employa dans une fabrique de savon. C'est sans doute à cette époque qu'il fit la connaissance de Ferru, révolutionnaire ardent, membre des clubs Jacobins de Toulon et de Marseille, dit « l'oiseau de proie » (2) et orateur écouté dans les assemblées populaires, que nous retrouverons plus loin.

François Masséna séjourna ensuite à Marseille et se maria avec Félicité Guéna (3) ; il revint ensuite à

(1) Nice, arch. par. Saint-Martin.

(2) Arch. nation. F. 7, 6868. Rapport au Ministre de la police du 27 mars 1818.

(3) Nice, arch. municip. Regist. des actes d'enrôlement volontaires (25 floréal, an VII, 25 mars 1812), acte d'engagement d'André Masséna, fils de François en date du 8 décembre 1810. Voici le texte de cette pièce : « Par devant Deorestis, maire, André Masséna, étudiant, fils de François et de la feuë dame Félicité Guéna, domiciliée elle en son vivant

Nice (1) et s'employa comme ouvrier savonnier dans l'établissement de son père Augustin ; il eut même plus tard une fabrique personnelle (2).

Aucun fait saillant ne marque l'existence de François Masséna jusqu'en 1792. A cette époque, le Comté de Nice est envahi par les troupes françaises.

Dès le lendemain de son entrée à Nice, le général d'Anselme s'occupa non seulement de réorganiser les autorités civiles (3) dissoutes ou disparues après la fuite de l'armée sarde, mais aussi suivant la pratique ordinaire des généraux de la Révolution pénétrant en pays conquis, d'organiser une Société populaire.

C'est ainsi que, quelques jours auparavant, le général Montesquiou, commandant en chef l'armée des Alpes, qui opérait en Savoie, avait créé une société du même genre dont il s'occupa activement. Dumouriez en Belgique et Custine à Mayence procédèrent de manière identique.

Ces sociétés populaires, très nombreuses en France, animées d'un esprit jacobin prononcé, jouèrent un certain

à Marseille, et le père à Levens, canton d'Aspremont, né le 21 avril 1794, à St-Pierre d'Arène, commune du département de Gênes, André Masséna, domicilié à Levens, taille 1 m. 652, cheveux et sourcils noirs, yeux châ-tains, front ordinaire, nez bien fait, bouche petite, menton rond, visage ovale, blanc, avec le consentement du sieur François Masséna, son père, présent et assistant, s'engage dans le 26^e régiment de chasseurs à cheval. Bon pour le service par Provano, docteur en médecine, certificat de bonne conduite exigé selon la loi du 19 fructidor, an VI, sur les enrôlements. » — Signent : André Masséna, F. Masséna, Deorestis, maire.

(1) François Masséna et sa femme, Félicité Guéna, sont parrain et marraine, le 9 décembre 1786, d'une fille de Pierre Balbi (Nice, arch. par. Saint-Jacques, regist. des baptêmes).

(2) Arch. nation. F. 7-4864, Doss. 29097. Lettre d'Augustin Masséna au citoyen Ducos, frère du Directeur, datée de Nice le 15 fructid., an VII (1^{er} septembre 1799).

(3) V. l'étude très complète sur l'œuvre administrative du général d'Anselme. « La réorganisation des autorités civiles de Nice », par J. Rance-Bourrey. Imp. du Commerce, Nice 1911.

rôle en Provence, notamment, et ne furent pas étrangères à l'établissement du régime de la Terreur. Portalis, ministre des Cultes, sous l'Empire, les tenait pour des transformations plus démocratiques des anciennes loges maçonniques.

A Nice, la Société populaire (1) filiale de celle de Grasse à laquelle d'Anselme s'était également beaucoup intéressé, fut fondée le 2 octobre 1792, en la présence de Barras. Elle s'appela « La Société des Amis de la Liberté et de l'Egalité » et tint ses assises dans l'église du Couvent Saint-Dominique (2) dont les religieux furent expulsés. La première séance fut présidée par le F. : Vidal, l'ainé, négociant de Grasse, et le 6 octobre, le bureau définitif fut constitué. Le juge Dabray en ayant refusé la présidence, le sous-lieutenant des canonnières du 3^e bataillon des Bouches-du-Rhône, Mathieu Mourgues fut élu.

François Masséna, ainsi que son frère Philippe d'ailleurs, furent des premiers adhérents et leur nom, précédé de l'appellation ordinaire « le frère Masséna » revient souvent sur les registres de la Société. Aucune personnalité niçoise marquante n'en fit partie. « Elle se composait, dit l'historien Rance-Bourrey, d'officiers subalternes, sous-officiers, soldats et volontaires nationaux employés des services administratifs et auxiliaires de l'armée, médecins et chirurgiens militaires, employés des hôpitaux militaires, convois vivres et fourrages, fournisseurs de l'armée..... quant aux autres membres de la Société, ils se recrutèrent parmi les provençaux venus à Nice à la suite de l'armée, parmi les français précédemment fixés dans cette ville et en particulier parmi les commerçants qui après de mauvaises affaires dans leur pays, avaient passé

(1) V. la Société populaire de Nice, extrait du « Bulletin de la Société des Lettres, Sciences et Arts des Alp.-Marit. 1910, par J. Combet,

(2) Aujourd'hui le Palais de Justice,

le Var pour jouir des avantages du port franc ; parmi les nombreux suisses établis à Nice, parmi les juifs de cette ville et en général parmi les commerçants ; il faut ajouter tous ceux qui voulaient obtenir des fonctions publiques, honorifiques et lucratives tout à la fois ».

Que venait faire dans ce milieu, François Masséna, qui avait trente ans, aucun métier défini et fort peu de scrupules ? On s'en doute en voyant quelques jours plus tard l'ouvrier savonnier transformé en « capitaine des guides » de l'armée, c'est-à-dire quelque chose comme chef des éclaireurs, moitié guides, moitié espions, gens de sac et de corde, prêts à toutes les besognes et à qui un vague titre militaire assurait une impunité certaine.

Est-ce grâce à la protection de son cousin germain, André Masséna, alors lieutenant-colonel commandant le 2^{me} bataillon des volontaires du Var que François obtint ce poste ? On ne sait ; toujours est-il que sa connaissance de la région de Levens le fit désigner pour éclairer la marche de la brigade du général Barral qui allait s'avancer dans la vallée de la Vésubie. Barral était accompagné par Ferru (1), devenu commissaire des guerres provisoire, chargé de pourvoir à la nourriture et au ravitaillement des troupes. François Masséna se fait adjoindre à Ferru. Tous deux allaient bientôt faire parler d'eux. François Masséna parcourut le département ; il fut même fait prisonnier par les Piémontais et parvint à leur échapper (2).

(1) Réquisition : « Je prie les citoyens Maire et officiers municipaux de la ville de Nice d'ordonner qu'il soit de suite fourni une monture au citoyen Gersant, préposé pour les subsistances militaires, qui doit suivre le général Barral et le commissaire Ferru, dans différents endroits pour affaire de service. A Nice, le 31 octobre 1792, l'an 1^{er} de la République française. — Signé : Deberse, inspecteur des subsistances de l'armée ». (Nice, arch. municip. vol. « Réquisitions », ans I-II et III).

(2) Nice, arch. dép. L. 80 (ancienne cote), renseignements fournis sur François Masséna.

La marche de la colonne Barral se poursuit par Levens, Duranus, Figaret, Lantosque et Roquebilière, où elle arrive le 22 octobre ; les réquisitions sont faites.

D'un seul coup, dit M. Auguste Musso (1), les soldats enlèvent :

127 têtes de gros bétail à 127 fr. pièce.	12.192
40 têtes même bétail à 10 fr.	400
220 sestiers de blé à 12 fr.	2.640
10 charges de vin à 24 fr.	240
8 rubs fromage à 9 fr.	72
Argent pris dans la caisse du receveur municipal. . .	720
29 quintaux de foin à 3 fr.	87
89 sacs toile pour mettre le blé à 1.75.	140
1 mulet.	150
Dîners aux officiers et au commissaire.	50
Pour vol de linge, poules, etc., par la troupe. . . .	2.000
TOTAL de la réquisition.	18.691

Les habitants exaspérés quittent le village et unis aux fuyards de Levens, Figaret, Lantosque, gagnent les hauteurs de Belvédère, menaçant de couper la colonne. Barral se replie :

« Masséna.— dit Tisserand (2). — accompagné du commissaire des guerres, Ferru, et du sous-commissaire Baudoin, de la Roquette sur Var, n'épargne à ses concitoyens ni les réquisitions de vivres ni les sommations républicaines. Levens, le berceau de famille, fut l'un des premiers pays saccagés par

(1) « Les barbets à Roquebilière », par Auguste Musso. Imp. administ. Nice 1897.

(2) Tisserand. « Histoire de la Révolution française dans les Alp.-Marit. » Nice 1878. L'auteur confond, comme on l'a fait souvent, François Masséna dont il est question ici, avec son cousin germain, André Masséna, qui commandait à cette époque le 2^e bataillon des volontaires du département du Var.

les volontaires; il fit prêter serment à Lantosque, à la Bollène, à Roquebillière le vingt octobre et envoya l'ordre à Belvédère d'apporter à Lantosque la contribution de guerre, sans quoi il irait les visiter. Comme on ne l'écouta pas assez vite il monta avec trois-cent-sept volontaires, le lundi vingt deux octobre, emprisonna le maire Laurenti (Paul), son frère Barthélémy et les autres conseillers qui tombèrent sous sa main et pendant qu'on les gardait à vue, il livra le village à discrétion. Vous eussiez vu ces terribles pillards jeter au vent les archives de la Mairie, entrer dans les maisons des principaux habitants et y prendre tout ce qu'ils trouvaient à leur convenance. Le château Rainaldi fut surtout saccagé; meubles et effets roulèrent par les fenêtres sur la place. Une femme indigne, pour se faire bien voir des envahisseurs, dénonça une cachette où beaucoup de particuliers avaient déposé leur argenterie et des objets précieux. Tout cela devint leur proie. Ils parcoururent ainsi la campagne, emportant les troupeaux, la principale richesse du pays. Masséna allait pousser jusqu'à St-Martin-Lantosque, quand il apprit que Castelberg et ses six mille Autrichiens descendaient le col des Fenêtres. Il battit en retraite, laissant un nom à jamais exécré dans toute la vallée de Lantosque et surtout de Belvédère.

Ces premiers excès en inspirant la crainte aux montagnards, nous rendirent haïssables. « *Oderunt quem metuunt.* » Ils contribuèrent à cette résistance opiniâtre qui demanda plus de deux ans de combats à outrance et qui ne fut pas une des moindres causes des horreurs commises contre nous par les Barbets ou brigands ».

C'est à cette époque qu'un poste français fut massacré à Levens par les paysans révoltés.

S'il est vrai que Tisserand fait des agissements de François Masséna et de Ferru dans cette région, un tableau un peu sombre, il n'en paraît pas moins certain que c'est à ces réquisitions et à ces procédés peut-être un peu vexatoires, que l'on doit la naissance de la révolte

des paysans, mouvement connu sous le nom de « barbétisme ».

En l'an VIII, Berthaud, commissaire du Directoire exécutif près la municipalité de Nice, s'exprime ainsi relativement à François Masséna :

Liberté-Égalité

Nice, le 21 Vendémiaire an VIII.

Le Commissaire du Directoire exécutif près l'Administration municipale du Canton de Nice, au Commissaire Directoire exécutif près l'Administration Centrale.

Citoyen Commissaire,

Je réponds à votre lettre du 19 fructidor dernier pour vous donner les renseignements que vous me demandez sur le nommé François Masséna. Cet individu est natif de Nice, fabricant de savon dans l'ancien régime. Lors de l'entrée des Français, il fut envoyé par le général d'Anselme pour servir de guide au général Barale et au commissaire des guerres Ferrus dans les communes des montagnes de ce département qu'ils parcoururent dans tous les sens sans aucune résistance, étant au contraire très bien reçus partout; mais la conduite qu'ils tinrent à Utelle, Lantosque, Bollène, Belvédère, Rocabilliera et Saint-Martin où ils pillèrent, volèrent, violèrent, et commirent enfin toutes les horreurs imaginables, fut cause que les habitants de ces communes et autres environnantes prirent les armes pour défendre leurs femmes et leur propriété, les en chassèrent et les poursuivirent jusqu'à Utelle. Depuis cette époque, s'est formée l'armée des Barbets qui ont tant inquiété les troupes françaises par leurs brigandages.

Le Conseil Général de la commune de Nice instruit de ces horreurs, invita le général Anselme à retirer à François Masséna sa confiance qu'il n'aurait jamais dû lui donner, mais bien loin de là, il le nomma capitaine des guides. Un mois environ après sa nomination la quantité de dénonciations qui venaient des communes ci-dessus désignées, l'horreur générale

que lesdits Masséna et Ferru inspiraient, força d'Anselme de donner les ordres nécessaires pour les faire arrêter (1).....

Ces affaires de réquisition qui firent grand bruit, eurent leurs échos à la tribune de la Convention. De nombreuses plaintes avaient été déjà adressées contre les agissements du général d'Anselme ; Blanqui et Veillon, députés de Nice, obtinrent l'envoi dans le Comté, d'une commission extraordinaire qui fut composée des représentants Goupilleau, Collot-d'Herbois et La Source (2).

Ceux-ci arrivèrent à Nice, le 28 novembre 1792 et commencèrent leur enquête. Deux mois et demi plus tard, le 14 février 1793, Collot-d'Herbois, « au nom des commissaires envoyés à l'armée du Var et dans le pays de Nice » rendit compte de sa mission à la Convention dans les termes suivantes, en ce qui concerne notamment l'affaire Ferru-Masséna (3).

« De bien plus déplorables excès encore furent bientôt commis sur ce malheureux territoire (comté de Nice) et particulièrement dans la montagne. Là, sous les yeux du général Barral, et d'après les ordres donnés par le général d'Anselme, des hommes féroces ont violé tous les droits de l'hospitalité, de la pudeur et de l'humanité; là, des familles entières de laboureurs se virent enlever les seuls et chétifs bestiaux qui les nourrissaient et ce fut sans aucun fruit pour l'armée, car on en a laissé périr la plus grande partie. Là Ferrus, commissaire des guerres, aidé de Masséna, capitaine des guides, investissaient les villages, fouillaient les maisons et chargeaient les mulets à leur suite de tout ce qu'ils pouvaient emporter; malheur à l'homme laborieux ou économe auquel ils soupçonnaient une

(1) Nice, arch. dép. L. 163.

(2) Arch. parlementaires. T. 53. Séances de la Convention des 14 et 18 novembre 1792.

(3) Arch. parlementaires, 1^{re} série T. 58, p. 538 et suivantes. (Convention nationale, séance du 14 février 1793).

somme d'argent. Le sabre sur la gorge, ils lui faisaient avouer où reposait le fruit de ses épargnes et de ses travaux; ils l'arrachaient avec violence et se glorifiaient de ses honteuses captures. Les généraux avaient, au nom de la discipline, forcé des gardes nationales à protéger ces barbares exécutions.

..... Dès que les commissaires ont eu la certitude de ces faits, ils ont mis le capitaine Masséna en état d'arrestation. Ferrus dénoncé depuis longtemps au général, n'avait pas à être destitué; il s'éloignait seulement de temps à autre avec des passeports de l'État-major qui l'a fait évader sous nos yeux au moment où nous avions donné ordre de l'arrêter. Le payeur de l'armée a fait une étrange déclaration; c'est que Ferrus n'avait jamais été breveté, ni employé sur les états de l'armée, cependant il est prouvé, comme vous venez de l'entendre, qu'il a reçu des ordres directs du général pour diriger des opérations importantes. ».....

— Goupilleau : « Mon collègue a oublié de vous dire que le citoyen Férus faisant les fonctions de commissaire des guerres de cette armée, nous a mis dans la nécessité de le faire poursuivre. Il a échappé; nous demandons que le Conseil exécutif soit tenu de faire mettre en état d'arrestation ledit Férus ». —

La Convention se rangea à cet avis et un décret d'arrestation fut lancé contre Ferru. Le général d'Anselme, rappelé, avait été arrêté à Apt et conduit à Paris (1). Les deux affaires étant connexes allaient être instruites en même temps

En réalité, Ferru ne s'était pas sauvé ; il s'était simplement rendu à Marseille et dès qu'il connut la mesure

(1) Dans son deuxième mémoire justificatif, en réponse aux griefs articulés contre lui par le rapport ci-dessus, le général d'Anselme répond : « Pourquoi ne pas me dire que j'ai fait arrêter le capitaine Masséna d'après la réquisition des commissaires ? Si j'avais favorisé le coupable, j'aurais bien pu, en faisant exécuter l'ordre, lui donner les moyens de le prévenir, mais le secret et la diligence que j'ai employés prouvent que j'étais loin de le protéger ». (Arch. de la Guerre. Correspondance de l'armée des Alpes et l'Italie, 14 avril 1793).

prise contre lui, se constitua spontanément prisonnier, fut amené à Paris, et incarcéré. Six mois plus tard, comme nous le verrons plus loin, le général d'Anselme et Ferru furent relaxés sans être inquiétés.

Quant à François Masséna (1), son cas fut plus net encore. Il avait été le héros d'un incident à Lantosque et le général d'Anselme lui-même, sur l'invitation des commissaires enquêteurs Goupilleau, Collot-d'Herbois et La Source, l'avaient fait arrêter par les gendarmes le 4 décembre 1792 et conduire à la prison de Nice, où il arriva « garotté avec une corde » (2) et fut écroué par le gardien Joseph Masson.

Cette arrestation fit grand bruit à Nice et dans le département et les échos en arrivèrent même jusqu'à l'Intendant Chistiani, parti de Nice avec l'armée sarde et

(1) François Masséna ne fut peut-être pas le seul qui se signala à cette époque par des agissements répréhensibles. On trouve dans les pièces justificatives publiées à la suite du deuxième mémoire du général d'Anselme en date du 14 avril 1793, le document suivant :

Extrait d'une lettre écrite au maréchal de camp Dumberbion, commandant à Levens : « De Nice le 30 novembre, l'an 1^{er} de la République française, j'ai appris d'un homme digne de foi (par un chef de corps qui était à Levens) que le citoyen G.... avait commis des exactions à Levens, à tel point qu'il avait menacé son hôte de le faire mettre en prison s'il ne lui donnait une somme d'argent. Vous voudrez bien faire vérifier le fait et le faire attester, afin que je puisse lui infliger une punition exemplaire. Je ne doute pas que si vous en eussiez eu déjà connaissance vous l'eussiez puni vous-même et m'en eussiez rendu compte. Vous voudrez bien en user de même dans tous les événements de ce genre ; ce ne sera que par la surveillance et la fermeté que nous mettrons, que nous pourrons parvenir à extirper toutes ces concussions. Le général de l'armée du Var. Signé : Danselme ». (Arch. historiques de la Guerre. Correspondance de l'armée du Var et de l'Italie ; 2^{me} mémoire justificatif d'Anselme).

(2) Déposition de Joseph Masson, ex-gardien des prisons de Nice, devant le juge de paix du 1^{er} arrondissement de Nice en date du 11 thermidor, an VII (arch. nation. F. 7. 4864. Doss. n° 28097).

réfugié à Tende, lequel à la date du 20 décembre 1792 (1) en informe le comte Graneri, Ministre de l'Intérieur du royaume sarde, en ces termes :

« Il a été conduit en prison un colonel et un capitaine. Celui-ci serait, dit-on, un certain Masséna, de Nice. Ils doivent être pendus au plus tôt, dit-on, publiquement à Nice ».

De sa prison, François Masséna commença après deux semaines de réflexion par écrire au général Barral, son chef, la lettre suivante :

De Nice, dans ma prison, ce 18 décembre 1792, l'an 1^{er} de la République.

Mon Général,

Si j'avais écouté votre conseil, je ne serais pas ici, que vous devinâtes en me disant que Danselme me perdrait; hélas, général, j'ai fait mon devoir, je vous ai aimé, estimé; voilà le seul crime que cet impitoyable ennemi peut me reprocher; eh bien mon général, je me flatte d'avoir part dans vos amitiés, je n'en demande pas davantage; vous savez mieux que personne, que je ne mérite pas ce traitement; depuis quinze jours, je suis détenu dans une étroite prison. La dernière fois que j'ai eu l'honneur de vous quitter en sortant de chez vous, je trouvais l'ordre de me rendre à Levenzo, j'obéis sans pouvoir plus vous marquer combien j'étais pénétré de toutes les bontés que vous aviez bien voulu avoir pour moi, je vous prie de me conserver votre protection. Les bestiaux de Lantosque font mon crime hélas, vous le savez; si vous le jugez à propos, parlez du tort qu'on fait à mon zèle pour le bien de la patrie.

J'ai l'honneur d'être, mon général, votre très humble serviteur.

Le capitaine des guides : MASSÉNA (2).

(1) Nice, arch. dép. C. 34. Intendance générale de Nice. Correspondance (1792-93).

(2) « Notice biographique sur Masséna », par J.-B. Toselli, p. 21 Nice 1869, imp. V. Eugène Gauthier.

Cette lettre n'ayant pas donné de résultat, il décide de s'adresser plus haut.

Aux citoyens législateurs de la Convention nationale.

Citoyens législateurs,

Le 4 décembre présent mois, j'ai été arrêté par la gens d'armes nationale, jetté dans un cachot, gardé à vue par une sentinelle qui a été continuellement à ma porte sans avoir pu découvrir comment ni pourquoi j'ai été arrêté et détenu; je m'attendais tous les jours à voir éclore contre moi quelque accusation; je m'attendais à voir faire quelque poursuite; d'après les lois je croyais que toute détention arbitraire était anéantie, que tout détenu devait être interrogé dans les vingt-quatre heures, je pensais que dès qu'un homme était arrêté, son procès devait lui être fait, ou que sa liberté devait lui être rendue, mais rien n'a été fait, je gémis dans ma prison depuis vingt-trois jours et je ne connais ni dénonciateur ni accusateur, le concierge qui a voulu m'écouter m'a dit que le registre de la geôle porte que je suis détenu de l'ordre du général d'Anselme.

Citoyens législateurs, ma conscience ne me reproche rien, aussi j'ose avec confiance porter mes réclamations au sénat de La République pour demander ou mon procès ou ma liberté (1).

Ses amis pourtant ne l'abandonnaient pas complètement et on essaya, mais vainement, à la Convention nationale des colons marseillais (2) de le faire mettre en liberté.

L'accusateur public, dit Berthaud (3) instruisit le procès, la convention nationale des Colons marseillais fut invitée dans un

(1) « Notice sur Masséna », par J.-B. Toselli.

(2) Le 4 janvier 1793, des délégués de toutes les communes se réunirent à Nice et se constituèrent en « Convention nationale des Colons Marseillais », nom qu'ils prirent pour rappeler que Nice fut autrefois une colonie marseillaise; le Directoire des Colons Marseillais, prit, à partir du 2 mars 1793, le nom de Directoire des Alpes-Maritimes.

(3) Nice, arch. dép. L. 163. Lettre de Berthaud.

jour d'enthousiasme de faire grâce au détenu Masséna, mais cette assemblée indignée d'une pareille motion, menaça l'opinant de l'abbaye (1) comme ayant voulu déshonorer la Convention en lui proposant de sauver un grand coupable et elle ordonna à l'accusateur public de poursuivre les prévenus sans relâche. (Ce fait doit être consigné dans les procès-verbaux de ladite Convention déposée aux Archives de cette Administration centrale), ... (2).

Mais pendant ce temps-là, sa famille s'occupait de lui de la manière la plus pratique et la plus efficace en préparant son évasion.

Il convient de noter ici que Honoré Vincent Galli, avocat, qui avait épousé quelques mois auparavant, le 14 juillet 1792, Marie-Lucrèce Masséna, sœur de François, venait d'être nommé président du Tribunal civil et criminel de Nice : il est fort probable qu'il n'abandonna pas son beau-frère à son triste sort (3).

Quoi qu'il en soit, François Masséna, « retenu dans les prisons du palais pendant plusieurs mois sans avoir jamais été interrogé et sans même qu'on sût la cause de son arrestation, ni non plus présumant par ordre de

(1) L'Abbaye, prison d'Etat à Paris, célèbre pour avoir abrité sous la Révolution, Brissot, M^{me} Roland et Charlotte Corday.

(2) Aucune pièce relative à cet incident ne figure aux arch. dép. des Alpes-Maritimes.

(3) Les administrateurs du département des Alpes-Maritimes, dans un rapport concernant H. Vincent Galli, en réponse à une demande de renseignements de P.-N. Beauvais, du 28 juin 1793, s'expriment ainsi :

« Les administrateurs soussignés rappellent que c'est sous la présidence dudit pétitionnaire (H.-V. Galli) que le nommé Masséna, capitaine des guides, mis en état d'arrestation par les citoyens représentants Goupilleau, La Source, Collot-d'Herbois, pour raison de commissions et dilapidations dans nos montagnes, beau-frère dudit pétitionnaire, s'étant évadé de la maison d'arrêt sans aucune effraction quelconque, évasion qui a rompu une des chaînes relativement aux dilapidations commises sous le général d'Anselme..... ». Arch. nat. fonds de la Police F. 7. 4862, dossier H.-V. Galli, n° 27016.

qui, quoi qu'on supposât pour lors que c'était par ordre du représentant Collot-d'Herbois, de façon que ledit François Masséna, se voyant oublié sans savoir plus à qui s'adresser, ayant un jour trouvé la porte de sa prison ouverte, il en profita pour se sauver et s'enfuir » (1).

En effet, subitement le 21 janvier 1793, François Masséna disparaît.

Nice, le 21 Janvier 1793. Circulaire au général, Au Pouvoir Exécutif, à la Convention nationale, à la Municipalité, etc.....

Le geôlier des prisons vient de nous annoncer dans l'instant l'évasion du citoyen Masséna, nous croyons de notre devoir de vous en prévenir pour que vous preniez les dispositions que vous jugerez à propos.

Les administrateurs composant le Directoire des Colons marseillais. (2)

Une enquête rapide fut faite et le nouveau concierge de la prison (3) fut immédiatement soupçonné d'avoir facilité cette évasion, qui s'était produite sans effraction d'aucune sorte.

21 janvier. — La municipalité de Nice au citoyen Saint-Martin, chef de l'État-major de l'armée d'Italie.

L'administration ayant fait aviser que le citoyen Masséna, militaire détenu dans les prisons de cette ville, d'ordre du général d'Anselme, s'était évadé, nous y avons de suite envoyé un juge de paix, assisté d'un officier municipal, qui ont certifié, à leur retour, la susdite évasion qu'ils ont fait constater par un procès-verbal.

(1) Arch. nation. F. 7. 4864. Doss. 28097, déposition d'Augustin Masséna père, devant le Juge de Paix des premier, deuxième et troisième canton de Nice, 7 messidor, an III.

(2) Nice, arch. dép. L. 5. Correspondance des colons marseillais f° 7.

(3) Joseph Masson avait été remplacé par Cavart, comme concierge de la prison.

Ce juge de paix continua le procès-verbal contre le geôlier que l'administration a fait mettre en état d'arrestation.

Nous nous empressons, citoyen général, de vous informer de cet événement afin que vous puissiez prendre les dispositions qui vous paraîtront convenables.

Le juge de paix qui a procédé à ce procès-verbal est le citoyen Rossetti.

Le Maire et officiers municipaux (1).

Cavart remplaça François Masséna dans sa prison (2).

Le 22 janvier. — Les administrateurs composant le Directoire des Colons marseillais au Maréchal du Camp (Général Brunet) commandant provisoirement l'armée d'Italie :

Citoyen Général,

Nous vous envoyons ci-joint le signalement du citoyen Masséna tel que nous nous le sommes procuré; les informations

(1) Toselli. Notice biographique sur Masséna, p. 23.

(2) Ces évasions n'étaient pas choses rares à cette époque. « Le 10 prairial an III (29 mai 1795), l'administration du district de Nice est saisie de nombreuses plaintes à ce sujet (les prisons). Les concierges laissent les femmes coucher avec leurs maris. Une d'elles ayant ainsi passé la nuit n'est sortie du sein de la volupté que percée de coups de couteau et meurtrie en plusieurs endroits de son corps ». Le concierge a, dit-on, une conduite scandaleuse et il laisse les cachots dépourvus de paille.

Pour que les prisonniers ne puissent pas s'évader, on accorda au concierge Berrier les trois paires de « nonottes avec cadenas », la douzaine de clavettes et les six grandes traverses qu'il réclamait et dont il usa surtout pour les barbets.

Les précautions que l'on prit n'empêchèrent pas la surveillance d'être très lâche ni les gardiens de se laisser corrompre.

Le 25 mai 1794 (6 prairial, an II) le geôlier chef fut destitué pour avoir laissé sortir les prisonniers « pour aller à leurs affaires ». En l'an VI (14 octobre 1797), les concierges de la maison criminelle laissèrent évader André Daniel, prévenu de barbétisme. Le 22 frimaire, an V (12 décembre 1796), le concierge en second, Cadamartori, permet aux prisonniers « d'aller souper dans leurs maisons ». (La Révolution à Nice, par J. Combet, Paris, Ernest Leroux 1912, p. 126-127).

que nous avons prises nous ont fait connaître que c'était par la faute, ou peut-être la complicité du concierge Cavart que ce prisonnier s'est évadé. Sur les notices que nous en avons données au Pouvoir Exécutif, il s'est fait arrêter et conduire aux prisons, ce concierge, et a ensuite dénoncé au juge de paix de sa section, nous n'oublierons rien pour découvrir, s'il en est, les complices et les causes de ce délit.

Nous n'avons point appris par les perquisitions qu'on a faites depuis leurs ayant produit quelque renseignement sur Masséna, nous vous en ferons part s'il nous en arrive quelqu'un. (1)

Les recherches n'aboutirent pas.

L'enquête qui fut faite à cette occasion, si elle n'apporta pas la preuve formelle, laissa tout au moins supposer, nous l'avons dit plus haut, que Honoré Vincent Galli, président du Tribunal civil de Nice et beau-frère de Masséna, n'était pas étranger à cette évasion.

Ces soupçons et la part qu'il prit dans la protestation du Conseil Municipal de Luceram, son pays natal, lors de la réunion à la France, l'obligèrent à son tour à fuir à Gênes.

Il est à remarquer aussi que la sœur du fugitif, M^{me} Louis Gaudio et également son mari, s'enfuirent à la même époque. Pourquoi toutes ces émigrations des enfants d'Augustin Masséna ? L'organisation de l'évasion de François Masséna et la part que ces personnages purent y avoir prise en est peut-être la raison.

Aussitôt rendu à la liberté, François Masséna s'était réfugié dans la campagne, aux environs de Nice, où il vécut caché. « jusqu'au mois de mai suivant (1793), mais comme en ce temps-là la terreur avait frappé tous les esprit, doutant d'être découvert, partit ensuite de cette commune et il se réfugia à Gênes » (2).

(1) Nice, arch. dép. L. 5, F^o 7, § 2.

(2) Arch. nation. F. 7, 4864. Doss. 28097, déposition d'Augustin Masséna père.

Sa femme essaya d'obtenir du Directoire des Alpes-Maritimes un passeport pour se rendre à Gênes, mais le Directoire renvoya sa pétition à l'Administration municipale pour que celle-ci lui fournisse « tous les renseignements qui sont à sa connaissance sur les motifs de la pétition de la citoyenne Masséna » (1).

Il est peu probable que le passeport ait été accordé et M^{me} François Masséna n'eut d'autres ressources que de s'enfuir pour rejoindre son mari.

Arrivés à Gênes en mai 1793, un peu avant leur beau-frère Gaudo, les fugitifs furent bientôt rejoints par Honoré Vincent Galli, également émigré. De Gênes, François Masséna alla à Livourne, d'où il fut expulsé à cause de ses opinions politiques subversives. Il revint alors à Gênes et gagna sa vie en s'employant dans une fabrique de savon dont il devint bientôt le gérant. C'est en exil, à Saint-Pierre d'Aréna, que sa femme accoucha d'un fils, le 21 août 1794.

François Masséna fut inscrit le 29 juin 1793 sur la liste des émigrés du département des Alpes-Maritimes et son père Augustin vit ses biens saisis et placés sous séquestre.

Deux ans plus tard, des mesures ayant été prises pour permettre le retour dans leur pays de certaines catégories d'émigrés. Augustin Masséna se préoccupa de faire les démarches nécessaires pour obtenir la rentrée de son fils, d'après les dispositions des lois des 22 nivôse, 22 et 24 germinal, 23 et 24 prairial, an III. Il alla le voir à Gênes pour s'entendre avec lui, après avoir obtenu de la municipalité « un passeport pour aller acheter des matières premières nécessaires à sa fabrique » et au retour, il se présenta devant le juge de paix, Antoine Gauthier, à Nice, pour faire dresser un procès-verbal (2) relatant les

(1) Nice, arch. dép. L. 339. Regist. F^o 2.

(2) Arch. nation. F 7, 4861. Doss. 28097.

circonstances de l'arrestation et de la fuite de son fils François. Ses dires furent confirmés par quatre témoins ; les sieurs François Trabaud, agé de cinquante-cinq ans, Laurent Faraud, soixante-dix ans, perruquier, Jacques Vendenbourg, tous de Nice, et Mauran, quarante-cinq ans, né à Villefranche et habitant Nice où il exerçait la profession de perruquier.

Augustin Masséna s'adressa ensuite au représentant du peuple Beffroy, délégué par la Convention Nationale près l'armée d'Italie pour obtenir de lui l'arrêté nécessaire.

Le 18 messidor an III, François Masséna fut autorisé à rentrer (1) mais il ne sembla pas avoir été très pressé de revenir dans sa patrie. En effet, un mois plus tard, le 3 fructidor an III (20 août 1795), Augustin s'étant adressé au Directoire de Nice pour obtenir la radiation définitive du nom de son fils de la liste des émigrés, cette assemblée déclare qu'il n'y avait pas lieu de statuer sur cette demande tant que l'intéressé ne serait pas rentré sur le territoire de la République (2).

(1) Voici ce document :

« Liberté, Humanité, Justice, Bienfaisance, Egalité.

Nice, le 18 messidor, an III de la République Une et Indivisible.

Au nom du peuple français, les représentants du peuple délégués par la Convention Nationale près l'armée d'Italie, vu la pétition du citoyen Augustin Masséna, de cette commune, ayant pour objet d'obtenir la rentrée sur le territoire français de François Masséna, son fils, ci-devant capitaine des guides, qui n'a quitté la France que pour échapper aux poursuites qui avaient été faites contre lui d'après les ordres du représentant du peuple Collot-d'Herbois, vu l'acte passé et rédigé par le citoyen Gauthier, juge de paix de cette commune, le 7 de ce mois, qui constate l'existence du mandat d'arrêt ; arrêtent que conformément aux dispositions de l'article 4 de la loi du 22 prairial, le citoyen François Masséna est autorisé à rentrer en France et dans sa commune sans qu'il puisse être inquiété et à jouir des droits de citoyen français, dans lesquels les autorités constituées le maintiendront.

Signé : BEFFROY. »

(2) Nice, arch. dép. L. 311. F^o 54.

Six mois se passèrent. Le 28 janvier 1796, François Masséna toujours à Gênes écrit la lettre suivante :

Gênes, le 8 pluviôse an IV.

Représentants,

Après la malheureuse expédition de Lantousca, ordonnée par le ci-devant général de l'armée d'Italie, d'Anselme, dont vous êtes plainement instruits, il n'y a sortes de maux dont je n'aye souffert. Obligé d'abandonner Nice pour me soustraire à la rage d'un ennemi puissant, je me retirai à Gênes et de là à Livourne, alors pays neutre avec notre République. Au moment de la guerre avec la Toscane, je ne tardai guère à me voir chassé le premier de cet état pour le crime pour moi le plus cher d'être un zélé patriote républicain. Depuis lors, je me suis toujours tenu à Gênes, travaillant de mes bras pour subsister. De tous ces malheurs, le plus terrible pour moi fut celui de me voir porter sur la liste des émigrés, moi qui perdrait mille vies pour défendre le parti de la liberté.

Finalement il a plu maintenant aux braves patriotes niçois de me permettre de rentrer en France par un arrêté pris par le département. Après cette faveur, j'ai recours à vos représentants pour que vous daigniez faire rayer mon nom de cette pour moi fatale liste. Je ne vous dirai rien du zèle, avec lequel, soit à Livourne qu'à Gênes, j'ai défendu notre chère Liberté, mais bien que je vous prie d'agréer encore mes purs sentiments pour m'être utile au tant que je le pourrai à la cause publique j'ose espérer que vous viendrez à mon secours en me donnant une place quelconque pour subsister moi et ma famille.

J'espère cette grâce de vous, Représentants.

Salut et Fraternité :

François MASSÉNA.

Le citoyen Deluy (mon intime ami) vous présentera ou vous fera parvenir par la poste, des états de fournitures qui me paraissent avantageux pour la République. Comme cela me regarde particulièrement, je vous prie de donner tous vos soins dans ces entreprises si toutefois vous les croyez utiles à la nation et vous m'obligeriez infiniment.

On voit par la lecture de ce singulier post-scriptum que François Masséna ne négligeait pas ses intérêts ; même dans l'adversité le vieil homme réapparaissait en lui et il ne semblait nullement torturé par le désir de revoir la France.

Il finit pourtant par rentrer et revint à Nice en vendémiaire, an IV, sur un bateau « avec un chargement de blé destiné à l'armée d'Italie ». Il ne séjourna pas longtemps dans son pays (1) et quinze jours après son arrivée, il rejoignit son cousin le général Masséna à l'avant-garde de l'armée pour occuper « une place de service qu'il n'abandonna qu'après la loi du 18 fructidor, an V » laquelle refusait les emplois officiels à tous les émigrés qui n'avaient pas obtenu leur radiation définitive.

(1) François Masséna était resté assez longtemps à Nice pour vendre ou emporter tout ce qu'il possédait, ainsi qu'en témoigne le procès-verbal suivant :

« Ce jourd'hui vingt-six pluviôse, an six de la République française Une et Indivisible, à neuf heures du matin, nous, Pierre Maximin, Caissob et Charles Spigno, commissaires nommés par cette administration municipale de Nice à l'effet d'apposer les scellés sur tous les biens provenant des émigrés, nous sommes transférés, assisté du citoyen Ignace Rousset, administrateur municipal dans la maison d'habitation de François Masséna, rayé provisoirement de la liste des émigrés, sise en cette commune, rue de la Convention, Isle n° 6, occupée par le citoyen Jean-François Jouan lequel, après lui avoir notifié l'objet de notre mission, avons requis, sous les peines portées par la loi de nous déclarer les effets, meubles et immeubles appartenant audit François Masséna, il nous a déclaré que celui-ci avant son départ, avait vendu ou emporté avec lui tous les effets, meubles à lui appartenant, et qu'il n'avait absolument rien laissé dans ladite maison et quant aux immeubles, il nous a déclaré ne pas avoir connaissance qu'il en possédât aucun, ce qui nous a été confirmé par les divers renseignements que nous pris d'ailleurs. De tout quoi nous avons dressé le présent procès-verbal qu'après lecture faite, avons signé :

Jean-François Gioan, l'aîné ; Spigno, Commissaire ; Caissob, Commissaire ; Rousset », (Nice, arch. municip. vol. « Emigrés », an VI.)

— Il avait également confié divers objets lui appartenant à M^{lle} Roques. Ceux-ci furent volés ou perdus en octobre 1792, et une réclamation à leur sujet figure aux archives dép. de Nice. (Série Q. 14 ancienne cote).

Il était pourtant nécessaire que François Masséna fut rayé définitivement de la liste des émigrés, ce dont l'intéressé paraissait ne se préoccuper nullement. La famille fit alors intervenir le général Masséna. Celui-ci écrivit de Padoue, le 4 octobre 1797, la lettre suivante adressée au Ministre de la Police générale à Paris.

Liberté - Égalité

Armée d'Italie

1^{re} Division

Au quartier Général de Padoue le 13 vendémiaire de la 6^e année de la République française Une et Indivisible.

André Masséna, Général de Division, commandant la 1^{re} Division active, au Ministre de la Police générale.

Citoyen Ministre,

J'ai un cousin près de moi qu'il m'a suivi constamment dans toutes mes opérations militaires depuis le commencement de la guerre en Italie et il porte mon même nom. Ce cousin fut obligé de s'expatrier dans le commencement de la Révolution de Nice, ayant été chargé par le général d'Anselme, alors commandant l'armée d'Italie, d'une expédition révolutionnaire ses ennemis ou plutôt ceux de la liberté lui firent un crime de son trop de zèle en mettant en réquisition indistinctement pour l'armée les bestiaux de trois à quatre communes. Le général d'Anselme saisit avec empressement cette occasion pour donner au pays nouvellement révolutionné une preuve de sa bienveillance, mais ce n'était que pour couvrir l'infâme conduite qu'il avait tenue en entrant à Nice, de manière qu'il y eut ordre d'arrêter mon cousin et qui pour s'y soustraire fut obligé de quitter ses foyers et d'abandonner sa famille. Le département des Alpes-Maritimes le porta sur la listes des émigrés, qu'il raya ensuite provisoirement.

Mon cousin a toujours cru que ce que le département avait fait pour lui suffirait et n'a point cherché à se faire rayer définitivement de la liste des émigrés par le ministre de la police générale, ce que j'aurais sans doute obtenu si je l'avais vu pendant mon séjour à Paris.

J'ai l'honneur de vous mettre ce court exposé sous les yeux, citoyen Ministre, en vous priant de vouloir bien accorder à mon cousin la radiation définitive, en vous assurant que je n'oublierai jamais ce bienfait.

Le représentant Dabray, mon concitoyen, vous remettra les pièces nécessaires.

Je vous salue fraternellement.

MASSÉNA.

Il est curieux de constater à la lecture de ce document combien André Masséna prend fait et cause pour son cousin qu'il soutient de tout son crédit ; pour lui, François Masséna est blanc comme neige et toute cette histoire n'est qu'une machination ourdie par d'Anselme avec lequel il avait été d'ailleurs assez mal à l'époque où il n'était que lieutenant-colonel au 2^{me} bataillon du Var, lui reprochant ses manières hautaines et distantes. Remarquons également que le général Masséna entretenait avec Dabray des rapports excellents. Il n'en sera pas toujours ainsi dans l'avenir (1). Au reçu de la lettre qu'on vient de lire, le Ministre de la Police générale prescrivit une enquête sur l'affaire François Masséna et demanda des renseignements à Nice.

Mais le général Masséna, avec sa ténacité coutumière ne borna pas là son intervention. Quatre mois plus tard, étant à Paris, il écrivit de nouveau, à Barras cette fois, pour François Masséna et son beau-frère Michel Uberti, qui se trouvait dans une situation identique.

Paris le 14 pluviose an VI.

Le général Masséna a l'honneur de rappeler au citoyen Directeur Barras sa promesse de vouloir bien s'intéresser pour son cousin François Masséna et Huberti, son beau-frère tous deux

(1) Voir le chapitre de M^{me} Honoré-Vincent Galli.

portés sur la liste des émigrés. Le rapport devant être fait par le Ministre de la police Gottin (?) au Directoire.

François Masséna fut mis en état d'arrestation dans le temps du général d'Anselme pour le même fait que Ferrus, ne pouvant être jugé, s'évadait de prison, et vint me trouver à l'armée où il a toujours été employé depuis. Il a été rayé provisoirement par le département des Alpes-Maritimes.

Huberti parti à l'entrée des français, n'a jamais porté les armes contre la République est rentré par le bénéfice de la loi des . . . qui permettait aux niçois de se rapatrier. Le département des Alpes-Maritimes lui a permis de rester à Nice après le 18 fructidor comme artisan.

Le général Masséna ose tout attendre des bontés du citoyen directeur Barras, et l'assure d'avance de la plus vive reconnaissance.

MASSÉNA.

Barras inscrivit sur cette lettre la mention :

« Renvoyé au Ministre de la Police Générale pour être fait un prompt rapport. Paul Barras ».

L'enquête se poursuivit à Nice. Le 29 juillet 1799, Philippe Masséna amenait devant le juge de paix François Magallon, le gardien des prisons de Nice qui avait écroué François Masséna. Celui-ci, Joseph Masson, déclara : « avoir écroué le prisonnier sur son livre, en expliquant que c'était par ordre qu'on me présenta dudit général d'Anselme comme il doit résulter par mon dit livre, qu'en quittant ma place je consignai et remis au citoyen Gavart qui me remplaça dans la conciergerie des dites prisons ». On rechercha ce livre mais il ne fut pas retrouvé. Philippe Masséna accompagné d'Augustin Cadamartori, concierge en exercice, des prisons de Nice désirant faire constater juridiquement qu'il n'est pas possible d'avoir l'extrait de l'écrou de François Masséna fit recueillir par le juge de paix Magallon le 18 thermidor, an VII la déposition de Cadamartori, qui déclara « que lorsqu'il fut établi geôlier

des prisons de la justice de ce département, on lui remit le livre des écroux, qui commence à l'époque du 11 messidor an II, les autres livres du temps précédent ne s'étant pas trouvés et probablement doivent avoir été égarés ou emportés, la vérité étant que le déposant ne les a jamais vus et non plus eu en son pouvoir ».

Philippe Masséna se démena de son mieux à cette occasion dans l'intérêt de son frère François. Il fit encore établir par les témoins : Alexis Cauvin, tailleur, quarante-sept ans ; Hyacinthe Catalan, propriétaire, soixante ans ; Dominique Caldelary, architecte, quarante-deux ans ; Honoré Vitalis, horloger, cinquante-quatre ans « que François Masséna ne possède pas de fortune, ni autrement, qu'il est enfant de famille et que d'autre part, leur père respectif pourra posséder pour toute fortune des biens pour une valeur de huit mille francs et qu'il a quatre enfants, deux mâles et deux femelles. . . »

Le 15 thermidor, an VII, Philippe Masséna accompagna huit témoins chez le juge. Ce sont les sieurs Claude Pernet, magasinier ; Nicolas Canepa, marin ; Pierre Boët, menuisier ; Jacques Mauran, perruquier ; Blaise Bérardy, négociant ; Vincent Perben, bijoutier ; Hyacinthe Catalan, propriétaire et Sébastien Vissy, marchand, qui attestent qu'après l'arrêt du représentant Belfroy, François Masséna vint à Nice pendant quelques jours pour y accompagner un chargement de blé et partit aussitôt pour l'avant-garde de l'armée d'Italie.

Le 19 thermidor, an VII, Augustin Masséna père, adressait au Ministre de la Police les pièces nécessaires pour obtenir la radiation. Le 29 du même mois, il priait le citoyen Ducos, chef de brigade, aide de camp du général Masséna et secrétaire du citoyen Roger Ducos, membre du Directoire exécutif de ne pas l'oublier : « daignez, cher citoyen, vous occuper de cette affaire vous rendrez le plus grand service à un père qui soupire depuis très

longtemps un acte de justice pour effacer à mon fils une tache qu'il n'a jamais mérité. Je vous prie de tenir compte des frais pour vous en rembourser au premier avis. Je vous prie agréer mes très humbles remerciements de toutes les bontés que vous avez pour moi. Je vous salue cordialement. Salut et amitié. Votre très affectionné ami, Augustin Masséna ».

Mais la solution de cette affaire n'était pas aussi simple qu'on le pensait. François Masséna avait bien été emprisonné, mais le registre d'écrou ayant été perdu, on ne savait ni la cause de son arrestation, ni de quelle autorité l'ordre émanait. Il était bien rentré à Nice mais pour repartir aussitôt à l'armée d'Italie. On le disait d'une part, fabricant de savon ayant une fabrique personnelle, c'est-à-dire propriétaire, et d'autre part, on le donnait comme ouvrier sans fortune en demandant pour lui le bénéfice de l'article 4 de la loi du 22 nivôse an III, qui déclarait :

Ne seront réputés émigrés les ouvriers et laboureurs, pourvu qu'ils ne soient sortis du territoire de la République que depuis le 1^o mai 1793, qu'ils rentrent en France avant le 1^o germinal, an IV et que dans le mois suivant, ils produisent devant le Directoire du district de leur résidence une attestation de huit témoins certifiés par le Conseil général de leur commune et constatant la profession qu'ils exerçaient avant leur sortie de France, ainsi que l'époque de cette sortie.

Le rapport fourni par le Ministre de la Police ne manqua pas de relever toutes ces contradictions. Des précisions sont demandées à Augustin Masséna père, qui écrit :

Nice, le 15 fructidor, an VII

Augustin Masséna au citoyen Ducos, secrétaire du citoyen
Roger Ducos, Membre du Directoire exécutif.

Citoyen,

J'ai reçu, citoyen, votre chère lettre du 4 de ce mois ensemble la note cy-yncluse, selon laquelle la loi du 22 nivose an III ne

pouvait être invoquée que par les ouvriers vivant de son travail particulier.

Je vous annonce avec plaisir que mon fils est dans le cas de l'invoquer puisqu'il était véritablement ouvrier vivant de son travail journalier depuis son mariage qu'il contracta à Marseille. S'étant retiré en cette commune, il vivait avec sa femme et sa famille séparément de moi du produit de son travail journalier en qualité de garçon ouvrier dans ma fabrique de savons et comme on a oublié d'en faire mention dans les pièces que j'ai eu le plaisir de vous faire passer, celle que vous trouverez ci-jointe dument légalisés pourra suppléer.

Au reste, la loi du 22 prairial an III ne peut influencer d'aucune manière sur la radiation de mon fils puisqu'il était à Gênes depuis deux ans auparavant.

Je ne doute pas qu'au moyen de cette nouvelle pièce, et surtout de vos bons offices, vous ne parveniez au but que vous vous êtes proposé, en attendant recevez mes sincères remerciement de toutes les peines que je vous donne et croyez que je vous en garderai une éternelle reconnaissance. Vous prévenant que je saisirai avec transport toutes les occasions qui se présenteront pour m'acquitter envers vous d'un aussi grand service, c'est dans ce sentiment que je vous prie de me croire votre affectionné.

Augustin MASSÉNA

P. S. — Mon frère Féraudy et toute ma famille se joignent à moi pour vous exprimer leurs sentiments de reconnaissance et me chargent de vous présenter leur hommages.

Ducos, dès le 26 fructidor, au VII, communiqua les pièces reçues au citoyen Bô, chef de la quatrième division au bureau des émigrés avec une recommandation particulière :

« Vous m'avez promis, dans le temps de vous occuper de cette affaire tout autre cessant, veuillez bien me tenir parole, en mon particulier j'y compte et vous prie de compter sur ma reconnaissance. »

Quant au général Masséna il dut se dominer pour ne pas se facher et voici la nouvelle lettre qu'il écrivit de Zurich au ministre de la Police :

Armée du Danube. Au Quartier général de Zurich.

Le 18 brumaire, an VII.

Masséna, général en chef, au Ministre de la Police.

Citoyen Ministre,

Le citoyen Ducos, frère du Directeur mon aide de camp vous a déjà entretenu plusieurs fois, d'une affaire relative au citoyen François Masséna, porté sur une liste d'émigrés. Je sais, citoyen Ministre, que vous avez bien voulu vous en occuper, que vous avez même écrit sur les lieux pour avoir des renseignements ; je viens vous prier de nouveau de donner tous vos soins à cette affaire pour la faire terminer, vous devez penser, citoyen Ministre, que je ne m'intéresse point à un homme qui serait l'ennemi de la République et de notre Gouvernement, celui dont je vous parle, en est au contraire le chaud partisan, a servi continuellement dans nos armées, et enfin, est mon parent de très près. Ces conditions vous engageront, je n'en doute pas, citoyen Ministre, à faire rendre justice à celui que je vous recommande avec instance.

Salut et considération.

MASSÉNA.

Le citoyen Ruffin-Massa, commissaire du Gouvernement près le département des Alpes-Maritimes fut invité à fournir d'extrême urgence des renseignements précis sur cette affaire.

Il ne fit que relater les faits que l'on connaît (1) et ses conclusions furent que François Masséna devait être con-

(1) Nice, arch. dép. L. 80 (ancienne cote). Minute sans indication de date ni adresse sur une grande feuille de papier Hollande.

sidéré plutôt comme un fugitif échappé de prison que comme un émigré véritable.

Voici les renseignements donnés sur le cas de François Masséna et qui s'inspirent largement des arguments fournis par l'intéressé :

« François Masséna, âgé de trente-quatre ans, fils d'Augustin, natif de la commune de Nice, marié à Marseille, vivait séparément de son père avec le produit de son travail en qualité d'ouvrier dans une fabrique de savon de cette commune depuis plusieurs années, avant l'entrée de l'armée française dans la dite commune.

Zélé pour la prospérité de la République, il se dévoua totalement à elle depuis le commencement de la guerre : il n'épargna rien pour bien mériter de la Patrie, il exposa sa vie pour le service de la République et fut même arrêté par les Piémontais desquels il eut le bonheur de se sauver.

La place de capitaine des guides qu'il occupât, enviée par des jaloux fut cause de son arrestation qui fut ordonnée par ordre militaire en décembre 1792 (vieux style) et après deux mois de détention illégale, pendant lesquels il ne put parvenir à faire entendre sa justification, il s'évadat des prisons et resta quelque temps caché, mais se voyant toujours privé par la plus infâme intrigue de la justice que tout homme libre doit attendre, il se décida à chercher un asile dans le territoire gènois, pays alors neutre avec la République française.

Après s'être réfugié dans le territoire gènois, il fut inscrit sans doute par malveillance et contre l'esprit de la loi du 28 mars 1793 (V. S.) sur la liste des émigrés du 29 juin de cette dite année. Son inscription qui se trouve injuste pour les motifs allégués ci-dessus et attendu que personne n'ignorait sa détention aux prisons, ainsi que toutes les démarches qui furent faites en vain pour apprendre les motifs de son arrestation, et pour détruire toute inculpation.

Son évasion n'est pas plus un crime que celui de s'être réfugié en pays neutre, puisque sa fuite ne fut point volontaire,

mais ordonnée par la loi de la nature pour la conservation de son existence, ce qui ne devait jamais être un motif pour porter sur la liste des émigrés un républicain prononcé qui par ses principes connus devait être à l'abri d'être suspect.

N'ayant jamais cessé de réclamer auprès de qui de droit pour effacer de lui une tâche qu'il n'a jamais méritée, il obtint d'être rayé par un arrêté du 16 messidor, an III, du représentant du peuple Beffroi et par un autre du département des Alpes-Maritimes du 18 fructidor dite année et lesdits arrêtés furent de suite envoyés au comité de législation pour qu'il statuât sur ladite réclamation.

Après cette époque et pour profiter d'un tel bienfait, il se rendit en vendémiaire, an IV, dans cette commune avec un chargement de blé pour l'armée d'Italie et après quinze jours il fut envoyé à l'avant-garde de ladite armée où il occupa une place du service qu'il a continué jusqu'après la loi du 19 fructidor, an V.

Il est courant que le dit François Masséna était avant son départ artiste, travaillant à une savonnerie en qualité d'ouvrier et qu'il vivait du produit de son travail ; qu'il n'est pas parti du territoire de la République volontairement, mais contraint par l'injuste détention et par le déni de la justice, après avoir essayé tous les moyens pour se faire entendre ; qu'il se réfugia dans le territoire génois et qu'il a profité du bienfait de la loi du quatrième jour complémentaire, an III, qui rendait applicable à toute la République celle du 22 nivôse, an III, en faveur des ouvriers et laboureurs du Haut et Bas-Rhin en rentrant sur le territoire de la République en vendémiaire, an IV ».

A la suite de cette enquête, un arrêté du Directoire de l'an VIII, signé de Roger Ducos, Sieyès et Bonaparte raya définitivement François Masséna de la liste des émigrés du département des Alpes-Maritimes.

Pendant ce temps, François Masséna avait réussi à se faire attacher au service des vivres de Nice en qualité d'inspecteur. C'est alors que son cousin le général

demanda pour lui une place de commissaire des guerres (1).

Le 16 pluviôse an V, le Ministre de la Guerre, dans un rapport au Directoire, indique que le général Masséna demande une place de commissaire des guerres pour François Masséna. Il expose que celui-ci est employé dans le service des vivres en qualité d'inspecteur, qu'il sert depuis plusieurs années et qu'on ne peut faire un meilleur choix pour remplir les fonctions de cet emploi.

Mais le Ministre observe que la loi exige que ceux qui se présentent pour être promus à ce grade de commissaire des guerres aient préalablement subi l'examen qu'elle prescrit et que le citoyen Masséna ne justifie pas qu'il ait rempli cette formalité.

Cependant, « d'après l'intérêt qu'y prend le général Masséna, le Ministre prie le Directoire de lui faire connaître si dans le cas où le cousin de ce général aurait l'âge requis par la loi, ce dont il sera pris information, son intention est de le dispenser de subir l'examen qu'elle prescrit et de lui conférer dès à présent le grade de commissaire des guerres ».

Quatre mois plus tard, dans un second rapport au Directoire en date du 9 prairial an V, le ministre de la guerre rappelle la demande formulée par le général Masséna et il ajoute que l'emploi ne fut pas conféré probablement parce que le général Masséna n'avait point donné l'âge de son parent, ni annoncé qu'il avait subi l'examen prescrit par la loi du 28 nivôse, an III.

« Depuis, le général Masséna a annoncé que son cousin avait trente ans et qu'il a rempli les fonctions d'aide commissaire des guerres à l'armée d'Italie. Le Ministre prie le Directoire exécutif de lui faire savoir si son intention est de lui conférer l'emploi de commissaire des guerres ».

(1) Voir pour les pièces qui vont suivre le dossier Masséna François aux archives administratives de la Guerre.

Les années se passent : François Masséna qui, entre temps, (1), s'était remarié vers 1800 avec une vénitienne, Thérèse Buratti, subit sans doute l'examen prévu ou en fut dispensé, car il est nommé commissaire des guerres le 22 prairial, an V.

En effet, le 29 frimaire an VIII, le général Masséna écrit au général Berthier pour lui demander des lettres de service en qualité de commissaire des guerres pour son cousin qui a été breveté et qui a cessé ses fonctions depuis la paix de Campo-Formio (1797). Le général Berthier répond que lettres et ordres de service ont été expédiés le 2 nivôse, an VIII.

Comment se comporta François Masséna pendant cette période ? On n'en sait rien. En tout cas, un fait significatif se passe. Après la paix de Campo-Formio, François Masséna cesse ses fonctions de commissaire des guerres. Il est réformé « par erreur et malgré l'avis de tous les membres du jury ».

Cette erreur paraît intentionnelle. Il semble que eu égard à la personnalité du général Masséna on n'a pu lui refuser la place sollicitée pour son cousin, mais que celui-ci est tenu sous une surveillance spéciale. On évite de l'employer aux armées et on préfère le laisser à Nice, où il a la gestion d'un hôpital et d'autres fonctions dans l'emploi de commissaire. En effet, un peu plus d'un an plus tard, le 26 messidor, an IX, le général Masséna écrit au Ministre de la Guerre en lui communiquant une lettre reçue du général Brune, relativement à son cousin, commissaire des guerres : « Vous y verrez, écrit-il, que s'il

(1) Sa femme le suivait aux armées et les six enfants de ce second mariage sont nés : le premier, Marguerite, en Suisse, vers 1801 ; le second, Augustine, à Nice, en 1803 ; le troisième, Victoire, à Nice, en 1805 ; le quatrième, François, à Levens, en 1808 ; enfin, les deux derniers, Claire et Françoise, à Nice, en 1811 et 1814. (Nice, arch. dép. M. 310, vol. 4, F^o 147, recensement de 1815).

est porté sur la liste des commissaires réformés, ce n'est que par erreur et que c'est contre l'avis de tous les membres du jury. Je vous serais obligé de le faire remettre à sa place. » Le 1^{er} thermidor, an IX, Masséna informe le Ministre « qu'il a les plus grandes espérances sur la justice de sa demande concernant le commissaire des guerres, son cousin ». Le 19 thermidor, nouvelle lettre.

Une légère indisposition me retient chez moi (à Rueil), ce qui est cause que je ne puis me rendre à Paris pour avoir l'honneur de vous voir, citoyen Ministre, pour vous parler de mon cousin, le commissaire des guerres. Je vous ai écrit deux fois pour vous prier de vouloir bien vous intéresser à lui pour que justice lui soit rendue, en le faisant mettre sur le tableau des commissaires des guerres en activité, je n'ai pas eu le bonheur d'avoir une réponse de vous, ce qui me fait croire que mes lettres ne vous ont pas été remises, mon aide de camp est chargé de vous remettre celle-ci qui me fait espérer que j'en aurai réponse.

Vous connaissez l'affaire de mon cousin, citoyen Ministre ; Brune et moi, nous en avons parlé chez le Premier Consul, vous nous avez promis de le faire réintégrer, j'ai compté sur votre amitié comme j'y compte encore et vous serais obligé de vouloir bien me dire ce qu'il en sera pour que je fasse mes démarches, mais je vous le répète encore, je compte sur vous.

Je vous salue d'amitié.

MASSÉNA.

Deux mois plus tard, le 23 vendémiaire, an X, le général Masséna rappelle encore au Ministre la promesse de faire comprendre dans la nouvelle organisation des commissaires de guerre son cousin François Masséna.

Trois jours se passent et Masséna apprend que son parent ne sera pas réintégré. Il écrit alors la lettre suivante :

Paris, le 27 vendémiaire, an X républicain.

Le Général Masséna au Ministre de la Guerre,

Si un rhume affreux ne me retenait pas chez moi, je n'aurais pas hasardé cette neuvième lettre de crainte qu'elle ne resta encore sans réponse, comme les autres, mais mon indisposition me force d'avoir, encore recours à la plume.

J'apprends, citoyen Ministre, que mon cousin Masséna, commissaire des Guerres, n'a point été compris sur le travail qui vous a été présenté par la commission. Je réclame la parole que vous m'avez donnée plusieurs fois que mon cousin serait du nombre des commissaires employés.

Je compte trop, citoyen Ministre, sur votre amitié pour avoir la moindre inquiétude sur son sort.

Je vous salue d'amitié.

MASSÉNA.

Le Ministre inscrit en marge de cette lettre, la mention : « S'occuper de conserver dans la nouvelle organisation des commissaires des guerres son cousin le citoyen Masséna, commissaire des guerres réformé ».

François Masséna est, enfin, nommé à Nice, le 25 nivôse et le 8 pluviôse an X, le général Masséna remercie le Ministre de sa lettre l'avisant que le Premier Consul a maintenu son cousin dans la place de commissaire des guerres ; mais comme ce dernier doit être rendu à Nice, le 20 pluviôse, alors qu'il n'a reçu sa lettre que le 6 et qu'il a deux cent cinquante lieues à faire dans le fort de l'hiver, le général demande pour lui une prolongation jusqu'au 15 ventôse pour régler des affaires de famille.

Le 22 pluviôse an X, le Ministre acquiesce à cette demande et accorde le congé demandé. François Masséna arrive à Nice, le 3 germinal an X, et fait enregistrer à la Mairie sa commission de commissaire des guerres (1).

(1) Nice, arch. municip. Liasse « Emigrés ». Registre pour servir à l'enregistrement des commissions des fonctionnaires (6 nivôse an IX, 17 avril 1812),

Ce n'est pas tout encore, le 20 messidor an XII, Masséna promu maréchal, demande au Ministre de vouloir bien présenter, au premier conseil de la Légion d'honneur, son cousin Masséna, commissaire des guerres, actuellement à Nice.

Satisfaction lui est donnée. François Masséna devient membre de la Légion d'honneur. Il est à Nice et ne néglige pas ses affaires. C'est ainsi que le 15 thermidor an XII, il obtient du préfet Dubouchage, l'autorisation de faire construire un moulin à Saint-Antoine-de-Siga (1).

Au mois de fructidor an XIII, François Masséna, pour son malheur, quitte Nice (2) dans les circonstances suivantes indiquées dans un rapport de M. Dalmont au Ministre, en date du 16 vendémiaire an XIV.

Le nombre des commissaires des guerres employés en Italie s'étant trouvé insuffisant, l'ordonnateur en chef Joubert retira quatre commissaires de la 27^e division militaire et invita l'ordonnateur Blanchon à appeler près de lui ceux des commissaires des guerres employés dans les divisions les plus à proximité de la 27^{me}.

En conséquence de cette disposition, M. Grobert, commissaire à Chambéry, et Masséna, commissaire à Nice, furent requis par M. Blanchon de se rendre à Turin.

François Masséna rendit compte immédiatement à M. Bourotte, commissaire ordonnateur de la 8^{me} division militaire à Marseille, de l'ordre qu'il avait reçu et l'informa également par lettre du 23 fructidor an XIII, qu'il se rendait à Turin après avoir remis son service à M. Sau-

(1) Voir « Monographie de la ville de Levens », par Ed. Arène.

(2) La correspondance de François Masséna, commissaire des guerres à Nice, avec la municipalité est conservée à la bibliothèque municipale, (vol. « Correspondance des commissaires des guerres », an XII, 1813). Voir la période comprise entre le 30 germinal an X, et le 22 fructidor an XIII,

vaigue, conseiller de préfecture à Nice, remplaçant le préfet absent. Il partit le lendemain, 24.

Informé de ce mouvement dans le personnel des commissaires des guerres, le Ministre envoya aussitôt six commissaires des guerres en Italie et prescrivit à M. Blanchon « de renvoyer sur le champ M. Masséna à Nice ».

M. Joubert, ordonnateur en chef, en accusant au Ministre réception de cet ordre, annonce que Grobert et Masséna qui étaient censés exercer leurs fonctions à Turin, sont en réalité employés à l'armée près les divisions commandées par les sieurs Serras et Robin « conformément au désir que lui en a témoigné le maréchal Masséna ».

M. Dalmont, dans son rapport, ajoute que l'un de ces commissaires (Grobert) paraît honoré de la bienveillance particulière de M. le Maréchal, que l'autre est son proche parent et que M. le Maréchal lui a manifesté une très grande satisfaction de le voir servir dans l'armée qu'il commande et il termine par cette phrase qui donne, semble-t-il, la clef du déplacement de F. Masséna :

« D'après cet exposé, il est évident qu'en disposant ainsi qu'il l'a fait de MM. Grobert et Masséna, M. Joubert n'y a point été obligé par le défaut de commissaires disponibles, mais bien par des considérations que le Ministre saura bien apprécier ».

En conséquence, le rapport se borne à prier le Ministre de vouloir faire connaître ses intentions, et il termine en observant que M. l'ordonnateur de la 8^{me} division « qui n'a cessé de réclamer contre le déplacement du commissaire Masséna, insiste en cet instant pour que ce commissaire soit tenu de se rendre à Nice ou qu'il y soit envoyé un autre commissaire, afin que le commissaire Leclerc puisse revenir à Aix ».

Le Ministre répond en note sur le rapport ci-dessus de M. Dalmont : « Je ne sais pourquoi vous avez envoyé en

Italie le commissaire des Guerres Masséna — je vous l'avais défendu — il s'y est déjà fort mal conduit. Donnez-lui l'ordre de se rendre à Paris. Lorsqu'il sera arrivé, demandez-lui la justification de sa conduite ».

Nous avons vu comment François Masséna avait réussi, grâce au prestige qui s'attachait au nom de son cousin, à quitter son poste de Nice pour se faire attacher à l'armée d'Italie.

Comment allait-il se conduire dans ses nouvelles fonctions ; nous allons le voir bientôt.

Dans un rapport de Berthier, major général, au Ministre Directeur de l'Administration de la Guerre, du 14 brumaire an XIV, il est dit :

« L'Empereur est prévenu qu'il se commet en Italie toutes sortes d'abus, que déjà il y a pour plus de quatre millions de réquisitions faites, que la ville de Modène a dû fournir pour trois cent mille francs ; moyennant un pot de vin, on lui a donné le reçu de denrées quoique cette ville n'ait rien livré.

« L'Empereur ordonne de donner des instructions précises au conseiller d'Etat Béranger pour régulariser le service, découvrir et arrêter les abus.

« Il veut qu'on trouve les coupables et qu'on fasse un exemple sévère.

« Les Commissaires Grobert et Masséna ont reçu l'ordre de se rendre à Paris »

Le 16 brumaire an XIV, le Ministre de la Guerre écrivait à Joubert, ordonnateur en chef : « Plusieurs commissaires des guerres et agents d'administration ne vous secondent pas comme ils devraient le faire et ne se conforment pas aux vues économiques et paternelles de l'Empereur. Votre devoir est de me les désigner sans vous laisser arrêter par aucune considération particu-

lière. Désignez-moi d'une manière confidentielle ou officielle les personnes sous vos ordres qui peuvent donner lieu à ces plaintes. »

Le 20 brumaire an XIV (11 novembre 1805), le Ministre donne à François Masséna l'ordre de se rendre à Paris. Il écrit également à Joubert, ordonnateur en chef pour lui donner avis du rappel du commissaire Masséna et l'inviter à pourvoir à son remplacement.

Enfin, il informe le général Masséna des dispositions prises à l'égard de son cousin.

Le 24 brumaire an XIV, le Ministre de la Guerre écrit au Prince Eugène, vice-roi d'Italie, pour lui faire connaître qu'il a rappelé à Paris les commissaires Grobert et Masséna, qu'il a chargé le général Favereau et le commissaire ordonnateur Leroux (1) d'une enquête à Modène et dans les autres places du royaume. Il le prie d'adjoindre à ces deux enquêteurs « quelqu'un de marque par son rang et ses qualités » en Italie, pour mener à bien cette mission et de désigner les places du royaume où ils devront se rendre pour avoir des renseignements.

Le 27 brumaire an XIV, le Ministre, par une circulaire aux commissaires ordonnateurs et ordinaires des guerres, leur signale « les dilapidateurs révoltants » en Italie, leur dit que l'Empereur a ordonné de rechercher et de punir les coupables et les invite à remplir rigoureusement leur devoir.

François Masséna, qui a reçu vers le 3 ou 4 frimaire des mains de l'ordonnateur Joubert, l'ordre de se rendre à Paris, paraît un peu troublé par cette injonction. Le 29 brumaire, an XIV, il écrit au général Dejean, ministre de l'Administration de la Guerre, la lettre suivante :

(1) Qui se trouvait à Mantoue.

Gorizia, le 29 brumaire an XIV.

Masséna, Commissaire des Guerres, au général Dejean,
Ministre-Directeur de l'administration de la guerre,

Je reçois aujourd'hui la lettre par laquelle Votre Excellence m'ordonne de me rendre à Paris, elle m'est remise par M. l'Ordonnateur en chef au moment où je vais au Quartier général rendre compte d'une mission qui m'avait été donnée pour le service de l'armée. L'état de ma santé, à la suite des fatigues que j'ai essuyées, ne me permet pas d'exécuter vos ordres aussi promptement que je le désirerais. Je prie Votre Excellence de s'en assurer en jetant les yeux sur le certificat que j'ai l'honneur de lui envoyer. Je n'hésite cependant pas à me mettre en route, mais si l'état de maladie où je suis m'empêche d'arriver à Paris avec toute la diligence qui m'est prescrite, j'espère que Votre Excellence n'en sera pas moins persuadée de ma bonne volonté et de mon empressement à me rendre à ses ordres.

J'ai l'honneur de vous saluer respectueusement.

MASSÉNA.

A cette lettre était joint un certificat médical dans lequel le chirurgien en chef de l'armée, Gonel, certifiait ; le 29 brumaire an XIV :

Que le commissaire des guerres Masséna se trouve en ce moment hors d'état d'entreprendre aucun voyage, étant atteint d'hémorroïdes enflammées et de douleurs d'entrailles par suite des fatigues de la campagne... (!).

Piètre excuse ; François Masséna et Grobert espéraient gagner du temps et aussi sans doute comptaient sur l'appui du maréchal Masséna pour arranger cette affaire.

Le 6 frimaire, François Masséna écrit au Ministre une lettre qui n'est pas au dossier et dans laquelle il doit à nouveau arguer de sa maladie. On verra plus loin la réponse du Ministre à ces deux lettres.

Pendant ce temps-là l'enquête allait se poursuivre.

Le 8 frimaire an XIV, le général Favereau accuse réception au Ministre de la Guerre de sa lettre de mission du 24 brumaire dernier, et il indique qu'il va prendre des renseignements auprès du prince Eugène pour exécuter ses ordres et répondre aux instructions de l'Empereur. Il l'assure de son zèle.

Le 9 frimaire, le Ministre de la Guerre écrit au maréchal Masséna en ces termes :

Je suis peiné, Monsieur le Maréchal, de l'obligation où j'ai été d'appeler à Paris, Messieurs les Commissaires des guerres Masséna et Grobert ; j'en ai reçu l'ordre de Sa Majesté et cet ordre est motivé par les plaintes graves qui lui sont parvenues sur leur conduite.

Je désire, vous n'en doutez pas, Monsieur le Maréchal, qu'ils se justifient complètement, mais dans le cas où, contre mon désir, toutes les informations seraient à leur charge, vous penserez sans doute, ainsi que moi qu'ils seraient d'autant plus coupables que le premier aurait abusé de votre nom et tous les deux de la confiance illimitée que vous aviez bien voulu leur donner (1).

(1) Cette affaire avait fait un certain bruit à Paris ; presque à la même date, le 8 frimaire an XIV, Salicetti écrivait au maréchal la lettre suivante :

Paris, le 8 frimaire, an XIV.

Au Maréchal Masséna,

L'attachement que je vous ai voué, mon cher Maréchal, me fait un devoir de vous communiquer quelques renseignements qui vous concernent.

Ils sont tirés d'une lettre que Sa Majesté Impériale écrit à son frère le prince Joseph.

L'Empereur lui témoigne qu'elle est médiocrement contente de votre conduite militaire et qu'il ne l'est pas du tout de l'ordre que vous maintenez dans votre armée.

Sous le premier rapport, Sa Majesté paraît croire que vous n'avez pas mis dans vos mouvements toute la rapidité nécessaire et que vos dispositions, surtout au combat de Caldéra n'ont pas été faites avec la prévoyance et la sagacité qui vous caractérisent.

Le 10 frimaire an XIV, François Leroux, commissaire ordonnateur écrit au Ministre de la Guerre qu'il s'occupera de la mission particulière qui lui a été confiée, conjointement avec le général Favereau, dès qu'un suc-

Sous le second, Sa Majesté se montre particulièrement affectée des désordres qui existent dans l'administration de l'armée dont elle vous a confié le commandement. Elle paraît, entre autres choses, persuadée qu'une contribution de quatre cent mille francs a été frappée sur Vérone autrichienne sans qu'il en ait rendu aucun compte, que des commissaires de guerre se sont permis de détourner à leur profit des réquisitions qu'ils avaient frappées pour les besoins de l'armée, et malheureusement un de ces commissaires, qui porte votre nom, figure dans le nombre d'une manière désagréable.

Sa Majesté veut absolument que l'ordre le plus rigoureux règne dans l'armée, que rien ne soit toléré de ce qui pourrait affaiblir la confiance que le soldat doit avoir en son général et je ne dois pas vous dissimuler qu'elle pourrait s'en prendre à vous si le désordre dont elle se plaint se prolongeait davantage.

Le prince Joseph a dû vous écrire, mais la place qu'il occupe ne lui a peut-être pas permis de s'expliquer aussi clairement que je le fais.

Vous sentez toute la délicatesse de votre position ; il est indispensable que tout ce qui vous entoure à l'armée, soit, non seulement à l'abri des reproches, mais des plus légers soupçons. Sa Majesté récompensera, n'en doutez pas, d'une manière digne de sa grandeur et de sa générosité les services que vous lui rendez.

J'ai cru tellement urgent de vous donner connaissance de ces faits que j'ai engagé M^{me} Masséna à vous expédier un courrier. J'ose espérer que vous ne verrez dans ma démarche qu'une preuve de l'intérêt que je prends à votre gloire et de l'importance que j'attache à ce que vous conserviez dans toute son étendue la confiance dont Sa Majesté vous a investie.

Vous devez avoir auprès de vous un ancien secrétaire de M. Lucien (qui doit s'appeler Colomieu), qui a été nommé tout récemment membre du corps législatif. Mon opinion, qui m'a paru être aussi celle du prince Joseph est qu'il doit revenir à son poste le plus tôt possible.

Cette lettre est pour vous seul et ne doit servir qu'à vous éclairer sur votre véritable situation.

Agréez, mon cher général, une nouvelle expression de tous les sentiments que vous me connaissez pour vous... »

Signé : S. (SALICETTI).

(Arch. privées de la famille Masséna, vol. 1, pièce 70).

cesseur lui aura été désigné pour assurer le service de la place de Mentoue.

Le 1^{er} frimaire an XIV, le secrétaire particulier du Ministre de la Guerre répond à François Masséna :

J'ai reçu vos deux lettres du 29 brumaire et 6 frimaire. Je pense, Monsieur, que la première et la seule chose à faire, aussitôt que votre santé n'y mettra pas un obstacle, c'est d'obéir à l'ordre que je vous ai adressé. Vous connaîtrez ici les griefs qu'on vous impute et vous serez tout aussi à portée que partout ailleurs de vous disculper si ces griefs ne sont pas fondés. Le nom que vous portez est la plus sûre des sauve-garde contre toute accusation qui ne serait pas fondée.

Le 7 janvier 1806, le Ministre annonce à l'Empereur que par lettre du 4 janvier, il a chargé l'ordonnateur en chef Joubert de lui transmettre tous les renseignements qu'il pourrait obtenir sur les dilapidations commises en Italie.

En réponse à sa lettre du 9 frimaire an XIV, dans laquelle le ministre Dejean l'informait du rappel des commissaires Grobert et Masséna, le Maréchal avait répondu par la lettre suivante dont il convient de remarquer le style prudent et mesuré :

Au Quartier général de Laybach, le 8 nivôse an XIV,
à Monsieur le général Dejean, Ministre-Directeur
de l'Administration de la Guerre,

J'ai reçu, mon cher Général, la lettre confidentielle que vous m'avez adressée sur la marche des administrations de l'armée d'Italie. Je vous remercie d'abord de l'obligeante attention dont elle m'offre le témoignage et je vous prie de croire que j'y suis très sensible. Mais je dois entrer avec vous dans quelques explications qui vous prouveront d'un côté qu'on a beaucoup exagéré les abus qui peuvent avoir eu lieu dans la partie administrative et d'un autre côté, que j'ai pris toutes les mesures que les cir-

constances permettront pour en assurer la répression. (Suit un long développement relatant dans tout leur détail les mesures prises par le Maréchal).

Vous savez, mon Général, ce que je vous ai dit, ce que j'ai dit au Ministre de la Guerre sur les inculpations dirigées contre le Commissaire des Guerres Masséna. J'ignore sur quoi elles portent et je penche à croire qu'on a beaucoup exagéré ses torts, s'il est vrai qu'il y en ait eu. Quoi qu'il en soit, je vous prie de l'entendre et de le juger vous-même dans votre équité. Je n'appellerai pas de votre jugement. Je lui ai fait donner, dans le temps, l'ordre de se rendre à Paris, je ne doute pas qu'il n'y soit arrivé et qu'il ne se montre empressé d'établir sa justification auprès de vous. Le commissaire Grobert a reçu le même ordre et à peu près à la même époque.

.

Le Maréchal de l'Empire :

MASSÉNA (1).

(1) Le général Masséna avait à la même époque réalisé un bénéfice considérable en vendant des licences qui permettaient l'introduction des marchandises malgré le blocus.

« D'accord avec le général Solignac, son chef d'état-major, il en inonda tous les ports du royaume de Naples. L'Empereur, informé que Masséna avait déposé la somme de trois millions chez un banquier de Livourne, qui avait reçu en même temps six cent mille francs du général Solignac, fit écrire au Maréchal pour l'engager à lui prêter un million et demanda deux cent mille francs au chef d'état-major. C'était juste le tiers que chacun d'eux avait gagné sur les licences. Vous voyez que l'Empereur ne les écorchait pas trop. Mais à la vue de ce mandat d'une nouvelle forme, Masséna rugissant comme si on lui arrachait les entrailles, répond à Napoléon que, étant le plus pauvre de maréchaux et chargé d'une nombreuse famille et criblé de dettes, il regrette vivement de ne pouvoir rien lui envoyer !... Le général Solignac fait une réponse analogue et tous deux se félicitent d'avoir ainsi trompé l'Empereur, lorsque pendant le siège de Gaète, on voit arriver en courrier, le fils du banquier de Livourne, annonçant que l'inspecteur du Trésor français, escorté du commissaire de police et de plusieurs gendarmes s'étant présenté chez son père, s'est fait remettre le livre de caisse sur lequel il a donné quittance des trois millions six cent mille francs versés par le maréchal et le général Solignac en ajoutant que cette somme appartenant à l'armée était un dépôt confié à ces deux personnages et dont l'Empereur ordon-

Grobert et Masséna se décidèrent pourtant à se rendre à Paris. Ils y arrivèrent le 30 frimaire et descendirent rue Croix des Petits-Champs, n° 50.

naît la remise sur le champ, soit en espèces, soit en effets de commerce négociables, annulant les reçus donnés à Masséna et à Solignac.

Procès-verbal avait été donnée de cette saisie, à laquelle le banquier, qui, du reste, ne perdait rien, n'avait pu s'opposer.

Il est difficile de se faire une idée de la fureur de Masséna en apprenant que sa fortune venait de lui être ravie. Il en tomba malade, mais n'osa adresser aucune réclamation à l'Empereur qui, se trouvant alors en Pologne, y fit venir Masséna. Après la paix de Tilsitt, le titre de duc de Rivoli et une donation de trois cent mille francs de rente furent la récompense de ses services, mais ne le consolèrent pas de ce qui avait été pris à Livourne, car malgré sa circonspection habituelle, on l'entendait parfois s'écrier : « Le cruel ! pendant que je me battais pour ses intérêts, il a eu le courage de me prendre les petites économies que j'avais placées à Livourne ! » — (Mémoires du général baron de Marbot, tome 3, chap. 1, p. 18-19.

— Voir également les mémoires du général Lamarque qui raconte comment il eut la désagréable mission d'annoncer à Masséna la confiscation de ses millions. La scène se passe la nuit au palais Acton.

« J'ai aussi beaucoup connu à Naples le général Masséna. C'est sous ses ordres que j'ai fait le siège de Gaète et après le siège, le roi Joseph me chargea auprès de lui d'une commission bien désagréable. Le Roi me fit appeler un soir à onze heures et me dit : Le Maréchal déteste mon chef d'Etat-Major Berthier, mais il a beaucoup d'amitié pour vous, et je vous ai choisi pour lui annoncer que l'Empereur a fait saisir et confisquer trois millions que Masséna avait déposés chez un banquier de Gênes ; ces trois millions proviennent d'échanges de monnaies faites dans les provinces vénitiennes et le vice-roi s'en est plaint comme d'une exaction. Cette commission était désagréable !!!

Je priai en vain le Roi de la confier à un autre. Il insista ; je dus obéir. Me voilà donc à minuit au palais Acton errant à la faible lueur d'une lampe à moitié éteinte dans une grande salle qui servait d'antichambre à la chambre à coucher du maréchal. Je frappe trois fois à sa porte d'une main timide et je me nomme à demi-voix : il vient m'ouvrir coiffé d'un bonnet de coton et enveloppé dans une grande robe de taffetas vert. Monsieur le Maréchal, je suis chargé par le Roi de vous annoncer une bien mauvaise nouvelle. Qu'est-ce ?... parle... C'est bien malgré moi que j'ai accepté une mission aussi désagréable. Parle donc ! Viens-tu m'arrêter ? Ah ! Monsieur le Maréchal, je me serais plutôt brûlé la cervelle devant votre palais que d'accepter un pareil ordre. Qu'as-tu donc à me dire ?... parle, je suis résigné à tout ! .. Je lui expliquai alors les ordres

Ils quittèrent Paris pour rentrer, l'un à Chambéry et l'autre à Nice, le 1^{er} février 1806. (1)

Grobert et François Masséna furent-ils entendus par le ministre Dejean ? C'est probable, mais, sans attendre l'avis des enquêteurs ni le rapport de son Ministre, l'Empereur, décidé à faire un exemple, destitua le général Solignac qui avait été mêlé à cette affaire et prit à l'égard de Grobert et de Masséna le décret suivant :

Police générale	Extrait des Minutes de la Secrétairerie
de l'Empire	d'Etat. Au Palais de Schœnbrunn, le
—	6 nivôse an XIV.

Napoléon, Empereur des Français, Roi d'Italie,

Sur le rapport du Directeur-Ministre de l'Administration de la Guerre, nous avons décrété et décrétons ce qui suit :

Article I

Les Commissaires des Guerres Grobert et Masséna sont destitués pour leur conduite en Italie.

de l'Empereur. Ses yeux étincelèrent de fureur ; il se maîtrisa pourtant et me dit ces mots que je n'ai jamais oubliés : « Tous les guerriers depuis Romulus ont fait leur fortune en versant leur sang pour leur pays. L'Empereur croit donc que nous ne nous battons que pour l'assurer sur le trône et donner un Royaume à ce freluquet de vice-roi d'Italie ? Ce n'est pas pour moi que je veux de l'argent ; Masséna n'a pas oublié qu'il fut soldat et vécut avec cinq sous par jour : je saurai vivre encore avec ma solde, mais le luxe nous a envahis ; l'Empereur nous a donné des titres, un rang à soutenir et mes enfants ont été élevés dans le faste qui sera un besoin pour eux ». Je cherchai à le consoler par des lieux communs ; je lui dis que les grands hommes de tous les temps avaient été persécutés ; je l'engageai à lire Plutarque à peu près comme le valet du joueur engage son maître à lire Sénèque. « Je le lirai, me dit-il d'une voix forte, mais je lirai aussi Tacite, entends-tu, Tacite », et en prononçant ces derniers mots, il me serra la main et je lus dans son âme qu'il trouvait cet acte de despotisme aussi cruel que ceux des Empereurs qui opprimèrent Rome ».

(Mémoires et souvenirs du général M. Lamarque, publiés par sa famille. Paris, H. Fournier jeune, 1835-36, T. 1, p. 320).

(1) Arch. nation. F. 7, 6470, n° 161. Rapport de police.

Article II

Le présent décret sera communiqué à tous nos Ministres pour que ces deux officiers soient à jamais exclus de toute place administrative.

Article III

Le Directeur-Ministre de l'Administration de la Guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

Signé : NAPOLÉON.

Pour l'Empereur, le Secrétaire d'Etat :

Signé : Hugues B. MARET.

Pour copie conforme :

Le Sénateur, Ministre de la Police. Signé : FOUCHÉ.

Par le Sénateur Ministre, le Secrétaire général du
Ministère de la Police générale :

Signé : SAULNIER (1).

Ce décret fut communiqué à tous les Ministres qui en accusèrent réception : notification en fut donnée à François Masséna en ces termes :

Administration de la Guerre
2^e Section
Bureau Particulier

Paris, le 10 janvier 1806.

Le Ministre, Directeur de l'Administration
de la Guerre.

A Monsieur François Masséna, Commissaire de la
Guerre, destitué, à Paris,

Je vous préviens, Monsieur, que par décret rendu au Palais de Schœnbrunn, le 6 nivôse an XIV, Sa Majesté l'Empereur et Roi vous a destitué pour votre conduite en Italie et a ordonné que vous soyez à jamais exclu de toute place administrative.

(1) Arch. nation. F. 7, 4375. (original) et F. 7, 4867 bis. (expédition).

En conséquence, vous ne faites plus partie du corps des commissaires de la guerre et vous n'avez plus droit à aucun traitement à partir de la date de votre destitution.

Je vous salue.

DEJEAN.

Ce n'était pas tout.

Par une lettre datée de Paris, le 25 avril 1806, le Ministre Dejean, informait François Masséna que :

L'Empereur ayant des pièces qui constatent, Monsieur, que vous avez reçu de la province de Padoue quatre-vingt mille francs pour le rachat de magasins de sel et de tabac que vous avez menacé d'emporter, m'a ordonné de vous écrire qu'il faut que vingt-quatre heures après la réception de la présente, cette somme soit rentrée dans la caisse des contributions de l'armée sous peine d'être poursuivi criminellement si vous apportez le moindre retard dans l'exécution de cette disposition.

Je vous notifie, en conséquence, les ordres de Sa Majesté et vous annonce que si, dans le délai prescrit, vous n'y avez pas satisfait et ne m'en avez adressé la preuve, immédiatement après, vous serez arrêté et mis en jugement.

Comme j'ignore le lieu où cette lettre vous sera remise, c'est dans la caisse du receveur général du département où vous vous trouverez que vous devrez faire dans le délai prescrit, le versement de la somme susdite.

Je vous salue.

Pour le Ministre de la Guerre,

Le Ministre, Directeur de l'Administration de la Guerre :

Signé : DEJEAN (1).

En même temps qu'il adressait cette lettre à François Masséna, le Ministre la faisait suivre de cette autre à l'adresse du Ministre de la Police générale :

Paris, le 25 avril 1806.

Je vous transmets ci-joint, Monsieur, deux lettres que j'adresse, par ordre de Sa Majesté Impériale, l'une à M. Gro-

(1) Arch. nation. F. 7, 6470, n° 161.

bert, l'autre à M. Masséna, ci-devant Commissaire des Guerres, qui s'étaient rendus à Paris et qui ont quitté cette ville, il y a environ deux mois. Le premier demeurait avant la guerre à Chambéry, le second à Nice,

J'adresse au commandant de la gendarmerie de ces deux villes une seconde expédition de cette lettre pour être remise à chacun de ces commissaires des guerres, mais comme il pourrait se faire qu'ils ne fussent pas rentrés dans leur domicile, je vous prie de donner des ordres pour découvrir le lieu où ils se sont retirés et pour que les lettres qui les concernent leur soient remises par une voie sûre et d'en faire tirer des reçus.

Je prie en même temps Votre Excellence de m'informer du résultat des ordres qu'elle aura donnés, afin que je propose ensuite à Sa Majesté telles mesures qui seront jugées nécessaires contre ces deux commissaires des guerres.

J'ai l'honneur de vous saluer.

Pour le Ministre de la Guerre,

Le Ministre, Directeur de l'Administration de la Guerre,

DEJEAN.

François Masséna n'eut rien de plus pressé que d'avertir son cousin le Maréchal de la décision de l'Empereur et de solliciter sa protection.

Il se refusa tout d'abord à payer la somme de quatre-vingt mille francs qui lui était réclamée, puis sa famille paya, sauf un reliquat de vingt-six mille deux cent quatre-vingt-huit francs dont l'Empereur sur la prière du Maréchal lui fit abandon (1).

(1) La lettre suivante du maréchal Masséna à son beau-frère H.-V. Galli, nous éclaire complètement sur l'attitude de François Masséna vis-à-vis des siens et sur les sentiments d'André Masséna à son égard :

« Cosenza (Calabre), ce 24 août 1806.

A M. Galli, législateur à Nice,

Je n'ai reçu qu'hier, mon cher Galli, votre lettre du 28 juillet.

J'apprends avec infiniment de peine tous les chagrins que mon respectable oncle a éprouvés et si peu mérités. F... a été inconséquent. Il m'a bien fait du mal, vous le savez mieux que personne. Qu'il soit ce qu'il doit être vis-à-vis de son père, pour moi, je le pardonne et qu'il n'oublie

Une note qui se trouve au dossier de François Masséna aux archives de la Guerre indique que celui-ci convint d'avoir reçu un effet de vingt-mille francs qu'il avait offert de verser entre les mains de son cousin après sa mission à Padoue et qu'il assura que celui-ci lui avait dit de garder pour ses frais de tournée.

Le décret impérial du 6 nivôse, an XIV, avait arrêté l'information ouverte en Italie sur les agissement de Groubert et de François Masséna ; l'affaire fut abandonnée et

jamais ce qui s'est passé. Cette leçon devrait le rendre plus prudent et plus sage.

Je cours toutes les Calabres de retour du siège de Gaëta. Je cherche par les moyens de vigueur et de douceur à les ramener à l'obéissance qu'elles doivent à leurs citoyens. J'espère dans peu tout calmer et pacifier. C'est un peuple bien féroce et vindicatif et encore loin de la civilisation.

Je vous remercie, mon cher Galli, de tout ce que vous avez fait pour ma femme et ma famille. Il était bien juste que vous fussiez au secours de votre femme et des vieillards (?) qu'une cause à laquelle ils étaient tout à fait étrangers.... à oublier.... des chagrins les plus cuisants. Ne doutez jamais de toute la part que j'y ai prise. Veuillez bien en convaincre mon oncle et ma tante. Mais que pouvais-je faire pour eux ? Vous savez aussi tous mes malheurs et certes, bien peu mérités.

Ecrivez-moi quelquefois, mon cher Galli, et assurez mon oncle et ma tante de ma tendre amitié pour eux. Bien des choses à ma cousine, votre femme. Beaucoup de caresses à votre petite famille. Ne m'oubliez pas auprès de mes sœurs et de leur famille et croyez à mon sincère attachement pour vous.

Le Maréchal MASSÉNA ».

De son côté, M^{me} André Masséna écrivant à H.-Vincent Galli, s'exprimait d'une façon plus véhémente :

« Ruel, ce 2 août 1806.

A Monsieur Galli, membre du corps législatif à Nice,

J'ai appris, mon cher cousin, avec bien du plaisir votre arrivée au sein de votre chère famille. Mais je suis peinée de ce que vous me dites que ma cousine soit malade, ainsi que le petit André. Il faut, mon cher Galli, lui faire changer d'air, celui que l'on respire à Nice, surtout dans la maison que vous habitez est pestiféré.

L'on apprend tous les jours quelque nouveau trait de la conduite de l'homme immoral dont nous avons été la dupe. Ce qui m'a le plus sur-

une lettre du prince Eugène au ministre Dejean, indique seulement « que ces deux commissaires sont les seuls contre lesquels la voix publique s'élève et que jusqu'à présent il n'a recueilli sur tous les autres que des renseignements favorables ».

Le commissaire ordonnateur Joubert ne fit pas le rapport promis et on n'eut pas non plus celui de la commis-

pris, c'est que votre beau-père qui ne peut qu'avoir été témoin de tout nous ait écrit d'une manière si pressante pour nous engager à faire des démarches dont je me repentirai toute ma vie. Cependant, je lui ai fait, mon compliment de ne plus être sous la tutelle d'une « catin » et d'une fille qui ne mérite que le mépris. L'on m'a assuré il y a deux jours qu'il venait d'arriver de nouveaux rapports sur son compte, et je ne serais point surprise qu'il fut encore recherché. Le Ministre de la Police que j'ai vu hier, m'a parlé d'une façon peu satisfaisante. Je vous assure que je rougis que l'on sache qu'il est mon parent, qu'il n'est point aimé de son pays et si vous pouviez lui faire dire de mettre un frein à sa mauvaise langue, vous lui rendriez service. A défaut, il lui en méserivera. Dites-moi s'il paie une pension à son (?) père et mère ?

Un porteur m'a apporté hier, à Paris, un habit et une veste pour vous, avec le bâton. Son mémoire se monte à cinq cent trente-cinq livres, quatorze sols, sur lesquels il compte que vous lui avez remis deux cent quarante livres. Dites-moi si vous êtes convenu du prix et si je puis lui payer ce qu'il réclame.

J'ai reçu des nouvelles du 15 de mon mari. Il n'est pas content. M. Andoul est toujours en état d'arrestation, l'innocent paye pour le coupable.

Vous aurez sans doute appris que Gaëta a capitulé après une douzaine de jours de siège.

Mille choses à ma chère cousine, embrassez vos chers enfants pour moi ; les miens me chargent de vous assurer qu'ils vous aiment beaucoup.

Adieu, mon cher Galli, donnez-moi de vos nouvelles et de celles de votre chère famille.

Suis, avec la plus tendre amitié, votre cousine.

Rosalie MASSÉNA ».

P. S. — J'ai reçu les savons ainsi que la caisse de vins et les gâteaux d'oranger. Faites agréer mes remerciements à ma chère cousine.

Et le 18 février, elle ajoutait : « Je suis fâchée de la conduite que François tient envers ses père et mère au souvenir desquels je vous prie de me rappeler.

(Arch. privées de la famille Masséna, vol. 2, pièce 131 bis, § 1).

sion d'enquête composée du général Favereau et du commissaire ordonnateur Leroux.

Après cette aventure, François Masséna revint à Nice. Il habitait encore en 1815 le quartier du port, non loin de son frère Philippe et vivait avec sa femme, ses six enfants et deux servantes, Catherine Verola et Marie-Anne Manda (1).

Après quelques années, il se retira à la campagne et alla habiter Levens, puis la Colle-sur-Loup (Alpes-Maritimes).

Deux ans passèrent. Le maréchal André Masséna, duc de Rivoli, prince d'Essling, avait été nommé par l'Empereur président du collège électoral des Alpes-Maritimes. Il essaya à cette occasion de faire bénéficier son cousin François d'une mesure de clémence et sollicita la révocation du décret impérial du 6 nivose, an XIV. Il s'en ouvrit d'abord au Ministre de l'Intérieur dans les termes suivants (2) :

Paris, le 9 février 1808.

Monseigneur,

Lorsque j'eus l'honneur de vous entretenir, hier, de Monsieur François Masséna, mon cousin germain, ex-commissaire des guerres, vous eûtes la complaisance de me promettre de vous occuper de son affaire dès que je vous en aurais eu écrit.

Un décret impérial du 6 nivôse an XIV, en le destituant de sa place de commissaire des guerres, l'a déclaré incapable de remplir aucune fonction à l'avenir, en même temps qu'un autre décret lui ordonnait de verser une certaine somme au Trésor public. Les bontés de Sa Majesté l'Empereur et Roi ont, il y a peu de temps, atténué la rigueur de ce dernier décret, mais le premier existe dans toute sa force et prive mon cousin, sinon

(1) Nice, arch. dép. M. 310, vol. 4, F^o 147. Recensement de la ville de Nice.

(2) Arch. nation. F. I. C. 3, Alpes-Maritimes (ancien).

de tous les droits du citoyen, du moins de ceux les plus chers attachés à cette qualité.

Il me serait infiniment douloureux lorsque j'irai présider le collège électoral du département des Alpes-Maritimes, de voir mon parent portant le même nom que moi, exclu de la liste des électeurs, dont il doit faire partie, ou s'il n'en était pas exclu de le voir jouir de moins de droits que ses collègues, les autres électeurs.

Comme tous les Ministres furent chargés de concourir à l'exécution de ce décret, j'ai lieu de croire que Votre Excellence pourra me rendre le service de faire les dispositions nécessaires pour en obtenir la révocation ou si cela n'entre pas dans les attributions de ce Ministère, de m'indiquer les démarches qu'il faudra faire.

Je lui serai infiniment reconnaissant de tout ce qu'elle voudra bien faire pour cet objet.

Le Maréchal de l'Empire :

MASSÉNA.

A la suite de cette lettre, la question fut étudiée et un rapport présenté à l'examen de l'Empereur le 2 mars 1808. La conclusion juridique était que François Masséna n'avait point perdu sa qualité d'électeur et de membre du collège électoral des Alpes-Maritimes, qu'il pouvait même être candidat sauf au Conseil général et au Conseil d'arrondissement.

L'Empereur après avoir pris connaissance de ce rapport, et malgré l'insistance du Ministre fit inscrire sur le dossier de l'affaire cette note : « Rien à faire, le décret n'ôtant pas la qualité d'électeur ». La décision fut portée à la connaissance du maréchal qui, dépité, indiqua alors qu'il n'irait pas présider le Collège électoral de son département cette année-là. M. Dubouchage, préfet des Alpes-Maritimes, en exécution des dispositions de l'article 9 du règlement du 13 mai 1806, confia la présidence du collège à M. J.-B. Sauvaigue, conseiller de préfecture.

A la suite de toutes ces affaires, François Masséna, qui s'était fâché avec les siens, paraît avoir été en froid avec son cousin le maréchal dont il payait les bontés en ingratitude. Il lui reprochait sans doute de ne pas avoir réussi à le faire replacer dans son poste comme Grobert, son collègue, le fut plus tard.

Le maréchal avait pourtant pour lui une grande affection. Dans une lettre adressée à H. V. Galli, il disait : « Depuis longtemps, je ne reçois pas de nouvelles de François ; est-ce qu'il ne peut m'écrire sans me parler affaires qui doivent nous être tout à fait étrangères ? » (1).

Vint la chute de l'Empire, la Restauration, la Révolution de 1830.

Le maréchal était mort en 1817, François Masséna avait soixante-huit ans ; de La Colle, il écrivait au général Gérard, Ministre de la Guerre, la lettre suivante, dont il convient de savourer les termes :

Secrétariat Général

N° 1934

488

19 Septembre 1830

à La Colle, près Vence,

le 4 septembre 1830.

Mon Général,

Les heureux évènements de juillet dernier dans lesquels s'il était possible d'augmenter votre gloire, vous auriez acquis l'illustre nom de grand citoyen français, me font recourir à l'honneur de votre bienveillance.

Seul reste du nom de la famille de feu Monsieur le Maréchal Masséna, Monsieur le duc de Rivoli excepté, je fus destitué de la place de commissaire des guerres que j'exerçais depuis vingt ans, ayant toujours servi sous les ordres de Monsieur le Maréchal Masséna, mon cousin germain. Oserai-je, mon Général,

(1) Paris, arch. privées de la famille Masséna, vol. 1, pièce 86.

vous supplier de me faire réintégrer, ou bien me faire donner une place où je puisse terminer, en servant mon pays, une carrière qui ne fut interrompue que parce que la franchise de mes opinions politiques déplut au chef de l'Etat (!...)

J'ai un fils âgé de vingt-trois ans. Jamais, sous le Roi fugitif, je ne lui ai permis de demander à entrer dans une administration, mais aujourd'hui je serai fier de le voir employer quelques faibles talents au service de notre belle et héroïque France.

Vos sentiments pour feu Monsieur le Maréchal Masséna me font espérer que vous daignerez accueillir favorablement la grâce que je vous demande et que mon fils, sinon moi, sera mis à même de servir son pays. La belle et noble direction que vous avez imprimée aux affaires me font croire que, plus heureux que moi, mon fils pourra travailler tout à la fois, pour le bonheur du peuple et dans l'intérêt de notre Roi citoyen.

J'ai l'honneur d'être avec respect, mon Général, votre très humble et très obéissant serviteur.

François MASSÉNA, ancien Commissaire des Guerres.

Cette lettre resta sans réponse.

A partir de cette époque, on perd la trace de François Masséna et celle de son fils André, engagé au 26^e chasseurs à cheval, le 8 décembre 1810.

Nous n'avons pas non plus de renseignements sur les six enfants nés de son second mariage.

*
* *

Ferru et Grobert, commissaires des guerres à l'armée d'Italie, ont été mêlé de très près, comme on l'a vu, à la vie de François Masséna. Nous croyons utile de donner ici sur chacun de ces personnages quelques notes biographiques.

*
* *JEAN-JOSEPH FERRU ⁽¹⁾

Commissaire des Guerres

C'est encore une figure bien singulière que celle de Jean-Joseph Ferru natif de Toulon et révolutionnaire ardent. D'opinion républicaine, il eut au moins le mérite rare à son époque de garder ses convictions, même sous l'Empire et la Restauration, de n'accepter aucune place sous ces régimes d'autocratie et de joindre quelquefois les actes aux paroles, ce qui lui valut de passer en prison la moitié de son existence. Néanmoins, ce fut un pur et il ne paraît pas que la question d'argent ait jamais été le mobile de ses actions, tout au moins de celles où il fut compromis.

Ferru, dans sa jeunesse, fut ouvrier savonnier et nous avons déjà dit que c'est à Toulon qu'il rencontra François Masséna. Très connu dans les milieux populaires, où il prenait souvent la parole, on l'avait surnommé, à cause de sa fougue, « l'oiseau de proie » et « l'orateur du peuple ». Electeur de 1789, et membre des premières assemblées primaires, il se signala si bien à la réaction que le 23 mars 1789, il fut décrété de prise de corps par le Parlement d'Aix et ne dut son salut qu'à l'insurrection de Juillet qui le rendit à la liberté. Membre du Club des Jacobins de Toulon, il dut s'enfuir en 1791 pour ne pas être arrêté de nouveau et vint à Marseille où la société populaire l'accueillit et le chargea de répandre la bonne parole dans les départements voisins. Les troubles de Provence éclatèrent. Ferru se joignit aux trois mille marseillais qui, le 26 février 1792, arrivèrent à Aix avec six

(1) Ferru est différemment orthographié suivant les pièces ; on le trouve écrit successivement : Férus, Ferruts, Ferrut ; nous avons adopté l'orthographe de son mémoire justificatif.

canons et désarmèrent dans sa caserne, sans effusion de sang, grâce au sang-froid du général Barbentane, le 63^e régiment suisse d'Ernest ; Ferru est encore avec les mêmes marseillais qui, après s'être avancés vers Salon où ils furent arrêtés par les commissaires de l'Assemblée, et quelques troupes, se portèrent sur Arles le 29 mars 1792 avec dix-neuf pièces de canon et s'emparèrent de la ville.

Après cette échauffouré, Ferru revint à Toulon où il fut désigné comme commissaire, « pour procéder à la levée en masse, en exécution du décret proclamant la patrie en danger ». On le retrouve quelques mois après commissaire du département du Var pour l'approvisionnement des vivres et, enfin, il est nommé commissaire provisoire des guerres à l'armée du Var, le 28 juillet 1792, par les Commissaires de la Convention : Gasparin, Lacombe-Saint-Michel et Rouyer.

Le 10 août 1792, il arrive à Grasse, où ainsi que l'administrateur des guerres Chabert, il fait enregistrer ses pouvoirs (1). Quelques jours plus tard à la suite de troubles et de la pendaison de deux prêtres à Antibes, Ferru se rend dans cette ville pour informer sur ces événements avec le président Mougins et le lieutenant-colonel d'état-major Rivas. Il affiche la proclamation suivante :

Citoyens,

La Patrie est en danger. Un des décrets de l'Assemblée Nationale vous l'a déjà annoncé. La suspension du Roi et les événements du 10 août vous prouvent assez que les ennemis de la chose publique cherchent à tromper le peuple.

Enfants de la Patrie, citoyens soldats et soldats citoyens, obéissez à vos chefs, déposez vos haines et que notre arrivée soit un jour de triomphe pour la ville et les citoyens d'Antibes.

(1) Tisserand « La Révolution dans les Alpes-Maritimes », p. 109.

C'est à la clarté des flambeaux qu'on lut cette affiche ; la ville illumina (1).

Le calme étant revenu, Ferru retourne à Grasse. On le retrouve aux côtés du général en chef, lors de l'entrée de nos troupes à Nice et l'on sait déjà comment, à la suite des plaintes nombreuses contre d'Anselme, François Masséna et lui-même, il fut décrété d'arrestation (14 février 1793) (2).

C'est à Marseille qu'il connut la mesure prise contre lui ; il se constitua spontanément prisonnier et fut conduit à Paris où, de même que le général d'Anselme (3), il rédigea le mémoire suivant pour justifier sa conduite.

MÉMOIRE JUSTIFICATIF DU CITOYEN FERRU

DE TOULON

Commissaire des Guerres, Employé à l'Armée du Var (4)

Un exposé simple et fidèle de la conduite de Ferru, Commissaire des Guerres, suffit à sa justification et détruit le tableau peint avec les couleurs de la prévention et de l'exagération dans le rapport fait à la Convention le 31 janvier dernier, par ses commissaires à l'armée du Var.

Ferru dira avec franchise et vérité ce qu'il est, ce qu'il a fait, ce qu'on lui impute ; et de ce rapprochement résultera l'injustice du traitement qu'il éprouve, et la nécessité de le rendre à son état.

(1) Tisserand « La Révolution dans les Alpes-Maritimes », p. 112-113.

(2) Arch. administ. de la Guerre. Dossier Ferru, commissaires des guerres, employé à l'armée du Var.

(3) Voir « Le Général d'Anselme à la Barre de la Convention », par A.-J. Rance-Bourrey. Bulletin de la Société des Lettres, Sciences et Arts des Alpes-Maritimes, cinquantième (1852-1911).

(4) Arch. parlementaires. Tome 72, 1^{re} série, p. 467. Annexe 3, Convention nationale. Séance du lundi 19 août 1793.

Ferru, lors de la convocation des Etats généraux en 1789, jouissait déjà de la confiance publique. Membre des premières assemblées populaires, il en rédigea les cahiers et annonçant déjà l'énergie d'un caractère ennemi du despotisme et de l'oppression : électeur de 1789, il n'hésita point à seconder ces mouvements révolutionnaires dont l'ancienne Provence donna les premiers exemples et dès le 23 mars 1789, il fut en butte aux persécutions de partisans des anciens abus. Un premier décret de prise de corps décerné par le ci-devant Parlement d'Aix fut le prix de son patriotisme. L'insurrection générale du mois de juillet vint le soustraire à une condamnation capitale, en arrachant le glaive de la main de ses juges despotiques. Ferru, rendu à ses concitoyens fut toujours constant dans la carrière révolutionnaire, l'un des créateurs du Club de 1789, toujours uni à celui des Jacobins de Paris, l'une des victimes que les ennemis de la municipalité patriote de 1791 choisirent pour les objets d'une procédure monstrueuse concertée entre un tribunal et un département gangrenés d'aristocratie, mis en fuite par un nouveau décret de prise de corps, il fut accueilli et protégé par la Société de Marseille, qui le nomma membre d'une commission pour établir dans les départements circonvoisins, des sociétés correspondantes au nombre de soixante et onze. Ferru se joignit à l'armée marseillaise lors de son expédition à Aix pour le désarmement du régiment Suisse d'Ernest et à Arles, pour la réduction de cette ville rebelle.

Lorsque le décret qui déclara la Patrie en danger provoqua une levée extraordinaire des gardes nationales, le département du Var, sur la présentation de la commune de Toulon, nomma Ferru l'un des commissaires pour, conjointement avec ceux du département des Bouches-du-Rhône, procéder à cette levée et répandre dans les contrées qu'ils étaient obligés de parcourir, les vrais principes de la Révolution.

Lors de l'insurrection du 28 juillet, qui renversa la tyrannie d'un département absolu, comme celle du 10 août, postérieure de treize jours, renversa la royauté, Ferru se glorifie de s'être montré avec courage et péril, et peu s'en fallut que dans le désordre inséparable d'un tel mouvement, il ne fit le sacrifice de sa vie.

Nommé pour la seconde fois commissaire du département pour l'approvisionnement des vivres et munitions nécessaires à l'armée du Var, des succès répondirent à son zèle.

Les Commissaires de la Convention, Gasparin, Lacombe-Saint-Michel et Rouyer le trouvèrent en activité auprès de l'armée du Var et conçurent l'idée de l'attacher à cette armée comme un homme qui lui avait rendu les plus grands services et qui pouvait la servir encore utilement.

Ils le nommèrent provisoirement commissaire des guerres auprès de cette armée et cette nomination, en date du 28 juillet, que Ferru ne sollicita point, fut à la fois le prix de ses services et le moyen de les continuer.

C'est à travers les épreuves et les périls de la Révolution, c'est après quatre années d'un patriotisme dont le caractère personnel prononcé dès l'aurore, s'est constamment soutenu dans toutes les périodes, que Ferru parvient à une place qu'il a remplie malgré la calomnie, en patriote ardent et actif, en administrateur prudent et désintéressé.

Après avoir retracé ses titres révolutionnaires, Ferru va présenter le tableau non moins satisfaisant de sa conduite administrative.

Ferru, privé de ses papiers ne peut cependant que retracer d'une manière imparfaite les diverses opérations dont il a été chargé ; mais il invoque avec confiance le témoignage des commissaires de la Convention et ceux des généraux, des commissaires Gasparin, Lacombe et Rouyer, qui l'ont nommé ; Aubry, Isnard et Despinassy qui lui ont expédié une ordonnance de paiement pour ses appointements et le paiement de ses frais de bureau, ordonnance restée entre les mains du général d'Anselme qui, par une lettre écrite en octobre, avait approuvé sa conduite ; qui, le 3 novembre le fit charger par une lettre de l'Adjudant général au général Barral des premières informations contre les coupables des excès commis à Saint-Martin ; qui dans son mémoire, page 24, rend témoignage à l'activité avec laquelle il avait exécuté les ordres du général Barral, pour les arrestations faites à Levens ; du général Brunet, sous les ordres duquel il fut chargé d'une expédition à Villefranche

d'après les instructions qui lui furent expédiées le 30 septembre par le commissaire ordonnateur de l'armée du Var; du général Barral à la division duquel il fut attaché dans les deux expéditions qui eurent lieu le 17 octobre à Aspremont et le 31 à Lovenzo. L'analyse de ces procès-verbaux de ces expéditions dont les minutes sont restées entre les mains de Ferru, suffira pour prouver à la fois son activité et son exactitude et pour repousser d'avance les couleurs sous lesquelles on a peint sa conduite.

A Aspremont, le 17 octobre, il se concerta avec la municipalité et la force armée pour y maintenir le bon ordre, remédier au pillage du château, et assurer la subsistance des troupes. Le lendemain à Saint-Martin, même succès, recherche de six bœufs appartenant à des émigrés qu'il fit conduire à Nice; à la Rochette, vente du vin du ci-devant seigneur et du curé, qui avait suivi l'ennemi, au prix de 480 livres pour chaque partie, faite au comptant et au plus grand avantage de la Nation; découverte de six bœufs appartenant au seigneur qu'il fait marcher sur Nice; à Levens, il trouve le général Barral et se range sous ses ordres; il fait l'assiette du logement et pourvoit à la subsistance des troupes d'une manière qui les satisfait et n'excite aucune réclamation; une partie du pain se trouvant gâtée, il en fait fabriquer par ordre de la municipalité qui y satisfait avec empressement; il fait envoyer un dragon d'ordonnance à Nice pour qu'on délivre des magasins d'artillerie mille pierres à fusil, nécessaires au détachement du général Barral; le 19, il s'occupe à faire renfermer le pain que la municipalité de Levens a fait fabriquer; il fait publier une proclamation du général d'Anselme pour encourager les habitants à porter du foin et de la viande à Nice en échange d'une livre de sel pour chaque livre de foin et de cinq livres de sel pour chaque livre de viande; il s'occupe de l'arrivée d'un secours en médicaments et officiers de santé et du logement du 4^{me} bataillon du Rhône et Loire, aux besoins duquel il pourvoit entièrement. Le soir même, sur une fausse alerte, il fait charger les subsistances et les effets sur la brigade des mulets du détachement et s'occupe de la conservation des espèces qu'il avait reçues; le 20, départ pour Lantousca; logement des troupes à leur satisfaction. Con-

vocation de la commune de Rocabillièrre, la Boulaines, Belvers et Saint-Martin ; le 21, vœux et serments d'union à la République, fixation de leur contribution en subsistance à trois cents bœufs, quinze cents moutons, trois mille brebis, cent mulets, chargés de blé, orge ou seigle, six cents quintaux de foin, mille chèvres ; recommandation à ces municipalités de n'apporter aucun retard dans leurs livraisons et demande à celle de Lantousca, d'une fabrication de pain. Le 22, livraison de ce pain, mesures pour la subsistance d'un détachement de deux cents hommes, commandés pour favoriser l'arrivée des bestiaux, commission donnée à Masséna d'aller avec ce détachement dans une maison d'émigré pour en assurer le mobilier, distribution de viande, arrivée de bestiaux et départ d'un convoi pour Nice, attendu l'insuffisance des écuries de Lantousca ; remise par un officier du détachement ; arrivée de trois mulets chargés de viande et dix mulets chargés de pain. La viande s'étant trouvée pourrie et le pain altéré, rebut d'après un procès-verbal particulier ; le 23, distribution de viande et de pain, envoi à Nice des bestiaux et des grains qui arrivaient en quantité : ordre pour le départ du détachement, recherches des impositions dues au Roi de Sardaigne ; remise par le Receveur d'une somme de six mille livres dont cinq cent quarante-huit livres douze sous en monnaie de France et cinquante et une livres et huit sous en monnaie du Piémont ; visite de la maison d'un officier de milice émigré ; distribution à la troupe d'environ deux quintaux de pommes et trois quintaux de châtaignes, trouvées chez lui, vente de son vin à deux cent quarante livres. Le 24, départ pour Utel, demande de transports aux municipalités de Lantousca et Rocabillièrre, arrivée à Utel le 25, recette de sept cent soixante-quinze livres douze sous données en acompte par le receveur des impositions du Roi de Sardaigne, assiette et subsistance des troupes et retour à Nice avec le général Barral. Six jours après avoir pris les mesures nécessaires pour la subsistance du département composé de vingt-cinq mille hommes et d'un premier envoi de dix-huit mulets et un deuxième de cinquante pour les besoins de cette armée, promis par le commissaire ordonnateur et après s'être assuré par une réquisition de foin existant dans les greniers de la

ci-devant marquise de Grimaldy ; le premier novembre, attaque près de Lantosca et compte rendu au général Anselme et à l'ordonnateur Eyssautier des besoins de l'armée. Le 2, réquisition à la municipalité pour faire tuer des bœufs et fabriquer du pain ; le 3, nouvelle lettre pressante au préposé des subsistances, ordre envoyé par le général Anselme, à l'effet d'informer sur les excès commis par les troupes, à la commune de Saint-Martin ; expédition des rations au bataillon de l'Aude, interrogation de trois hommes suspects mis en prison pour être traduits à Nice ; le 4, réquisition à la municipalité pour faire tuer des bœufs avec promesse renouvelée que sur les bons des quartiers-mâtres, la fourniture de viande serait exactement payée. Départ pour Lovenzo, distribution de pain pour deux jours, demande à la municipalité d'Utel de mulets de transport pour les munitions de guerre et de bouche et par le défaut de mulets nécessité de laisser à Utel quarante-huit boisseaux d'avoine, deux cent huit rations de pain pétri et non cuit, sept cent vingt rations de pain en partie brisé par le transport ; quatre sacs de riz, un sac de haricots et un sac de pois. Le 5, vérification de farine suffisante pour la fabrication, mais défaut de fourrages et réquisitions aux municipalités de Tourettes et d'Apremont pour deux cents rups chacune et à celles de La Roquette et de Saint-Martin pour cinquante chacune ; lettre au général Anselme pour pourvoir à l'habillement des volontaires de la compagnie franche. Le 6, ordre de conduire à Nice les trois savoyards arrêtés à Utel. Plainte du meunier de Levenzo sur les violences commises à son égard par neuf hommes, dont deux reconnus et désignés. Le 7, ordre du général d'Anselme pour garder les prévenus du délit. Le 8, arrestation d'un délinquant et réquisition pour sa garde. Le 9, nouvelle lettre, toujours plus pressante pour la fourniture des fourrages et demande de retourner à Nice auprès du général, demande pour le paiement des dragons porteurs des dépêches. Le 10, arrivée de soixante-quinze quintaux de fourrage et deux cent quatre-vingt-huit boisseaux d'avoine et assurance tranquillisant pour le service de cette partie ; vérification du pain et sur sept mille huit cent quarante rations, quatorze cents rebutées comme gâtées. Le 15, arrivée de Masséna, commandant le 2^e bataillon du Var,

chargé d'une permission du général pour retourner à Nice, arrangement pris pour assurer les besoins de la troupe ; invitation à la municipalité pour renouveler la paille des quartiers et pour l'amélioration des logements ; soins pris pour assurer la subsistance et la régularité des convois et départ pour Nice.

Tel est le tableau fidèle et détaillé extrait des procès-verbaux des deux expéditions dans la vallée de la Vézombia, rapprochons-les du seul passage du rapport des commissaires, où il soit question de Ferru : « Ferru, dit le rapporteur, commissaire des guerres, aidé de Masséna, capitaine des guides, fouillaient les maisons et chargeaient les mulets à leur suite de tous ce qu'ils pouvaient emporter. Malheur à l'homme économe et laborieux auquel ils soupçonnaient une somme d'argent ; le sabre sur la gorge, ils lui faisaient avouer où reposait le fruit de ses épargnes et de ses travaux ; ils l'arrachaient avec violence et se glorifiaient de ces honteuses captures ; les généraux avaient au nom de la discipline forcé les gardes nationales à pratiquer ces barbares exécutions. » La réponse à ces violents reproches est dans les procès-verbaux ci-devant analysés.

Ordre du 30 septembre pour s'emparer des trésors civils et militaires, contributions levées en force armée en nature et en argent, somme de trois mille cinquante livres exactement envoyée à la caisse du payeur général, convois de bestiaux et de grains subsistances assurées, comptabilités épurées par les précédents commissaires, procès-verbaux détaillés, nulle relation avec Masséna, ordre des généraux, concert avec les chefs de bataillon, satisfaction entière et conduite pure, reconnue telle.

Voilà la vérité opposée à l'exagération et prouvée par les pièces ; « mais, continue le rapporteur, les bataillons employés à ces barbares exécutions ont fait parvenir à vos commissaires le cri de leur indignation. Les coupables des excès que Ferru avait eu ordre de poursuivre, sont les seuls au nombre de 30 ou 40 qui par vengeance se sont travestis en dénonciateurs, et c'est dans l'acquit de son devoir que Ferru a trouvé la cause de sa perte.

Les coupables, effrayés de notre arrivée, profitèrent de cette

époque pour fuir, et l'état-major a fait évader Ferru au moment où nous avions donné l'ordre de l'arrêter ».

Ferru, dénoncé aux sociétés de Marseille et de Toulon, dont il était une des plus fortes colonnes, par des ennemis qu'il s'était faits en remplissant ses devoirs, demande un permis pour courir s'y justifier, il l'obtient le 23 novembre, mais instruit qu'une colonne se portait sur Sospello pour le rejoindre, il se met en marche avec elle et le général La Houillère le destina à se porter sur le Mont-Gros pour y établir un camp et pourvoir aux besoins de la troupe. L'ennemi chassé et le général revenu à Nice, Ferru profite de la permission qu'il avait obtenue, et se rend à Toulon et à Marseille, où il trouve les commissaires et n'hésite point à se présenter devant eux. Est-ce là la conduite d'un fugitif et d'un coupable ?

« Ferru, continue le rapporteur, d'après la déclaration du payeur de l'armée, n'a jamais été ni breveté ni employé sur les états de l'armée ». Les commissaires l'ont nommé, le Ministre a confirmé sa nomination, les seconds commissaires ont admis son paiement, il ne l'a jamais reçu, voilà la vérité ; le non emploi fait par le payeur lui est étranger et nuisible, voilà tout. « Il est prouvé, dit-il enfin, qu'il a reçu des ordres directs du général pour diriger des opérations importantes. Il n'a donc agi que d'après ces ordres. Il a agi avec exactitude et cela suffit à son entière justification ; ce rapport ainsi analysé ne présente ni faits, ni preuves. Ferru a-t-il besoin de combattre des chimères abandonnées par le silence du rapporteur ? Parlera-t-il d'un prétendu viol dont il n'existe aucune plainte de la part de la partie intéressée ? De prétendus enlèvements de bestiaux, tandis qu'il est prouvé par pièces authentiques que ceux fournis par les communes, l'ont été d'après les ordres des généraux, et ont été exactement envoyés à Nice ? Ferru a donc été accusé calomnieusement et sans fondement ; il doit donc être honorablement acquitté et pleinement indemnisé. C'est là la dette de la justice qu'il réclame avec confiance comme le prix du civisme.

Signé : FERRU,

Les dires de Ferru furent d'ailleurs corroborés par le général d'Anselme dans son second mémoire justificatif en réponse aux accusations de Collot-d'Herbois (1) et qui s'exprime ainsi en ce qui concerne Ferru :

Ferru, qui était à l'évent (Levens) ne m'a pas été dénoncé par le général Barral, et je ne devais pas pour cette raison le présumer coupable. Si les commissaires (Collot d'Herbois, Goupilleau et La Source) m'eussent fait connaître l'intention où ils étaient de le faire arrêter comme ils l'avaient fait à l'égard de Masséna François, l'un n'eût pas plus échappé que l'autre.

et à propos de la situation non officielle de Ferru aux armées signalée par Goupilleau, il réplique :

Est-il bien étrange que Ferru, nommé par les commissaires de la Convention au mois de novembre, ne fut pas encore confirmé ? Les commissaires ne l'ont nommé que sur le besoin d'un commissaire de guerres. N'est-ce donc qu'à l'armée du Var que des fonctionnaires provisoires ont été mis en fonctions ; je ne dirai pas avec une autorité illégale, mais seulement sous celle du général ? Au surplus, le commissaire ordonnateur n'a confié à Ferru que des opérations de détail relatives à son état comme distribution et fournitures...

Le Comité de la guerre de la Convention nationale avait chargé le représentant Poultier de l'examen du volumineux dossier concernant l'affaire d'Anselme-Ferru. Après l'avoir minutieusement dépouillé, il rédigea un long rapport très étudié et très documenté qui concluait à la mise hors de cause des deux inculpés. Voici la partie de ce rapport qui intéresse plus particulièrement Ferru.

(1) Voir le rapport de Collot-d'Herbois contre d'Anselme, Ferru et Masséna, cité au chapitre précédent François Masséna.

RAPPORT DE POULTIER ⁽¹⁾

.....

On accuse d'Anselme en second lieu d'avoir fait enlever les bestiaux des habitants du Comté de Nice sans les indemniser.

Il fallait faire vivre l'armée et le traître Montesquiou l'avait laissée dans le plus grand dénuement. Ferru, homme très actif, nommé commissaire par les Députés de la Convention, fut chargé d'assurer la subsistance des troupes ; il s'empara de six bœufs appartenant à des émigrés, il fit publier une proclamation du général pour encourager les habitants à porter du foin et de la viande à Nice en échange d'une livre de sel pour chaque livre de foin et 5 livres de sel pour chaque livre de viande. La lenteur d'arrivée des vivres, l'indifférence et la mauvaise volonté des niçois, enfin la famine qui se faisait sentir dans l'armée, obligea le commissaire Ferru sur l'ordre qu'il en avait reçu de fixer des livraisons en subsistances, cette mesure réussit et l'armée se trouva bientôt ravitaillée. Cependant pour opérer un pareil miracle peut-être a-t-on employé des violences qu'il est impossible de justifier ; le général Anselme sur les réclamations de vos commissaires employa la vigilance la plus active pour les réparer ; il devança même l'ordre des commissaires ce qu'il prouve par ses lettres au général Barral datées des 2 et 9 novembre. Il fit publier que les denrées et les bestiaux pris seraient rendus ou payés de gré à gré, ce qui fut exécuté.

Une proclamation avait ordonné qu'ils (les barbets) rentrassent dans leurs foyers et leur désarmement ; quatre sont arrêtés vers Levens, accusés de contravention à cet ordre ; le procès-verbal prouve que deux le sont assez légèrement.

Personne n'ignorait à l'armée qu'on animait les soldats contre ces militaires. qu'on leur annonçait comme des espions, harcelant nos troupes et tuant nos ordonnances sur les routes.

(1) Arch. nation papiers du comité de la guerre A D XXIII C. 305, in-8° de 23 pages, imp. nationale, sans date.

Quatre, dis-je, sont arrêtés aux environs de Levens par les ordres du général Barral et les diligences du citoyen Ferru, faisant fonctions de commissaire des guerres ; ils arrivèrent à Nice escortés par des dragons du 18^e régiment qui avaient mis des lauriers à leurs casques. Cet appareil ne contribua que peu à former un prompt rassemblement . . . (les quatre prisonniers sont massacrés par la foule)

On l'accuse (d'Anselme) encore d'avoir destitué arbitrairement des officiers, de s'être servi de Ferru en qualité de commissaire des guerres sans y être autorisé. Des pièces authentiques prouvent que ces destitutions et les remplacements ont été faits et signés par les commissaires de l'Assemblée législative et de la Convention qui ont aussi donné à Ferru le caractère provisoire de commissaire des guerres.

.

Depuis la Révolution nos généraux ont été tour à tour l'objet de l'adoration ou de la défiance ou de la calomnie ou du découragement ou de la jalousie ou des inculpations les plus graves. Ils ont entraîné dans leurs chutes fréquentes des acteurs secondaire et c'est ainsi que la disgrâce de Ferru a suivi celle du général Anselme ; il me reste à dire un mot de ce citoyen :

Ferru a fourni des procès-verbaux des expéditions qu'il a faites au nom des généraux, sous les ordres desquels il se trouvait. Si l'on en croit ses accusateurs, ce commissaire est bien coupable et d'un autre côté, d'après la lecture de sa justification qui nous a été distribué dernièrement, on ne peut s'empêcher de le considérer comme un homme dont la grande activité a sauvé l'armée du Var de la famine et des maux qui ensuivirent.

Cet homme qui pendant quatre années a joui d'un grand rôle dans la révolution de son pays, y fut toujours regardé et poursuivi comme l'apôtre le plus ardent de la liberté, et cependant si l'on en croit les diverses accusations, il fut l'agent principal des exactions les plus criantes, des spoliations les plus criminelles et en général de toutes les horreurs dont se sont plaints les habitants des montagnes. Ces plaintes quoique fondées ont été exagérées et le rapporteur de votre comité a vu dans ces inextricables contradictions que Ferru n'a agi que d'après des

ordres constatés par des procès-verbaux. Il fallait faire vivre l'armée et l'état de pénurie où elle se trouvait, affaiblit les reproches qu'on pourrait lui faire. Si quelque chose peut expier à vos yeux ce qu'il a de répréhensible dans sa conduite, ce sont les six mois de détention qu'il a supportés sans pouvoir faire entendre ses réclamations auprès de vous. Être privé pendant six mois de la liberté, pour un français, est une punition rigoureuse, ce qui peut effacer bien des fautes. Ces considérations ont engagé votre Comité de la guerre à vous proposer le projet de décret suivant :

Projet de Décret :

La Convention nationale décrète qu'il n'y a point lieu à accusation contre le général Anselme ni contre le commissaire Ferru.

En juillet 1793, le représentant Poultier ayant été envoyé en mission dans les départements, le Comité de la Guerre choisit un nouveau rapporteur qui fut Le Carpentier. Celui-ci se mit à la besogne et étudia à nouveau l'énorme dossier de ces deux affaires.

Le 19 août 1793, il disjoignit l'incident de Férus de celui du général d'Anselme et présenta à la Convention le rapport très bref et très concis qui suit :

Compte-rendu du Moniteur Officiel (1)

— Le Carpentier : Sur le récit de quelques faits qui vous furent exposés dans la séance du 31 janvier dernier (2) par Collot-d'Herbois, vous avez décrété l'arrestation du citoyen Ferru, commissaire des guerres. Dans le rapport qui vous fut fait,

(1) Arch. parlement. 1^{re} série, T. 72, p. 441. *Moniteur Universel* du mardi 20 août 1793, p. 987, collection 3. Voir aussi le *Journal des Débats et des Décrets*, n° 335, p. 258. *L'Auditeur National*, n° 332, p. 5 ; *Journal de Perlet*, n° 332, p. 146 ; *Journal de la Montagne*, n° 79, p. 530, col. 2.

(2) C'est une erreur ; le rapport de Collot-d'Herbois fut fait dans la séance du 14 février au soir (voir arch. parlement., 1^{re} série, T. 63, p. 338) Ferru fut décrété d'accusation dans la même séance (ibid., p. 545).

Ferru se trouve inculpé d'avoir, dans ses expéditions, qui avaient pour objet d'assurer l'existence de l'armée, cantonnée à Nice, et commandée alors par le général d'Anselme, requis, et fait exécuter des actes de violence, des fouilles de maisons, des enlèvements d'argent et de bestiaux et d'avoir pour ces résultats été dénoncé par le bataillon même qu'il avait employé à ces barbares exécutions.

Les faits sont graves, sans doute, mais si ces vexations n'ont été exercées que sur des biens d'émigrés, sur des caisses des contributions du tyran de la Sardaigne, et si elles ont produit des subsistances à l'armée alors à la très grande détresse, la légitimité des motifs et l'utilité des résultats semblent couvrir le mode très ingénieux des procédés.

D'ailleurs, il paraît. . . . que Ferru dans toutes ces opérations s'est adjoint les autorités civiles pour s'appuyer et seconder ses perquisitions et ses moyens d'approvisionnement. D'une part, il a versé dans la caisse de l'armée le produit des ventes des objets trouvés chez les émigrés, de même que le montant des contributions qu'il a trouvé dans les bureaux. Si Ferru s'est permis quelques vexations que les circonstances semblaient légitimes, il a bien expié cet écart par six mois de détention. S'il faut parler du caractère civique de Ferru, il a été un très ardent révolutionnaire de son pays, et dans le tableau comme dans sa vie privée et publique, il n'entre aucune nuance d'incivisme ou d'improbité. Ces diverses considérations déterminent votre comité de guerre à vous proposer le décret suivant :

La Convention Nationale, après avoir entendu le rapport de son Comité de la guerre sur l'affaire du citoyen Ferru, commissaire des guerres, employé à l'armée du Var, mis en état d'arrestation en conséquence du décret du 31 janvier dernier (1) décrète qu'il n'y a pas lieu à accusation contre le citoyen Ferru et qu'il sera mis sur le champ en liberté.

(1) C'est une erreur de date ; Ferru avait été mis en état d'arrestation par décret du 14 février 1793, rendu sur un rapport de Collot-d'Herbois, (V. arch. parlem. T. 58, p. 515).

Ce décret fut adopté par la Convention et Ferru fut relâché.

Si l'on en croit les rapports de police qui sont au dossier de Ferru (1) celui-ci serait resté à Paris depuis sa libération jusqu'en l'an IV. Il était dans la capitale commissaire des Comités du gouvernement et était payé de ses deniers comme étant le chef des comités insurrectionnels des faubourgs Saint-Antoine et Saint-Marceau ; il ne voulut jamais occuper d'emploi sous le Consulat et le Gouvernement impérial, son opinion étant pour la République. Quelques années plus tard, au mois de fructidor, an IX, le Ministre de la Guerre signale au Ministre de la police « les nommés Ferru, ex-commissaire, Horace Molin, Laterre Bernard et Guick », détenus par son ordre à Fenestrelle pour qu'ils soient interrogés sur les troubles dont ils ont été les auteurs à Milan et sur la part qu'ils ont prise à la révolte des Polonais (2).

Après cette affaire, on n'entend plus parler de Ferru jusqu'en 1815. A cette époque, il était devenu greffier du tribunal de commerce de Toulon et sa conduite politique donna lieu à l'application à son égard de mesures rigoureuses de haute police.

Il fut arrêté par ordre du comte de Lardenoy, commandant la place de Toulon, comme étant soupçonné d'avoir fait partie des rassemblements qui avaient lieu chez Barcellona, alors substitut du procureur du roi à Draguignan. Ni l'un, ni l'autre de ces faits ne fut prouvé, ni même approfondi. Cependant, Ferru resta détenu au fort Lamalgue assez longtemps. De là, il fut envoyé à Belgentier, placé sous la surveillance de la haute police et habita Solliès-Farède. En janvier 1816, il demanda la levée de cette surveillance ; sa conduite n'ayant donné lieu à aucune observation, il l'obtint et rentra à Toulon.

(1) Arch. nation. Fonds de la Police, F. 7, n° 6868, dossier Ferrus.

(2) Arch. nation. A. F. 4204. Regist. des renvois au Ministre, n° 2447.

Il alla à Paris en mars 1818, et son arrivée appela sur lui l'attention de la police qui dit dans un rapport.... « Je pense que son arrivée à Paris et ses connaissances parmi tous les anarchistes peuvent cacher quelques mystères et méritent.... qu'on établisse une surveillance secrète et prévenir des tribulations que pourrait faire naître l'imagination toujours ardente d'un homme aussi marquant.... ».

Cette surveillance ne donna aucun résultat. Il habitait hôtel Coq-Héron, rue du même nom, recevait la visite d'un grand nombre de femmes et paraissait avoir à ce moment une mauvaise santé. Ce sont les derniers renseignements que l'on a sur Ferru.

*
* *

FRANÇOIS GROBERT

Commissaire des Guerres ⁽¹⁾

François Grobert, commissaire des guerres à l'armée d'Italie, et destitué en nivôse, an XIV, en même temps que son collègue François Masséna, naquit à Aix (Savoie), états du roi de Sardaigne, le 13 février 1763.

A l'âge de vingt et un ans, il s'engagea au régiment Royal Italien, le 25 février 1784. C'est là qu'il fit connaissance du futur maréchal, alors simple sergent, avec lequel il se lia d'une amitié qui ne devait jamais se démentir.

Grobert fut un brillant soldat, courageux et intrépide. Il gravit tous les échelons de la hiérarchie militaire et parvint au grade de capitaine, ce qui était rare à cette époque. Il avait d'ailleurs de beaux états de service et une blessure, d'une balle au cou, reçue au siège de Col-

(1) Arch. administr. de la Guerre. Dossier Grobert.

lioures, devant le fort Saint-Elme, à l'armée d'Espagne. Le 1^{er} avril, 1791, il est quartier-maître trésorier au premier bataillon de chasseurs à la Réforme du Royal Italien, puis, capitaine adjoint aux adjudants généraux, le 19 juin 1794 ; il fut blessé une seconde fois le 20 novembre 1794 en poursuivant l'ennemi, près de Notre-Dame de la Roure, à la même armée d'Espagne. Cette blessure le rendit paralytique pendant près de deux ans, en 1795 et 1796 et l'obligea à prendre un long congé qu'il passa à Chambéry dans sa famille.

Le premier ventôse, an VII (19 février 1799), il se rend à Toulon, bien que souffrant encore de sa blessure, pour continuer son service à l'armée d'Égypte, mais ses forces le trahissent et il doit renoncer à servir comme combattant. Il est alors nommé provisoirement adjoint au commissaire des guerres, le 1^{er} septembre 1798, pour devenir commissaire des guerres titulaire, le 9 mars 1800.

Revenu sur le continent, nous le trouvons en 1801, à l'armée d'Italie où il est blessé une troisième fois par des brigands dans les Appennins, le 23 prairial an IX, en exécutant les ordres de l'ordonnateur en chef ; il conserva de cette blessure une balle dans le ventre.

Nommé par la suite commissaire des guerres à Chambéry, où il se trouvait fort bien, il quitta son poste à regret, dans la nuit du 24 au 25 fructidor an XIII, pour se rendre à Turin, obéissant à l'ordre de M. Blanchon, commissaire ordonnateur de la 27^{me} division qui l'envoyait servir auprès du maréchal Masséna avec le cousin de ce dernier, François Masséna, venu de Nice.

On sait le reste et la manière dont ces deux fonctionnaires furent destitués de leur emploi par l'Empereur.

Grobert revint à Chambéry et se vit réclamer quarante-quatre mille francs qu'on l'accusait d'avoir reçu de la ville de Padoue. Il nia avoir touché cette somme et refusa à la payer. Une inscription hypothécaire fut

alors prise par la ville de Padoue (1) sur les biens qu'il possédait à Chambéry, car il avait « acquis beaucoup de fortune ».

Quelque temps plus tard, il réclama contre cette décision et écrivit à l'Empereur la lettre suivante :

Sire,

On a calomnié auprès de Votre Majesté Impériale et Royale le commissaire des guerres Grobert.

Cet officier qui perdrait à chaque instant du jour mille vies pour Votre Majesté est digne de ces sentiments. Il est vierge d'or et d'argent, de désobéissance et de toutes les fautes administratives.

Cependant Votre Majesté l'a destitué sans l'entendre par son arrêté du 6 nivôse. Surprendre votre religion, Sire, est un crime dont il est plus doux d'être la victime que l'auteur. J'ose Sire, mettre aux pieds de votre trône toute mon indignation d'un tel attentat qui ne pourra jamais atténuer en rien mon dévouement inviolable à votre personne sacrée.

Sire, le plus fidèle de vos sujets.

GROBERT.

A la suite de cette lettre, l'Empereur demanda qu'il lui fut fait un rapport sur le cas de Grobert. Ce rapport lui fut présenté le 7 septembre 1808. Il indiquait notamment que :

Le sieur Grobert François est âgé de quarante cinq ans ; il présente vingt deux ans de service, dont quatorze comme militaire, en passant successivement par tous les grades jusqu'à inclus celui de capitaine adjoint aux adjudants généraux inclusivement et huit en qualité de commissaire des guerres.

Il a fait comme militaire les campagnes des Pyrénées-Orientales où il a reçu deux blessures qui l'ont réduit pendant deux ans à un état d'atrophie générale.

(1) Cette inscription fut même renouvelée dix ans plus tard.

Il a servi comme commissaire des guerres aux armées d'Orient, de Réserve, d'Italie, d'observation du Midi et dans le royaume de Naples depuis l'an VI jusqu'en l'an X.

Il a reçu une troisième blessure grave le 23 prairial an IX en se rendant d'Ancone à Florence.

Il a fait, de plus, la campagne de l'an XIV en Italie où il fut destitué par décret de Votre Majesté du 6 nivose an XIV.

Il était dit encore que les maréchaux Lannes et Masséna s'intéressaient beaucoup à lui. Napoléon fut sans doute frappé par ses états de services car, par décision du même jour, le 7 septembre 1808, Grobert fut rétabli dans ses fonctions de commissaire des guerres et toucha même sa demi-solde depuis la date de sa destitution jusqu'à celle de sa réintégration.

Le 20 septembre 1808, il fut envoyé à l'armée d'Espagne en Catalogne, où il lui arriva une aventure en tous points semblables à celle de l'an XIV en Italie ; mal noté « sous le rapport de la moralité », traité de « faiseur » par les uns, prôné par les autres, il fut arrêté en juin 1810, conduit à Paris et traduit devant une commission d'enquête. Il écrivit pour se justifier deux longs mémoires qui sont à son dossier.

La commission ne trouva rien à lui reprocher.

Envoyé en Corse par décision du 13 juin 1812, puis à la grande armée en 1813, il fut fait prisonnier avec la garnison de Dresde.

Rentré en France peu de temps plus tard, il est nommé à Lyon et obtint le 18 mai 1815 le grade de commissaire des guerres de première classe. Il a la confiance du maréchal Augereau, duc de Castiglione, qui le recommande chaleureusement pour lui conserver ce poste.

Le maréchal Masséna lui marqua toujours sa cons-

tante affection (1) ; en 1815, il le réclame auprès de lui dans les termes suivants :

Paris le 6 juillet 1815

A Son Excellence, le duc d'Auerstadt, Prince d'Eckmühl, Pair de France, Ministre de la Guerre.

Monsieur le Maréchal,

Je prie Votre Excellence de donner ordre à M. Grobert, commissaire des guerres, de se rendre à nouveau auprès de moi pour être employé comme il l'était avant d'être envoyé en dernier lieu à la grande armée. Mon attachement pour ce fonctionnaire et la confiance que j'ai dans son zèle et ses talents me font vivement désirer que Votre Excellence veuille bien me l'accorder.

Agréez, Monsieur le Maréchal, les assurances de ma haute considération.

Le Maréchal, Duc de Rivoli,
Pair de France, Gouverneur de Paris
Prince d'Essling.

(1) Il est curieux de constater à la fois combien le maréchal Masséna fut fidèle à ses amis et combien aussi il n'eut pas de chance avec eux.

Nous avons vu déjà comment il couvrit toujours de sa haute autorité et intervint à plusieurs reprises en faveur de son cousin François Masséna, commissaire des guerres, convaincu à trois reprises différentes de prévarications dans l'exercice de ses fonctions. En voici un autre exemple :

Le 5 janvier 1793, un député de Levens, Victor Tiranti, prononça à la tribune des Colons marseillais un discours très violent contre le général d'Anselme. Le représentant Grégoire fit siennes les accusations haineuses de cet homme dont il aurait dû connaître le peu d'autorité. C'était, en effet, dit J. Rance-Bourrey dans son opuscule « Le général d'Anselme à la barre de la Convention ». Extrait de cinquantenaire 1862-1911 de la Société des Lettres, Sciences et Arts des Alpes-Maritimes). « Un notaire de Nice, originaire de Levens, membre actif du Club, âpre au gain, d'une avarice sordide et qui trouva moyen de faire en quelques années une fortune scandaleuse. Personne moins que lui n'était qualifié pour la défense de la justice et de l'honnêteté. Sous l'Empire, il fut révoqué de ses fonctions d'avoué, à la suite de malversations nombreuses dans l'exercice de sa charge, malgré l'appui du maréchal Masséna, son compatriote et ami ».

A la chute de l'Empire, Grobert, né sujet sarde, se vit rendu par le roi à sa patrie d'origine ; il réclama sa naturalisation qui lui fut refusée, et qu'il obtint finalement.

Après les Cent-Jours, Masséna, nommé commandant militaire de la 8^{me} division, l'appela de nouveau pour servir auprès de lui à Marseille.

Membre de la Légion d'honneur (1) il se retira après sa retraite aux environs de Chambéry.

(1) Arch. de la Légion d'Honneur. Doss. n° 29916, chevalier du 3 messidor, an XII ; officier du 15 octobre 1814, chevalier de l'ordre royal de Saint-Louis, le..... 1814.

VI

LOUIS

Né à Nice le 4 décembre 1763 (1), Louis Masséna eut comme parrain Louis Raynaud, et comme marraine M^{lle} Françoise Bounin. Il mourut à Nice le 4 octobre 1777 (2), à l'âge de quatorze ans.

(1) Nice, arch. par. Saint-Martin.

(2) Nice, arch. par. Saint-Jacques. Regist. des décès, vol. 5, F^o 119. L'acte de décès porte par erreur, certainement « décédé à l'âge de quatre ans ». C'est « quatorze ans » qu'il faut lire.

VII

MADAME JEAN-BAPTISTE FÉRAUDI

Née à Nice le 17 octobre 1766, Marie-Victoire Masséna fut baptisée en l'église Saint-Martin, ayant comme parrain J.-B. Thaon, et comme marraine M^{me} Victoire Massa (1).

A dix-sept ans, elle épousa son cousin Jean-Baptiste Féraudi, âgé de vingt-huit ans, consul de la République de Raguse, fils de Philippe-Emmanuel Féraudi, notaire. Le mariage fut célébré le 9 janvier 1783, à la maison, en raison peut-être de la maladie d'un des futurs, en présence de MM. Bernard Prioris, prêtre chancelier de l'évêché, et Louis Salvi, négociant, qui devait être officier municipal en 1792, témoins qui signèrent l'acte.

Les nouveaux époux allèrent demeurer chez leur père, Augustin. Un an plus tard, le 9 février 1784, un contrat de mariage fut rédigé (3). M^{me} Féraudi recevait en dot un trousseau magnifique comprenant de nombreux vêtements, du linge, dentelles, parures, bijoux divers et quelques meubles. De plus, Augustin Masséna promettait une somme de quinze cents lire qu'il se réservait de payer en huit années avec intérêts de quatre pour cent l'an.

En l'an VI, un certificat de résidence (4) fait de M^{me} Féraudi le portrait suivant : « Taille, cinq pieds environ, cheveux et sourcils noirs, yeux idem, bouche moyenne, menton rond, visage ovale ». Ce document ajoute qu'elle a toujours résidé dans la maison de son père Augustin.

(1) Nice, arch. par Saint-Martin.

(2) Nice, arch. par Saint-Jacques.

(3) Nice, arch. dép. C. 550-1784, L. 1, N° 321.

(4) Nice, arch. dép. Liasse Q. 186. Doss. Masséna et liasse L. 49, regist. N° 143.

M^{me} Féraudi n'a pas d'histoire ; en messidor, an VIII, son nom est mentionné au registre des passeports délivrés par la commune de Nice, avec l'indication qu'elle se rend à Antibes avec son fils (1).

Jean-Baptiste Féraudi fut receveur des contributions à Nice. Il l'était encore en 1815 (2) et à cette époque son fils Antoine, âgé de vingt et un ans est indiqué comme « militaire au service de la France ».

Deux autres enfants étaient nés de ce mariage : Thérèse Féraudi, épouse de Trophyme Vérani, pharmacien à Nice, et François Féraudi, qui devait être le père du colonel Féraudi.

Victoire Masséna-Féraudi, mourut à Nice, en 1825 (3) ; elle avait soixante ans.

(1) Nice, arch. dép. L. 125, n° 273.

(2) Nice, arch. dép. M. 310, vol. 1, N° 39. Recensement de la ville de Nice, 1815.

(3) Nice, arch. cathéd. Regist. des décès, vol. 16, N° 25, § 2.

TABLEAU XVI

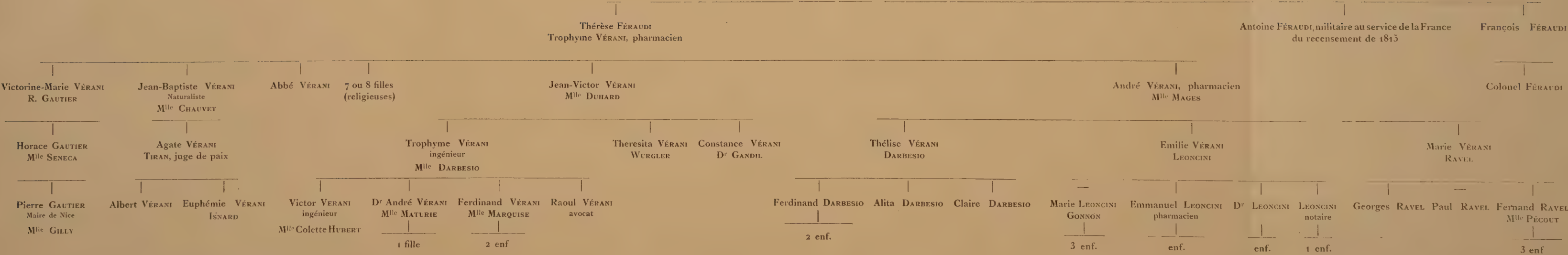
FAMILLE J.-B. FÉRAUDI

MARIE-VICTOIRE MASSÉNA

née à Nice le 17 octobre 1766

épouse le 9 janvier 1783

JEAN - BAPTISTE FÉRAUDI



N.-B. voir tableau II la famille FÉRAUDI

très modérées ; il ne fréquenta pas la Société Populaire de Nice que le général d'Anselme et Barras créèrent à leur arrivée, alors que ses deux beaux-frères Philippe et François Masséna y furent assidus.

Quand le général d'Anselme s'occupa de réorganiser les autorités civiles, il fut nommé juge, puis la Convention Nationale des Colons marseillais le nomma président du nouveau tribunal civil et criminel de Nice, qui remplaça le Sénat. Il fut installé le 29 janvier 1793 et exerça ses fonctions pendant quelques mois.

En juin 1793, si l'on en croit une pétition de H.-V. Galli aux Représentants près l'armée d'Italie, celui-ci fut consulté par le Conseil municipal de Luceram, son pays natal, pour rédiger le texte d'une délibération de cette assemblée communale protestant contre les mesures prises contre les émigrés. Galli rédigea un projet de délibération que le Conseil municipal fit sien à la date du 9 juin 1793.

En recevant copie de ce document, le Directoire du département convoqua à sa barre plusieurs membres de la municipalité de Luceram et après discussion, décréta la mise en accusation de H.-V. Galli, le déclarant coupable :

...d'avoir induit à erreur tout le Conseil de la commune de Luceram et l'avoir décider par des sophismes séduisants, des subterfuges, des équivoques, des mots et des assertions erronées, à être réfractaires aux lois, à une rébellion tacite, tendante à renoncer tous les principes révolutionnaires...

en énonçant que la commune de Luceram n'ayant point concouru ni par elle ni par des représentants à la formation des lois des colons marseillais, et par conséquent n'ayant point émis son vœu à la réunion de la République française conclut que ne l'ayant point adoptée ladite commune, ne doit point être

FAMILLE GALLI

MARIE-LUCRÈSE MASSÉNA

Née à Nice, le 26 décembre 1769
épouse à Nice, le 14 juillet 1792

HONORÉ-VINCENT GALLI

Avocat, juge, député des Alpes-Maritimes

Françoise - Thérèse GALLI mort-née le 3 avril 1793	Dominique GALLI Nice 1709-1776 avocat-syndic député de Nice	François GALLI Nice 1800-1864 aumônier militaire vicaire à l'Eglise du Port (Nice)	Rosalie GALLI Nice 1806-1881	Victorine GALLI Nice 1809-1852 épouse le Chevalier B. MARCELLO, général de l'armée italienne	Fanny GALLI Nice 1812-1876 épouse en 1843 le colonel ROUX (1)	André GALLI Nice 1812-1894 Colonel
---	--	--	---------------------------------	--	---	--

Ernestine MARCELLO
Nice 1833-1841

Ernest MARCELLO
Nice 1842
† Milan 1903
Colonel
épouse
Mlle RITA-CAROFFI

Alfred MARCELLO
Francotelle 1845
† Turin 1870
Lieutenant-colonel
épouse ALIX ALBINGA

Inès MARCELLO
Cyprien MUAUX
notaire à Nice

Hubert MARCELLO
architecte
Julie UGO

(1) Voir tableau XV la famille Jean-Antoine ROUX.

Liberty



ARMÉE DE L'ARABIE

Au Quartier Général des Forces... le 16th novembre
 1870
 Son Excellence le Ministre de la République Française, une et indivisible.

MASSENA, GÉNÉRAL EN CHEF;

212

[illegible]

Handwritten: The number of
of persons, etc.

189

Fac-similé d'une lettre de Masséna à son cousin Féraud
(Collection Pierre Sabor)

(Collection Pierre Sabor)

Cliché J. GILETTA, phot. Nice

soumise aux lois françaises, ce qui équivalait à dire qu'ils veulent toujours être esclaves du tyran de Turin.

H.-V. Galli fut accusé de plus d'avoir favorisé l'évasion de son beau-frère François Masséna, capitaine des guides de l'armée, arrêté par ordre de d'Anselme et des représentants Collot-d'Herbois, Goupilleau et La Source, pour sa conduite reprehensible dans la vallée de la Vésubie et détenu à la prison de Nice.

Ce n'est pas tout encore ; Galli demanda aux représentants du peuple de casser les élections.....

« faites ensuite des assemblées primaires, faites le mois d'avril dernier (1793). La cabale dirigea les Assemblées primaires, les amateurs du Bien public furent chassés avec des menaces de lanterne, et autres d'égal genre, ils furent admis à voter les banqueroutiers et les non domiciliés fut refusé le dépouillement des opérations de la première section de la ville... »

A quoi les administrateurs du département répondirent :

en signalant l'audace de Galli, qui ajoute à sa trahison les plus noires impostures en dénonçant l'élection faite dans les Assemblées primaires tenues dans le mois d'avril dernier, lorsqu'il est de notoriété publique qu'il a été l'un des plus enragés et des plus coupables lorsqu'il a été soutenu publiquement en pleine assemblée, qu'il n'était pas nécessaire d'être inscrit sur les registres des gardes nationales pour être citoyen actif... (1).

Considérant que ce ne sont que des individus tels que lui, Galli, qui en faisant parade de leur érudition en profitant de l'ascendant que leur qualité d'homme de loi leur donne sur les habitants paisibles, ignares et de bonne foi, des petites villes et villages ont occasionné les premiers mouvements contre-révolutionnaires qui se sont manifestés dans plusieurs points de la

(1) Ce fut là une manœuvre de la dernière heure des Jacobins.

République que si les autorités constituées eussent fait attaquer le mal dans sa source les vrais patriotes ne gémissaient pas des horreurs et des effusions de sang, dont le département de la Vendée est abreuvé.

Enfin, la conclusion sur quoi les administrateurs estiment après avoir ouï le procureur général syndic en considération des pièces dont les extraits authentiques sont ci-joints et d'après le décret de la Convention nationale du 2 juin dernier, n° 932 que le mandat d'arrêt contre le nommé Honoré-Vincent Galli, soit confirmé et ils sont d'avis que conformément au décret du 29 mars, n° 668, il soit mis hors de la loi et qu'en vertu du décret du 29 mars d'après l'exécution dudit mandat d'arrêt, le nommé Honoré-Vincent Galli soit traduit devant le tribunal révolutionnaire pour y être jugé conformément à la loi.

Signés : CHABAUD, président ; Armand BERGOIN,
AUDIBERT, BALMOSSIÈRE, CHARTROUX, LEBÉ,
CARLON, EMMANUEL, LE MOYSE, CADET,
VILLIERS, RIMBERT, PEYRANI fils, DIVES,
GASTAUX, v. président.

H. V. Galli se souciait fort peu de se faire juger par le tribunal révolutionnaire ; il s'enfuit à Gênes (1) où il retrouva François Masséna. Son nom fut inscrit sur la liste des émigrés et ses biens confisqués au profit de la nation et mis sous séquestre. Sa femme, Lucrèce, restée à Nice fit les démarches nécessaires pour obtenir la radiation du nom de son mari de la liste des émigrés ; elle eut quelques difficultés, le mandat d'arrêt décerné contre Galli n'ayant pu être retrouvé, mais on y suppléa par une déclaration faite devant le citoyen Gilli, juge de paix des 4^{me} et 5^{me} sections par les citoyens Jean-Louis Duch, Jacques Balestra et Horace Cougnet.

Par un arrêté du 9 messidor an III (27 juin 1795) des représentant Belfroy et Chiappe, Galli fut autorisé à ren-

(1) H.-V. Galli quitta Nice le 30 juillet 1793. Nice, arch. municip. liasse « Emigrés ».

trer (1) le département le raya provisoirement le 25 messidor suivant (13 juillet 1795).

Galli, rentré à Nice poursuivit ses démarches pour obtenir sa radiation définitive :

Le Ministre de la police générale (bureau des Emigrés, Paris), demanda aux représentants Dabray (l'ancien collègue de Galli au tribunal civil et criminel de Nice), et Massa, membres du Conseil des Cinq-Cents, leur avis sur H.-V. Galli, en indiquant que le citoyen Baudoin, accusateur public près le tribunal criminel du département des Alpes-Maritimes, dit beaucoup de bien de Galli.

Cependant, citoyen, ajoute la note, si vous aviez quelque connaissance de sa conduite et sur les motifs de sa sortie de France, je vous invite à m'en faire part le plus tôt possible ainsi que sur sa moralité et celle du citoyen Baudoin.

Dabray et Massa répondirent par la lettre suivante :

3^{me} Division

Paris, le 10 prairial, l'an V.

4^e Bureau

N^o 5804

Dabray et Massa, membres du Conseil de

—

Cinq-Cents, au Ministre de la Police générale.

Citoyen Ministre,

Dans votre lettre du 6 du courant mois, vous nous parlez d'Honoré-Vincent Galli, qui demande sa radiation définitive ; le même a sans cesse prouvé par sa conduite analogue à ses sentiments et à ses principes qu'il était loin d'aimer la Révolution et ses vrais partisans ; pas moins comme après le 31 mai 1793.

Il est sorti du département des Alpes-Maritimes et du territoire français par suite du mandat d'arrêt et de mise hors la loi

(1) Il revint à Nice le 15 messidor, an III. Nice, arch. municip. liasse « Emigrés »,

que ses écarts maintenant amnistiés lui avaient procuré et il a réclamé en temps utile sans avoir séjourné dans le pays ennemi ni porté les armes contre la République. Nous croyons que les lois du 22 germinal et 22 prairial, an III, lui sont applicables d'autant plus que l'arrêté des Représentants du peuple annulé dans la suite par décret de l'Assemblée Nationale a été confirmé par celui de l'administration centrale du 26 messidor de la même année. Quant au citoyen Baudoin, dont la déclaration lui est favorable, c'est un homme plus bête que méchant que nous ne saurions mieux paragoner qu'à une girouette tournant à tous vents.

Salut et fraternité.

Signé : DABRAY (1) MASSA.

Malgré cet avis, un arrêté du Directoire exécutif du 24 prairial an V le raya définitivement. Entre temps, il avait été nommé juge de paix en l'an IV, mais il ne put conserver son poste, craignant d'être visé par les dispositions de la loi du 3 brumaire concernant les personnes non rayées définitivement de la liste des émigrés. Galli informa de ce nouveau contre temps son beau-frère le général Masséna qui lui répondit par la lettre suivante, de

(1) Joseph-Séraphin Dabray, né à Nice en 1756, était avocat fiscal provincial comme l'avait été pendant trente ans son père Pio Dabray. Mécontent, dit-on, de ne pas avoir obtenu l'avancement auquel il croyait avoir droit, Dabray se montra extrêmement violent contre le roi de Sardaigne. Il fut un des premiers membres de la Société populaire de Nice, dont il refusa cependant la présidence (octobre 1792), malgré de nombreuses et pressantes sollicitations. Il fut l'un des deux membres originaires du Comté de Nice — avec H.-V. Galli — parmi les juges du tribunal civil et criminel de Nice, constitué par le général d'Anselme en octobre 1792. Il fut nommé membre de la Convention en 1793, puis du Conseil des Anciens. Après le 18 brumaire, il fut membre du corps législatif jusqu'en 1813. A cette date, il se retira à Nice, où il devint conseiller municipal, puis juge au tribunal spécial après 1814, il renonça à toutes fonctions et mourut dans la retraite de 1831, à l'âge de soixante-quinze ans.

(Voir Toselli « Biographie Niçoise et Rance-Bourrey ». Réorganisation des autorités civiles à Nice en 1792).

laquelle il convient de retenir le jugement qu'il porte sur son cousin François Masséna :

Liberté-Egalité

Armée d'Italie — 1^{re} Division

Au Quartier général de Padoue, le 11 vendémiaire,
6^e année de la République Française Une et
Indivisible.

André Masséna, général de Division, commandant la
1^{re} Division active, à son cousin Gally,

J'ai reçu mon cher cousin, votre lettre par laquelle vous m'appreniez que vous étiez forcé de cesser une seconde fois vos fonctions de juge de paix, vous trouvant dans le cas de la loi du 19 fructidor, par la non radiation définitive de François.

Quelle maladresse de sa part de m'en avoir pas prévenu pendant mon séjour à Paris ! Le tout serait fini, ce qu'on ne peut se permettre à présent, vu les circonstances actuelles. J'écris cependant à Dabray, au ministre de la police générale, et à mes amis. Pour l'obtenir, je ferai tout ce qui dépendra de moi, mais ! mais ! je crains...

François vous a écrit pour que vous fassiez passer à Dabray toutes les pièces nécessaires. N'en oubliez aucune pour que, si la chose est faisable, il n'y ait point de prétexte.

Mille choses à mon oncle, à ma tante et à tous les parents.

Je vous embrasse.

MASSÉNA (1).

H. V. Galli remplit à Nice d'importantes fonctions puis fut envoyé comme député du corps législatif en 1803 et il y siégea jusqu'en 1814.

Il fut aussi membre de la commission de législation du

(1) Paris, arch. privées de la famille Masséna, vol. 1, pièce 85.

Conseil d'Etat où il représenta les départements nouvellement conquis lors de la confection du Code Napoléon (1).

Après la chute de l'Empire ; il revint à Nice (2) où il habitait dans « l'isle 12 » avec sa femme, ses enfants et une servante Catherine Vial, née à Livourne.

Le maréchal Masséna fût-il mis au courant des démêlés entre Galli, son cousin, et Joseph Dabray ? Cela est fort possible car le Maréchal n'aimait pas beaucoup Dabray, s'il faut en croire la lettre suivante qu'il écrivit au général Garnier, accusé par Dabray de favoriser les rapines dont les populations du Comté de Nice étaient les victimes du fait des barbets.

Paris, 26 pluviôse, an X.

Je vous envoie, mon cher général, un exemplaire d'un écrit que le citoyen Dabray vient de faire paraître. Vous verriez que vous n'y êtes point ménagé, je ne pense pas que vous deviez y répondre, il vaut mieux garder le silence, seul mépris qu'il mérite. Vous avez un ami vrai et sincère en moi. Soyez tranquille dès qu'il sera temps, vous serez vengé. Mes hommages à Madame, mes amitiés à nos vrais amis et croyez-moi avec un véritable attachement.

MASSÉNA (3).

De son mariage avec Lucrèce Masséna, il eut sept enfants qui furent :

Le lieutenant-colonel André Galli ; Dominique Galli, avocat-syndic et député de Nice ; François Galli, aumô-

(1) Revue Hebdomadaire 1921. Conférence de M. Marie Le Roux. Journal *Le Petit Niçois* du 6 octobre 1921 ; « A propos du Code Napoléon », sous la signature de M. A. Verquière.

(2) Nice, arch. dép. M. 310, vol. 1, F. 61. Recensement de la ville de Nice, 1815.

(3) Journal *l'Eclaireur de Nice*, 23 mai 1909, sous le titre de : « Notes sur Masséna ».

nier militaire, vicaire à l'église du Port de Nice ; Mademoiselle Rosalie Galli ; Victorine Galli qui épousa le chevalier Benigne Marcello, général de brigade de l'armée italienne ; enfin, Fanny Galli, qui épousa le colonel Roux, son cousin (1).

Madame H.V. Galli, mourut à Nice le 16 août 1838, à l'âge de 70 ans (2).

(1) Mentionnons également une fillette, Françoise-Thérèse, mort-née le 3 avril 1793, Nice, arch. Saint-Jacques. Regist. des décès, vol. 5, F^o 222.

(2) Nice, arch. cath., regist. des décès, année 1838.

IX

ANTOINE-JEAN-BAPTISTE

Antoine-Jean-Baptiste Masséna, neuvième enfant d'Augustin Masséna, naquit à Nice le 15 mars 1772 (1).

Il fut baptisé en l'église Saint-Martin et eut l'honneur d'avoir comme parrain et marraine deux personnages importants : Antoine Ardisson, major au régiment royal italien, et dame Rosalie Ardisson, baronne Tondut.

Cet enfant ne vécut pas longtemps puisqu'il ne figure pas sur l'état des enfants d'Augustin Masséna, son père, dressé en l'an VI (2).

(1) Nice, arch. par. Saint-Martin.

(2) Nice, arch. dép Q. 186. Doss. n° 15.

X

ANTOINE-LUDOVIC

Antoine Ludovic est le dixième et dernier enfant d'Augustin Masséna.

Il est né à Nice le 27 septembre 1773 (1) et eut comme parrain le médecin Ludovic Héraud et comme marraine Marguerite Berenghié.

Antoine Ludovic, comme le précédent, mourut jeune.

(1) Nice, arch. par. Saint-Jacques.

JULES-CÉSAR MASSÉNA

Négociant

Nice, 22 mai 1731 — 13 décembre 1764

épouse à Nice le 12 août 1754

MARIE-CATHERINE FABRE

6

5

4

3

2

1

MASSÉNA

Marie-Lucrèce

Nice, 24 août 1755

31 juillet 1799

épouse à Nice

le 11 juillet 1789

André GAUDO.

+ Nice, 27 décembre 1799

MASSÉNA

Marie-Anne

Nice, 28 décembre 1755

+ 1^{er} mars 1822

épouse J. A. Roux

MASSÉNA André

Nice, 8 mai 1758

Paris, 4 avril 1817

Maréchal de France

épouse à Antibes

le 10 août 1789

Marie-Rosalie

LAMARRE.

MASSÉNA Jean

Nice, 31 mars 1760

Caporal au Royal Italien

tué en duel

MASSÉNA Dominique

Nice, 28 mars 1762

MASSÉNA

Marguerite-Rose

Nice, 7 août 1763

couturière

(a)

(b)

épouse à Nice

le 21 octobre 1762

Louis GAUDO

tailleur

épouse

Michel UBERTI

(1)

(2)

(3)

(4)

(1) Voir tableau XIV la famille André GAUDO.

(2) Voir tableau XV la famille Jean-Antoine Roux.

(3) Voir tableau XVII la famille André MASSÉNA.

(4) Voir tableau XVI la famille GAUDO-UBERTI

CHAPITRE VI

Les Enfants de Jules-César Masséna

TAB LEAU XIV

FAMILLE ANDRÉ GAUDO

MARIE-LUCRÈCE MASSÉNA

Nice, 24 août 1755 — 3 juillet 1799
épouse à Nice le 11 juillet 1799

ANDRÉ GAUDO

† Nice, 27 décembre 1799

1	2	3	4	5
Joséphine-Marguerite GAUDO 13 novembre 1789	Françoise GAUDO 14 décembre 1794	François GAUDO † 8 mai 1797	Julia GAUDO † 31 janvier 1797	Jules GAUDO 2 juillet 1799 + 25 juillet 1799

I

MADAME ANDRÉ GAUDO

Le premier enfant de Jules-César Masséna fut une fille, Marie-Lucrèce, qui naquit à Nice le 24 août 1755 (1). Elle fut baptisée en l'église Saint-Martin, ayant comme parrain son grand-père maternel, Joseph Fabre, et comme marraine sa grand-mère paternelle, Madame Lucrèce Blanc, veuve Dominique Masséna.

La sœur aînée du futur Maréchal n'a pas d'autre histoire que le roman d'amour de son mariage. Elle se maria tard, à 34 ans, le 11 juillet 1789 (2) un mois avant que son frère André épousât à Antibes mademoiselle Lamarre. Elle fut mariée en l'église Saint-Jacques à André Gaudou, fils de Joseph et de Marguerite Thaon, qui avait six ans de moins qu'elle. Les témoins furent ses deux beaux-frères, Jean-Antoine Roux et Louis Gaudou qui était également le frère de l'époux.

Un peu moins de six mois après le mariage, le 13 novembre 1789 (3) naquit leur premier enfant Joséphine-Marguerite, qui eut Joseph Gaudou, son grand-père, et Marguerite Gaudou, sa tante, comme parrain et marraine.

Un intervalle de cinq ans au cours desquel les Gaudou se sont peut-être absentés de Nice a lieu entre la naissance du premier et du second enfant. Françoise-Lucrèce-Philippine Gaudou vient au monde le 14 décembre 1794 (4); leur troisième né, François, meurt le 8 mai

(1) Nice, arch. par. Saint-Martin.

(2) Nice, arch. par. Saint-Jacques. Livre des mariages 1789, F. 143.

(3) Nice, arch. par. Saint-Jacques.

(4) Nice, arch. par. Saint-Jacques.

1797 (1) à l'âge de deux ans, comme les deux derniers d'ailleurs, Julie qui décède à Nice le 31 janvier 1797 (2) à onze mois et Jules, naît le 2 juillet 1799 (3) et meurt vingt jours plus tard. (4).

Madame André Gaudo mourut des suites de couches le 3 juillet 1799 (5). Elle n'avait que 44 ans. Son mari ne lui survécut que quelques mois ; il mourut le 27 décembre de la même année (6) à l'âge de 38 ans.

(1) Nice, arch. par. Saint-Jacques. Décès. Regist. 6, F^o 4.

(2) Nice, arch. par. Saint-Jacques. Décès. Regist. 6, F^o 2

(3) Nice, arch. par. Saint-Jacques. Regist. des décès.

(4) Le 25 juillet 1799, Nice, arch. par. Saint-Jacques. Regist. des décès, vol. 6, F^o 14.

(5) Nice, arch. par. Saint-Jacques. Regist. des décès, vol. 6, F^o 12.

(6) Nice, arch. par. Saint-Jacques. Regist. des décès, vol. 6, F. 22,

II

MADAME JEAN-ANTOINE ROUX

Marie-Anne Masséna est née à Nice le 28 décembre 1756 ; elle fut baptisée le même jour en la paroisse Sainte-Reparate, ayant comme parrain Antoine-François Masséna, son oncle, le tanneur, et comme marraine, Marie-Anne Fabre (1), sa grand'mère maternelle.

A trente ans, on se mariait tard dans la famille, elle épousa Jean-Antoine Roux (2). La cérémonie eut lieu en l'église Saint-Jacques le 13 janvier 1786 (3) en présence de François Masséna et Louis Gaudo, témoins.

Jean-Antoine Roux était l'ami d'André Masséna qui le chargea, alors qu'il était sous-officier au Royal Italien, de le représenter dans l'instance en partage des biens de son grand-père qu'il avait introduite contre ses oncles en 1786 (4).

J.-A. Roux ne joua aucun rôle à l'époque de la Révolution mais il fut victime d'une aventure particulièrement désagréable ; au mois de mai 1793 (5) le citoyen Rusca (6) chef de bataillon de pionniers, accom-

(1) Nice, arch. cathéd. Livre des Baptêmes, vol. 32, F. 192.

(2) Jean-Antoine Roux, fils de Michel-Ange et d'Antoinette Pastorelli, né à Nice le 1^{er} janvier 1757 (son acte de naissance figure à cette date sur les registres de la cathédrale, sous le nom de Rosso Jean-Antoine, qui se transforma en Roux après l'occupation française). J.-A. Roux est décédé à Nice le 28 août 1828, à l'âge de soixante-douze ans.

(3) Nice, arch. par. Saint-Jacques. Livre des Mariages, année 1786, F. 121.

(4) Nice, arch. dép., liasse Q. 186, doss. n° 15.

(5) Nice, arch. dép. L. 339. Regist. F° 10.

(6) Rusca, né à Nice, médecin qui devait devenir général. Il dénonça nombre de ses concitoyens à la Société populaire.

..... « Il (Rusca) se couvrit de gloire à la bataille de Lodi ; il combattait alors sous les yeux d'un héros qui fut toujours le plus grand apprécia-

pagné d'un groupe de volontaires nationaux, fit une visite domiciliaire dans une maison de campagne que J.-A. Roux possédait au quartier de Magnan supérieur, dit Bellet et que l'on croyait appartenir à son père Michel-Ange Roux. Cette visite ne donna aucun résultat mais la maison fut quelque peu saccagée par les sahs-culottes.

Le 21 juin 1793, J.-A. Roux adressa une protestation indignée à la Convention Nationale en réclamant un dédommagement « pour lui réparer l'injure et l'affront qui lui a été fait et les préjudices apportés ». Cette protestation fut renvoyée aux fins d'enquête au district de Nice, lequel répondit que. . .

Considérant que le pétitionnaire semble vouloir surprendre la bonne foi des citoyens commissaires en leur cachant qu'on avait trouvé dans ladite maison de campagne un fusil de rempart dit vis de mulet, l'administration du district, le vice-président excepté, après avoir entendu le procureur syndic, est d'avis de regarder la pièce ci-dessus comme un tissu de calomnies dictée par la plus venimeuse des méchancetés, tendante à faire perdre la confiance aux autorités constituées, à faire mépriser les lois et mettre en horreur l'armée qui les a fait exécuter, confient dans la justice des citoyens représentants du peuple le sort du pétitionnaire....

L'affaire n'eut pas de suite.

teur du mérite ; il eut l'honneur d'être choisi par lui (Masséna) pour passer le premier pont de Lodi à la tête de sa brigade et il le traversa au pas de charge sous un feu terrible et continu des batteries qui tiraient à mitraille.

..... Avec une poignée de soldats non seulement il tint tête à un corps considérable d'austro-napolitains, mais il le battit complètement à Porto-Fermo.

Cette victoire sauva l'armée qui aurait pu être coupée si des troupes qui débarquèrent alors à Livourne eussent opéré leur jonction avec l'armée ennemie. Rusca fut fait général de division, sur le champ de bataille de Porto-Fermo.....

(*Revue Nice-Historique*, 1899, p. 57.)

MARIE-ANNE MASS
Nice, 28 décembre 1756 † 1^{er} n
JEAN-ANTOINE ROU
Nice, 1^{er} janvier 1757 † 28 ao

Colonel Roux (M. A.)
épouse en 1843
Fanny GALLI
Nice 1812-1876

1	2	3
André Roux né en 1844	Louise Roux Raymond GAUTIER	Joséphine-Irè † Nice, Martial G Cagnes, † Nice, 1 ^{er}
Marie GAUTIER L'-colonel GUIDE	Gustave GIRAUD Marie AMALBERTI	Elodie GIRAUD Maurice DEPENSIER
	Marguerite SCHMITZ	
	Jean-GIRAUD Sous-Préfet	Isabelle DEPENSIER Henri DESPRÉAUX
	Marguerite VITTONÉ	3 enfants

(1) N. B. cf. tableau II — Famille SALVI-FÉRAUDI.

J.-A. Roux entre quelques années plus tard, grâce aux démarches et à la protection du maréchal Masséna (1) dans l'administration des Droits Réunis et il devint receveur principal. Il abandonna son poste à la suite d'un vol dont il fut victime pour exercer après la rétrocession du Comté de Nice au Roi de Sardaigne les fonctions de géomètre royal.

M^{me} J.-A. Roux eut deux enfants : un fils, qui devint colonel, et une fille, Marie-Emilie, née à Nice le 25 septembre 1825, qui épousa le 6 décembre 1808 (2), Philippe-Emmanuel Salvy (3) inspecteur des Droits Réunis, receveur municipal à Nice et Directeur du service de l'Octroi sous l'Empire et après 1815.

M^{me} J.-A. Roux mourut à Nice, en 1822 (4), à l'âge de soixante-six ans.

(1) Arch. priv. de la famille Masséna, vol. 2, pièce 131 bis, § 1, lettre de Madame André Masséna à H.-V. Galli.

(2) Nice, Arch. par. Saint-Martin.

(3) Ph. Emmanuel, fils de feu Pie-Louis qui fut officier municipal à Nice en 1792-93 et de Feraudi Claire-Rose, né à Nice le 9 juin 1778, mort à Nice le 12 septembre 1860.

(4) Nice, arch. cathéd. Regist. des décès, année 1822, f^o 104.

III

ANDRÉ MASSÉNA

Maréchal de France

Né à Nice le 8 mai 1758, nous ne l'indiquons ici que pour mémoire et à sa place dans la famille ; il fait l'objet du livre II de cet ouvrage.

IV

MASSÉNA JEAN

Caporal au Royal Italien

Jean Masséna, quatrième enfant de Jules César est né à Nice le 31 mars 1760 (1) ; son parrain fut Jean Négrino (2) et sa marraine Andrietta Lora, sa femme.

Son enfance s'écoula à Nice et les renseignements sur cette période de sa vie manquent. Attiré lui aussi par le métier des armes, il s'engagea vers 1777 au régiment Royal Italien quelque temps après son frère André et fut nommé caporal. Sa fine tournure et son abord sympathique lui valurent le sobriquet d'« aimable caporal » sous lequel il est désigné dans son acte de décès. Sa carrière militaire devait être courte. Le 7 septembre 1781, (3) un détachement comprenant un certain nombre

(1) Nice, arch. par. Saint-Martin.

(2) Notons ici que lorsqu'en 1789 André Masséna retiré à Antibes comme adjudant essaya, comme on le verra plus loin, d'obtenir un poste de sous-lieutenant dans la maréchaussée, il fit appel, dit-on, à la protection d'un médecin de la marine à Toulon, Jean Négrin, qui était peut-être un parent de Négrino.

(3) «... Chemin que tiendront seize hommes du régiment de Piémont, vingt-huit du régiment du Perche, commandés par un officier et lieutenant (*sic*) du régiment de Guienne, commandés par un officier pour se rendre à Hennebon, partant de Toulon le sept septembre et yront loger à Bossat (?).

.....

« Arrivé à Angoulême, le 10 octobre 1781 pour en partir le 11 dudit mois. Cinq lieutenants, six sergents et cent vingt-neuf soldats du régiment du Piémont, du Perche, de Guienne et d'Artois auxquels le logement et l'étape ont été fournis pour un jour, conformément à l'ordonnance du Roy.

« L'étape réservée à un sergent et quatre soldats restés aux hôpitaux.

« Angoulême, arch, municip. Rég. « Troupes en marche 1780, an II »,

d'officiers, sous-officiers et hommes de troupe des régiments de Piémont, du Perche, de Guyenne et d'Artois, quittait Toulon pour se rendre à Hennebont (Morbihan). Des querelles certainement provoquées par les rivalités de corps ne tardèrent pas à éclater dans cette colonne composée d'éléments disparates et appartenant à plusieurs unités. Après les rixes, des duels, véritables batailles rangées, suivirent et c'est ainsi que le 10 octobre à Angoulême, un sergent et quatre soldats furent laissés à l'hôpital de cette ville ; Jean Masséna était du nombre ; il succomba de ses blessures le 15 octobre 1781 et fut inhumé le lendemain dans le cimetière de l'Hôtel-Dieu. Il avait vingt-et-un ans (1).

(1) Angoulême. Regist. des Sépultures de l'Hôtel-Dieu de N.-D. des Anges, arch. comm. Années 1759-1783.

Paris, arch. privées de la famille Masséna, vol. 1, pièce 4.

V

DOMINIQUE

Né à Nice le 28 mars 1762 (1), il fut baptisé à l'église Saint-Martin, ayant comme parrain André Deporta, qui avait déjà été le parrain d'André, et comme marraine, sa fille, Mademoiselle Rose Deporta.

Nous n'avons aucun renseignement sur Dominique qui a dû mourir avant décembre 1764, puisqu'il n'est pas mentionné dans le testament de son père, décédé le 13 décembre de la dite année.

(1) Nice, arch. par Saint-Martin.

VI

MADAME GAUDO-UBERTI

Le dernier-né de Jules-César Masséna fut une fille, Marguerite-Rose, qui naquit à Nice le 7 août 1763 (1) et fut baptisée comme les deux précédents à l'église Saint-Martin. Son parrain était son oncle Augustin, négociant, et sa marraine, Marguerite Masse.

Marguerite Masséna apprit le métier de couturière et à dix-neuf ans, le 21 octobre 1782 (2) elle épousa à Nice un tailleur, Louis Gaudou, fils de Joseph et de Marguerite Thaon en la présence de Pierre Féraut et Jean-Baptiste Ros, témoins. Après son mariage elle continua à exercer son métier à l'atelier de son mari.

Six enfants naquirent de cette union.

Le premier André, vint au monde le 26 mars 1786 (3). Il eut comme parrain, son oncle, l'adjudant au Royal Italien, André Masséna, alors en congé à Nice et comme marraine sa tante Marie, sœur d'André; André Gaudou mourut à quatre ans, le 22 avril 1790.

Joseph-André Gaudou naquit deux ans plus tard, le 26 mars 1788. Son grand-père paternel, Joseph Gaudou et son arrière-grand-mère, née Marguerite Thaon, le tinrent sur les fonts baptismaux. Il ne vécut que deux ans et mourut le 8 mai 1790. Un mois plus tard, naissait Jean-Louis Gaudou, qui eut les mêmes parrains, le 27 juin 1790. Le quatrième enfant, Joseph, mourut à neuf ans, le 6 août 1799 et Thérèse-Madeleine, née le 27 août 1792 eut

(1) Nice, arch. par. Saint-Martin.

(2) Nice, arch. par. Saint-Jacques.

(3) Nice, arch. par. Saint-Jacques. Tous les actes intéressant la famille Gaudou sont consignés sur les registres de cette paroisse.

comme parrains, Louis Guige et Thérèse-Madeleine Guige.

Un mois plus tard, l'armée française se trouvait à Nice où se déroulaient dans la famille Masséna les événements que l'on connaît. Nous avons déjà dit qu'il est possible que M^{me} Gaudo et son mari aient pris une part quelconque à l'évasion de François Masséna, car elle émigra à Gênes un peu après celui-ci. Elle déclara plus tard avoir quitté Nice en Mai 1792, mais cela semble peu probable car le 31 décembre 1793 (1) elle donna le jour, à Nice, à un sixième enfant qui reçut les prénoms de Louis-Sylvestre et qui eut comme parrains, Louis Infernet lequel devint amiral et sa femme, née Riccia (Richard).

Elle émigra à Gênes aussitôt après et rejoignit son mari qui mourut presque en arrivant. Au cours de son séjour d'environ deux ans en exil, elle fit la connaissance de Michel Uberti (2) émigré comme elle, en Juin 1793.

Ce dernier, natif de Nice, sans fortune et ayant perdu ses plus proches parents dès son enfance, avait été élevé par un de ses oncles, fabricant de cire et il travaillait chez lui comme ouvrier avant son émigration. Les deux exilés unirent leur infortune et le mariage fut célébré très probablement à St-Pierre d'Aréna près de Gênes.

Tous deux revinrent à Nice, venant de Gênes le 14 ventôse an III, sur la felouque courrier, pour bénéficier de la loi du 22 nivôse dont l'article 4 réputait non émigrés « les ouvriers et laboureurs, non ex-nobles ou prêtres, travaillant habituellement de leurs mains aux ateliers, aux fabriques ou à la terre et vivant de leur travail journalier, leurs femmes, enfants au-dessous de dix-huit ans, pourvu qu'ils ne soient sortis du territoire de la République que depuis le 1^{er} mai 1793, qu'ils soient rentrés avant le

(1) Nice, arch. par. Saint-Jacques.

(2) Arch. nation. F. 7. 4867, Doss. 28,267, Michel Uberti. — Nice, arch. municip. Regist. des Délibérations du Conseil municipal, an III, F. 87 et 88, § 2.

1^{er} germinal de la même année et que dans le mois suivant ils aient produit devant le Directoire du District de leur dernière résidence une attestation de huit témoins certifiés par le Conseil général de leur commune et par le Comité révolutionnaire, constatant la profession qu'ils exerçaient avant leur sortie de France, ainsi que l'époque de cette sortie ».

Marguerite Masséna (1) fut rayée provisoirement de la liste des émigrés par arrêté de la Commission administrative du district de Nice, du 29 ventôse an III. Son nouvel époux fut également rayé à la même date.

Le certificat nécessaire avait été produit le 22 pour Marguerite Masséna et attesté par les témoins : Ricordi, François Trabaud, François Matheudi, Perben, Alexandre Mages, Cougnet fils, Teissier et Horace Cougnet.

Uberti produisit le sien le 24 ventose, attesté par les témoins : Joseph Durante, Joseph Passeron, Pie Raynaud, Eloi Fianson, Joseph Pastorelli et Honoré Motton.

Uberti et sa femme demandèrent ensuite leur radiation définitive. Là encore, le général Masséna leur donna son appui et le dossier de l'affaire fut réclamé par Barras pour examen. En adressant au Ministre de la Police les pièces nécessaires, Uberti ajoutait dans sa lettre datée de Nice, le 28 prairial an VI :

Daignez, citoyen Ministre, agréer l'envoi des certificats des 22 et 24 ventôse, an III, que je prends la liberté de faire moi-même et en vous priant de bien vouloir m'accorder quelques moments pour me réintégrer dans le droit de citoyen français, j'ai l'honneur d'être avec le plus profond respect : Michel Uberti.

(1) Arch. nation. F. 7, 4864. Doss. Marguerite Masséna (28096).

(2) Nice, arch. dép. L. 341, F. 17.

MARGUERITE MASSÉNA

Nice, 7 août 1763
† 3 août 1820

1^{er} mariage
épouse à Nice le 21 octobre 1782

Louis GAUDO

1	2	3	4	5	6
André GAUDO Nice, 26 mars 1786 † 22 avril 1790	Joseph-André GAUDO Nice, 26 mars 1788 † 8 mai 1790	Jean-Louis GAUDO Nice, 27 juin 1790	Joseph GAUDO † Nice, 6 août 1799	Thérèse-Madeleine GAUDO Nice, 26 août 1792	Louis-Sylvestre GAUDO 31 décembre 1793

CATHERINE-J
Nice, 20 septem
épouse à Nice le 27 novembre 18
fils de Joseph et
Nice, 1785

Joséphine
SAÏSI DE
CHATEAUNEUF
épouse de
François DAPORTIS

Thérèse SAÏSI DE CHATEAUNEUF
Rome, 18 avril 1814
† Nice, 8 octobre 1857
épouse de Louis FARAUDI
Nice, 26 avril 1800, 3 janvier 1881
Sénateur - Conseiller d'Appel

Séraphin SAÏSI
DE CHATEAUNEUF
épouse du Colonel
MARTINI DI CASTELNUOVO

Félicie S
DE CHATEA
épouse
MILON DU I
juge

Alexandre FARAUDI
avocat
né le 27 septembre 1840
épouse à Nice
Delphine
ARNAUD DE CHATEAUNEUF

Jacques FARAUDI
Licencié en Droit
Nice, 3 février 1843
Secrétaire général
de la Mairie de Nice

Thérèse DI CASTELNUOVO
épouse de FIGUËRA

Joséph^{ne} DI CASTELNUOVO
épouse de Charles SAÏSSI

Désirée de CASTELNUOVO
épouse de
CHAUDOL-BARGELLINI

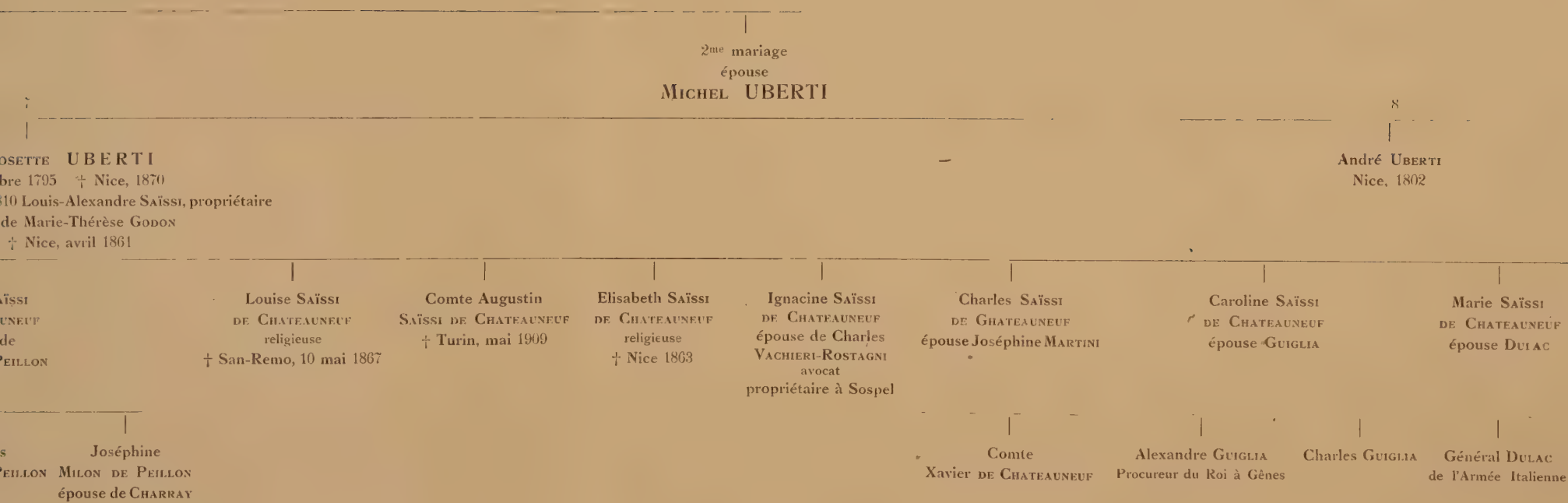
Alphonse
MILON DE PEILLON MILON DE I

Louise FARAUDI
épouse de CHAFFAUD

Joseph FARAUDI

1 fille

ILLE GAUDO-UBERTI



La radiation définitive leur fut accordée par arrêté du Directoire exécutif du 27 vendémiaire an VII.

Le 20 septembre 1795 (1), un enfant était né dans le nouveau ménage ; c'était une fille qui fut appelée Catherine-Josette ; elle eut comme parrain, Vincent Coupon, et comme marraine, Madame Martin ; Michel Uberti devait avoir encore un fils, André, né en 1802.

Dès son retour à Nice, Uberti reprit son ancien métier de fabricant de cierges et, en même temps, sollicita un emploi. On le plaça au bureau de la Santé au port de Nice (2) où il resta jusqu'en ventôse an XI, date de l'arrêté l'élevant à l'emploi inattendu de commissaire de police de la ville de Nice (3), qui comptait alors trois agents. Nul n'était moins qualifié pour occuper ces fonctions dans lesquelles il montra une incapacité absolue. En 1810, le Préfet des Alpes-Maritimes ayant prié le Maire de Nice de lui donner son impression sur Uberti, il lui répondit dans des termes assez embarrassés.

Le Maire de la Ville de Nice, à Monsieur le Préfet
du département des Alpes-Maritimes, membre
de la Légion d'honneur, Baron de l'Empire.

CONFIDENTIEL

Monsieur le Préfet,

J'ai l'honneur de répondre à votre lettre du 16 du mois passé — 3^e Bureau, n^o 300 — par laquelle vous m'invitez à vous fournir les renseignements qui vous sont demandés par M. le Conseiller d'Etat chargé de la Police générale du deuxième arron-

(1) Nice, arch. cathéd. Regist. des Baptêmes, L. 38, F. 50.

(2) Nice, arch. municip., délibérations du Conseil municipal, vol. 13, F. 292, arrêté de J.-F. Defly, maire.

(3) Nice, arch. dép. Liasse M. 173.

dissement, sur le compte de M. Uberti, commissaire de police de cette ville.

M. Uberti est âgé de..... Il possède une propriété foncière qui peut s'évaluer à un revenu de six à sept cents francs et il dirige une fabrique de chandelles de cire, qui par approximation, peut lui procurer un bénéfice de même valeur. Il m'a assuré cependant, qu'il allait fermer le magasin qu'il a tenu ouvert sous ce rapport jusqu'à ce jour. Il a été nommé commissaire de police. Avant sa nomination, il faisait le négoce de marchand de bougies et flambeaux. M. Uberti est un brave homme, mais il a de faibles moyens pour l'exercice d'une place qui exige beaucoup d'activité et d'intelligence et la considération que le public doit à ce fonctionnaire sous plusieurs rapports est atténuée par la faiblesse de sa capacité.

J'ai l'honneur de vous saluer avec respect.

DEORESTIS.

Une autre note indique « que son incapacité est journellement reconnue et qu'il ne jouit point de la considération due à ses fonctions ». Mais dans la colonne « Observations », on ne manque pas d'indiquer : « Beaufrère de M. le Prince d'Essling, dont il a épousé la sœur ».

Le Préfet fut plus catégorique que le Maire dans sa réponse au Ministre de la Police :

N° 427

Nice, le 29 juin 1810.

Renseignements

sur les Commissaires
de Police

M. le Conseiller d'Etat, Comte de
l'Empire, chargé de la Police
générale.

—

....Mais je ne vous dissimulerai pas, Monsieur le Conseiller d'Etat, que M. Uberti qui remplit actuellement cette place à Nice est bien loin de réunir les qualités requises pour s'acquitter de ses fonctions ; il ne manque point de probité, ni de bonne volonté, mais il manque des connaissances nécessaires ainsi que de l'activité et fermeté qu'exigent les opérations de la police

et qui contribuent à en assurer le succès. Aussi, il ne jouit que d'une considération proportionnée à ses faibles moyens et le service de la police se ressent journellement de son incapacité. La circonstance qui lie de parenté M. Uberti avec M. Le Prince d'Essling, dont il a épousé la sœur, fait que l'autorité municipale use de la plus grande indulgence à son égard et ferme les yeux sur son incapacité, mais la justice qui me dirige ne me permet point, Monsieur le Conseiller d'Etat, de vous le laisser ignorer.

En 1812, nouvelle demande de renseignements à laquelle le Maire répond en termes prudents :

Nice, le 31 Juillet 1812.

Le Maire de la ville de Nice, à Monsieur le Préfet,

Répondant à l'honneur de votre lettre du 13 courant, 3^{me} Bureau, n° 1150, par laquelle vous me demandâtes savoir l'âge, la fortune comme en présume de M. Huberti, commissaire de police, l'époque de sa nomination, la profession qu'il exerçait antérieurement, le degré de zèle, d'activité, d'intelligence et de fermeté avec lequel il remplit ses fonctions et finalement mes observations sur son caractère, sa probité, sa capacité et la considération dont il jouit dans le public.

Je dois vous observer sur tout ce que dessus que ce fonctionnaire est âgé d'environ cinquante-quatre ans, que sa fortune paraît médiocre, n'étant pas notoire qu'elle se soit accrue, vous en jugerez par l'aperçu du relevé ci-joint, présentant le montant de son revenu net d'après la matrice du rôle de la contribution foncière (1).

(1) Nice, arch. dép. M. 173 :

« Extrait de la matrice du rôle de la contribution foncière de la ville de Nice, dép. des Alpes-Maritimes. Art. 2431, Uberti Michel, commissaire de police.

B, section de Paillon, n° 189, terre de colline, partie en friche et partie en vigne, oliviers, fruitiers semables avec une maison de la contenance

Sa nomination en qualité de commissaire de police date du mois de floréal, an 11, sa profession antérieure était de chandelier. Pour vous mettre à même de juger sciemment de son intelligence et capacité, j'ai l'honneur de vous transmettre partie de sa correspondance avec moi et mon prédécesseur au nombre de sept pièces.

Tenant strictement à des principes d'une extrême véracité, je ne saurais me permettre de vous dire et vous garantir rien de bien connu, ni de certain sur les autres qualités morales de ce fonctionnaire ; je n'habite la ville de Nice que depuis environ trois ans, mes rapports directs avec M. Uberti, ne datent que du mois de janvier dernier, époque de mon installation en qualité de maire, je n'ai pas eu de moments à moi pour me livrer à le suivre d'assez près, à pouvoir le caractériser sûrement, je ne voudrais même ramener le degré de considération dont il jouit dans le public pour fixer une opinion quelconque, le croyant ici plus qu'ailleurs trop apocryphe pour m'inspirer assez de confiance ; il en est une qui paraît militer en faveur de ce fonctionnaire, c'est la durée de son exercice dans la même place.

Je regrette vraiment que mes occupations beaucoup trop compliquées ne m'aient pas permis de prévenir votre itérative demande.

Agréez, Monsieur le Préfet, la nouvelle assurance de la haute considération avec laquelle j'ai l'honneur de vous saluer.

CONSTANTIN, maire (1).

de dix setteres, mesure de Nice, à sept francs. F. 70 »

L. Section des Grenouilles, n° 86, terre en plaine, champs semables et partie marécageux de la contenance de sept moutureaux à cinq francs cinquante la seterre. 2 40

E. Section de la C. hue n° 280, terre en colline partie en friche et partie plantée en vigne, de la contenance de trois setterées, à deux fr. la setterée. 6 »

TOTAL. F. 78 40

Certifié véritable le présent extrait, s'élevant en revenus net à la somme de soixante-dix-huit francs.

Nice, le 3 août 1812.

CONSTANTIN, maire ».

(1) Nice, arch. dép. M. 173. /

Michel Uberti continua à vendre des cierges, il en vendait même à la municipalité, à l'occasion des vœux de la ville dont la commémoration avait lieu chaque année. Il fut maintenu dans ses fonctions jusqu'en 1815, époque à laquelle le comté de Nice fut rendu au roi de Sardaigne.

Il habitait alors dans l'isle 27, avec sa femme, son fils André, âgé de treize ans, Louis Gaudo, son beau-fils et une domestique Rose Martin (1).

M^{me} Michel Uberti mourut à Nice le 3 août 1820 à l'âge de cinquante-sept ans (2).

(1) Nice, arch. dép. M. 310, vol. 1, F. 166. Recensement de 1815.

(2) Nice, arch. par. Saint-Jacques, Regist. des Décès, vol. 8, F. 58.

LIVRE II



Cliché J. Giarra, phot. Nice

NICE. — Maison natale d'André Masséna (X)

Musée Masséna, aquaselle rétrospective de Costa

(La maison natale de Masséna serait le petit immeuble au toit bas, encastré dans le pâté de maisons de gauche, au bord du Paillon)

ANDRÉ MASSÉNA

SES ORIGINES - SA JEUNESSE

« DU ROYAL ITALIEN A L'ARMÉE D'ITALIE »

MASSÉNA GÉNÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE

(1758-1794)

CHAPITRE VII

Naissance d'André Masséna

CHAPITRE VII

Naissance d'André Masséna

Déterminer l'emplacement de la maison natale de Masséna, le fils le plus illustre dont Nice est en droit de s'enorgueillir, est un problème autour duquel on a beaucoup discuté, mais qui, aujourd'hui encore, demeure sans solution irréfutable.

Mais s'il est impossible d'apposer une plaque sur l'immeuble où naquit le maréchal, on connaît du moins certainement le lieu et la date de sa naissance et c'est déjà une assurance qui a sa valeur, si l'on remarque combien d'historiens et de biographes ont varié d'opinion sur ce point (1). Bien que la majorité opine pour Nice, plusieurs d'entre eux et non des moindres, l'ont fait successivement naître

(1) Un brouillon de lettre de la main de Masséna, daté de juin 1814, à l'époque où il sollicita du roi sa naturalisation porte : « Sire, je suis né à Nice, le 6 mai 1758... »

Arch. privées de la famille Masséna, vol. 2, pièce 158.

— Les différentes pièces du dossier André Masséna aux archives administratives de la Guerre le font naître tantôt à Nice, tantôt à Lévans ; la date de sa naissance varie également sur chaque document.

— Parmi les auteurs qui ont indiqué Lévans comme lieu de la naissance de Masséna, citons : L. Durante (*Histoire de Nice*) ; Chabert Plaucheur (*Histoire d'Antibes*) ; Franceschini (*Les Contemporains, Masséna*) ; Gavini di Campile (*Statistique des Alpes-Maritimes*), etc...

à Levens, pays d'origine de sa famille, à Antibes où il a tenu garnison et s'est marié et même à La Turbie (1), alors bourgade de la principauté de Monaco.

Un seul fait est définitivement acquis ; André Masséna a été baptisé le 8 mai 1858 à la cathédrale de Nice, paroisse de Sainte-Réparate. Mais où, dans quelle maison est-il venu au monde ? sur ce point pas de documents authentiques, rien que des conjectures.

Joseph Guerzoni, dans son histoire de Garibaldi (2), indique que le libérateur de l'Italie est né dans une petite maison située au Port de Nice, quai Lunel et dans la chambre même où quarante-neuf ans auparavant, André Masséna avait vu le jour. Cette légende a obtenu un certain crédit puisque Garibaldi lui-même était persuadé de sa véracité (3). En réalité elle ne repose sur rien et s'il est exact que certains Masséna, nous l'avons vu (4), ont bien habité le quartier du port, comme François Masséna, commissaire des guerres et Philippe Masséna, qui y exploita un moment une fabrique de porcelaine, jamais à notre connaissance, Jules-César Masséna, le père du maréchal, n'y demeura.

D'autres auteurs, se reportant à l'inscription des registres de la cathédrale Sainte-Réparate, de l'acte de baptême de Masséna, en ont conclu que la naissance avait forcément dû se produire dans les limites territoriales de cette paroisse, c'est-à-dire, dans la vieille ville de Nice et non en dehors de ses murs.

Et pourtant, il est indéniable que la tradition la plus

(1) Mémoires du général Baron de Marbot. T. 3, p. 7.

(2) Guiseppe Guerzoni « Garibaldi ». G. Barbera, editore, Firenze 1882.
— Monographie de la ville de Levens. Ed. Arène.

(3) « Mémoires de Garibaldi », chap. 1.

(4) Voir ci-dessus les chapitres consacrés à François Masséna, commissaire des guerres et Philippe Masséna, fabricant de savon.

répandue et la plus tenace, fait naître Masséna dans un immeuble de l'ancienne Bourgade.

La Bourgade, aujourd'hui disparue et sur l'emplacement de laquelle est bâti un quartier de la nouvelle ville, était un faubourg de Nice, situé sur la rive droite du Paillon à peu près à la hauteur de la rue Gubernatis et du quai Saint-Jean-Baptiste, appelé aujourd'hui avenue Félix-Faure.

C'était un quartier populeux, bruyant et pittoresque, relié à la ville par un pont de pierre, le Pont-Neuf, lequel donnait accès à « la Rouaccia » sur la rive gauche. La Bourgade avait l'aspect hirsute et débraillé de tous les faubourgs; maisons basses, boutiques d'apparence sordide, groupées le long d'une rue étroite, quelques masures avec jardins potagers bordant la rive du Paillon, torrent quelquefois impétueux qui ravageait alors tout le quartier, mal protégé par un mur peu élevé. On y trouvait aussi quelques fabriques, teintureries, tanneries, un couvent, celui des Augustiniens, des auberges et une ou deux maisons d'une certaine apparence.

Toute une population bruyante grouillait à la Bourgade qui formait le trait-d'union entre la ville et les hameaux éloignés de Saint-Pons et Saint-André.

Le transit se faisait alors au moyen d'ânes et de mules, les transports par charrettes et diligences et tout ce charroi entretenait un grand nombre de petits commerçants, bourreliers, selliers, forgerons, maréchaux-ferrants, voituriers, cabaretiers, aubergistes et épiciers.

Ce serait donc au quartier de la Bourgade et dans l'une de ces maisons au n° 21, extrémité du Grand-Hôtel actuel, que serait né Masséna, le 6 mai 1758 (1).

(1) Beauregard (Masséna); Tisserand (Histoire de la Révolution française dans les Alpes-Marit., p. 438); Edouard Arène (Monographie de la ville de Levens); Journal *l'Eclaireur de Nice*, Journal *Le Petit Niçois*, du 23 mai 1909; *l'Eclaireur du Dimanche de Nice*, 30 octobre 1921.

Le peintre niçois Costa a consacré la légende par une aquarelle qui, après avoir appartenu au petit-fils du maréchal, se trouve aujourd'hui au musée Masséna à Nice et qui représente, comme étant la maison natale, un modeste immeuble exigü, de deux étages et de deux croisées de façade, bâti sur la rive droite et au bord du Paillon dans l'axe même de l'emplacement actuel de la statue du maréchal. Cette maison aurait été la propriété d'un levensois aisé, Drogoul-Ferrero, qui exploitait une auberge fort achalandée, rendez-vous habituel de ses compatriotes de Levens.

Cette vue rétrospective établie sans doute sur la foi de renseignements contemporains ne constitue certainement pas un document de suffisante importance, mais peut être considéré simplement comme le reflet de l'opinion la plus accréditée, sur le lieu même de la naissance du futur maréchal de France.

L'hypothèse de la naissance de Masséna à la Bourgade a pourtant trouvé des sceptiques :

Il nous semble étrange, écrit un niçois fort avisé (1) : que la mère de Masséna, bourgeoise aisée et de quelque distinction, ait accouché à la Bourgade, dans une de ces maisonnettes basses, d'aspect minable, peuplées de cordiers, d'âniers et de laitiers, entourées de jardins maraîchers, qui se groupaient alors en désordre autour du Couvent des Augustiniens, le long des berges ravinées du Paillon.

et plus loin l'auteur, d'ajouter :

Les règles canoniques, alors rigoureusement observées, permettraient-elles de baptiser un nouveau-né ailleurs que dans la paroisse de son ressort ? et si elles ne le permettaient pas, la légende de la Bourgade se trouve mise à néant et seul l'extrait

(1) Victor-Emmanuel, Journal *Le Petit Niçois*, 23 mai 1909. Nice.

Rebecca Rossini giugali (cognato) nata oggi Barbara da me
Ignazio Cacciari (cognato) coad. il padrino il signor pio e Maria
Rossini, e la mamma da dana. Anziana (cognato) (cognato).

alla 8 maggio 1858

Andrea e Maria figlio del nob. giugali di Cattolica, ha ve giugali
e Maria, nato li sei Corvenco Buzetto oggi da me Ignazio
Cacciari (cognato) coad. il padrino il nob. andrea deposta, e la mamma
la nob. cattolica e Maria

veneti 199 Maggio 1858.

Piero Giuseppe Maria figlio di Ignazio, e di Onorata Cacciari
giugali (cognato) nato li 7. do Corvenco da me pio. Giuseppe
Deleone more, figlio. Il signor pio Giuseppe Cacciari da

Acte de naissance d'André Masséna
Nice, registre des baptêmes de la Cathédrale Sainte-Réparate

Cliché J. GUETTA, phot. Nice

de baptême conserve une valeur historique certaine, laissant le champ libre aux hypothèses les plus diverses.

Ces observations sont fort judicieuses mais la première se heurte à une tradition tenace et à une certaine vraisemblance, tandis que la seconde tombe d'elle-même, si l'on considère que tous les enfants nés à la Bourgade à cette époque ont été aussi baptisés à la Cathédrale.

Il résulte de l'ensemble de ces considérations que ce que l'on peut affirmer avec certitude, c'est que le maréchal Masséna est né à Nice, ainsi du reste que son père et tous ses frères et sœurs, mais qu'en ce qui concerne le lieu même de sa naissance, on ne saurait, aujourd'hui, situer l'emplacement de sa maison natale.

Néanmoins, si nous nous trouvions dans l'obligation de nous prononcer, nous nous rangerions parmi ceux qui désignent la Bourgade comme lieu de naissance d'André Masséna.

En effet, quand Jules-César Masséna, son père, épousa M^{me} Catherine Fabre, étant soldat au Régiment National de Nice, il habita quelque temps au domicile de son beau-père, non loin de l'église St-Martin. C'est là que naquit son premier enfant, Marie-Lucrèce, qui devait devenir M^{me} André Gaudio.

Un peu plus tard, ayant achevé ses sept années de service militaire, il choisit une profession, changea de domicile et s'installa dans les limites de la paroisse Ste-Réparate, la cathédrale, où furent successivement baptisés son second enfant, Marie-Anne, le 28 décembre 1756 et André, le futur maréchal, le 8 mai 1758.

Dès 1760, Jules-César Masséna dut revenir s'installer de nouveau sur le territoire de la paroisse Saint-Martin, où ses quatre derniers enfants reçurent le baptême, le premier, Jean Masséna, le 31 mars 1760.

On peut donc placer la période où Jules-César Masséna, père d'André, habita la Bourgade, entre 1756 et 1760.

A ce moment, ne touchant plus sa solde, et d'autre part les 1300 livres de la dot de sa femme prêtées à son frère Antoine-François, tanneur à la Bourgade, ayant été engloutis dans la faillite de son entreprise, Jules-César, déjà père de trois enfants, se trouva dans l'obligation de se créer des ressources pour subvenir aux besoins de sa famille déjà nombreuse. Quoi de plus naturel qu'il ait alors, comme certains le prétendent, changé de domicile pour aller exploiter un commerce de vins à la Bourgade dans la maison Drogoul-Ferrero, indiquée comme étant la maison natale du futur maréchal.

Alors que les maraichers, fermiers et métayers de l'Escarène et Contes, venant à Nice par la diligence descendaient sur la rive gauche, place Saint-François, à l'hôtel des Aigles d'Or, ceux de la vallée de la Vésubie, Saint-André, Falicon, Tourrettes, Levens, Saint-Pons, affluaient à la Bourgade où ils avaient coutume de descendre à l'hôtel du Chapeau-Rouge, qui portait sur sa façade un grand coq rouge avec en exergue cette inscription, avis prudent à la clientèle :

“ Quando il gallo cantarà, credito si farà ”.

(Quand ce coq chantera, on fera crédit)

Toute cette foule de maraichers, d'âniers et de laitiers constituait une clientèle avantageuse pour un commerce tel que celui de Jules-César Masséna, les paysans ayant, tout comme de nos jours, l'habitude de traiter leurs affaires à l'auberge.

Il existe aussi cette dernière présomption en faveur de l'hypothèse du séjour du père d'André Masséna à la Bourgade, dans la maison de Ferrero, qu'on prétend être

la maison natale de Masséna, que celle-ci se trouvait comme nous l'avons dit, dans l'axe même de l'emplacement actuel de la statue du maréchal et que c'est sur le témoignage de contemporains que cette statue fut placée à cet endroit précis lors de son érection en 1869.

On a prétendu enfin que Masséna était né à Nice mais accidentellement, si l'on peut s'exprimer ainsi, sa mère, venue dans cette ville avec son mari à l'occasion d'une fête ayant mis au monde le futur enfant chéri de la victoire (1).

Légende encore que ce voyage fortuit puisqu'il est bien établi que le père de Masséna, d'ailleurs lui-même né à Nice y habitait et était fixé à la Bourgade à l'époque de sa naissance.

Quelle que soit la maison où sa mère accoucha, c'est le 6 mai 1758 qu'André Masséna vint au monde. C'était le troisième enfant que le jeune ménage avait en trois ans de mariage et il fut baptisé deux jours après à la cathédrale de Nice où son acte de baptême fut inscrit dans les termes suivants (2) :

Alli 8 maggio 1758

Andréa Massena, figlio del nob. Giulio e di Cattarina Fabre, guigali Masséna, nato li sei corrente, battezzato oggi, da me Ignazio Cacciardi, canonico coadjutore. Il padrino il nob. Andrea Deporta e la madrina la nob. Cattarina Massena.

du 8 mai 1758

André Masséna, fils du noble Jules et de Catherine Fabre, époux Masséna, né le six courant, baptisé par moi Ignace Cacciardi, Chanoine Coadjuteur, le parrain étant le noble André Deporta, et la marraine, la noble Catherine Masséna.

(1) Ed. Arène. Monographie de la ville de Lévins.

(2) Nice, arch. cathéd. Livre des baptêmes, année 1758.

Jules-César Masséna avait choisi pour tenir sur les fonts baptismaux son premier enfant, son beau-père Joseph Fabre, « l'Ouragan », et sa mère M^{me} V^{ve} Masséna, née Lucrèce Blanc. Au moment de la naissance de la seconde fille, il prit comme parrain et marraine, son frère Antoine-François Masséna, tanneur, et sa belle-mère, Marie-Anne Fabre. Pour son troisième né André, son choix se porta sur sa sœur Catherine Masséna et son mari Deporta.

André Deporta, le parrain, qui donna son prénom à André Masséna, était négociant, établi à Nice dans la vieille ville, auprès de l'église Saint-Martin. Il était non seulement le beau-frère de Jules-César dont il avait épousé la sœur quinze ans auparavant, mais aussi son meilleur ami.

On se souvient, en effet, qu'il avait été dépositaire pendant un an de la dot de M^{me} Jules-César Masséna, la mère du futur maréchal et les liens d'amitié étaient si étroits entre les deux familles, qu'il sera de nouveau parrain le 28 mars 1762, du cinquième enfant de Jules César, Dominique Masséna, qui mourut en bas âge.

Un doute pourrait subsister au sujet de l'identité de la marraine qui figure dans l'acte de baptême sous le nom de Catherine Masséna. On ne rencontre dans la famille Masséna, que deux Catherine, la propre mère du Maréchal, qui n'est certainement pas la marraine et Catherine Deporta, née Masséna, sœur de Jules-César. C'est donc sur ce nom que se réunissent toutes les présomptions et l'on peut, semble-t-il, affirmer que c'est M^{me} Deporta qui fut la marraine de son neveu André bien qu'elle figure à l'acte de baptême sous son nom de jeune fille.

CHAPITRE VIII

Années d'Enfance

CHAPITRE VIII

Années d'Enfance

André Masséna serait venu au monde chétif et débile, au point que sa mère désespérait de l'élever. Comme on fait pour les malades, elle cédait à ses moindres caprices si on ajoute créance à l'anecdote suivante qui a trouvé ses propagateurs (1).

Un soir, l'enfant manifesta le désir de s'emparer d'une mince branche de laurier en fleurs, qui était à sa portée ; la mère s'empressa de la mettre entre ses petites mains, ce dont le médecin survenu sur ces entrefaites, la blâma fort, prétextant que la fleur de laurier est vénéneuse.

Le petit être défendit tant et si bien son butin qu'il s'endormit avec lui.

Or, le lendemain matin l'enfant s'éveillait en pleine santé, miracle que la mère, dans la superstition de son amour, attribua à la vertu de la branche de laurier vraiment symbolique.

Et l'on prétend qu'à la mort de la mère, on retrouva sur son sein, dans un sachet, des bribes desséchées des feuilles de laurier que le maréchal aurait, à son tour,

(1) Watripoin, C. F. Journal *l'Eclaireur du Soir*, Nice, 10 août 1922. (Léon Sarty).

pieusement recueillies dans un médaillon qui ne l'aurait jamais quitté (1).

André Masséna ne resta guère que deux ans à la Bourgade : ses parents retournèrent, en effet, à leur première paroisse, Saint-Martin vers 1760.

C'est là, d'ailleurs, que son père Jules-César meurt le 13 décembre 1764, à l'âge de trente trois ans, laissant sa veuve avec six enfants en bas âge dont André Masséna, âgé alors de six ans et cinq mois.

La tradition veut que très jeune, le petit André eut déjà un emploi aussi modeste que peu lucratif, celui de porteur de pain dans son quartier, qu'il exerça jusqu'au nouveau mariage de sa mère, qui épousa, peu après les délais de viduité, le sieur Féraudy, négociant à Nice.

Après la mort de son premier mari, il est probable que M^{me} V^{ve} Jules-César Masséna et ses six enfants, allèrent habiter chez sa belle-mère M^{me} Lucrèce Blanc, veuve Dominique Masséna. Combien de temps ? vraisemblablement jusqu'au jour où elle épousa en secondes noces M. Féraudy.

C'est alors que la famille se disperse en partie et qu'André reçoit l'hospitalité à Levens chez une parente, que les uns disent sa être tante Marie. Quelle tante Marie ? A moins qu'on ne désigne ainsi soit Marie-Catherine Deporta, sa tante et marraine qui pourtant ne semble pas avoir vécu à Levens, soit une autre tante paternelle Marie-Elisabeth Masséna, épouse de François Beghet, sur laquelle

(1) Ce geste cadrerait assez avec le tempérament de Masséna qui était très superstitieux. C'est ainsi, dit son médecin, le docteur Brisset, dans sa notice biographique sur le maréchal... « qu'il ne montait jamais le cheval noir j'ai qu'il tenait de la succession du général Saint-Croix, son ancien aide de camp, parce que cet officier avait été tué en le montant ; une araignée trouvée sur sa chemise en 1813, lui fit prédire le malheur de deux années qui suivirent ». (Arch. priv. de la famille Masséna, vol. 2, p. 165).

nous manquons de renseignements et qui habitait peut-être Levens ; soit sa tante maternelle Marie-Madeleine Infernet, née Fabre, qui dut certainement habiter Nice ou encore plus probablement sa propre grand-mère (1), Marie-Lucrèce Blanc, veuve Masséna qui habita Levens sur la fin de sa vie et recueillit son petit-fils.

Quoi qu'il en soit, le séjour de Masséna à Levens, dans ses premières années, est une tradition qui demeure.

Levens, chef-lieu de canton, est un des plus gros bourgs des Alpes-Maritimes, situé pittoresquement sur une hauteur donnant le confluent du Var et de la Vésubie.

Comme dans les vieux villages de la contrée, les rues y sont étroites et tortueuses, mais la petite cité est très proprement entretenue et l'atmosphère de ses 570 mètres d'altitude, pure et salubre, en fait aujourd'hui une résidence d'été agréable.

Comme nous l'avons vu, les Masséna possédaient à Levens des immeubles et des propriétés, celles-ci sises tant à Levens qu'au quartier de la commune, dénommé St-Antoine-de-Siga.

A Levens, Masséna aurait, toujours suivant la légende, continué à exercer son emploi de porteur de pain. Ce qui lui aurait permis d'acquérir sur la configuration géographique des lieux, les connaissances topographiques qui devaient lui être plus tard d'une singulière utilité, lorsqu'il fut appelé à combattre dans cette région les armées austro-sardes.

A la mort de la parente qui l'avait hébergé, — sa grand-mère sans doute, — il fallut régler le sort du jeune André.

(1) J. Amic. Histoire de Masséna. Voir dans le même sens, la lettre du colonel Roux, datée de Nice, le 7 avril 1847, au général Koch. (Arch. priv. de la famille Masséna, vol. 2, pièce 163).

C'est alors qu'il fut recueilli par son oncle paternel, Augustin Masséna, qui exerçait à Nice, dans la vieille ville la profession de fabricant de savon, disent les uns, peut-être de pâtes alimentaires, d'après d'autres auteurs, ainsi qu'on le verra plus loin.

Augustin Masséna habitait un immeuble qui existe encore et porte aujourd'hui le n° 22 de la rue de la Préfecture ; c'est là que fut installé le jeune André âgé à cette époque d'une dizaine d'années.

Que faire de ce gamin ? Son oncle songea à lui apprendre un métier et tout naturellement le prit dans sa boutique comme apprenti.

Dans cette fabrique, André fit plus amplement connaissance de ses deux cousins germains, François, de quatre ans plus âgé que lui, et Philippe son aîné de cinq ans. Tous trois se prirent d'une amitié qui ne devait pas se démentir plus tard, mais c'est surtout avec François qu'André devait se lier.

A l'enfant débile des premières années avait succédé un adolescent de meilleure santé, mais chez lequel perçait déjà un caractère ardent, indépendant et quelque peu autoritaire ; aimant la vie au grand air dont il avait pris le goût à Levens, enclin aux jeux bruyants ou l'activité physique et l'énergie jouent le rôle prépondérant, supportant mal le joug d'une autorité.

C'est ainsi paraît-il, qu'avec ses camarades du quartier St-Jacques, il avait organisé un bataillon de gamins de son âge qui marchait souvent à la rencontre de ceux de la Bourgade, sous le prétexte qu'ils ne pouvaient considérer comme niçois ces derniers logés hors de l'enceinte de la ville. La querelle sans cesse renaissante de part et d'autre, se traduisait par des batailles rangées où le jeune André préludait à ses succès futurs par sa vaillance incontestée et l'ascendant qu'il avait su prendre sur sa troupe.

C'est aussi l'époque où le travail terminé, le jeune André, allait, avec d'autres, polissonner à la faveur de la nuit dans les ruelles obscures de la vieille ville, et tendre au travers des rues, des cordelettes auxquelles le guet venait régulièrement trébucher.

André Masséna ne semble avoir montré qu'un goût très relatif pour l'emploi que son oncle lui avait assuré dans sa fabrique.

« Vers le milieu du siècle dernier, quelques vieux niçois se souvenaient encore d'avoir vu dans une boutique sombre près de St-Jaume, (St-Jacques), le jeune Masséna, taper du cul (1) sur la plate-forme en bois d'une vieille machine à vermicelles. »

Et l'auteur ajoute :

« On comprend qu'à ce régime de *hart labour*, le futur vainqueur de Zurich, ait pris en horreur la maison avunculaire (2) ».

André était un enfant terrible, actif, exubérant, audacieux, le sang bouillant des Masséna courait dans ses veines ; il était fait pour l'action et non pour mener une existence régulière, monotone et sans grand intérêt dans un atelier.

Il avait supporté jusqu'alors la fabrique de son oncle tant qu'il y vivait à côté de son cousin François, mais voici que celui-ci part pour Toulon se perfectionner, comme l'avait fait son père, dans le métier de fabricant de savon. Son autre cousin Infernet a été aussi embarqué à Toulon, comme mousse, sur un navire de la maison

(1) Fonction aujourd'hui disparue par suite du perfectionnement de l'outillage de l'industrie des pâtes alimentaires.

(2) Journal *Le Petit Niçois* du 23 mai 1909, sous la signature de M. Victor-Emmanuel.

Fabre. André se trouve seul, isolé, privé de la tendresse de sa mère qui se passe très bien de lui.

Il prend en horreur l'existence qu'on lui fait mener.

Le moment est venu où le futur maréchal va tenter de voler de ses propres ailes. C'est alors qu'il échappe à la monotonie de la tutelle familiale et va courir lui aussi les aventures.

CHAPITRE IX

André Masséna dans la Marine

CHAPITRE IX

André Masséna dans la Marine

André qui avait à ce moment treize ans (1) prit la résolution de quitter la maison de son oncle. Que faire ? Il songea tout naturellement à gagner Toulon où il retrouverait François et Infernet, ses cousins, peut-être aussi Marcel, son oncle le militaire et en tout cas ses parents les Fabre, à qui il demanderait aide et assistance en cas de besoin.

Partit-il clandestinement, (2) comme certains l'ont écrit ou avec le gré des siens et en même temps que le jeune François par exemple, ce qui est une hypothèse vraisemblable ; on n'est pas fixé sur ce point.

Dans un mot trouvé dans des archives de famille et écrit de la main d'un contemporain de Masséna, il est dit :

(1) « Je suis venu en France à l'âge de 3 ans (13 ans)... », écrit Masséna en 1814. (Arch. privées de la famille Masséna, vol. 2, pièce 158).

(2) Général Koch (Mémoires de Masséna) ; La Grande Encyclopédie (biographie de Masséna, par Et. Charavay) ; Franceschini (Les contemporains Masséna) ; J. Amic (Histoire de Masséna) ; D. Beauregard (Masséna) ; Toselli (Notice biographique sur Masséna) ; Docteur Brisset (Notices sur Masséna, arch. priv. de la famille Masséna, vol. 2, pièce 165). Général baron de Marbot. (Mémoires, t. 3, p. 7).

« Masséna, à 14 ans, part rejoindre Marcel Masséna, son oncle. Il s'embarque à Marseille et fait un voyage en Amérique (1) ».

D'autre part, dans son dossier aux archives de la guerre, une pièce datée de Garezio, le 4 prairial an II (23 mai 1794), et signée de la main du général Masséna porte sur ses états de service : « Dans ses premières années, employé à Toulon au service de la Marine ».

Cette indication nous permet une hypothèse qui ne serait pas dépourvue de vraisemblance si l'on se souvient que André Masséna avait comme grand-père maternel M. Fabre, « l'ouragan », entrepreneur de travaux et armateur.

Ceci explique l'embarquement de son neveu Cyprien Infernet, le héros de Trafalgar, cousin d'André Masséna, à peine sorti de l'enfance, sur un des navires de la maison Fabre armant à Toulon.

Dans cet ordre d'idées, il est tout naturel de penser que Joseph Fabre ait fait pour le jeune André Masséna, son petit-fils au même titre que Cyprien Infernet, ce qu'il fit pour ce dernier, et lui ait assuré un embarquement comme mousse sur l'un de ses navires. Ainsi s'expliquerait, en outre, que le maréchal Masséna fasse figurer dans ses états de service que nous relevons, plus haut la mention « employé dans ses premières années à Toulon au service de la marine ».

Le général baron de Marbot, qui compta plus tard un moment à l'état-major du maréchal Masséna, consacre dans ses mémoires, un important chapitre à la vie d'André Masséna d'où nous extrayons le passage suivant correspondant au moment où le jeune André vient de quitter son oncle à Nice, pour mener une vie plus conforme à ses goûts de liberté, d'indépendance et d'entreprise.

(1) Le colonel Roux, dans sa lettre au général Koch relative à la jeunesse de Masséna indique aussi Marseille comme lieu d'embarquement. (Arch. priv. de la famille Masséna, vol. 2, pièce 163).

André Masséna, dont le caractère ardent et aventureux ne pouvait se plier à la vie monotone et laborieuse d'une fabrique, abandonne, dès l'âge de treize ans, la maison de son oncle et alla s'embarquer clandestinement comme mousse sur un vaisseau marchand, en compagnie d'un de ses cousins nommé Bavastro, qui devint pendant les guerres de l'empire le plus célèbre corsaire de la Méditerranée.

Retenons de ces lignes, l'indication nouvelle que Marbot apporte à la biographie de Masséna, en indiquant qu'il s'embarque comme mousse avec un de ses cousins, nommé Bavastro, le futur ravitailleur de Gênes pendant le siège de cette ville.

L'affirmation du général Marbot, toujours si sujet à à caution, est très certainement inexacte ici, au moins en ce qui concerne Bavastro.

Celui-ci, né à Gênes, s'embarqua il est vrai tout jeune comme mousse sur un navire marchand, mais non à Toulon : en outre, il n'était pas parent de Masséna, qu'il ne connut, s'il faut croire l'historien Toselli, que beaucoup plus tard, vers 1782 (1). Il devint peut-être du fait de son mariage, allié de Philippe Masséna, mais d'une façon très lointaine, et jamais le maréchal dans les diverses interventions qu'il fit plus tard auprès du Ministre de la Marine en faveur de Bavastro, son ami, ne le désigna comme son cousin, ce qu'il n'aurait pas manqué de faire si un lien quelconque de parenté les avait unis.

André Masséna, donc, arrive à Toulon et s'en va très certainement retrouver son grand-père maternel Joseph Fabre. qu'enfant, il a connu à Nice. Il ne veut pas entendre parler d'entrer dans une fabrique de savon et se sent plutôt attiré vers la carrière de marin. Aussi soit après quelques mois de séjour à Toulon, ou quelques courts voyages en Méditerranée, il fut embarqué comme mousse

(1) Toselli. Biographie niçoise ancienne et moderne ; chapit. Bavastro.

sur un vaisseau qui partait pour une campagne lointaine, et commandé par un de ses parents, du côté Fabre très probablement (1). Son oncle, Antoine-François Masséna, le tanneur était parti pour l'Amérique en 1759, sa mère avait à Cayenne des parents colons. André part à son tour pour le nouveau monde. Il y fit, dit-on, deux voyages, le premier vers 1771 où sa présence est signalée à Cayenne, tandis qu'à la même époque son cousin Infernet, mousse sur la brigantine *Marie-Désirée* que commande le capitaine Joseph Fabre, certainement aussi un parent de l'« ouragan », navigue dans le Levant et le second aux Iles (2), l'année suivante.

Mais bientôt le jeune André ne tarde pas à s'apercevoir qu'il s'était trompé en se croyant une vocation pour la marine et au retour de son dernier voyage en mer, probablement vers l'été de 1775, André, alors âgé de dix sept ans, décide d'abandonner cette carrière.

On devine les motifs de cette résolution ; ses biographies sont d'accord pour indiquer en premier lieu les mauvais traitements subis. Qu'on se représente ce que devait-être la vie d'un mousse à cette époque sur un navire de la marine marchande. Malgré la protection du capitaine, on n'était pas tendre à bord pour le moussaillon considéré de tous temps comme le souffre-douleur et le jouet de l'équipage. D'autre part, la santé délicate d'André Masséna s'accommodait peut-être mal de la rude vie de matelot. Enfin, la perspective d'une existence sans grand avenir le décourageait.

Ce sont ces divers facteurs qui durent entrer en ligne de compte dans la décision de Masséna et le conduire, suivant sa destinée, vers la carrière où il devait s'illustrer.

(1) Vie de Masséna, par X. Impr. J.-M. Corne, Toulouse.

— Notice sur Masséna, par Pons de l'Hérault.

(2) Arch. de la famille Infernet.

Lettre du colonel Roux au général Koch. Arch. priv. de la famille Masséna, vol. 2, pièce 163.

CHAPITRE X

André Masséna dans l'Armée Royale

I

ANDRÉ MASSÉNA, Soldat

(1775 - 1776)

Regagna-t-il la France par Marseille, comme l'indication figure dans les archives d'un allié de Masséna, ou par Toulon ? Vraisemblablement par Toulon, puisqu'il y a tout lieu de croire qu'il était parti sur un navire de la maison Fabre, dont le port d'attache était cette ville. Que faire à son débarquement ? Son grand-père Fabre ne pouvait lui offrir d'autre situation que dans la marine, peut-être était-il décédé ; Masséna n'avait aucune instruction, pas de métier, il lui restait peu de choix, puisqu'il ne voulait pas se remettre à la fabrication du savon.

Retourner à Levens ? Sa grand-mère était morte, qu'y aurait-il fait ? aucun emploi n'était possible pour lui dans ce village, qu'il n'aimait pas. Les levençois d'ailleurs l'ont fort peu connu, si ce n'est pour l'accuser plus tard et lui garder un secret ressentiment d'avoir voulu brûler le village afin d'en chasser plus sûrement les Austro-Sardes qui y cantonnaient, et les barbets qui avaient installé aux environs leur quartier général.

Aller redemander l'hospitalité à son oncle Augustin le fabricant de pâtes alimentaires ? Il n'y était encouragé ni par la brusquerie de son départ qui avait ressemblé à une évasion, ni par le cuisant souvenir de sa fonction de tape-cul. Rejoindre sa mère à Nice ? Celle-ci s'était créé un nouveau foyer et à la place de son père, il n'aurait trouvé qu'un parâtre peu disposé à s'occuper d'un grand beau-fils de dix-sept ans, au caractère évidemment peu souple. Il fallait pourtant prendre une décision. C'est alors qu'en désespoir de cause, il se retourne vers son

oncle, le militaire, esprit grave, calme et réfléchi, qui pourra lui donner aide et conseil.

Marcel Masséna à ce moment compte au régiment Royal Italien en qualité de quartier-maître trésorier, depuis 1771 et précisément il est à Toulon depuis peu, son régiment étant venu de Monaco depuis le 28 mai de cette même année 1775.

De nombreux niçois ou originaires du Comté de Nice y sont incorporés, le milieu ne peut que lui être sympathique. D'un caractère audacieux, aimant, comme tous les Masséna, les voyages, les aventures, le jeune André se sent tout naturellement attiré par cette nouvelle carrière qui répond à ses désirs d'activité et d'inconnu et le 18 août 1775, à Toulon même, il entre au Royal Italien comme fantassin.

On a pu s'étonner qu'André Masséna, sujet sarde, soit venu s'enrôler dans les armées françaises au service du roi de France et ce reproche fut formulé bien souvent au moment où général de division, il prit part à la campagne d'Italie aux côtés de Bonaparte ; on l'accusa de trahison.

Ce reproche est immérité, car le fait était assez commun à cette époque d'armées mercenaires où la notion de la patrie était assez vague. De nombreux étrangers, par goût où par métier, entraient au service de la France. Quant à Masséna, déjà à demi français par sa mère, son pays natal, qu'il avait si peu connu, le laissait indifférent ; il préférait sa patrie d'adoption et avait quitté Nice sans esprit de retour.

Plus tard, quand il sollicita de Louis XVIII des lettres de naturalisation il écrivait : « Sire, je suis né à Nice, 6 mai 1758, mais d'une mère française, je suis venu en France à l'âge de trois ans (treize). J'ai navigué sur des bâtiments français pendant deux ans et suis entré au service de terre des armées françaises en 1775. Depuis cette

époque, j'ai parcouru tous les grades dans la carrière militaire et pour me lier davantage à ma patrie adoptive, j'ai épousé une française en 1784 (1789). Enfin mes trois enfants sont nés en France..... »

D'ailleurs les siens ne lui avaient-ils pas donné l'exemple ? son père par ses voyages et son mariage, son oncle Marcel, ses cousins tous venus en France ou ayant épousé des françaises.

Bref, André Masséna s'engage.

Diverses pièces de son dossier aux archives de la Guerre et même l'une d'entre elles signée de sa main, portent au sujet de son entrée au Royal Italien des dates différentes : deux font mention des 16 et 18 août 1773 et trois du 18 août 1875.

C'est cette dernière qui semble être la date exacte, d'autant que sur le congé qui lui fut délivré le 10 août 1789, par le Royal Italien, lorsqu'il quitta l'armée comme adjudant, il est dit que Masséna a servi au régiment quatorze ans, ce qui nous ramène à l'année 1775.

C'est donc bien le 18 août 1775 que le jeune André, à Toulon, endosse l'uniforme de fantassin du Royal Italien : habit bleu turquin, avec revers et parements jonquille, collet rose, gilet blanc, veste et culotte blanches.

Notre futur héros a l'inappréciable avantage de faire son apprentissage du métier des armes sous la direction et la protection de son oncle Marcel ; tutelle doublement heureuse, non seulement au point de vue de la carrière d'André Masséna, mais de son instruction, celle-ci laissant à désirer au point qu'elle était à peu près nulle.

Dès son jeune âge, il avait grandi un peu à l'abandon et son oncle Augustin, soit qu'il se fut trouvé en présence d'un esprit rebelle à l'étude ou naturellement indiscipliné, soit qu'il n'eût songé qu'à pourvoir le plus tôt possible son neveu d'un métier qui lui permit de gagner sa vie, ne lui avait même pas fait apprendre à lire. Il est

donc vraisemblable de penser que c'est son oncle Marcel qui fut son premier initiateur pour l'orthographe et la langue françaises.

Plus tard, Marbot a pu écrire, parlant de Marcel Masséna et de son colonel M. Chauvet d'Allons « qu'il voulut bien étendre sa protection sur André et lui fit apprendre passablement l'orthographe ».

Ah, cette orthographe ! plus tard on lui reprocha bien souvent de n'avoir jamais pu se l'assimiler ; peut-être même des jaloux lui en firent-ils grief ! Il est certain pourtant qu'André, très en retard, fit des efforts méritoires pour s'instruire et rattraper le temps perdu.

Moins heureux que son cousin Infernet qui, dès sa troisième année d'embarquement était écrivain de bord, à 21 livres de paie, il n'en avait pas eu les loisirs ou le moyen.

C'est donc à son oncle Marcel et uniquement à lui qu'André Masséna est redevable de ses premières notions de lecture, de calcul et d'orthographe.

Masséna était intelligent, spirituel, ayant la répartie prompte, le travail facile au point qu'un de ses biographes le représentera plus tard, comme susceptible de « dicter sans le moindre embarras des ordres et des instructions très détaillées à trois secrétaires à la fois » (1). Ses aptitudes intellectuelles étaient manifestes.

D'autre part, André Masséna nourrissait l'ambition de faire une carrière dans l'armée et il savait qu'un certain degré d'instruction lui était indispensable pour entrer dans le corps des officiers.

Aussi dut-il apporter à s'instruire tout ce qu'il y avait en lui de volonté et de ténacité dans ses entreprises. Il est hors de doute qu'il eut du goût pour l'étude et orna son esprit de connaissances relevées. C'est ainsi

(1) Brisset.

qu'à un moment donné de sa carrière, il put se permettre de répondre du tac au tac à son interlocuteur, le général Lamarque, qui lui parlait de Romulus et de Plutarque et lui citer en retour Tacite. Son style était net, précis et clair, l'orthographe n'est pas toujours respectée dans sa correspondance, ni même la grammaire, mais songeons qu'à l'époque où vivait Masséna l'instruction était le privilège d'une élite et on peut le dire d'une exception (1).

Le Royal Italien était arrivé à Toulon le 28 mai 1775 venant de Monaco, après un séjour en Corse où il avait pacifié l'île. Le 26 août 1775, son effectif était porté à deux bataillons par l'incorporation du Régiment français de Tournaisis créé en 1684.

En novembre 1776, un des deux bataillons du Royal Italien, le second, auquel appartiennent Marcel Masséna et son neveu André, est envoyé à Collioure. Trois de ses compagnies étaient détachées à la citadelle de Perpignan et les six autres restaient à Collioure.

Le caractère turbulent et l'esprit vagabond d'André Masséna s'étaient certainement amendés car il fut dès le début, un bon soldat et se plia facilement à la discipline.

Ses efforts allaient bientôt être récompensés, car l'année 1776, devait être heureuse pour l'oncle et le neveu.

Marcel Masséna se voyait nommer sous-lieutenant le 16 juin 1776, et André caporal le 1^{er} septembre, après un an de service à peine.

(1) C. f. M. ; l'opinion de M. Jehan d'Ivray. « La Lombardie au temps de Bonaparte », p. 70, qui apporte sans la justifier une note discordante. « Son ignorance était sans bornes. Il ne connut jamais les règles de la grammaire ; la lecture l'endormait (!) et il n'éprouvait aucun besoin de s'instruire »,

II

ANDRÉ MASSÉNA, Caporal

(1776-1777)

Au dossier d'André Masséna, aux archives administratives de la Guerre, les dates suivantes, selon les pièces, sont indiquées pour sa nomination de caporal : 1^{er} septembre 1776, 1^{er} août 1776, 6 septembre 1774, enfin 1773. Ne parlons pas de ces deux dernières, manifestement erronées et retenons comme date la plus probable, généralement admise, celle du 1^{er} septembre 1776.

Ce galon de laine, premier succès d'André dans la carrière des armes, produisit chez lui une profonde impression et souvent on lui entendit déclarer, depuis « que jamais dans le cours de sa brillante carrière, il n'avait éprouvé autant de joie et de fierté qu'en recevant les marques distinctives de ce modeste grade (1).

Il est assez malaisé de détailler la vie de Masséna depuis cette date (septembre 1776) jusqu'au jour où il fut nommé au grade de sergent (avril 1777). Il est infiniment probable qu'elle ne comporta pas de gros événements si l'on étudie l'histoire de son régiment pendant cette année.

Nous avons vu que le Royal Italien était arrivé à Collioure en novembre 1776 et avait détaché trois de ses compagnies à Perpignan.

Les troupes tenaient garnison auprès des passages de la frontière d'Espagne et aucun fait d'armes particulier ne vient troubler la vie monotone du soldat.

André Masséna continue patiemment à s'instruire et à se perfectionner dans le métier des armes, il s'évertue à

(1) Koch. Mémoires de Masséna.

mériter l'approbation et l'estime de ses chefs qui ont reconnu en lui un bon sujet.

« Malgré quelques incartades, dit Marbot, son colonel l'éleva en quelques années au grade d'adjudant sous-officier. »

On se demande quelles incartades André Masséna put commettre. Il n'était pas joueur, n'aimait pas à boire. Mais ses inclinations galantes qu'il conserva toute sa vie sont peut-être les « incartades » auxquelles fait allusion Marbot. En tout cas, elles ne devaient pas être bien graves car sa carrière allait devenir brillante.

III

ANDRÉ MASSÉNA, Sergent

(1777-1784)

Ce second galon ne devait pas se faire longtemps attendre. En effet, André Masséna fut nommé sergent le 18 avril 1777, moins de neuf mois après sa nomination au grade de caporal.

Attaché au peloton d'instruction, distinction flatteuse pour un homme de son âge, il acquiert promptement l'autorité nécessaire au commandement au point d'être bientôt considéré comme un des meilleurs instructeurs de tous les régiments de Provence.

C'est vraisemblablement au cours de cette année 1777 qu'André Masséna vit son frère cadet, Jean Masséna, né le 31 mars 1760, s'engager à ses côtés au Royal Italien. Il fut affecté à la compagnie Martini.

Le 12 octobre 1777, le régiment entier avec ses neuf bataillons fut réuni à Collioure et en juillet 1778, il partait pour la Rochelle.

Quelques mois après son arrivée, en 1779, le Royal Italien fut appelé à fournir un détachement d'embarquement de 400 hommes, pour la garnison des vaisseaux pendant la guerre d'Amérique, détachement qui devait être de retour en France en 1783.

Il est peu probable qu'André Masséna et son oncle Marcel aient fait partie de ce détachement. Nous trouvons en effet, Marcel Masséna en congé à Nice en avril et en décembre 1779. Entre temps, le 22 juin de la même année, il avait été nommé lieutenant.

D'autre part, le 24 juillet 1780, Marcel Masséna était nommé commandant du dépôt des Recrues du Royal Italien, à Marseille et ne rentrait au corps, devenu le Bataillon des Chasseurs Royaux de Provence, que le 12 juin 1788, à Antibes.

C'est au cours de son séjour à la Rochelle qu'une ordonnance du 25 janvier 1779 modifie la tenue du Royal Italien. André Masséna porte maintenant « l'habit long à la française, de couleur bleu céleste foncé, avec les revers blancs agrafés jusqu'au tiers de leur longueur, doublures blanches, gilet blanc à basques et à poches recouvertes, culotte blanche avec longues guêtres et le chapeau à cornes en feutre noir, galonné de noir ».

En avril 1780, le Royal Italien quitte la Rochelle et s'embarque pour l'Île d'Oléron. C'est dans cette garnison, nous l'avons vu plus haut, que le 24 juillet de la même année, Marcel Masséna est nommé commandant des recrues à Marseille et laisse son neveu André poursuivre seul sa carrière.

Le 19 mai 1781, le régiment est rappelé sur le continent ; et occupe successivement Rochefort et le camp de St-Jean-d'Angély, commandé par Le Voyer d'Argenson, puis retourne de nouveau, le 6 octobre 1782, à Oléron.

A cette époque, les deux frères Masséna étaient séparés, tandis qu'André suivait son régiment, Jean se trouvait avec son oncle Marcel au dépôt des recrues à Toulon. Envoyé un renfort avec un petit détachement du Royal Italien, nous savons déjà comment, au cours de ce déplacement, il fut blessé en duel et mourut à Angoulême le 15 octobre 1781.

Le 4 février 1783, André Masséna voit récompenser ses remarquables aptitudes militaires par sa nomination de sergent-fourrier et le 4 septembre 1784, par le grade d'adjudant.

Le 25 février de cette même année 1784, arrivait au régiment Royal Italien, comme engagé, le jeune François Grobert, avec lequel André Masséna se lie d'une amitié solide. Grobert devait devenir plus tard un brillant officier, puis commissaire des guerres à l'armée d'Espagne et d'Italie, après réforme pour blessures, Masséna n'oublia jamais son ancien camarade et le couvrit toujours de sa protection.

IV

ANDRÉ MASSÉNA, Adjudant

(1784-1789)

Dès le mois de décembre 1783, après la rentrée d'Amérique du détachement de 400 hommes, le Royal Italien est envoyé à Toulon où il tient garnison pendant quatre ans et n'en repart qu'en 1787 pour aller occuper successivement Montdauphin et Briançon qui marquera, du reste, le terme de sa carrière.

C'est à Toulon, où neuf ans auparavant il s'était engagé, qu'André Masséna reçoit enfin la récompense à ses efforts patients et obstinés. Le 4 septembre 1784, il est nommé adjudant.

L'année suivante, le 18 septembre 1785, il est fait chevalier de l'Ordre du Saint-Sépulcre de Jérusalem (1).

(1) Diplôme de Chevalier du Saint-Sépulcre de Jérusalem.

« Nous, Pierre-François Isnard, chevalier de l'Ordre du Saint-Sépulcre de Jérusalem, commandeur de la Palestine, officier au service de Sa Majesté très chrétienne.

Certifions que le Très cher Frère André Masséna de bonne vie et mœurs, prosterné à genoux après la cérémonie ordinaire, nous lui avons demandé sa religion qu'il a reconnu être la religion catholique, apostolique et romaine. Lui avons donné lecture des statuts et règlements de l'ordre, nous a promis de les suivre de point en point, de rendre irréprochable devant Dieu, et de remplir religieusement tous ses devoirs.

A prononcé ses vœux de religion et pour lui donner une marque de notre estime et de notre reconnaissance, l'avons reçu et admis Chevalier dudit ordre du Saint-Sépulcre de Jérusalem, en Palestine, et l'avons décoré de l'insigne qu'il portera jusqu'à la vie éternelle.

En foi de quoi nous avons signé le présent de notre main et apposé le scel de l'ordre. Donné en un lieu éclairé de notre foi romaine et évangélique où règnent la paix, la concorde et le parfait silence.

A Toulon, le dix-huitième jour du mois de septembre de l'an de N.-S. J.-C. 1785. Signés: Le Chevalier Desgrignon (?) Marquisau, Brun, Bossu, Ganet, Bertrand, Le Baron d'Aguilar, Vidal delery, Dalons. » (Arch. du maréchal Masséna, tome 1) ».

André Masséna aimait particulièrement Toulon qui lui rappelait ses années d'enfance, il y avait, de plus, des parents, des amis, de nombreuses attaches.¹

Il avait l'habitude avec ses cousins Infernet, le futur amiral et Doumenge, (1) le grand-père maternel du Docteur Bertulus, de fréquenter un cabaret tenu par une jolie fille nommée Clairette et situé sur le versant sud du fort Lamalgue.

Les trois amis passaient là de joyeuses journées, jouant aux boules et arrosant d'un certain petit vin clairot l'excellent bœuf à la mode qui faisait la réputation de la guinguette. Ces jeunes gens n'étaient pas riches, mais Masséna avait un crédit ouvert dans l'établissement. Il en usait, mais au départ du régiment, il dut s'en aller sans acquitter son compte qui devait s'élever à 150 livres. On raconte que vingt ans plus tard, revenu à Toulon, maréchal et Prince d'Essling, il alla un jour voir Clairette, blanchie par le temps et devenue la tante Claire, et qu'il lui restitua le montant de sa dette, avec de larges intérêts (2).

Au cours de son séjour à Toulon, en 1786, André Masséna vint à Nice en permission voir sa famille, il y séjourna un certain temps et le 26 mars 1786, il assista en qualité de parrain au baptême de son neveu André Gaudou, fils de sa sœur aînée. Il songea également à s'occuper de ses intérêts et à recueillir les biens de son père et de son

(1) Doumenge Joseph, fils de Joseph et de Marguerite Fabre, né à Toulon, paroisse Saint-Louis, le 22 juin 1745.

Entré au service de la Marine à Toulon comme matelot, sur la frégate *La Chimère*, le 1^{er} avril 1765, maître-pilote, lieutenant chargé de la route, enseigne non entretenu, quitte la marine de guerre à Toulon, le 30 mai 1790 comme capitaine, nommé capitaine du Port de commerce de Toulon, le 8 pluviôse an III.

Trente-deux ans de service, huit campagnes.

(2) *Le Caducée*, Marseille 1880, tome 4, p. 285-293.

— Cahiers de P. Letuaire. Toulon, imp. du *Petit Var*.

grand-père, que son oncle Augustin, fabricant de savon, avait administrés jusque là. On ne s'entendit pas en famille et une action judiciaire en partage fut ouverte. André, obligé de rejoindre son régiment, donna sa procuration pour le représenter dans ce procès à son beau-frère J.-A. Roux, le 26 mars 1786.

Il regagne son unité à Toulon d'où le Royal Italien part pour tenir garnison à Montdauphin et Briançon.

C'est après un an de séjour dans les Alpes que fut publiée l'ordonnance qui marquait la fin de l'existence de Royal Italien et le transformait en troupes légères.

Le premier bataillon, ancien Royal Italien, devint Chasseurs Royaux de Provence, 1^{er} bataillon, et le deuxième, ancien Tournaisis prit le nom de Chasseurs Royaux du Dauphiné.

Ordonnée le 17 mars 1788, l'organisation des Chasseurs Royaux de Provence fut effectuée par procès-verbal du 13 mai de la même année, sous le commandement du colonel Chauvet d'Allons.

Le bataillon est alors à Antibes ; c'est là que Marcel Masséna venant de Marseille rejoint son corps les premiers jours de juin. Il s'installe avec les siens, sa femme, son jeune fils, alors âgé de quatre ans, et une domestique dans sa nouvelle garnison. L'oncle et le neveu sont de nouveau réunis.

Antibes avec son imposante ceinture de remparts reconstruits par Vauban, son petit port protégé par le fort carré, était une véritable place forte, déjà célèbre par sa défense glorieuse lors du blocus de 1746, elle comptait alors plus de cinq mille habitants et une garnison de deux bataillons : les chasseurs royaux de Provence et les chasseurs des Ardennes placés sous le commandement supérieur du lieutenant général de Coigny. Le marquis de Cugnac, gouverneur de la place était assisté de M. J. Sanglier, major de la garnison ; M. de

Montchoisy, commandait le fort carré. Un grand nombre d'officiers retraités s'étaient retirés à Antibes, tels le major Granet de St-Ferréol, dont nous aurons l'occasion de reparler, le capitaine Leroy de Beurry, Joseph de Boyer de Choisy, le capitaine E. J. de Bouchard d'Aubeterre et tant d'autres.

C'était la première fois qu'André Masséna faisait un séjour à Antibes, il ne tarda pas à s'y faire des relations dans tous les milieux et y compta bientôt de nombreux amis.

La transformation du Royal Italien en Chasseurs Royaux s'opérait rapidement ; le nouveau bataillon n'avait ni drapeau, ni compagnie d'élite, mais en raison de ses destinations spéciales, il constituait lui-même un bataillon d'élite. Il était prescrit, en effet, de n'y enrôler que des hommes robustes et bons marcheurs ; les étrangers et surtout les déserteurs ne pouvaient s'y engager. Les douze meilleurs tireurs des compagnies furent nommés carabiniers.

Les Chasseurs Royaux de Provence portèrent comme uniforme l'habit, la veste et la culotte vert foncé, avec revers et parements jonquille, et le chapeau de feutre noir.

D'autre part, l'ordonnance du 17 mars 1788, relevait les soldes. C'est ainsi, qu'en qualité d'adjudant, André Masséna fut appelé à toucher désormais une somme de 500 fr. par an, de même que son oncle Marcel vit sa solde de lieutenant portée à 900 francs.

Promu comme on l'a vu, adjudant bas-officier depuis le 4 septembre 1784, André Masséna n'avait cessé de faire honneur à sa fonction.

Non seulement il était donné comme modèle pour la tenue de sa comptabilité, mais il possédait à fond les trois écoles, dit le général Koch, de même que les évolutions de ligne. S'élevait-il quelque question sur l'applica-

tion du service intérieur, du service des places ou du service en campagne; s'agissait-il d'aplanir quelque difficulté dans l'administration intérieure, encore sans règles bien établies, on recourait à lui, et ses propositions étaient écoutées.

Son colonel, M. Chauvet d'Allons, qui l'avait suivi dans toute sa carrière l'honorait d'une bienveillance particulière; la vivacité avec laquelle il le manifesta un jour fut même nuisible à son protégé. Passant la revue du régiment et mécontent des officiers, il les apostropha sur le front des troupes : « Votre ignorance sur les manœuvres est honteuse, Messieurs, s'écria-t-il, vos inférieurs, Masséna par exemple, feraient manœuvrer le bataillon mieux que pas un de vous (sic) ».

Cette parole imprudente attira à Masséna de nombreuses vexations (1).

André Masséna avait pris du service dans l'espoir de devenir officier comme son oncle, mais le nombre des places réservées aux roturiers devenait de plus en plus restreint. Déjà l'ordonnance du 22 mai 1781 qui fut présentée ou subie par M. de Ségur alors ministre de la guerre, édictant qu'il fallait faire preuve de quatre quartiers de noblesse pour être officier, avait amené une profonde mésintelligence entre les officiers et les bas-officiers.

André Masséna, malgré toutes les promesses qui lui sont faites et le bon vouloir de son colonel, ne voit rien venir; il se lasse de cette existence. Soit qu'il soit arrivé à l'expiration de son engagement, (2) soit qu'il ait été victime d'un passe-droit, comme d'autres l'on dit (3). ou bien encore que sa future belle-famille ait exigé son

(1) Général Koch. Mémoires de Masséna; Toselli. Notice biographique sur Masséna.

Du Fresnel. Mémoires d'un régiment, p. 70.

(2) Arch. administ. de la Guerre. Doss. d'André Masséna.

(3) Dr. Brissef. Notice sur Masséna; (arch. priv. de la famille Masséna).

départ de l'armée (1), il se décide à abandonner la carrière militaire. Presque en même temps, Marceau, soldat au régiment d'Angoulême à la fin de 1785, quitte de bon cœur au mois de juillet 1789 « un métier où il n'obtient de ses supérieurs, comme il l'exprime, que de hautaines et dédaigneuses paroles, où il sert d'instructeur à de jeunes officiers imbéciles et insouciants, où l'avancement n'est donné qu'à la naissance (2) »

« L'ancien Régime, comme l'écrit Cuvillier-Fleury (3), faisait payer aux plus braves, le sort d'une origine obscure et d'une parenté sans blason ».

Certes, Masséna devait quitter le cœur gros l'armée. Après quatorze années passées au corps, dont quatre comme adjudant, grade où il avait brillé au point d'être cité en exemple aux officiers ; malgré un labeur acharné, secondé par une volonté à toute épreuve, un amour passionné de son métier et des aptitudes professionnelles hors de pair, il ne pouvait que constater l'inanité de l'éclat de ses services et son impuissance à acquérir l'épaulette, faute de naissance.

Déjà cependant, aux approches de la grande Révolution, une aube nouvelle se levait qui aurait pu apporter à Masséna l'espérance, conseillère de l'attente ; un grand souffle allait transformer la France et dès le 13 février 1790, quelques mois seulement après le départ du futur maréchal de l'armée, l'Assemblée Constituante annonçait par décret que désormais, « la distribution des grades serait indépendante de la fortune ou de la naissance ».

(1) Pons de l'Hérault. Notice sur Masséna.

(2) A. Chuquet. *Études d'Histoires* « 4^e série », roture et noblesse dans l'armée royale. Paris, de Broccard, édit.

(3) Cuvillier-Fleury ; *Journal des Débats*, 22 novembre 1854, art. sur le général baron de Marbot.

Mais le sort en était jeté et André Masséna, âgé de trente et un ans, le cœur ulcéré, brisait sa carrière et n'hésitait pas à aller vers l'inconnu de sa destinée.

Le départ du régiment d'André Masséna fut déploré aussi bien par ses camarades et ses inférieurs que par ses chefs qui ne virent pas sans regret partir non seulement un excellent militaire, mais encore un instructeur de premier ordre.

Ce sentiment paraît très nettement dans les termes dont on se servit pour rédiger son certificat de congé :

André Masséna, dit-on, a servi 14 ans audit bataillon... dont cinq ans en qualité d'adjudant ; son service a été distingué par ses connaissances sur son état, son zèle et sa conduite constamment soutenus qui lui ont toujours donné droit d'être promu à tous grade et lui laissent nos regrets (1).

Et dans un autre certificat de non mariage, il est dit :

(1) Voici le texte complet de ce certificat :

Infanterie légère,

Bataillon de Chasseurs Royaux de Provence,

Nous, lieutenant-colonel commandant-major, capitaine, lieutenant et sous-lieutenant audit bataillon, certifions que le sieur Masséna a servi 14 ans audit bataillon (formé de l'ancien Royal Italien) dont cinq en qualité d'adjudant.

Que son service a été distingué par ses connaissances sur son état, zèle et conduite constamment soutenus, qui lui ont toujours donné droit d'être promu à tous les grades, et lui laissent nos regrets.

En foi de quoi, nous lui avons expédié le présent, sous le sceau des armes du régiment, à Antibes, le 18 août 1789.

Signés : d'Allons, de Montchoisy, Brunetière (?), Barruchy, Tozzi, Vagnon, Bouher, Chiarelli.

(Arch. priv. de la famille Masséna ; vol. 1, p. 7.

C. f. Toselli, Notice biographique sur Masséna.

Qu'il a servi jusqu'à ce jour avec distinction, zèle et intelligence constamment soutenus, profonde connaissance et un mérite qui lui donnent droit d'être promu à tous les grades et lui laisse la gloire d'emporter nos regrets (1).

(1) 3 août 1789. Infanterie légère. Régiment des chasseurs de Provence.
Congé militaire.

Nous, soussignés, certifions à tous ceux qu'il appartiendra, avoir donné congé absolu au sieur André Masséna, dit Masséna, adjudant du bataillon des chasseurs de Provence, natif de Nice, état du Roy de Sardaigne, en la province dudit, juridiction dudit, âgé de trente ans, de la taille de cinq pieds, quatre pouces, ayant servi depuis le dix-huit août 1773 jusqu'à ce jour, avec distinction, zèle et intelligence constamment soutenus, profonde connaissance et un mérite qui lui donnait droit d'être promu à tous les grades et lui laisse la gloire d'emporter nos regrets, sans avoir contracté à notre connaissance d'engagement de mariage.

Fait à Antibes, le troisième jour du mois d'août mil sept cent quatre-vingt-neuf.

Vu par Nous, Lieutenant-colonel,

Commandant dudit régiment :

Signé : d'Allons.

Vu par Nous, commissaire
des guerres :

Signé : Eyssautier.

Certifié par Nous, major du régiment :

Signé : de Montchoisy.

Pour copie conforme : le Général chef de l'état-major de l'armée d'Italie. Signé : P. G. Kerueguen.

(Arch. administr. de la guerre. Dossier André Masséna).

CHAPITRE XI

André Masséna et la Révolution

CHAPITRE XI

André Masséna et la Révolution

André Masséna, enfant du peuple, ne pouvait guère sous l'empire des idées nouvelles, annonciatrices de la Révolution toute proche, que concevoir et nourrir des sentiments républicains.

Comment d'ailleurs n'eut-il pas gardé un légitime ressentiment contre le régime qui, malgré ses excellents services comme sous-officier ne lui avaient pas permis, parce qu'il était roturier et sans fortune de briguer les galons d'officier.

Aussi accueillit-il avec enthousiasme les principes révolutionnaires avant de devenir pendant un certain temps, au contact d'esprits exaltés, un peu jacobin.

Déjà, au lendemain de son mariage, il prend part à la vie politique d'Antibes. Peut-être même sur les derniers moments de son séjour au bataillon des Chasseurs Royaux de Provence, a-t-il fréquenté, en secret, malgré la défense ministérielle (1) les clubs et les sociétés maçonniques. A l'époque de son mariage, sa signature

(1) Le Ministre de la Guerre, La Tour-du-Pin Paulin avait obtenu en avril 1790 que toute communication fut interdite entre les militaires et les sociétés populaires.

comporte les trois points symboliques entre deux traits parallèles, marque distinctive de la société maçonnique dans laquelle il prendra une place marquée au point qu'en 1804, le Grand-Orient de France alors à la recherche d'un chef illustre, le charge d'une mission auprès de Napoléon Bonaparte pour déterminer ce dernier à accepter les fonctions de grand-maître (1).

Il était de bon ton à cette époque de s'affilier à une société secrète et un grand nombre de généraux et de fonctionnaires signaient avec les trois points. Masséna, de plus, aimait naturellement le mystère. On raconte qu'en 1812, lorsqu'il fut pour la seconde fois gouverneur de Toulon, « afin de bien connaître les dispositions des esprits, il allait le soir déguisé en bourgeois et coiffé d'une casquette, s'asseoir sur les bancs en pierre du Cours ou du Champ de bataille auprès des vieux qui

(1) A la gloire du grand A de l'an, le 3^e jour du 1^{er} mois de l'an de la V. L. 1804; 12 ventôse, an XII. Le Gd. Ve. du G. O. de France au T. C. et T. R. F. général Masséna T. R. F.

La Maçonnerie en France a besoin d'un chef illustre. Cette institution ancienne d'amitié et de bienfaisance fait le bonheur de ceux qui y sont admis. Elle a besoin de protection, mais elle ne la désire que dans la proportion de son dévouement aux lois et aux Gouvernants dans les Etats où elle est tolérée. Ce sentiment intime lui fait désirer d'avoir un Grand-Maître digne d'une association aussi intéressante. Elle ne peut prétendre à Napoléon Bonaparte, mais le plus cher de ses vœux serait que ce nom chéri devint le cri de ralliement de la famille maçonnique. Je vous prie au nom de tous les ff. d'employer vos bons offices à l'effet de déterminer Bonaparte à accepter la place de Grand-Maître de l'Ordre de la Maçonnerie en France. Ce bienfait inappréciable serait vivement senti et le jour de son acceptation serait un jour d'allégresse universelle. J'ai l'honneur d'être pour le N.M.A.V.C. A.T.L.G.Q. V.S.I.T.R.F. votre très affectionné et très dévoué f. le G^e Ve du Gd. O. de France : Roettier de Monteleau Gd. Ve.

Timbré et scellé par nous, Garde du timbre en Sceaux du Gd. Orient de France; signé : Dubin. Par mandement : Gaume Fre. d'Office. (Arch. de la famille Masséna, vol. 1).

prenaient le frais et il entrait en conversation avec eux » (1).

On a dit aussi, et cela n'a rien d'impossible, qu'il connaissait et se servait à l'occasion d'un mot de passe ou signe de reconnaissance qui était dit-on employé par les niçois à l'étranger.

« Lorsqu'un niçois, dit Toselli (2), rencontrait quelqu'un qui lui paraissait être un compatriote, pour s'en assurer, il l'abordait avec ses mots : « Ferroutié » à quoi tout vrai niçois répondait : « Signe » réponse qui était suivie de la question « Doun soun lu muort ? — A Puorta Nova ou à Carras ou à Sincaire ». (Où sont les morts ? — à la Porte-Neuve, à Carras ou à Sincaire).

Et Toselli ajoute que Masséna commandant le 2^{me} bataillon du Var, reconnu ainsi parmi ses soldats un niçois nommé Broc, dit *Calous*, de qui on tenait le fait.

On raconte encore que Masséna se trouvant à Cosenza en 1806 et recevant un parlementaire nommé Dani qui se disait niçois, l'interpella par le mystérieux mot « Ferroutié » à quoi le parlementaire répondit par la phrase rituelle, ce qui lui valut la bienveillance du maréchal (3).

Rendu à la vie civile à Antibes, il prend pendant son séjour une part active à la vie municipale et publique. Il devient — chose étrange puisqu'il n'est ni français, ni naturalisé, — citoyen actif (4), fait désormais partie de

(1) Les cahiers de P. Letuaire (1796-1884). Toulon, imp. du *Petit Var* 1910, p. 41, série 1.

(2) Revue *Nice Historique* 1912, p. 99. Voir également Toselli « Raccolta di vari documenti sulla storia di Nizza ».

(3) Lettre en italien datée de Cosenza, le 22 janvier 1806 et adressée par François Scudieri à son cousin François Paullian alors à Naples (*Nice Historique* 1912, p. 100).

(4) Les citoyens actifs, d'après la loi votée par la Constituante, étaient ceux qui concouraient aux élections. Ils devaient justifier avoir 25 ans et payer une contribution directe égale au moins à la valeur de trois journées de travail. Les citoyens passifs étaient ceux que la même loi excluait des élections.

cette catégorie de citoyens, qui d'après la loi votée par la Constituante, concouraient aux élections et sa signature, toujours accompagnée des trois points maçonniques, figure aux registres des délibérations de la municipalité chaque fois que l'assemblée des citoyens actifs est réunie. La ville d'Antibes, comme nous l'avons déjà vu, le récompense de son zèle et de sa propagande des idées nouvelles en lui décernant à maintes reprises un brevet de civisme. A son tour, le 24 février 1792, l'édilité de Vence où André Masséna exerce les fonctions d'adjudant-major du 2^e Var, se plaît à certifier et à attester qu'il a toujours montré « un zèle très ardent et peu commun dans l'exercice de sa charge et un attachement inviolable à la Constitution ».

Le 6 décembre 1794, (1) le général en chef de l'armée d'Italie, Dumerbion, dans un certificat très élogieux sur le rôle joué par Masséna dans plusieurs expéditions contre les Austro-Sardes, se plaît à le qualifier de « véritable républicain ».

Patriote ardent, Masséna s'était lié d'amitié très vive avec le général Charton, jacobin exalté, alors qu'il se méfiait du général d'Anselme dont les idées politiques étaient plutôt tièdes mais malgré ses opinions, il ne songea jamais à briguer une situation politique. Il brilla une fois dans les clubs, quelque peu en paysan du Danube, et s'abstint de toute intrigue (2).

(1) 6 décembre 1794. — Armée d'Italie. — Au quartier général de Nice le 16 frimaire la 3^{me} année de la République Une et Indivisible. Le général en chef de la dite armée. Empressé de rendre hommage à la vérité, je soussigné, Général en chef de l'armée d'Italie, certifie que le général de division Masséna, employé sous mes ordres depuis que j'ai été nommé commandant de l'armée, a commandé à plusieurs expéditions très conséquentes et qu'il s'est conduit en général expérimenté, bon soldat et véritable républicain. Signé : Dumerbion. (Arch. du maréchal Masséna, vol. 1).

(2) Thiers, Histoire de la Révol. Française. T. 9, p. 155 et 294. — Au printemps de 1797 au premier remplacement d'un des Directeurs,

On verra plus loin, à la lecture de sa correspondance et de ses ordres, de quelle manière il exprime ses sentiments. Il adopte très rapidement le style révolutionnaire, termine régulièrement ses lettres et ses ordres par la classique formule : « Ça ira, Salut et Fraternité », proteste fréquemment de son dévouement pour la République « Une et Indivisible » et ne manque jamais de signaler la bravoure de ses soldats « qui ont chargé à la sans culotte » et se sont conduits en « véritables républicains » ; (1) il va même jusqu'à écrire, à propos du mauvais temps « que la neige a respecté le sol de la liberté ». A une autre occasion, ne dit-il pas à un de ses officiers, au sujet de l'application de la loi sur le maximum, qu'il espère que l'on arrivera à « détruire l'affreux agiotage qui n'a fait que trop de mal à notre sainte République » (2)

L'entrée d'un chef militaire au Luxembourg était envisagée avec faveur par le Conseil des Cinq-Cents. En prairial, an VII, Augereau obtient 195 voix, Masséna 210 et Ernouf 201. (Le Ministre Merlin, de Douai, fut élu). Lors du remplacement de Carnot, ces trois chefs militaires obtiennent 192, 194, 175 voix. (François de Châteauneuf enleva le poste).

Dans d'autres élections le 29 prairial an VII Masséna obtint 321 voix, puis 316 lors de l'élection en remplacement de Merlin de Douai et La Revillère démissionnaire, 304 et 2 lors de l'arrivée au Directoire de Moulin.

(1) « Sa conduite morale et politique, son patriotisme et ses capacités sont justifiés par ses actions, son brûlant amour de la patrie, sa conduite militaire et par son élévation au grade de général de division dont il a rempli jusqu'à ce jour les fonctions. Il ne parlera pas des victoires et des succès que la division sous ses ordres a remportés sur le tyran sarde qu'un jour rendra le plus juste et plus éclatant hommage à la valeur de tous ses frères d'armes ; il ne s'en fait point un mérite particulier. Il sait qu'un général qui remplit ses devoirs peut par des plans combinés préparer des succès, mais que c'est toujours le courage et l'intrépidité du soldat républicain qui les assurent ».

(Lettre de Masséna au Ministre de la Guerre, datée de Garezio le 4 prairial an II, 23 mai 1794).

(2) Lettre au commandant de la Roquette en date du 22 novembre 1793.

A la même époque dans une lettre au représentant du Peuple près l'armée d'Italie, il s'exprime ainsi :

Fougasse, le 6 octobre 1793

L'An II de la République Une et Indivisible

Citoyen représentant,

Je suis bien aise d'avoir l'honneur de vous observer que la Compagnie de ligne du 91^e régiment est la même qui se trouvait de garde à l'avancée, tout près de l'ennemi, lors de votre tournée au camp et que le moteur de tout le désordre est le même Tambéric (?) qui osa vous tenir le propos qu'il préférerait pour bien des raisons l'habit blanc à l'habit bleu. C'est la même Compagnie qui se trouve désignée dans le procès-verbal que je vous envoie.

II. . . . représentant que le service de la discipline et même cet esprit de l'ancien régime qui se trouvait malheureusement encore dans les ci-devant troupes de lignes, l'on y gagnerait et le reste d'autocratie y perdrait si on détruisait (?) les bataillons de grenadiers. Vous verrez, représentant, dans le procès-verbal que je ne veux que la légalité et la paix, mais aussi je mourrais plutôt que de laisser enfreindre les lois que j'ai juré de faire respecter.

MASSÉNA (1).

Lors de la campagne d'Italie, il fut avec Augereau, l'un des premiers à menacer de destitution les officiers qui affecteraient de remplacer dans leur appellation, le mot citoyen, par celui de « Monsieur » (2).

Masséna était sincère ; malgré ses succès et les honneurs qui lui échurent, il fut pendant une grande partie de sa vie fidèle à ses idées et n'approuva pas le Coup d'État du 18 brumaire. L'Empereur lui en garda certainement une inimitié secrète et on a pu écrire : « Napoléon estimait fort Masséna sous la Révolution et le Consu-

(1) Arch. de Masséna, vol. 1, Italie.

(2) Mémoires de Barras, t. 2, p. 263.

lat ; sous l'Empire, il le goûtait moins et en 1806, il disait : « sans avoir de grands talents militaires, c'était un homme vigoureux » (1).

Plus tard, son intérêt le fit se rallier au nouveau régime. Devenu Maréchal de France, Duc de Rivoli, Prince d'Essling, Pair de France, haut dignitaire de l'Empire, pourvu d'une riche dotation, ses idées se modifièrent. Il aurait eu mauvaise grâce à bouder plus longtemps contre un régime qui le comblait et son médecin Brisset, a dit avec raison : « Il fut républicain très avancé jusqu'en 1809, mais en 1815, ses idées de liberté et d'égalité s'étaient beaucoup modifiées ; on pense que des vues d'intérêt personnel ou de famille eurent part à ce changement » (2).

(1) Feuilles d'Histoire du XVII^{me} au XX^{me} siècle. Numéro du 1^{er} avril 1912.

(2) Arch. priv. de la famille Masséna, vol. 2, p. 165.



Cliché Audisio, phot. Antibes

ANTIBES. — Maison Lamarre-Masséna (état actuel)

Pl. p. 264

CHAPITRE XII

Mariage de Masséna

CHAPITRE XII

Mariage d'André Masséna

Au moment où il quitte le régiment, André Masséna a trente et un ans. C'est un homme de stature au-dessus de la moyenne, cinq pieds quatre pouces, portent ses certificats militaires ; son visage italien au front volontaire, — il avait un regard d'aigle, écrira plus tard le général Thiébauld — porte l'empreinte de la maîtrise de soi, en même temps que de la finesse. Sa parole est brève et précise.

Privé dès son enfance, par suite du second mariage de sa mère, des douceurs du foyer, obligé à ne plus guère compter que sur lui-même pour se faire une situation, élevé à la dure école du marin et du soldat, il ne lui reste dans l'âme aucune rudesse de ces deux métiers ; mais il en conserve un abord plutôt réservé, un peu distant sans morgue toutefois.

L'habitude du commandement et le maniement des hommes, dans lequel il excellait, ont trempé son énergie et sa volonté. André Masséna a sa personnalité nettement dessinée.

C'est par-dessus tout un énergique et un volontaire « que rien n'abat ni ne décourage », dira plus tard Napoléon, mais avec un caractère insinuant et d'une extrême

souplesse. Il cherche sa voie dans la vie avec opiniâtreté ; militaire dans l'âme, il s'obstine à poursuivre la carrière des armes malgré la difficulté et la presque impossibilité pour un homme sans naissance, d'arriver au grade d'officier.

Son commerce est apprécié de ses amis qui, dès qu'il en trouvera plus tard l'occasion, bénéficieront, grâce à son indéniable bonté de cœur, de son crédit et de sa puissance. Les anciens compagnons d'armes de ses débuts en seront tous les unanimes témoins.

Le sang des Masséna coule dans ses veines et c'est en lui toute une hérédité de courage dans la lutte pour la vie et aussi d'esprit d'aventure qui bouillonne ; s'expatrier, aller vers l'inconnu, soit en Amérique, soit en Nouvelle-Calédonie, pour tenter la fortune a été le lot de la plupart des membres de sa famille. Il obéit à l'exemple de ses anciens, à son atavisme, et dès qu'il en trouvera l'occasion et le milieu propices, ses qualités natives de volonté, d'endurance et de courage indéfectible lui assureront plus que le succès, la gloire.

Mais pour l'instant, André Masséna avait d'autres sujets de préoccupations.

Au cours de son séjour à Antibes, il avait fait la connaissance de la famille Lamarre. Joseph Lamarre, maître chirurgien, sorte d'officier de santé, faisait partie de la bonne bourgeoisie de la petite ville d'Antibes. Honorablement connu, il jouissait d'une certaine réputation ; un de ses parents était maire, un autre notaire, lui-même avait pignon sur rue et habitait sur la place vieille au quartier de Sainte-Claire, presque en face du couvent (1) des religieuses de cet ordre, une maison lui appartenant. Cette demeure (2) existe encore, telle qu'elle était du temps des

(1) Le couvent est disparu de nos jours ; sur son emplacement a été construit le théâtre actuel.

(2) Cet immeuble est situé cours Masséna et porte le n° 21. Il est devenu par héritage la propriété de feu M. Gustave Valentin, architecte.

Lamarre ; c'est un immeuble étroit, élevé de trois étages sur deux arceaux. En façade, à gauche, en entrant, se trouve une petite boutique mal éclairée, à droite la porte d'entrée s'ouvre sur un large vestibule qui précède une grande salle dénommée depuis « bureau du maréchal ». Dans le vestibule à gauche, un escalier à rampe de fer très simple dessert les trois étages, composés de grandes pièces communiquant entre elles par une ou deux marches. La maison qui aurait primitivement appartenu aux Grimaldi est bâtie sur cave voutée, avec citerne. Un souterrain aujourd'hui muré reliait cette cave aux anciennes tourelles des remparts d'Antibes dont on voit encore des vestiges.

Masséna donc, admis dans cette famille qui passait pour riche (1) courtisait la fille unique de la maison, M^{lle} Rosalie Lamarre. Masséna était beau garçon « avec sa belle tête au front têtue, aux yeux résolus, ses cheveux noirs en broussaille et son nez dominateur (2) » son esprit naturel, insinuant, adroit, et les excellentes manières qu'il avait acquises (3). il eut tôt fait de lui tourner la tête et dut en être aimé, car, il n'obtint sa main qu'avec peine disent plusieurs de ses biographes.

Le mariage fut célébré à Antibes le 10 août 1789, c'est-à-dire, sept jours exactement après qu'il eût quitté le régiment (4).

(1) Brisset.

(2) Jehan d'Ivray, *La Lombardie au temps de Bonaparte*, p. 73-74.

(3) Brisset.

(4) Acte de mariage de Masséna :

L'an mil sept cent quatre-vingt-neuf et le dix du mois d'août, sieur André Masséna, âgé de trente et un ans, fils de défunt Jules-César, négociant, et de feu demoiselle Catherine Fabre, ancien adjudant du régiment des Chasseurs Royaux de Provence, habitant dans cette ville d'une part, et demoiselle Marie-Rosalie Lamarre, âgée de vingt-quatre ans, fille du

Cette union fit un certain bruit dans la petite ville d'Antibes. On peut mesurer le degré de considération dont jouissait la famille Lamarre dans l'esprit de ses concitoyens, à la qualité des témoins qui figurent à l'acte : deux notaires, MM. Lamarre et Louis Dolle ; Jean-Antoine Roux, négociant, beau-frère de Masséna, venu tout exprès de Nice ; Alexandre Roux, bourgeois de Toulon, le lieutenant Marcel Masséna, oncle de l'époux ; Barthélemy Gauthier et très certainement le colonel Chauvet d'Allons, ancien chef de Masséna et les officiers et amis du régiment qu'il venait à peine de quitter.

Ce fut presque un grand mariage et naturellement, comme bien souvent en pareille circonstance, la malignité publique et les commérages s'exercèrent largement aux dépens de tous à l'occasion de cette union.

On s'étonna, sous le manteau, que le chirurgien Lamarre, bourgeois cossu et bien apparenté, eut donné sa fille à un ancien adjudant, même pas retraité, un italien sans éducation, ni métier, ancien mercenaire qui, hier encore, faisait partie de cette soldatesque batailleuse et avinée qui hantait tous les mauvais lieux de la ville et dont les rixes avec les Chasseurs des Ardennes, qui tenaient encore garnison à Antibes, apeuraient la population. Il est certain que l'armée, surtout les régiments étrangers, ne jouissait

sieur Joseph, maître en chirurgie, et de demoiselle Marie-Anne Aubanel, de cette ville, d'autre part, ont été mariés et ont reçu la bénédiction nuptiale par nous prêtre soussigné de cette église et selon les formes du Concile de Trente, après une seule publication faite dans cette paroisse. Accordé par M. le Général de division le 4 du courant et signé de lui Montchoisy, major, Court, greffier, d'Allons, lieutenant-général audit régiment de Provence. Présents le père de l'épouse et la mère. Témoins M^r Louis Dolle, notaire, le sieur Lamarre, notaire, Gautier, Antoine Roux, négociants, Alexandre Roux, bourgeois de la ville de Toulon, Marcel Masséna, oncle d'André, qui ont signé avec les parties.

Ardisson, prêtre vicaire.

(Antibes, arch. municip. regist. des mariages, 1789)

alors d'aucune considération. Même les officiers sortant du rang comme Marcel Masséna par exemple sont qualifiés d'un terme bien péjoratif : officier de fortune. D'autre part, en entrant au service, les soldats perdaient presque leur nom pour se voir appeler d'un sobriquet. André Masséna, peut-être en raison même de son nom très euphonique, échappa à cet usage et dans une pièce de son dossier, il est désigné sous le nom de « Masséna, dit Masséna » ; son jeune frère Jean, avait été qualifié « l'aimable caporal » d'autres s'appelaient : La Fleur, la Tulipe, la Ramée et il semble bien qu'en s'enrôlant on abdiquait son véritable état-civil.

On se perdit donc en conjectures sur les mobiles qui avaient pu faire consentir le père à une union qui passait dans la bonne société d'Antibes pour une dérogation.

L'explication de ce mystère se trouve peut-être dans la question d'intérêt. Certes, si l'amour ne fut sans doute pas exempt de cette union, il n'est pas possible d'oublier que Masséna, comme la plupart des habitants d'Antibes, pensait que les Lamarre étaient fortunés. Masséna donc, du fait de son mariage, pouvait continuer à tenir un rang honnête. Quant au père, il dut certainement songer que sa fille avait vingt-quatre ans et qu'il était temps de pourvoir à son établissement.

La question d'intérêt ne dut pas être agitée, aussi bien du côté Lamarre que de celui de Masséna. De part et d'autre on garda un silence prudent, chacun se contentant de ses illusions. En tout cas, ni avant ni après le mariage, auquel ne l'oublions pas, deux notaires assistaient, aucun contrat ne fut établi et cela est symptomatique.

Hélas ! André Masséna s'aperçut bientôt que les apparences sont parfois trompeuses et s'il avait cru en son fort intérieur faire une affaire, il lui fallut déchanter.

« Ce mariage, — dit Brisset, qui reçut peut-être plus tard les confidences du maréchal, — ne donna pas à Masséna

les avantages sur lesquels il avait compté, à cause des hypothèques dont les biens de son beau-père étaient grevés ».

La déception dut être cruelle et les regrets furent sans doute amers en constatant pour la troisième fois, qu'il avait raté sa vie, d'abord par l'abandon de la fabrique de son oncle, puis en quittant la marine et enfin par son départ de l'armée. Voilà qu'à tous ces insuccès venaient s'ajouter les déboires de son mariage, car la situation était telle qu'il lui fallait songer immédiatement à trouver un emploi pour gagner sa vie.

et la réputation de mon mari le rendant
tout aussi cher que lui. j'espère donc monsieur
que vous voudrez bien pour un mot de réponse
me faire dire par votre valet de chambre
Monsieur le maréchal, je ne puis lui écrire
dans la crainte que mes lettres ne lui parviennent
de plus en plus importantes, je vous prie de lui
remettre la lettre ci-jointe.

Je en la prière de faire bien mander
quand elle jure dans quelque santé et
sagepense. Votre dévoué et votre dévoué
Rosalie

Monsieur le maréchal, je vous prie de bien
lui remettre la lettre ci-jointe.

Cliché J. GILLET, phot. Nice

Fac-similé d'une lettre autographe de Rosalie Lamarre, femme du Général Masséna
(Collection Pierre Sabor)

Pl. p. 272

CHAPITRE XIII

Rosalie Lamarre

CHAPITRE XIII

Rosalie Lamarre

Rosalie Lamarre naquit à Antibes le 4 septembre 1765, de Joseph Lamarre, maître-chirurgien et de Marie-Anne Hypolyte Aubanel. Elle avait vingt-quatre ans à l'époque de son mariage.

Autant qu'on puisse en juger par l'unique portrait que l'on a d'elle, un médaillon en couleurs, datant probablement de 1814, c'était une personne d'aspect bourgeois, grande, brune, avec le teint mat, comme ses compagnes des bords méditerranéens, assez forte, vêtue d'une robe blanche de style empire ; ses cheveux noirs étaient partagés par une raie et sa coiffure comportait, suivant la mode du temps de savants et larges accroche-cœurs sur le front et une « anglaise » sur le côté. La bouche et le nez étaient petits, les yeux clairs, les traits dénués de finesse, le menton gras, mais l'ensemble de la physionomie dégageait une impression de bonté et justifiait le jugement de la duchesse d'Abrantès qui déclare dans ses mémoires : « Madame Massena était une grande femme, encore belle et fraîche en 1810 ».

Son éducation morale paraît avoir été plus soignée que son instruction. Dans ses premières lettres écrites de sa main qui sont parvenues jusqu'à nous, le texte est presque

souvent illisible à cause des nombreuses fautes d'orthographe et de syntaxe qui les émaillent. Plus tard, la majeure partie de sa correspondance sera faite par une secrétaire et elle se contentera de signer : Rosalie Masséna puis : la Princesse d'Essling.

Son caractère semble avoir été posé, réfléchi, peu imaginaire. On la voit s'occupant surtout de sa maison, de ses enfants, de ses intérêts et de ses amis. (1)

(1) Les trois lettres suivantes sont pleines d'indications à ce sujet :

Ruel, 8 juillet

« J'ai reçu, mon cher cousin, hier soir votre lettre de Marseille (?) J'espère que la mienne vous trouvera auprès de votre chère famille. Jouissez, mon cher Galli, d'un bien (?) des individus, ne jouissez par leur faute. Depuis votre départ, j'ai éprouvé bien des inquiétudes. D'abord, vous savez que je devais aller voir jouer la comédie à Saint-Germain. J'y fus et je trouvai Victorine indisposée. Je l'emmenai avec moi ; elle a été bien malade et moi aussi. Nous avons eu de la fièvre toutes deux pendant quelques jours. Nous ne l'avons plus, mais nous ne valons pas mieux. M. A.... a été arrêté le 26 juin et il est encore en prison. C'est pour les affaires dont vous savez. On a rien trouvé dans ses papiers, mais on veut le détenir jusqu'à ce qu'il est remis des bons qu'on lui demande et qu'il a trouvé dans les mains d'André. J'ignore si celui-ci voudra les renvoyer. Le tout, mon cher, me donne bien du chagrin (?) comme vous le concevez. Aussi, je ne vais, ni ne vas chez personne. J'ai des nouvelles de M. le Maréchal. Il est dans ce moment à faire le siège de Gaëta. A sa place, je n'en aurai rien fait..... son zèle lui donnera tous les désagréments possibles que..... l'envie de se plaindre. Fasse le ciel qu'il fasse que....., de la famille et qu'il y vive heureux et content..... Je vous prie, mon amitié à ma cousine, mille caresses à vos chers enfants, les miens vous disent bien des choses. Ne m'oubliez pas auprès de mon oncle et tante et donnez moi des nouvelles de tout ce qui se passe en ce qui concerne les affaires de F. Suis, ma chère cousine, votre très attachée cousine ».

Rosalie MASSÉNA

Paris, le 18 février 1807.

« J'ai reçu, mon cher cousin votre lettre sans date ainsi que celle d'Augustin Gaude et celle de Salvi. Je n'ai rien eu de plus empressé hier que d'envoyer chercher M. Gasson pour lui faire les différentes deman-

Le général Koch, dans les mémoires de Masséna pourra plus tard écrire : « Le maréchal eut toujours la plus grande considération pour sa femme, qui douée de toutes les qualités de cœur et, ne s'étant jamais laissée

des que vous désirez. M. Gasson y a mis tout le zèle possible en se rendant de suite chez M. François, le travail étant fait depuis huit jours, il a été impossible de rien obtenir. Cet inspecteur m'a dit aujourd'hui qu'il partait pour se rendre à Nice et qu'il ferait son possible pour donner la place d'Alexandre à Salvi et qu'alors il pourrait donner celle Salvi à mon beau-frère Rousse. Je vous prie en conséquence, dès que vous apprendrez l'arrivée de M. Gasson dans notre ville, d'accompagner chez lui mon beau-frère. Je suis persuadée qu'à ma considération, il fera tout ce qui pourra lui convenir et nous être agréable à M. le Maréchal et à moi. J'aurais désiré, mon cher Galli que vous m'eussiez écrit huit jours plus tôt, j'aurais eu certainement la place qui a vaqué par la promotion d'Augustin à celle que j'ai demandée et obtenue pour lui. Je n'écris point à Augustin dans le cas où il serait encore à Nice : dites-lui que M. François étant très content de lui, ne manquera pas de lui donner un nouvel avancement. J'ai écrit à votre beau-frère Philippe Masséna par le courrier d'hier pour le prévenir que dudit jour, j'ai tiré sur lui une lettre de change payable à Nice à l'ordre de M. Labatut (?). Je vous prie de lui dire que j'espère qu'il voudra bien faire honneur à cette traite. Je prends toute la part possible à la perte que vous venez de faire de votre fils André. Présentez en aussi mes doléances à ma chère cousine. Je suis fâché de la conduite que François tient envers ses père et mère au souvenir desquels je vous prie de me rappeler. Les dernières nouvelles que j'ai reçues de M. le Maréchal sont du 2 février. Je le présume maintenant à Varsovie. Mes enfants vous présentent leurs hommages affectueux et attendent les belles oranges que vous leur annoncez. Recevez aussi les salutations respectueuses de leur instituteur ».

Suis, ma chère cousine, avec amitié votre cousine.

ROSALIE MASSÉNA

A Monsieur Galli à Paris

« Je viens d'écrire à M. Rolier mon cher Galli, pour qu'il fasse passer l'ordre à l'oiseleur de ma maison de venir faire le choix des oies dont j'ai fait l'offre à Madame. Tachez de voir et de l'engager à envoyer quelqu'un de sa maison le plus tôt possible avec une cage pour les emporter. Je ne puis en ce moment disposer d'aucun de mes gens pour les lui faire passer, vu les travaux pressants qui les occupent. Je désirerais que vous consultassiez M. Ardant en ce qui concerne l'affaire de

éblouir par la brillante fortune de son mari, avait conservé les habitudes d'une bonne mère de famille qui savait heureusement allier l'économie à la générosité ». (1) .

Ce dernier point paraît un peu douteux, car, comme son mari, M^{me} Masséna paraît avoir été toute sa vie, très près de ses intérêts. Comme son mari aussi, les honneurs ne la grisèrent pas. En effet, au moment où André Masséna reçoit de l'Empereur le titre de Prince d'Essling, elle en fait part à son parent, M. Galli, membre du Corps législatif, dans les termes les plus modestes :

« M. le Maréchal, venant de recevoir de Sa Majesté une nouvelle et éclatante marque de bonté, je m'empresse de vous en informer. Vous savez donc, Monsieur et cher parent, que M. le Maréchal vient d'être récompensé du titre de Prince d'Essling, que l'Empereur y a ajouté 500.000 fr. de rente dans le pays de Feld et un superbe château, appelé le château de Thoir, dans le Poitou. »

Et elle ajoute avec simplicité, elle qui du même coup devient princesse :

« Je vous prie d'en instruire vos belles-sœurs de ma part, et les autres personnes de la famille que cette agréable nouvelle doit également intéresser. »

En ce qui concerne la question des intérêts, M^{lle} Lamarre, devenue M^{me} André Masséna, paraît s'en être occupée

Lambert dont nous avons parlé avec M. Gibey. Il me paraît que M. Gibey pourrait garder le billet de 4.000 qui est exigible le 22 du courant, en paiement de celui que ledit Lambert m'a fait et qui est échu hier. On lui tiendrait compte du surplus sauf de le poursuivre après pour le reste. Tel est mon avis. Expliquez le tout à M. Ardant si vous pouvez le voir. Apportez-moi des cahiers de papier à lettres ».

Salut et amitié.

Rosalie Masséna

Arch. pr. de la fam. Masséna. Vol. II. p. 131 bis.

(1) Général Koch, Mémoires de Masséna. Préface p. LXXVII.

d'une façon pratique et n'avoir pas toujours été d'accord avec son mari, dont les besoins d'argent à certaines époques, lui semblaient exagérés.

A la date du 20 janvier 1802, alors maréchale, elle écrira à M. Guérin, Président du Tribunal de Draguignan qui lui fait part d'une lettre qu'il a reçue du Maréchal :

« J'ai également reçu plusieurs de ses lettres. Dans une, il me dit qu'il compte être ici au mois d'avril, mais le refrain de ses lettres est l'argent. »

Et elle ajoute avec une marque de décision qui caractérise son esprit d'économie et de gestion prudente :

« Il me dit que je lui fasse passer des fonds et qu'il les placera sur ma tête, je ne me fie pas à tout cela. »

Cependant son bon cœur intervient :

« Je vais pourtant lui envoyer une somme qu'il me donne et il en avisera ce qu'il pourra ».

Et plus loin un post-scriptum nous renseigne définitivement sur son sens pratique des affaires :

« J'ai plaidé avec M^{me} Vial, pour les mille écus prêtés à son mari. J'aurais besoin d'un homme de loi à Grasse, vous m'obligeriez de m'en indiquer un bon. Je vous salue (1) ».

(1) Il est singulier de constater que chaque fois que le nom de la Maréchale Masséna est cité dans les mémoires de l'époque c'est au sujet d'une question d'argent. A ce propos voici une anecdote savoureuse :

« La Duchesse de Reggio se rendant au devant de la duchesse de Berry, dont elle vient d'être nommée demoiselle d'honneur, arrive à Tours où elle rend visite à la Maréchale Masséna qui lui dit :

« — Savez-vous que nous pourrions bien errer des mois entiers à la suite de l'Empereur et de l'armée, avant que la crise soit décidée. Je l'ai

Des divergences de vues au sujet d'intérêts, créèrent quelquefois de légères brouilles dans le ménage, nuages passagers d'ailleurs. C'est ainsi qu'en 1805, le maréchal mécontent cessa pendant près d'un mois d'envoyer de ses nouvelles à sa femme. Celle-ci, inquiète écrivait à M. Ardant, banquier, homme de confiance de la famille, qui se trouvait auprès du maréchal :

Paris, le 4 nivôse, an XIV (25 déc. 1805).

Monsieur,

Depuis la lettre du 11 frimaire que j'ai eue avant votre départ et dont vous eûtes lecture, je n'en ai plus reçu (cela fait 24 jours). J'ignore ce que M. le maréchal a contre moi ; serait-ce le courrier que j'ai envoyé qui l'ait indisposé ? Je vous ai instruit, Monsieur, de tout ce qui s'est passé ici, tant concernant M. le maréchal que son parent. Vous pouvez, je crois dans cette circonstance être mon arbitre auprès de mon mari ; vous avez été témoin combien toutes ces petites inquiétudes m'ont affecté. Certes, la gloire et la réputation de M. le maréchal me sont aussi chers qu'à lui. J'espère donc, Monsieur, que vous voudrez bien par un mot de réponse m'informer des causes du silence inquiétant de M. le maréchal. Je n'ose plus lui écrire dans la crainte que mes lettres ne lui deviennent de plus en plus importunes. Je vous prie de lui remettre la lettre ci-jointe.

J'ai eu le plaisir de voir, hier, madame Ardant ; elle jouit d'une parfaite santé et supporte votre absence avec un courage vraiment héroïque.

Recevez, Monsieur, les assurances de ma reconnaissance et estime.

Rosalie MASSÉNA.

Madame Masséna avait une qualité maîtresse, la bonté. Elle fut très attachée aux divers membres de la famille

prévue et me suis précautionnée. Combien avez-vous pris d'argent ? Moi j'ai soixante mille francs en or dans la cavé de ma voiture. »

« J'écludai la question, ne me trouvant point obligée d'établir que je ne possédais juste que l'intérêt d'une année de soixante mille francs. »

Le Maréchal Oudinot, par Gaston Stugler. Paris 1894, p. 317.



ROSALIE LAMARRE
femme d'André Masséna
d'après un médaillon
appartenant à M. André Masséna
Prince d'Essling

de son mari, servit volontiers de marraine à ses petits-neveux et cousins et tous ses parents ne s'adressaient jamais en vain à elle. Pour eux, elle intervint auprès de son mari, sollicita et obtint de nombreuses faveurs, des postes dans l'Administration, des recommandations, des interventions diverses et ne se fit que des obligés.

Elle mourut le 3 janvier 1829, à l'âge de soixante quatre ans, treize ans après le maréchal.

CHAPITRE XIV

Masséna Contrebandier

CHAPITRE XIV

Masséna Contrebandier

« Rentré dans la vie civile, sans aucune fortune, — dit le général Marbot, dans ses « mémoires » (1) — André rejoignit son cousin Bavastro et profitant du voisinage des frontières de France, de Piémont, de l'Etat de Gênes et de la mer, ils firent sur une grande échelle le commerce interlope, c'est-à-dire la contrebande, tant sur les côtes qu'à travers les montagnes du littoral ».

Et un peu plus loin, Marbot raconte comment, un jour, Masséna mêlé à un détachement de troupes cernés par l'ennemi, échappa à une capture certaine en employant un procédé qu'il avait pratiqué quand il était contrebandier, c'est-à-dire en se laissant glisser sur la neige du flanc d'une colline jusque dans la vallée.

Il est certain que Marbot le premier a lancé la légende d'un Masséna, contrebandier, laquelle a été reprise après lui complaisamment où même de bonne foi et sans discussion par tous les historiens ; on la retrouve même sous la plume de Frédéric Masson (2) qui n'hésite pas à le qualifier de « contrebandier matois, pirate à l'occasion » !

(1) Général baron de Marbot, *Mémoires*, t. 3, chap. 2.

(2) Frédéric Masson, *Napoléon et les Femmes*, p. 38.

Or, Masséna qui n'était pas cousin de Bavastro, n'a jamais été contrebandier et il y a pour affirmer ce fait sans même devoir entrer dans une discussion quelconque, un argument péremptoire, c'est qu'il n'a pas eu le temps matériel de le devenir.

Un simple rapprochement de dates suffit à nous créer mieux qu'une opinion, une conviction absolue.

André Masséna, remarquons-le, quitte le Bataillon des Chasseurs Royaux de Provence le 3 août 1789, ainsi qu'en fait foi son congé; le 10 du même mois, c'est-à-dire, sept jours après son départ, il se marie à Antibes ; à la même époque, comme nous le verrons par la suite, il entre comme capitaine aide-major dans la Garde Nationale d'Antibes où sa présence constante est signalée à diverses reprises et enfin, en septembre 1791, on le retrouve capitaine instructeur au 2^{me} bataillon de volontaires nationaux du département du Var ; il ne quittera plus l'uniforme et dès ce moment il est facile de le suivre pas à pas tout au long de sa carrière militaire.

On se figure mal Masséna abandonnant sa jeune femme dès le lendemain de son mariage pour aller courir les routes des Alpes entre deux exercices de la Garde Nationale, un ballot de marchandises au dos, à la recherche d'un gain aussi maigre que problématique. Si grand qu'ait été chez Masséna l'amour de l'argent, cette besogne eût répugné à son caractère.

D'autre part, dans sa notice biographique sur Masséna, l'historien niçois Toselli qui est au moins aussi suspect que Marbot (1) et prend avec l'histoire de grandes libertés,

(1) Voir au sujet du crédit que l'on peut accorder aux mémoires du Général de Marbot les études de M. Hennet, sous-directeur des Archives du Ministère de la Guerre (1911).

Voir également sous la signature du même auteur dans le N^o de novembre 1910, de la revue « Feuilles d'Histoire du XVII^{me} au XX^{me} siè-

prête à Masséna un étrange entretien avec son ami Bavastro, qui aurait eu lieu un soir au clair de lune, sur les quais du port de Nice, et au cours duquel Bavastro lui propose de faire fortune avec lui et de courir la Méditerranée « sur les poils rouges ».

« . . . Je te mettrai de moitié avec ce que je possède, nous achetons une polacre, nous l'armons de bons hommes, de deux canons et puis de marchandises. . . . vendre ou prendre, c'est toujours profit sur mer ; nous devenons riches en peu de temps ; tu épouses l'antiboise et nous nous installons armateurs à Marseille.

Masséna refuse catégoriquement.

— « Pourquoi non, réplique Bavastro, si tu avais ? . . .

— Non, dis-je, reprend Masséna, je n'ai rien, mais un soldat a toujours du pain, et cinq sous ; je serai soldat . . . et puis vois-tu, je me sens capable d'avancer ; je dois devenir officier de fortune et alors . . . vogue la galère . . . »

La fin de ce dialogue qui n'a certainement jamais existé que dans l'imagination fantaisiste de Toselli est au moins curieuse, si l'on se rappelle que Masséna vient précisément d'abandonner l'armée, qu'il ne sait pas du tout ce qu'il va faire et ne peut, en aucune manière prévoir l'avenir qui l'attend.

Mais, ce qui est singulier pourtant c'est de retrouver chez Marbot et dans Toselli sous une forme différente à peu près la même idée. Si Masséna n'a pas été contrebandier, il y a entre lui et Bavastro, une combinaison quelconque.

Déjà dans une lettre à Barras du 18 ventôse an IV (8 mars 1796) qui se trouve à son dossier aux archives

cles » un article dans lequel il est démontré que tout ce que Marbot raconte fort joliment dans ses *Mémoires* sur son arrivée au 1^{er} Hussard, à Nice, ses débuts au régiment avec le fameux Pertelay et ses premiers grades... « rien n'est vérité et tout est invention »,

de la Guerre, Masséna nous fait pressentir lui-même la vérité.

« . . . Je vous prie également de me rendre un service personnel. Je désirerais faire armer en course, vous m'obligeriez essentiellement de me faire expédier deux lettres de marque en blanc parce que je feray remplir les noms des armateurs que je choisiray. J'attends avec impatience votre réponse ».

Voilà toute l'affaire ; Masséna, comme bien d'autres, d'ailleurs, avait confié à plusieurs reprises des fonds à Bavastro et à d'autres capitaines qui avaient sa confiance, pour pratiquer la guerre de course et les bénéfices de l'opération étaient distribués suivant les stipulations des contrats signés entre les actionnaires.

C'est certainement à propos de ces opérations très licites qu'on a bâti la légende de Masséna contrebandier. Dans le même ordre d'idées, il convient de noter ici que les habitants d'Antibes accusèrent plus tard Masséna d'avoir fait transporter dans la cave de la maison Lamarre qu'il habitait à Antibes, des lingots d'or et d'argent provenant de la fonte d'objets religieux dérobés par lui lors du pillage de la Chartreuse de Pavie et au siège de Gênes et transportés par des bateaux corsaires dont on citait les noms des capitaines : Amenc, Fugairon et d'autres.

Coïncidence curieuse vers 1860, un ancien valet de chambre du général aurait à son lit de mort fait à l'une de ses nièces des révélations sur le trésor de Masséna.

Il raconta que, dans sa jeunesse, étant au service du général et se trouvant dans la cave de la fameuse maison Lamarre, en conversation galante avec la cuisinière, il entendit du bruit, se cacha derrière un tonneau de peur d'être surpris et vit entrer à sa grande stupéfaction Masséna lui-même conduisant par la main un ouvrier dont les yeux étaient bandés. Arrivés à un endroit propice le géné-

Il est temps de penser à notre cousin
mon cher Monsieur. Nous aurons
besoin de vous très prochainement
un parti honorable pour notre
frère Louis ou pour lui-même
Bonne nuit

Bonne nuit

Cliché J. GUERRE, phot. Nice

Fac-similé d'un autographe de Masséna
(Collection Pierre Sabor)

Pl. p. 288

ral fit creuser un trou et enfouit une cassette qu'il portait dans ses bras, l'ouvrier fut après l'opération, reconduit hors du logis avec la même précaution.

Le valet de chambre s'était tu toute sa vie sur cet incident, mais maintenant Masséna était mort, la famille ignorait peut-être l'existence de ce trésor. Il convenait de faire des recherches.

La personne qui reçut ces confidences se rendit à Antibes et obtint du propriétaire d'alors l'autorisation de pratiquer des fouilles dans la cave légendaire.

Un ouvrier mandé à cet effet retourna vainement toute une matinée les dalles de la cave, sous les yeux de la nièce et du propriétaire incrédules. Les sondages ne donnèrent rien. L'après-midi, découragés, les témoins laissèrent l'ouvrier continuer seul sa besogne et allèrent assister à une distribution de prix.

A leur retour ils apprirent avec stupéfaction qu'on avait trouvé une marmite, mais que celle-ci hélas ! était vide !

L'incident passa inaperçu, mais quelque temps plus tard, on remarqua que l'ouvrier qui avait fait la découverte et qui jusqu'alors ne possédait rien, cessa de s'employer et acheta un fonds de commerce.

Si la légende de Masséna contrebandier a été acceptée si facilement, il est certain que son avarice sordide, son grand amour de l'argent et aussi quelques actes de pillage incontestables qu'on lui a d'ailleurs souvent reprochés, ont contribué à l'accréditer sans autres preuves dans l'esprit public. On a volontiers ajouté ce nouveau méfait à toutes les accusations vraies ou fausses qui ont été portées contre lui.

Il n'en demeure pas moins vrai, comme l'a fort judicieu-

sement écrit un historien italien, Giacomo Lombroso (1).

« Qu'il faut retenir que si Masséna se montra avide de richesses et rapace pour les conserver, jamais il ne se déshonora comme tant d'autres qui passèrent pour généraux à vendre ou à trahir la France, laquelle pourtant n'était que sa patrie d'adoption. A aucun prix, il ne marchandait l'honneur. Ses richesses furent toujours le prix de ses victoires et non le fruit de viles actions ».

(1) Giacomo Lombroso. Vita dei primari generali ed ufficiali italiani che si distinsero nelle guerre napoleoniche.

CHAPITRE XV

Séjour à Antibes

Recherche de Situations

CHAPITRE XV

Séjour à Antibes

RECHERCHE DE SITUATIONS

Le lendemain de son mariage, André Masséna alla demeurer chez son beau-père dans la maison de Sainte-Claire sur la Place Vieille, où il avait le vivre et le couvert, mais cela ne pouvait durer ; il lui fallait songer à trouver un emploi pour subvenir aux charges de son ménage et assurer l'avenir de ses enfants.

Il n'avait aucun métier et la question était délicate ; que faire ?

Une tradition curieuse, mais qu'il convient de n'accueillir qu'avec circonspection, veut que Masséna se souvenant des heures de sa première enfance où il exerçait le métier de mitron et de porteur de pain, se soit employé quelque temps chez un boulanger du nom de Fianson.

Cela est fort possible, car Masséna n'a jamais rougi de la pauvreté de sa famille et l'on sait que plus tard, parvenu à la fortune et aux honneurs, il se moquait de l'affectation de quelques-uns de ses collègues à renier leur origine ou leur parenté (1) ; mais ce qui est certain, c'est qu'il ouvrit dans le petit magasin du rez-de-chaussée

(1) Brisset.

de la maison de son beau-père, une boutique de fruits secs de Provence et d'huile d'olives (1).

On peut s'imaginer ce que durent penser les bourgeois d'Antibes en voyant dans cette boutique la fille du chirurgien Lamarre et son mari débiter aux clients des livres de raisins secs et remplir les estagnons d'huile. Quelle déchéance !

Le ménage Masséna vivota ainsi quelque temps avec peine, les maigres revenus des propriétés d'André s'ajoutant aux bénéfices réalisés dans ce petit commerce. Les Lamarre avaient aussi un jardin potager et André ne dédaignait pas de s'emparer d'une pioche pour cultiver ses légumes !

Le temps passait et la Révolution grondait ; l'agitation croissait dans tous les villages, et aussi la crainte de l'étranger. Déjà le 31 juillet 1789, la municipalité avait décidé de lever une garde bourgeoise pour assurer la sécurité de la ville. Il fallait un instructeur habile pour habituer les recrues au maniement des armes et aux évolutions ; on fit tout naturellement appel à Masséna, qui accepta le poste de capitaine instructeur qu'on lui offrait.

Les exercices avaient lieu le dimanche et l'on raconte que les vieux Antibois se souvinrent longtemps d'avoir vu Masséna faire manœuvrer ses recrues sur le cours. Comme d'habitude, Masséna resté soldat dans l'âme, se donna tout entier à sa nouvelle tâche, et y gagna l'estime et l'amitié de son nouveau chef, M. Granet de Saint-Ferréol, commandant de la Garde Nationale.

Mais ce grade de capitaine instructeur rapportait à Masséna plus de considération que d'argent ; il fallait trouver autre chose. Une fille lui était née le 8 juillet 1790 et avec l'arrivée de ce premier enfant les charges du ménage allaient augmenter.

(1) Marbot, Beauregard.

C'est alors qu'il songea à rentrer dans l'armée par une autre porte, comme officier de gendarmerie.

Un décret du 21 décembre 1790 avait réorganisé la maréchaussée qui prit dès lors le nom de gendarmerie. Elle était constituée par deux divisions de 800 hommes, tirées des 1600 brigades de France et composées chacune de 4 escadrons de huit compagnies. Ces deux divisions furent des troupes d'élite, alors que les trois divisions tirées le 3 juillet des anciennes gardes françaises, ne se firent remarquer que par des actes de pillage et d'atrocité et furent licenciées avec beaucoup de peine en mars 1793.

Vers le mois de janvier 1791 André Masséna fit sa demande pour être pourvu d'une lieutenance dans ce nouveau corps.

Demande de Masséna
pour entrer
dans la
Gendarmerie (1)

Nom et prénom, pays du postulant. — Masséna André, natif de Nice, résidant en France depuis son enfance.

Age. — Agé de 33 ans.

Grades et services. — Il a servi 14 ans dans le corps des chasseurs de Provence ci-devant Royal Italien en qualité d'Adjudant. Il n'a quitté ce service que depuis 18 mois; il sert depuis dans la Garde Nationale d'Antibes, en qualité de Capitaine aide-major; il était aide-major de 300 gardes nationaux, détachés dans la même ville.

Grade demandé. — Place de lieutenant.

Observations du postulant. — Il a rapporté de son corps les attestations les plus honorables. Recommandé par la Garde Nationale d'Antibes et de Toulon.

(1) Arch. dép. du Var, série L., n° 840.

Il a dressé au maniement des armes la garde nationale d'Antibes avec un succès distingué. Toute la contrée d'Antibes et de Grasse prend à lui l'intérêt le plus considérable.

Observations du Directoire. — Plusieurs pièces honorables.

Pour appuyer sa proposition, Masséna fit appel au concours d'un médecin de l'hôpital de la Marine qu'il avait connu à Toulon, M. Négrin, (1) lequel avait quelque crédit auprès du Directoire de ce département et qui, d'ailleurs, faillit lui faire obtenir ce poste.

De son côté le commandant de la Garde Nationale d'Antibes, Granet de St-Ferréol, recommanda chaudement le postulant, son subordonné, par une lettre du 17 janvier 1791, rédigée en ces termes :

Au Directoire du Département du Var (2).

Messieurs,

La confiance dont vous aviez bien voulu m'honorer en me donnant le commandement des gardes nationaux qui ont tenu garnison en cette ville, m'engage à réclamer vos bontés et votre protection pour M. Masséna, capitaine aide-major de la Garde Nationale antiboise, qui a pris toute sorte de peine et de soins pour l'instruction de ces gardes nationaux ; il vous prie par mon organe de lui accorder une place d'officier à la gendarmerie nationale que l'on va établir au lieu de la Maréchaussée. Il est d'autant plus capable d'occuper cet emploi qu'il était adjudant de bataillon des Chasseurs Royaux de Provence, et que j'ai souvent ouï dire de ses officiers supérieurs qu'il avait beaucoup de mérite et qu'ils avaient perdu beaucoup, quand il a quitté le

(1) Louis Négrin, né à Toulon le 24 mars 1747, premier médecin-chef de la marine à Toulon, entré au service comme aide-chirurgien de marine le 18 octobre 1764, médecin-chef à Toulon le 18 août 1798, retraité le 16 octobre 1813. (Arch. de la Marine, Paris).

(2) Nice, Musée Masséna.



Cliché Audisio, phot. Antibes

GRANET DE ST-FERRÉOL
Commandant de la Garde Nationale d'Antibes
(d'après un portrait appartenant à M^{me} Aubernon)

Pl. p. 296

service pour se marier. J'ose espérer, Messieurs, que vous aurez la bonté d'avoir égard à la prière que je vous fais, pour lui, je vous en aurai une reconnaissance infinie et je ne désire rien d'autre que des occasions pour vous prouver que je suis avec respect, Messieurs, votre très humble et très obéissant serviteur.

Antibes, le 17 janvier 1791.

(Brouillon sans signature, mais très probablement de Granet de St-Ferréol, commandant la Garde Nationale Antiboise).

En février 1791, les édiles de Grasse demandèrent au Directoire du Var qu'il fut placé à la tête des brigades de gendarmerie en formation :

« Il faut à cet emploi, — délibérèrent-ils, — un officier qui puisse joindre au talent militaire un civisme reconnu, et qui par ses qualités personnelles s'assure l'estime et la confiance de tous les citoyens. Ces titres paraissent réunis en lui par le long séjour qu'il a fait dans le régiment de Royal Italien et dans le bataillon des Chasseurs Royaux de Provence, où il s'est distingué à l'occasion des derniers troubles et dangers suscités par les ennemis de la Révolution, ainsi que par le bon souvenir qu'en ont conservé les gardes nationaux qui furent à diverses reprises, renforcer la garnison d'Antibes (1).

Malgré toutes ces démarches et ces interventions pourtant pressantes et flatteuses, la nomination espérée ne vint pas et après huit mois, las d'attendre, André Masséna en fut réduit à solliciter le poste de secrétaire écrivain de la place d'Antibes.

Un mémoire de proposition appuyé par son ancien colonel Chauvet d'Allons, figure à son dossier aux archi-

(1) Grasse. Arch. municip. Regist. des délibérat., février 1791. C. f., J.-E. Malausséna, Saint-Jeannet, Paris, Picard 1909.

ves administratives de la Guerre à la date du 15 août 1791.

On se rend compte, par ce qui précède, combien précaire fut l'existence d'André Masséna pendant ces deux années (Août 89. Sept. 91) époque à laquelle il quitta Antibes par suite de sa nomination au poste d'instructeur du 2^{me} bataillon des Volontaires nationaux du département du Var.

CHAPITRE XVI

André Masséna,

Capitaine instructeur

dans la Garde Nationale d'Antibes

CHAPITRE XVI

André Masséna,

Capitaine instructeur

dans la Garde Nationale d'Antibes ⁽¹⁾

Il était dit que Masséna, malgré toutes les vicissitudes qu'il éprouvait, et la malchance persistante qui semblait s'acharner sur lui, resterait soldat.

C'est en effet, à l'époque où il quitte son régiment, le bataillon des Chasseurs Royaux de Provence, abandonnant à la fois, son grade et la carrière militaire sans esprit de retour, qu'on lui propose et qu'il accepte le poste de capitaine instructeur dans la garde nationale d'Antibes.

La création de ce corps remonte à 1789. La municipalité présidée à ce moment par Jean-François Lombard de Roquefort, maire, décida dans une délibération en date du 31 juillet 1789 (2) de lever « une garde bourgeoise » chargée d'assurer la sécurité de la ville.

Antibes était alors une ville de 5600 habitants, place de guerre, port de mer, véritable sentinelle avancée du Var, elle était gouvernée par le marquis de Cugnac. Le

(1) Tisserand. Histoire d'Antibes. Histoire de la Révolution française dans les Alpes-Maritimes. Chabert-Plaucheur. Histoire d'Antibes. Baron Poisson. L'Armée et la Garde Nationale.

(2) Antibes. Arch. municip., délibérations du Conseil municip. du 31 juillet 1789,

bataillon des Chasseurs Royaux de Provence, et celui des Chasseurs des Ardennes y tenaient garnison. Bien que le besoin d'une milice armée ne se fit pas sentir eu égard à la présence des troupes régulières, l'autorité municipale, cédant à l'exemple général donné par les villes avoisinantes, accomplit le même geste politique en décidant la levée de cette troupe, qui se composa primitivement de trois cents volontaires.

Disons tout de suite que cet effectif restreint ne devait pas tarder à être jugé insuffisant et dès le mois de mai 1790, dans un discours au Conseil municipal le maire indique : « Que trois cents citoyens volontaires se sont généreusement dévoués à la défense de la chose publique. Il n'est pas juste, ajoute-t-il, que les fonctions de soldat-citoyen pèsent continuellement sur eux, tous les citoyens actifs doivent être soldats de la Patrie ».

Il est vraisemblable qu'en dehors du nombre restreint des volontaires, la qualité faisait aussi défaut. C'est la jeunesse de la ville, de la classe ouvrière surtout, qui la première avait répondu à l'appel de la municipalité. Elle avait apporté dans l'exercice de ces fonctions de soldat citoyen, plus d'élan pour le port de l'uniforme et la nouveauté de l'institution que d'esprit de pondération et de discipline. Il était, dans ces conditions, naturel que la municipalité en vue d'opérer à la fois un renforcement de l'effectif de la milice et une sélection, conçut la pensée de faire appel à la masse des citoyens actifs valides.

Dès le début, les édiles antibois, firent choix comme commandant de la Garde Nationale, de M. Louis-François Granet de Saint-Ferréol (1). Né à Bollène (Vaucluse), il

(1) Louis-François Granet de Saint-Ferréol, né en 1734, à Bollène (Vaucluse), entré au service en 1754, lieutenant au Royal Infanterie en 1755, passé au régiment de Brie, major d'infanterie en 1786, retraité dans ce grade en 1788, se retire à Antibes. Commandant de la Garde Nationale en 1790, mort à Coursegoules (Alpes-Maritimes) en 1799.

avait fait sa carrière dans l'armée régulière dont il était retraité comme capitaine major d'infanterie. A ce moment M. de Saint-Ferréol, comme nombre d'officiers s'était retiré à Antibes où il avait épousé Mademoiselle Marie Guide ; il habitait dans la maison de sa femme, rue du Puits-neuf, devenue plus tard, rue de l'Hôtel des Postes, et récemment rue Georges-Clemenceau.

Pour les fonctions de capitaine aide-major instructeur, on fit appel aux talents d'André Masséna et l'on ne pouvait faire meilleur choix. Disons tout de suite qu'il accomplit les devoirs de sa charge à la satisfaction générale. Dans un certificat du 14 février 1792, le Maire d'Antibes s'exprime ainsi : « a fait preuve d'un véritable patriotisme et de talents militaires dans la place de capitaine aide-major des trois cents hommes des volontaires nationaux, des districts de Grasse et de Saint-Paul envoyés pour la défense de la frontière en 1790 » (1).

Masséna avait accepté ces fonctions non certes par amour des honneurs, pour lesquels il a manifesté de tout temps une parfaite indifférence, mais uniquement pour se rendre utile par ses connaissances militaires et aussi parce qu'il se retrouvait en quelque sorte, en famille

(1) Arch. administ. de la Guerre. Doss. André Masséna.

« Nous, maire et officiers municipaux de la commune d'Antibes, département du Var, certifions que M. André Masséna, adjudant-major du second bataillon des volontaires nationaux du département du Var, s'est toujours comporté de la manière la plus distinguée et qu'il a donné des preuves d'un véritable patriotisme et de ses talents militaires dans la place de capitaine-major de la garde nationale antiboise et dans celle de major des trois cent hommes de volontaires nationaux des districts de Grasse et de Saint-Paul, envoyés pour la défense de la frontière en l'année mil sept cent quatre-vingt-dix ; en foi de quoi nous lui avons délivré le présent certificat que nous avons signé et fait contresigner par notre secrétaire-greffier.

Donné à Antibes dans la maison commune le quatorze février mil sept cent quatre-vingt-douze, le quatrième de la liberté ».

dans la garde nationale, au milieu d'anciens officiers retraités.

A ces derniers étaient échus les grades supérieurs ; quelques bourgeois et négociants, un officier du port, un notaire et un gentilhomme complétèrent les cadres (1).

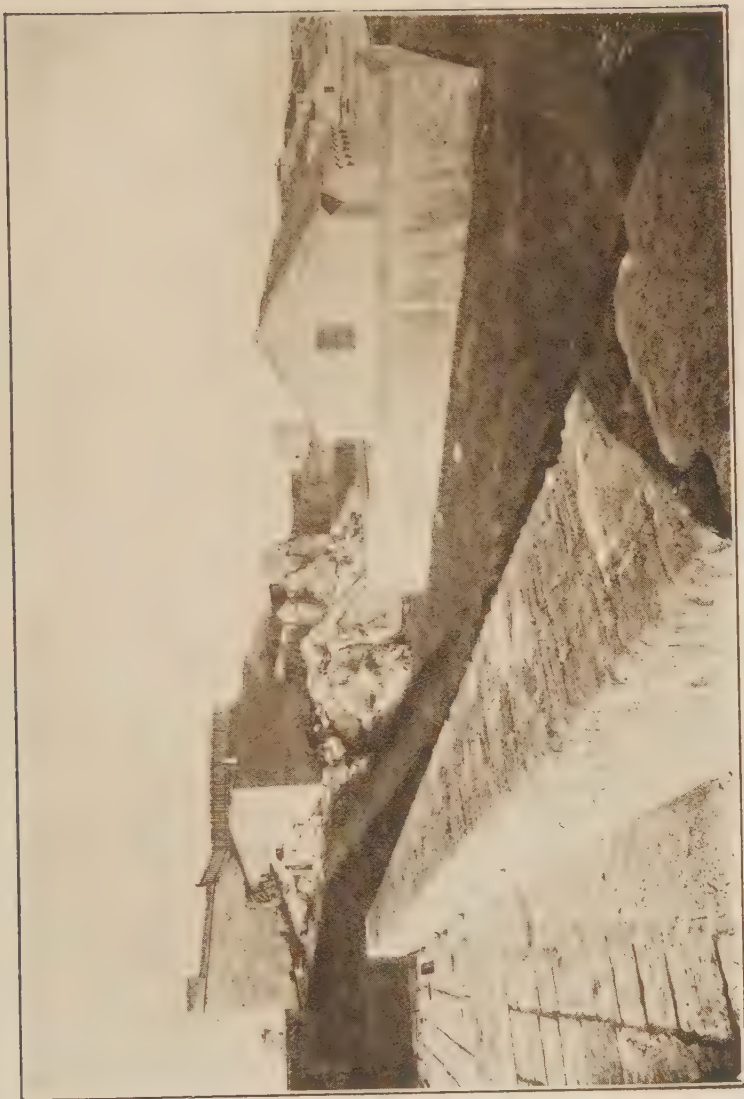
L'uniforme du nouveau corps fut réglementé comme suit : « habit bleu, parements et revers rouges, collet, doublures veste et culotte blanche, boutons blancs timbrés aux armes de la ville. » La milice devait avoir aussi un drapeau qui fut béni quelques mois plus tard le 5 avri 1790, en l'église d'Antibes. Cet emblème était formé d'une croix blanche, dont les quatre coins étaient aux couleurs de la Nation ; au centre, de la croix figuraient les armes du Roi et de la ville.

L'année 1789 s'achève par le serment civique que firent prêter à leur corps respectifs le 29 novembre 1789, MM. de Cugnac et Saint-Ferréol.

(1) La composition du cadre des officiers de la garde nationale d'Antibes a varié à plusieurs reprises. La voici telle qu'elle résulte de l'état militaire de 1790, c'est-à-dire presque à son origine :

- 1^o Etat-major : De Saint-Ferréol, ancien major d'infanterie ; Masséna, aide-major ; Reille, directeur à la poste, quartier-maître trésorier ; Gazan, porte-enseigne ; Bernard, chapelier, adjudant.
- 2^o Capitaines-Commandants : De Guide, officier des grenadiers royaux de Languedoc ; Tourre, lieutenant au siège de la maîtrise des ports ; Bernard, bourgeois ; Reille, lieutenant de la Justice Royale.
- 3^o Capitaines en second : Gazan, bourgeois ; Gazan aîné, négociant ; Bouchard d'Aubeterre, garde du corps du roi ; Gazan cadet, négociant.
- 4^o Lieutenants en premier : Gallou fils, bourgeois ; Rostan, bourgeois ; Reibaud de Clausonne fils, bourgeois ; Maurice de Barquier, gentilhomme.
- 5^o Lieutenants en second : Vial, négociant ; Rostant, bourgeois ; Leidier, notaire royal ; Valentin, négociant.
- 6^o Sergents-major : Artaud, maître-maçon ; Amenc, peintre ; Amenc, lieutenant des maîtres perruquiers ; Dumont, négociant.

(Etat militaire de la Garde Nationale de France pour l'année 1790 par une société de patriotes. Paris, chez Le Tellier 1790, 2 vol. in-12).



Cliché LEROY-FONTANI, phot. Dragoinan

ANTIBES. — Les remparts, vue du Grand Cavalier

Pl. p. 304

L'état d'esprit créé en France par l'affaiblissement progressif du pouvoir royal, la désaffection du peuple pour la monarchie et ses institutions, les progrès successifs de la Révolution en marche avait eu pour conséquence les insurrections dans les villes, les pillages et les massacres dans les campagnes, l'insubordination latente de l'armée et de la flotte et une émigration à l'étranger tous les jours plus nombreuse. Les émigrés, dans la pensée de lutter contre la Révolution et de venir au secours du trône chancelant s'organisaient aux frontières, entre tenaient des intelligences à l'intérieur, notamment dans les villes du midi, ainsi qu'avec un grand nombre d'officiers des régiments.

La surveillance et la vigilance surtout dans les villes frontières demandaient à s'exercer avec activité pour parvenir à déjouer les complots sans cesse renaissants des émigrés, arrêter les déserteurs (1) et assurer l'ordre public. C'est vraisemblablement sous l'empire de ces préoccupations que la municipalité d'Antibes songea à prendre des mesures nouvelles de précaution pour sa sécurité, à renforcer la garde nationale et à l'appeler à jouer un rôle plus effectif en lui confiant même certains services exclusivement assurés jusqu'alors par les troupes régulières de la garnison (2).

(1) Antibes, Arch. municip. D. 2-7. Signalement de huit prisonniers échappés de Draguignan, transmis au poste de l'avancée par St-Ferréol.

(2) Les démêlés entre la garde nationale et les troupes régulières, surtout avec le bataillon des chasseurs des Ardennes, furent nombreux et soulevèrent à la municipalité un grand nombre de difficultés. Les chasseurs des Ardennes refusaient de présenter les armes à la garde nationale, en passant devant elle ; ils faisaient de la contrebande, rossaient les habitants, et maraudaient continuellement dans les propriétés. Leurs méfaits font l'objet d'une nombreuse correspondance du Conseil général de la Commune d'Antibes.

(Antibes, arch. municip. D. 2-7. Regist. de correspondance du Conseil général de la commune 1790-1793 et D. 2-7, 9 août 1791. Plainte à la suite d'une rixe).

Le 26 avril 1790, elle faisait à M. de Saint-Ferréol une communication qui réflétait cet état d'esprit.

« Nous avons jugé à propos, — lui écrivaient les édiles antibois, — relativement aux circonstances et à l'exemple de plusieurs villes de la Provence, de demander que la garde du Fort Carré (jusque là assurée par les troupes régulières) fut confiée à la garde nationale et d'établir un poste à l'avancée pour surveiller tous les étrangers qui s'introduisent dans la ville ».

La municipalité ajoutait que le modeste effectif de la milice bourgeoise ne lui permettait peut-être pas de supporter sans dommage, cet excédent de service, et qu'il serait sans doute utile d'envisager son renforcement par l'enrôlement de tous les citoyens actifs valides.

Elle invitait le commandant de Saint-Ferréol, à consulter sa troupe sur ces diverses considérations, s'engageant à surseoir jusqu'à nouvel ordre, au renforcement de l'effectif de la milice, si cette dernière jugeait qu'elle pouvait par ses propres moyens y faire face.

La lettre ci-dessus faisait en outre allusion, en les réprouvant, à certains bruits répandus en ville sur le soi-disant mécontentement de la municipalité envers la garde nationale et son chef (1).

(1) Arch. municip. d'Antibes. D. 2-7. Correspondance (1790-1793). Antibes, le 26 avril 1790, à M. de Saint-Ferréol, commandant de la milice :

« Nous avons jugé à propos relativement aux circonstances et à l'exemple de plusieurs villes de la Provence de demander que la garde du fort carré fut confiée à la troupe nationale et d'établir un poste à l'avancée pour surveiller tous les étrangers qui s'introduisent dans la ville ; le service exigera au moins 15 hommes par jour, outre la patrouille qui devra avoir lieu pendant la nuit. Nous avons cru que le petit nombre d'hommes dont votre corps est composé et que surtout la classe des travailleurs qui en forme la majeure partie, ne lui permettait pas de se livrer aux services si étendus. Nous avons pensé enfin qu'il n'était pas juste que les habitants profitassent de leurs veilles et de leurs fatigues sans les partager avec eux. Toutes ces considérations, Monsieur, nous ont

Le commandant de Saint-Ferréol répondait aussitôt à la municipalité, en l'assurant de tout son dévouement et de celui de ses hommes. A la réception de cette lettre, le Maire, à la date du 1^{er} mai 1790 (1) s'empressait d'assurer le commandant de la milice, que la municipalité n'avait jamais douté des sentiments dont son corps était animé pour le service de la patrie et de ses propres sentiments « mais, — ajoutait-il, — nous avons cru et nous croyons encore que le zèle de la milice ne doit pas lui tourner à

déterminé à proposer au Conseil général de la commune un projet de règlement pour armer toute l'habitation, en faire un corps véritablement constitutionné, dans lequel celui que vous commandez serait refondu. Nous n'avons été porté à cette démarche que par le bien qui peut en résulter pour la chose publique. Si on nous prêtait quelques autres sentiments, notre cœur n'en est pas susceptible, et nous 'croyons avoir fait nos preuves à cet égard. Il nous est cependant revenu, Monsieur, que quelques esprits mal intentionnés avaient répandu dans votre corps que la municipalité était mécontente de ses services et que c'était là l'unique raison pour laquelle on voulait former une autre milice citoyenne. Nos registres font foi du contraire et rien ne pouvait nous forcer de dissimuler nos sentiments. Pour le leur prouver même de la manière la plus évidente, nous avons l'honneur de vous proposer, Monsieur, de vouloir bien consulter votre corps pour connaître s'il pourra se charger de la garde du fort, de celle du poste de l'avancée, et de la patrouille dans la ville pendant la nuit. Si dans l'état où il se trouve, il peut se charger de ces trois objets, nous consentons de renvoyer le projet de règlement et la nouvelle formation de la garde Nationale jusqu'à ce que l'Assemblée nationale ait fait connaître l'organisation qu'elle entend donner à ce corps. Vous voudrez bien, Monsieur, nous faire connaître le résultat de détermination que vous aurez prise ».

(1) Arch. municip. d'Atibes. D. 2-7.

Antibes, le 1^{er} mai 1790.

A Monsieur de Saint-Ferréol,

« Nous recevons la lettre que vous nous avez fait l'honneur de nous écrire. Jamais nous n'avons douté des sentiments dont votre corps est animé pour le service de la patrie et jamais personne ne sera plus propre que vous pour les inspirer et pour les entretenir, mais nous avons cru et nous croyons encore que son zèle ne doit pas lui tourner à dommage, que tout citoyen indistinctement est tenu de s'armer pour la cause publique, et qu'enfin tout corps doit être soumis à un règlement et ne peut

dommage, que tout citoyen indistinctement est tenu de s'armer pour la cause publique et qu'enfin, tout corps doit être soumis à un règlement. »

Et dans ce but la municipalité loua aussitôt pour servir de corps de garde un local plus vaste que la boutique du rez-de-chaussée de la maison du beau-père d'André Masséna, le chirurgien Joseph Lamarre, qui avait rempli cet office jusqu'alors.

« Messieurs, dit le Maire (Reille Esprit), nous avons fait prendre une boutique appartenant au sieur Joseph Lamarre pour servir de corps de garde à la milice nationale au prix de 4 livres, 10 sols par mois et cet arrange-

exister sans lui ; voilà les objets que nous avons mis sous le Conseil général de la commune et que nous avons soumis à sa délibération.

Obligés de veiller à la police et à la tranquillité de la ville, obligés de nous tenir en garde contre tout ce qui peut se passer en dehors, comptables enfin, envers la nation entière de la moindre négligence dont nous pourrions être coupables à cet égard, il ne nous est pas possible de négliger aucun des moyens que nous avons en mains pour prouver notre vigilance et notre zèle. Nous serons cependant toujours charmés de pouvoir les concilier avec ce que nous devons aux citoyens généreux qui se sont dévoués à notre défense. Jusqu'à présent, ils avaient fourni pendant la nuit, une patrouille de 10 hommes, commandée par un officier. Nous croyons, Monsieur, qu'on peut, dès à présent discontinuer ce genre de service ; son objet était d'empêcher les vols qui sont assez fréquents dans les nuits d'hiver et la belle saison fait cesser ces motifs de crainte ; il est cependant nécessaire qu'il existe toujours une garde pendant la nuit pour la police, le feu et autres accidents qui peuvent survenir ; d'après cette considération, la municipalité a déterminé que la garde nationale serait chargée pendant le jour du poste de l'avancée et qu'il y monterait un officier, un bas officier et trois soldats qui y demeureraient depuis l'ouverture jusqu'à la fermeture de la porte et que dans la nuit, ils resteraient dans l'hôtel de ville ou dans tout autre lieu plus commode qu'on pourra leur trouver pour leur servir de corps de garde. Cet arrangement est conforme à ce que vous nous avez fait l'honneur de nous mander, qu'il vous paraissait juste qu'un citoyen armé devait jouir d'un repos de vingt jours ; en admettant que votre corps est composé de 200 hommes, il y aura 40 jours d'intervalle dans le service. Nous vous prions, Monsieur, de vouloir bien nous mander le résultat des ordres que vous aurez donnés à cet égard »,

ment qui avait commencé au mois de mai dernier a fini le 29 septembre courant. Comme il est nécessaire d'avoir un emplacement pour servir au même objet, nous avons traité avec la dame Léotardi, veuve Laugier, du loyer d'une boutique et arrière-boutique qu'elle a, place Neuve (1) et nous sommes convenus d'une rente de 66 livres par année, payable de six en six mois et par avance » (2).

D'autre part, la municipalité fixait le service de jour de la garde nationale au poste de l'avancée et décidait qu'il se composerait d'un officier, d'un bas-officier et de trois soldats qui devaient assurer le service de l'ouverture à la fermeture de la porte, avec la consigne suivante :

Consigne par le corps de garde de l'avancée :

1° L'officier de la garde nationale qui sera de service à l'avancée inscrira, sur le registre qui lui sera remis, tous les étrangers qui se présenteront pour entrer dans la place tant à cheval qu'en voiture ou à pied. Il se fera représenter les passeports dont ils doivent être porteurs et les visera en mettant en bas : vu passer à Antibes le..... et signera ensuite de son nom et de son grade.

2° Si quelqu'un de ces voyageurs lui paraissait suspect, qu'il fut dépourvu de passeports ou qu'il ressemblât aux signalements qui pourront être remis, il les fera conduire à la maison commune par un soldat de son poste.

3° Les soldats de la garde nationale qui seront de service au même poste veilleront avec la plus grande attention sur tous les étrangers qui se présenteront pour entrer dans la place ils les feront arrêter devant le corps de garde où l'officier prendra leur nom et visera leur passeport.

Fait et arrêté par nous, Maire et officiers municipaux à Antibes dans la salle de la maison commune, le 10 mai 1790.

(1) Aujourd'hui dénommée place Nationale.

(2) Arch. municip. d'Antibes. D. 2-7,

La garde nationale se composa bientôt de deux bataillons : (1) le premier, sous les ordres du commandant Jacques Plaucheur et le second ayant Charles Leydier comme commandant. Tous les officiers sont portés sur les différents états, comme résidant à Antibes.

C'est dans le courant de mai 1790 qu'un projet de fédération des gardes nationales du district de Grasse fut lancé par cette dernière ville, sous forme d'appel, aux diverses gardes nationales des villes placées entre les rivières de Siagne et du Var ; et le 3 juin 1790, Antibes informait le Maire et les officiers municipaux de Grasse de la participation de la garde nationale au projet de confédération sous la forme d'un délégué : M. de Bouchard d'Aubeterre (2).

(1) Nice, arch. dép. L. 109. Garde nationale (départ. du Var), 1^{er} bataillon du canton d'Antibes : Jacques Plaucheur, commandant en premier ; Nicolas Gaubert, commandant en second ; Bernard, adjudant ; 2^e bataillon du canton d'Antibes : Charles Leydier, commandant en premier ; Emmanuel-Gaspard Gazan, commandant en second ; Jacques Bonevie, adjudant.

Voici la composition et les noms des officiers d'après les différentes situations qui figurent aux archives municipales d'Antibes :

(A) Etat de la compagnie n° 1, commandée par Jean-Louis Plaucheur cadet (exercice du 25 mai 1791) ; Jean-Louis Plaucheur, capitaine en premier ; Charles-Joseph Gazan, capitaine en second ; Louis Gazan, lieutenant en premier ; Pierre Bourroul, lieutenant ; Decor Orloger, lieutenant en second ; Barthélemy Cauvin, lieutenant en second ; Pierre Gastaud, sergent-major et 101 hommes. (Antibes, arch. municip. H. 13.-11).

(B) Compagnie Layet Casimir : Layet, capitaine ; S.-B. Raybaud, lieutenant ; Joseph Alouch, lieutenant ; Paulin Raybaud, sergent-major.

(C) Compagnie Giraud (ou Girard). (Exercice de 1790) : Louis Giraud (ou Girard), capitaine ; Clément Martin, lieutenant ; Henri Mouton, sous-lieutenant ; Jean-François Gazaniaire, sergent-major.

(D) Compagnie Gros (exercice du 10 août 1792) : Gros père, capitaine ; Antoine Foucart, lieutenant ; Pierre Rostan, premier sous-lieutenant ; Sébastien-Joseph Riester, serg.-major. (Antibes, arch. municip. H. 13-11).

(2) Antibes, arch. municip. D. 2-7. Lettre de la municipalité de cette ville à celle de Grasse, du 3 juin 1799.

L'assemblée de Grasse avait pour objet de désigner l'endroit et le jour où la fédération devait avoir lieu, mais animée d'un esprit de prééminence sur les autres milices du district, elle décida au mépris de l'ordre du jour limitatif, de profiter de la présence des délégués pour faire élire un généralissime de la fédération de son choix, alors que la nomination de ce dernier n'aurait du avoir lieu que le jour même de la cérémonie de la fédération.

Grasse mécontenta ainsi les diverses autres milices du district et s'attira notamment une désapprobation de la municipalité d'Antibes (1). Quoique conçue en des termes fort corrects, elle n'en constituait pas moins une énergique protestation : « nous avons vu avec peine, écrivait le Maire, à la date du 11 juin 1790, aux officiers municipaux de Grasse, qu'à l'assemblée tenue à Grasse le 4 de ce mois, messieurs les délégués avaient procédé à la nominations d'un commandant général et d'un major. Ils n'avaient aucun mandat à cet égard et même ils ne pouvaient en avoir aucun, parce que le droit d'élire un chef ne peut appartenir qu'à la troupe elle-même, lorsqu'elle est assemblée ».

Cette lettre qui était l'expression de l'opinion des autres milices bourgeoises du district, manifestait un légitime mécontentement dont les effets allaient se faire sentir le jour de la fédération au camp de Châteauneuf.

Dans la pensée de cimenter l'union entre la garde nationale et les troupes régulières de la garnison d'Antibes, les édiles de cette ville conçurent le projet de faire participer une délégation du Bataillon des Chasseurs Royaux de Provence à la prestation du serment civique lors de la confédération des milices bourgeoises fixée au 20 juin dans les plaines de Châteauneuf. Le 16 juin, le Maire

(1) Antibes, arch. municip. Lettre de la municipalité d'Antibes à celle de Grasse, du 11 juin 1790. D. 2-7.

d'Antibes adressait une lettre et des réquisitions en vue de cet objet au marquis de Cugnac, lieutenant du Roy (1) commandant les troupes régulières.

« La garde nationale antiboise, devant se rendre le 20 de ce mois aux plaines de Châteauneuf pour se confédérer avec les autres gardes nationales placées entre les rivières de Siagne et du Var, il serait désirable que le Bataillon des Chasseurs Royaux de Provence ou un détachement de trente hommes dudit corps se joignit à elle pour assister et y jurer sur l'autel de la patrie l'union la plus étroite entre le militaire citoyen et le citoyen militaire, qui n'auraient plus que le même esprit et la même volonté pour la liberté et la prospérité commune. Par là, la constitution serait assise sur des bases inébranlables ».

C'est donc de concert avec le détachement des Chasseurs de Provence que le 20 juin 1790 au matin, la garde nationale d'Antibes s'achemina vers les plaines de Châteauneuf au quartier du Plan, près de Grasse en vue de la fédération.

Chemin faisant, à la hauteur du terroir de Sartoux, les antibois rencontrèrent le détachement de Vallauris et ce fut entre les deux troupes un assaut de courtoisie et de bonnes manières (2) les chefs s'embrassèrent et s'offrirent respectivement de faire passer leurs hommes en tête. Antibes dut marcher devant et dès ce moment les deux détachements ne firent plus qu'un seul corps sous les ordres du Commandant antibois.

A six heures du matin, après une halte d'une heure à Valbonne, où les hommes cassèrent la croûte, la troupe

(1) Antibes, arch. municip. D. 2-7, le 16 juin 1790. Réquisition de la municipalité à M. le Marquis de Cugnac, lieutenant du Roy, gouverneur d'Antibes.

(2) Antibes, arch. municip. H. 8-13. Rapport du capitaine Girard, capitaine des sapeurs commandant le détachement de Vallauris.

reprit sa marche et pénétra dans le camp de la Fédération au son de la musique et précédé du canon (1).

Dès le début de la réunion, le commandant d'Antibes demanda qu'il fut élu un généralissime pour le jour, faisant ressortir l'inégalité du choix opéré quelques jours avant à Grasse, lors de la réunion des délégués en commission préparatoire. Malgré les protestations des milices de Grasse, de Cannes et de Châteauneuf, dans les rang desquelles avaient été pris le généralissime et les officiers généraux, la réunion se rangea à l'avis des Antibois, et l'on procéda à une nouvelle élection qui assura la nomination en qualité de généralissime pour la journée de M. Barbery, commandant des troupes nationales de Grasse.

Les commandants de chaque corps reçurent aussitôt l'ordre du nouveau généralissime « d'approcher de l'autel de la patrie, dressé au milieu de la plaine, pour se promettre union et fraternité et jurer à la face de l'Eternel de verser leur sang et de sacrifier leur vie pour la défense de la Constitution et de la liberté françaises ».

La messe fut célébrée ; puis, M. Barbery, commandant général, malgré les protestations, ne lut la formule du serment que d'un seul des quatre cotés de l'autel et leva brusquement la séance. Des clameurs s'élevèrent aussitôt, les hommes se précipitèrent en cohue vers l'autel de la Patrie et le dévastèrent. Les troupes se débandèrent puis se groupèrent avec peine dans des emplacements distincts pour se rafraîchir. Après le déjeuner pourtant frugal, un nouvel incident éclata. Un officier prit un drapeau qui ornait le camp et alla l'offrir au généralissime qui d'abord le refusa, puis consentit à le prendre non sans qu'une bagarre n'eut éclaté, au cours de laquelle, des invectives furent proférées surtout contre ceux de Grasse. Les fédé-

(1) Chabert-Plaucheur. Histoire d'Antibes, p. 82. Nice, imp. Cauvin, 1866.

rés en vinrent rapidement aux mains et aux coups de plat de sabre. La précaution avait été heureusement prise de ne leur laisser aucune munition. Notons qu'au cours de la mêlée, André Masséna faillit être tué par un coup de sabre que lui porta le sieur Courmes, perruquier à Grasse (1).

Grâce à des médiateurs de bonne volonté, la querelle finit par s'apaiser sans autre dommage et le même soir, les gardes nationales de Biot, Vallauris et Antibes, fraternisant comme le matin, rentrèrent de concert paisiblement dans leur garnison respective.

Mais la garde nationale antiboise, ainsi que nombre d'autres, n'en gardèrent pas moins rancune à celle de Grasse et Antibes, notamment, alla jusqu'à demander sa séparation du district de Grasse.

Par décret du 8 juin 1790, l'Assemblée Nationale avait décidé que le 14 juillet 1790, anniversaire de la prise de la Bastille, les gardes nationales de la France entière seraient convoquées à Paris sur la Place du Champ de Mars à la Fête de leur Fédération.

Dès le 24 juin, sur réquisition de la municipalité et en vue d'une délégation à la grande fête de la Fédération à Paris, la garde nationale fut réunie sur la place Sainte-Claire à Antibes, par ordre de M. de Saint-Ferréol, son commandant et en présence de la municipalité. Un procès-verbal (2) fut dressé de la réunion le 28 juin suivant et signé par les officiers dont André Masséna, capitaine aide-major.

Après lecture par le commandant de Saint-Ferréol du décret de l'Assemblée nationale, devant ses troupes, il

(1) Voir P. Senequier, Grasse 1902, p. 247. J.-E. Malaussène, Saint-Jeannet. Paris, Picard 1909, p. 292.

(2) « La garde nationale antiboise, au nombre de 400, assemblée le 24 juin 1790 sur la place de Sainte-Claire, par ordre de M. de Saint-Ferréol son commandant, sur la réquisition et en présence de la municipalité, après qu'il eût été fait lecture de l'adresse du citoyen de Paris

fut décidé qu'attendu les insultes et les mauvais procédés dont la garde antiboise avait à se plaindre de la part de la garde nationale de Grasse, il ne lui convenait pas d'envoyer des députés dans cette ville parce que la sûreté de leur personne pourrait y être compromise » et la réunion décida de confier la mission de représenter la milice antiboise à Paris au capitaine Guide ; mais celui-ci étant tombé malade, il fut remplacé par la suite par M. Honoré Jacques Eustache Gallou.

Reçu à Paris par un de ses compatriotes, M. Christophe Raybaud, le délégué Gallou, après un heureux voyage, arriva à Paris en bonne santé ainsi que l'écrit à la municipalité, le 16 juillet 1790. M. Raybaud et put accomplir sa mission et assister à la Fédération du 14 juillet en qualité de représentant de la milice antiboise (1).

aux Français et du décret de l'Assemblée Nationale du 8 de ce mois, considérant que dans les circonstances actuelles et attendu les insultes et les mauvais procédés dont elle avait à se plaindre de la part de la garde nationale de Grasse, il ne lui convenait point d'envoyer des députés dans cette ville, parce que la sûreté de leur personne paraît y être compromise et, en conséquence, elle nomme M. Guide, capitaine, pour assister au pacte fédératif qui doit avoir lieu à Paris, le 14 juillet prochain, et porter le vœu de son corps et celui des habitants, mais à mesure que cet officier se disposait à remplir sa mission, il est tombé malade et s'est vu dans l'impossibilité de faire ce voyage. Comme il est nécessaire de pourvoir à son remplacement, ladite garde nationale s'est de nouveau assemblée aujourd'hui, d'après les ordres de son commandant et en présence de la municipalité et a unanimement nommé M. Honoré-Jacques-Eustache Gallou, lieutenant en premier, afin de se rendre à Paris et d'y assister à la Fédération générale en qualité de député de la garde nationale antiboise et y prêter tant au nom de son corps qu'en celui de tous les habitants de la ville, le serment d'être unis par les liens indissolubles d'une sainte fraternité avec tous les français et de verser jusqu'à la dernière goutte de notre sang, pour la défense de la constitution de l'Etat, des décrets de l'assemblée nationale et de l'autorité royale. De tout quoi, il en a été dressé le présent procès-verbal en double original et ont signé qui a su. Fait à Antibes ledit jour, 18 juin 1790. Suivent les signatures dont celle de Masséna, aide-major. Antibes, arch. municip. H. 3-11 ».

(1) Antibes, arch. municip. H. 3-8. Lettre de Chrystophe Reybaud, datée de Paris, le 16 juillet 1790.

Des travaux gigantesques avaient été faits au Champ de Mars en vue de cette fête et des députations de toutes les gardes nationales avec leurs drapeaux devaient y assister ; « le 14 juillet 1790 (1) quarante mille fédérés pénétrent dans le champ de Mars, en passant sous un magnifique arc de triomphe élevé à l'extrémité opposée à l'Ecole militaire et s'y déploient en lignes circulaires, mais le vent du nord et des rafales glacées soufflent à de courts intervalles, les délégués du Midi se mettent à danser la farandole, leurs compagnons les imitent et bientôt une vaste ronde développe gaiement ses anneaux dans l'immensité du cirque. Le roi, qui a été nommé pour ce jour, chef suprême et absolu de toutes les gardes nationales, a délégué ses pouvoirs au général de Lafayette. Il prend place sur un trône placé au milieu des tribunes qui occupent le devant de l'Ecole militaire ; à sa droite et à sa gauche sont celles des Ambassadeurs, des Ministres de la Cour, et de l'Assemblée Nationale. La Reine, avec un brillant entourage est au balcon situé au-dessus de la tribune royale. La cérémonie commence. Deux mille musiciens placés près de l'autel de la Patrie exécutent les airs nationaux et quatre cents prêtres appellent la bénédiction du Ciel sur le contrat solennel qui va faire de la Nation un peuple de frères. Lafayette monte à l'autel, suivi d'un nombreux état-major et prononce le serment fédératif, qui est répété par le Roi et par tous les assistants. Les bannières s'agitent et le bruit de quarante pièces d'artillerie annonce à la ville l'accomplissement de la Fédération ».

Cette fête avait permis de constater que ni pour la tenue, ni pour l'armement, il n'existait aucune uniformité. Aussi à la date des 27 et 28 juillet 1891, l'Assemblée Nationale rendit-elle des décrets fixant l'organisation et l'uniforme de service pour toutes les gardes nationales de France.

(1) Baron Poisson. L'Armée et la Garde Nationale.

Formés par districts et par cantons, les bataillons se composaient de six à dix compagnies de 53 hommes chacune, y compris officiers et sous-officiers. Les drapeaux étaient aux trois couleurs nationales avec des inscriptions : « Le Peuple français » et « La liberté ou la mort ».

Les gardes nationaux devaient être réunis tous les dimanches des mois d'avril, mai, juin, septembre et octobre, par compagnies et être exercés aux évolutions militaires et au tir à la cible.

Cette organisation ne subsista que jusqu'au 10 août 1792.

Le 8 juillet 1790, un évènement heureux s'était produit dans la famille Masséna, sa femme avait mis au monde une fillette, qui reçut les prénoms de Marie-Anne-Elisabeth. Le parrain fut Joseph Lamarre ancien maître-chirurgien « beau-père d'André Masséna et la marraine dame Marie-Anne Aubanel épouse du parrain ». Masséna qualifié de bourgeois signa à l'acte de baptême (1).

Ce premier enfant du futur maréchal devait mourir à Nice, le 18 mars 1794, à l'âge de trois ans et demi (2).

Peu après la Fédération Nationale accomplie, Antibes avait élu un nouveau maire, Reille Esprit, qui ne devait le céder en rien à son prédécesseur dans le souci d'assurer le meilleur fonctionnement de la Garde nationale et des troupes chargées de la sécurité et le cas échéant, de la défense de la ville (3).

Vers la fin de l'année 1790, la garnison d'Antibes se renforce par l'arrivée de divers détachements de gardes nationales des villes et villages voisins. Des mesures de

(1) Antibes. Reg. de l'Etat-Civil. Reg. des Naissances, vol. 23, 8 juillet 1790.

(2) Nice, arch. de la par. St-Jacques. Regist. des décès, vol. 5, fol. 231.

(3) Le 5 décembre 1790, la garde nationale d'Antibes recevait un renfort de 3 officiers, un sous-officier et 91 hommes provenant des gardes nationales de Vence, St-Paul, Vallauris, Mougins, Tourettes et St-Vallier, comme suite aux instructions du Directoire du département du Var. (Antibes, arch. municip. H. 13-11).

Ce même jour, réquisition est faite par la municipalité à M. de Cugnac

surveillance (1) et de défense sévères sont prises. Les gardes nationaux sont rééquipés, armés, et reçoivent leurs cartouches. La crainte de l'ennemi fait édicter des consignes générales pour la mise en état de défense de la ville en cas d'alerte. Un détachement est envoyé à Vallauris où, l'agitation étant grande du secours est nécessaire (2).

Par ordre du Directoire du département du Var (3) daté de Toulon le 25 novembre 1790, un corps de gardes

de faire délivrer par les magasins de la place, 3.800 cartouches, 660 fusils et 2.900 pierres à fusil pour l'armement de la milice d'Antibes et d'un détachement de 300 gardes arrivés en cette ville. (Antibes, arch. municip. D. 2-7. Réquisition du 5 décembre 1790).

(1) Consigne donnée aux postes du port, à la porte de la Marine, et au môle, pour la visite des bateaux qui se présenteraient et la défense de communiquer avant le visa des passeports des étrangers qui pourraient se trouver à bord.

Consigne supplémentaire donnée au poste de l'avancée pour le visa des passeports des étrangers et la tenue d'un registre qui devra chaque jour être présenté à la Mairie. (Antibes, arch. municip. D. 2-7 ; 6 et 7 décembre 1790).

Organisation d'un poste de garde, à l'hôtel de ville, aux armes, à la fontaine, rondes et patrouilles sur les remparts, dans les rues de la ville et les cabarets pour assurer l'ordre et la tranquillité dans la ville. (Décembre 1790), pour empêcher les animaux de paccager sur les remparts (27 mars 1791).

Consigne pour la garde nationale en cas d'alerte. A la sonnerie de la générale la milice sera assemblée immédiatement sur la place Sainte-Claire, deux postes de 40 hommes iront assurer la garde des magasins à poudre et le transport des munitions. (Arch. municip. d'Antibes, 6-7 et 10 décembre 1790. D. 2-7).

(2) Antibes, arch. municip. D. 2-7. Réquisition du 12 novembre 1790 à M. de Cugnac pour l'envoi à Vallauris d'un détachement comprenant 50 hommes armés sous le commandement d'un capitaine et d'un lieutenant et que M. Plaucheur, officier municipal, accompagnera pour tenter une médiation.

(3) A cette date, les membres du Directoire du département du Var (Toulon) étaient les suivants : Granet, président ; Philibert, Aurran, Syerges, Roubaud, Maure, Cresp, Daulaus, Debaus, Messier, Aumerat, Guérin, Fedon, Degaye, Martin, Mourre, Luzière, Guigou, Muraine, Honoré Granet, Roubaud fils, Gavoty, Reverdit, Bernard, Jordany, Bernard, Despinassy, Minuty, Cat. Aubert, Braquety, Barthélemy, Alziary, Second, Poitevinc, Lappiers, Gazan fils, proc. gén. syndic,

nationaux fort de trois cents hommes prélevés sur les effectifs des gardes nationales des communes voisines d'Antibes et commandé par Gazan, capitaine aide-major de la garde nationale de Grasse, est envoyé le 5 décembre à St-Laurent du Var, pour y former un camp d'observation.

Le 28 janvier 1791 la municipalité recevait une délégation des sous-officiers de la garde nationale qui lui exposait que le service à l'avancée et à la porte de la marine était trop fatigant et qu'ils n'étaient plus à même de le continuer, si tous les citoyens de la ville n'étaient appelés à les aider dans ce service.

La municipalité transmettait la plainte au commandant Saint-Ferréol en lui indiquant que, désireuse d'adoucir la charge de la garde nationale, elle décidait de réduire le poste de l'avancée à un officier, un sous-officier et trois hommes et celui de la porte marine à deux plantons (1).

Malgré ces concessions, quelques jours après, la municipalité était informée par un rapport de Charles Gazan, officier de la Garde nationale que le poste à l'avancée où il s'était rendu le matin n'était pas gardé par les hommes de service du jour. Les édiles antibois s'empressaient d'en référer au commandant de Saint-Ferréol pour qu'à l'avenir la garde fut montée à l'avancée avec plus d'exactitude (2).

Les premiers jours de juillet 1791, une fausse alerte motive des mesures de précaution (3).

(2) Antibes, arch. municip. D. 2-7. Ce service devait être supprimé le 22 octobre 1791.

(3) Antibes, arch. municip. D. 2-7. Les gardes commandés de service et empêchés de le faire, pouvaient se faire remplacer en acquittant une légère rétribution. Lettre du 31 août 1791.

(3) Antibes, arch. municip. D. 2-7. Réquisition de la municipalité le 3 juillet 1791, pour faire assembler la garde nationale le même jour à 5 heures du soir sur la place Ste-Claire et à M. de Cugnac, gouverneur, pour faire garnir les remparts de canons et renforcer la garnison du Fort-Carré. Ordre du 9 juillet pour rassembler la milice le lendemain, de 10 h. à 6 heures du soir, pour une revue d'armes.

Le 14 juillet 1791, premier anniversaire de la Fédération à Paris des gardes nationales, toutes les troupes d'Antibes furent appelées à renouveler le serment du pacte fédératif. Dès la veille, réquisition fut adressée à MM. de Saint-Ferréol commandant de la garde nationale, de Cugnac, lieutenant du Roy, commandant de la place et Bouchard, commandant du Fort Carré, ce dernier chargé des salves d'artillerie accompagnant la fête.

Les troupes se réunirent à onze heures du matin sur la place neuve et il fut procédé en présence de la population au renouvellement du serment fédératif (1).

Peu après, en septembre 1791, Antibes voyait renouveler sa garnison, Le 1^{er} bataillon de Chasseurs s'embarquait le 14 septembre pour Monaco. Le 2^{me} bataillon ne devait partir que le 16 pour être relevé dès le 15 par le 72^{me} régiment d'infanterie. En présence de ces changements et vu l'état de la mer, qui n'aurait peut-être pas permis au 72^{me} régiment qui arrivait par voie d'eau, d'assurer la garde de la Place et du Fort Carré en temps utile, les édiles antibois requièrent le commandant de Saint-Ferréol, de faire exceptionnellement assurer cette garde par les troupes de la garde nationale (2).

A la même époque, André Masséna, appelé aux fonctions d'adjudant major du 2^{me} bataillon des volontaires du Var, faisait ses adieux à la garde nationale d'Antibes dont il avait été capitaine-major instructeur pendant près de deux années.

(1) Antibes, arch. municip. D. 2-7.

(2) Antibes, arch. municip. D. 2-7, 14 septembre 1791,

CHAPITRE XVII

André Masséna,

Adjudant-Major du 2^{me} Bataillon des Volontaires Nationaux
du Département du Var.

Septembre 1791 — Février 1792.

CHAPITRE XVII

André Masséna,

Adjudant-Major du 2^{me} Bataillon des Volontaires du Var (1)

La situation en France s'aggravant tous les jours, les événements vont se précipiter. La frontière devenant plus menacée du fait des agissements de l'étranger et des émigrés, l'Assemblée Constituante, en juin 1791, décida le principe de la levée des volontaires nationaux.

Par décrets des 2 et 4 août 1791, sanctionnés par une loi le 12, le ministre de la guerre Duportail, règlementa la formation des bataillons de volontaires destinés à la défense des frontières. Les commissaires de chaque département les répartirent en corps de 568 hommes, comprenant neuf compagnies de 68 hommes dont une de grenadiers et huit de fusiliers.

L'état-major de chaque bataillon était composé de deux lieutenants-colonels, un adjudant-major, un adjudant sous-officier, un quartier-maître, un tambour-maître et l'armurier ; au total 574 hommes.

Chaque bataillon avait son drapeau aux couleurs nationales, portant le nom du département et le numéro du bataillon, à supposer que le même département en fournit

(1) Bernard-Attanoux: *Le 2^{me} bataillon des volontaires du Var*, Imp. Latil, Draguignan 1909.

plusieurs. Le bataillon nommait ses officiers et sous-officiers par la voie du scrutin à la majorité absolue des suffrages.

C'est dans ces conditions que furent fournis douze bataillons de volontaires nationaux pour le seul département du Var du 16 septembre 1791 au 12 décembre 1792.

Le bataillon en garnison à Vence, 2^{me} bataillon des volontaires du Var, fut organisé le 17 septembre 1791 (1).

(1) C. Rousset. *Les Volontaires (1791-1794)*, Didier, éditeur, Paris 1879, pièces annexes p. 327.

Voici d'après l'ouvrage du Commandant Dumont *Des Volontaires Nationaux*, p. 343, l'état des cadres à sa formation d'après la revue du 17 septembre 1791 :

Lieutenant-colonel : Sanglier de la Nollaye (Jean-Jacques-Désiré), de Saumur, 48 ans.

2^e Lieutenant-colonel : Gazan (Honoré-Théophile-Maxime), de Grasse, 26 ans.

Aide-major-trésorier : Blay.

Adjudant-major : Masséna André, de Nice, 35 ans.

Adjudant sous-officier : Cresson Nicolas, de Montoires (Somme), 30 ans

Chirurgien-major : Aussel (Joseph), de Tourettes, 53 ans.

Compagnie de Grenadiers.....

Capitaine Raybaud (J.-B.) de la Colle, 26 ans.

Lieutenant.... N. .

Sous-lieutenant...

1^{re} Compagnie de Grasse.....

Capitaine : Court (André-Ambroise), de Saint-Cézaire, 30 ans.

Lieutenant.....

Sous-lieutenant.....

2^{me} Compagnie de Grasse.....

Capitaine : Vacquier (Charles), de Vence, 29 ans.

Lieutenant....

Sous-lieutenant.....

3^{me} Compagnie de Fréjus :

Capitaine : Attanoux (Emmanuel), de Roquebrune (Var), 21 ans.

Lieutenant : Tripoul (Louis), de Puget-sur-Argens, 21 ans.

Sous-lieutenant.....

4^{me} Compagnie :

Capitaine : Alberny (Jean-François), de Narbonne, 49 ans.

Lieutenant.....

Sous-lieutenant....

Composé de 571 volontaires des districts de Fréjus, Grasse et Saint-Paul du Var, rassemblés à Draguignan le 12 septembre, formés en compagnies et organisés en bataillon du 13 au 16, le 2^{me} bataillon fut passé en revue par le maréchal de camp de Muy, assisté du commissaire des guerres Eyssautier et des commissaires du département. Il partait le 19 par Fréjus et Cannes pour Vence où il arrivait le 22, pour y séjourner neuf mois, jusqu'au 22 juin 1792, occupé à compléter son habillement, son équipement et son instruction.

Le commandement du bataillon fut confié à Jean-

5^{me} Compagnie :

Capitaine : Bouges (Charles), de Toulon, 28 ans.

Lieutenant.....

Sous-lieutenant.....

6^{me} Compagnie :

Capitaine : Mottet.

Lieutenant : Sue Joseph, de la Colle, 27 ans.

Sous-lieutenant....

7^{me} Compagnie :

Capitaine : Layet, de Cagnes.

Lieutenant : Raybaud (César-Robert), de la Colle, 41 ans

8^{me} Compagnie :

Capitaine.....

Lieutenant : Darluc (Auguste-Toussaint), de Grimaud, 20 ans.

Sous-lieutenant.....

Etat des Cadres au moment de l'amalgame

Chef: Raybaud -(C.R.), Quart.maitre: Duval.Adjud.major: Giraud (A.L.M.)

Chir..... adj. Sous-lieut. (J. J.) Garent

Gr. cap.	Raybaud (J. B.)	Lt N.	S. Lt N.
1 ^{er}	Court (A. A.)	1 ^o	1 Minguet
2 ^{me}	Vacquier (C.)	2 ^o	2
3 ^{me}	Attanoux (J L)	3 ^o Trépoul	3
4 ^{me}	N.	4 ^o	4 Curel (B. J. B.)
5 ^{me}	Bouges	5 ^o	5
6 ^{me}	N.	6 ^o	6 Palanque (J.J.)
7 ^{me}	N.	7 ^o Farnet (J. M.)	7 Constantin
8 ^{me}	Darluc	8 ^o	8 Audibert (C.)

Jacques-Désiré Sanglier (1) ancien major de la place d'Antibes et les fonctions de lieutenant-colonel en second à Gazan (Honoré-Théophile-Maxime) de Grasse.

Pour l'emploi d'adjudant-major, on fit appel au concours

(1) Jean-Jacques-Désiré Sanglier, fils de messire J.-J. Sanglier, Seigneur de la Tremblaye, et de dame Madeleine-Victoire de Doré, est né aux environs d'Angers, à Saumur, le 25 janvier 1743. Il entra très jeune dans l'armée et le 10 janvier 1781, étant en garnison à Antibes comme capitaine au régiment d'infanterie d'Arbois, il épousa Anne-Marie-Thérèse-Gabrielle Couston, fille d'Etienne Couston, major d'Antibes, et de Françoise Caire, son épouse.

J.-J. Sanglier remplaça son beau-père comme major de la place d'Antibes en 1782 et cessa ses fonctions le 1^{er} août 1791, par suite de la suppression de son poste ; l'Assemblée Nationale, par décret du 10 septembre 1792, lui accorda une pension de 1940 livres 15 sols en récompense de ses 34 ans 10 mois et 29 jours de service.

J.-J. Sanglier est désigné ensuite pour prendre le commandement comme lieutenant-colonel du 2^{me} bataillon des volontaires nationaux du département du Var qui arrive à Vence le 22 septembre 1791. Il quitta son commandement le 1^{er} août 1792, sa santé ne lui permettant plus de supporter les fatigues de la guerre et revint à Antibes où il fut quelque temps procureur de la Commune. Le 27 avril 1793, il est nommé commandant du Fort Carré par le général Montredon puis successivement commandant de place à Grasse, le 4 septembre 1793 ; à Fréjus, le 19 germinal an II ; à Cannes, le 11 thermidor suivant ; à Villefranche-sur-Mer, le 18 brumaire an III, pour reprendre enfin le commandement du Fort Carré, à Antibes.

Il mourut le 6 brumaire an IV (27 octobre 1795), à l'âge de 52 ans.

J.-J. Sanglier avait une nombreuse famille, trois filles et un garçon tous nés à Antibes et ne possédait aucune fortune. Après sa mort sa veuve demanda et obtint des Représentants du Peuple près l'armée d'Italie, par arrêté du 3 nivôse an IV « les rations de pain, légumes, viande et vin », nécessaires à la subsistance de sa famille. Quelque temps plus tard, une pension annuelle de 400 francs lui fut accordée et elle se retira à Saumur (Arch. administ. de la Guerre — Doss. de J.-J. Sanglier, commandant de place).

c. f. — « Le sieur Sanglier renoncera à son grade de major du Fort Carré pour prendre le commandement du 2^{me} bataillon ayant le sieur Gazan de Grasse pour adjudant-colonel ».

Lettre du directoire du département du Var à la Municipalité de Vence. Tisserand, *La Révolution dans les Alpes-Maritimes*, p. 85.

de Masséna, qui accepta (1). Nul choix n'était certes plus justifié. De par ses services antérieurs, si éloquemment appréciés de ses chefs, André Masséna était l'homme qui devait le plus heureusement concourir à la formation et à l'instruction militaire de ces volontaires inexpérimentés, indisciplinés et turbulents.

André Masséna entra en fonctions le 17 septembre 1791, cinq jours après il se trouvait à Vence, le 22 septembre avec cette unité. A cette date la ville de Vence fournit l'étape au 2^{me} Var, soit 793 rations de bouche et 92 de fourrages. (2)

Vence voyait arriver d'un bon œil cette nouvelle troupe sur laquelle elle comptait pour sa défense et sa sécurité, la garde nationale locale étant peu apte à l'assurer. Le maire de cette ville avait, en effet, tout récemment écrit au directoire de Toulon pour lui signaler l'état de trouble des populations et les appréhensions qu'il avait, pour la sécurité de ses administrés (3).

(1) « Depuis son mariage à Antibes, il vivait chez son beau-père sans occupation : il avait accepté dans la garde nationale d'Antibes l'emploi de capitaine instructeur et lorsque fut organisé le 2^{me} bataillon du Var à Vence, comme les charges étaient à l'élection, on fixa les yeux sur lui et on envoya lui demander s'il voudrait bien faire l'honneur aux volontaires du Var d'être leur capitaine instructeur.

« On le trouva revenant de cultiver son jardin. Il consentit et monta à Vence. Les anciens nous disent l'avoir vu sur la place Saint-Michel exercer les hommes avec le talent qu'on lui connaissait. Il était aimé et craint du soldat ; aussi lorsque le lieutenant-colonel Gazan quitta le bataillon (1^{er} février) pour le 27^{me} régiment d'infanterie, Masséna fut promu à sa place. Quelques mois après, il succéda au commandant Sanglier, démissionnaire. (Tisserand, *La Révolution dans les Alpes-Maritimes*, p. 101-102).

(2) Nice, Arch. dép. L. 701.

(3) On réclamait partout de la troupe : « la licence est montée à son comble, écrivait le maire de Vence, au directoire de Toulon, à tel point qu'on est à la veille des massacres et du brigandage. Des gens qui n'ont rien à perdre s'attroupent à la moindre occasion. La garde nationale est impuissante. Les villages voisins sont en effervescence, les perturbateurs

Le conseil municipal se mit aussitôt à l'œuvre pour pourvoir au logement des officiers et au casernement des hommes.

Les officiers furent logés chez les particuliers, les bas-officiers et les hommes au ci-devant palais épiscopal, acquis par la commune, au ci-devant séminaire et à la ci-devant prévôté, appropriés pour la circonstance par les soins des édiles de la ville. (1)

Dans une organisation aussi improvisée, il y avait de nécessaires déficiences, c'est ainsi notamment, que le petit nombre de lits de l'hôpital de la ville devenu insuffisant par suite de l'accroissement de la population, faisait l'objet d'une réclamation pressante de la part du colonel

s'enhardissent par l'impunité. Entre Vence et Saint-Paul, il y a une inimitié implacable. Les malveillants sont en grand nombre. Ajoutez à cela le germe de division qui existe entre les honnêtes gens au sujet des opinions religieuses. Les esprits sont aigris de part et d'autre, et la prudence exige de ne pas se servir même de la garde nationale. Une partie des administrateurs veut donner sa démission si l'on n'envoie pas de la force armée. Nous craignons des troubles pour la Saint-Véran (10 septembre).

Le directoire de Toulon répondra le 14 septembre que le 2^{me} bataillon du Var est en marche sur Vence avec la moitié du 6^{me} bataillon de chasseurs. Le 3^{me} sera cantonné à Cannes ».

Tisserand, *La Révolution dans les Alpes-Maritimes*, p. 85.

(1) Arch. munic. de Vence. Délibération du 2 octobre 1791 «... auquel conseil il a été représenté qu'en suite de la lettre d'avis de MM. les Commissaires du département pour l'organisation des gardes nationales, en date du 17 septembre dernier; il est arrivé en cette ville le 22 dudit mois, un bataillon de gardes nationales composé de 574 hommes qui ont été logés, savoir : les officiers chez les particuliers, et les bas-officiers et fusiliers au-ci-devant palais épiscopal acquis par la commune, au ci-devant séminaire et à la ci-devant prévôté. Les lits ont été fournis par les particuliers; la municipalité a fourni les ustensiles et a été obligée de faire quelques réparations au ci-devant séminaire, elle a également fourni l'étoffe et le bois pendant quelques jours, il a été déjà remis plusieurs rôles de la dépense faite à ce sujet et les ouvriers demandent à être payés ».

(Suit la liste des paiements).

du 2^{me} bataillon (1) à la municipalité, à la date du 23 octobre 1791.

D'autre part, aux approches de l'hiver, les hommes n'ayant encore à leur lit que des couvertures d'été malgré les demandes à la municipalité, le colonel Sanglier se plaignait de cet état de choses aux administrateurs du district de Grasse qui aussitôt, le 29 octobre 1791 (2), en réfèrent aux édiles de Vence, leur indiquant qu'au cas

(1) Je comptais MM., avoir l'honneur de vous voir ce soir et vous faire verbalement une nouvelle réquisition au sujet des effets qui manquent encore au bataillon, savoir : des tables, des bancs et des râteliers dans les différentes casernes, plus un emplacement pour les volontaires qui tombent malades et qu'on ne peut admettre à l'hôpital, attendu le petit nombre de lits. Vous ne vous êtes point assemblés et des affaires pressées m'appellent demain à Antibes, je me suis déterminé à vous écrire pour vous demander en grâce de vouloir bien enfin vous occuper sérieusement de ce qui nous manque parce que les reproches que je reçois journellement à ce sujet ne me permettent plus de ne pas vous presser moi-même.

Veuillez, MM., en mon absence, prendre les moyens nécessaires ; disposé à vos ordres et avec respect, Messieurs, Le Commandant du 2^{me} bat. du Var : Sanglier. (Lettre de Sanglier à la Municipalité). Vence, le 23 octobre 1791. (Vence, arch. municip. H. 15).

(2) A la municipalité de Vence, Grasse, le 29 octobre 1791.

« M. Sanglier, premier lieutenant-colonel des Gardes volontaires nationaux en quartier chez vous MM., nous mande par sa lettre du 28 du présent que les lits à l'usage de ces volontaires ne sont garnis que de paillasses avec des couvertures d'été, la plupart vieilles et usées, ce qui est impossible à servir dans cette saison et encore plus en hiver. M. Sanglier nous observe encore que sa troupe étant payée en partie en assignats de 5 livres, vos boutiquiers refusent de prendre cette monnaie même quand la somme de 5 livres est complète. Il est important, MM., que vous vous occupiez sans délai et toute affaire cessante à remédier à ces inconvénients :

1^o En obligeant tous vos concitoyens sans nulle exception à fournir des couvertures d'hiver, les mieux en état devant en fournir davantage ; si cet arrangement éprouve des difficultés impossibles à suppléer, M. Sanglier propose d'en faire demander à Antibes où l'entrepreneur des fournitures en trouvera sûrement, pour celà vous aurez la bonté MM., de vous consulter avec M. Sanglier, vous conviendrez avec cet entrepreneur

où les particuliers ne pourraient fournir un nombre suffisant de couvertures d'hiver, ils eussent à en louer à l'entrepreneur des fournitures à Antibes qui était en mesure de pourvoir à leurs besoins.

Dans cette même communication du 29 octobre 1791, les administrateurs du district de Grasse appelaient l'attention de la municipalité sur l'attitude des boutiquiers de Vence qui sous prétexte de manque de menue monnaie refusaient les assignats en paiement aux hommes de troupe, et suggéraient aux édiles vençois, l'idée de créer « un papier

du prix pour le louage de ces fournitures, lequel vous déduirez à prorata sur le paiement qui reviendra à chaque propriétaire fournisseur des lits mais en attendant que la nation y ait pourvu votre municipalité en fera l'avance.

« 2^o Il ne vous a pas été possible, MM., de vous procurer de la basse monnaie comme nous représente M. Sanglier, nous savons MM., qu'elle serait de la plus grande utilité soit dans vos communes comme dans tout le département, tout ne peut pas s'opérer à la fois, mais en attendant, pourquoi ne demandez-vous pas à être autorisés à établir chez vous un papier de confiance forcé par trois officiers municipaux ; c'est ainsi qu'à Grasse on a supplé à la pénurie de la basse monnaie en établissant ce papier de confiance depuis 5 livres et jusqu'à 25 livres contre des assignats ; la première émission de 6000 livres fut enlevée dans moins de trois-quarts d'heure, pour la seconde de 6000 livres, il y avait des signatures pour 30.000 livres. Le Conseil vient d'en délibérer un 3^{me} pour 38000 qu'on échange en assignats qui représentent ces sommes en circulation et qu'on peut retirer en rendant ce papier de confiance. Dans ces temps de crise, il faut MM., se décider au plutôt pour le parti convenable à sauver la Patrie ; nous avons tous le plus grand intérêt que les gardes volontaires nationaux soient au plutôt formés à lui rendre les services qu'elle en attend, ce sont les conservateurs de notre constitution, c'est de quoi nous vous prions de vous pénétrer, vous devez soutenir de toute votre autorité la libre circulation des assignats, nul ne peut, ni ne doit les refuser en paiement ; quiconque le refuse insulte au crédit public, c'est pourquoi vous devez MM., surveiller, vous n'avez pas encore répondu MM., à la lettre du Directoire du 24 septembre dernier, nous vous prions de le faire sans délai.

« Les Administrateurs du directoire de Grasse, signé : Mougins », Vence, arch. municip. H. 15. »

de confiance à l'instar de la ville de Grasse, destiné à suppléer à la pénurie de la basse monnaie ».

La municipalité vençoise n'apportant toutefois pas une célérité suffisante à faire droit aux diverses réclamations du 2^{me} bataillon du Var (1), le colonel Sanglier porta ses doléances aux administrateurs du directoire du Var qui, le 3 décembre 1791 admonestait les édiles vençois « au sujet des plaintes graves que le directoire vient de recevoir sur le refus habituel qu'ils opposent aux légitimes doléances du colonel du 2^{me} bataillon ». Les administrateurs du directoire du Var énumèrent dans leur communication les diverses réclamations restées sans réponse, tant sur l'impropriété de divers locaux à usage de logement que sur l'insuffisance de l'ameublement (2).

Il faut croire que la leçon avait porté car, dès le 12 décembre 1791, ces mêmes administra-

(1) Le 1^{er} novembre 1791, Sanglier invite la municipalité à faire établir le corps de garde du Séminaire dans un endroit où il y ait une cheminée « et qui ferme avec une porte ».

A fournir des couvertures d'hiver, des tables et des bancs pour les chambrées.

Un logement pour une compagnie qui est extrêmement mal logée à l'Évêché.

Une chambre en ville pourvue d'une cheminée pour « le faiseur de guêtres ».

La réparation de la porte de la salle de discipline qui est dépourvue aussi de bas-flancs et de couvertures de laine.

La fixation entre midi et une heure de la distribution du bois et du luminaire.

Enfin, il s'inquiète de la question des assignats que personne ne doit refuser et prie la municipalité de commencer à dater de ce jour la fourniture en bois et luminaire des trois postes de l'hôtel-de-ville, du château et du séminaire qui comprennent chacun 9 hommes et de deux corps de garde d'officiers.

(Vence, arch. municip. H. 15, 1^{er} novembre 1791).

(2) « Le 2^{me} bataillon MM. de volontaires nationaux de notre département cantonné à Vence vient de nous porter des plaintes graves sur le refus habituel que vous leur faite de leur faire fournir les divers objets

teurs du Directoire du Var, constatèrent avec satisfaction (1) que la municipalité vençoise avait fait droit à la majeure partie des réclamations.

qui leur sont nécessaires et sur d'autres difficultés également mal fondées de votre part. Il nous expose que 2 compagnies du bataillon sont logées dans les galetas du séminaire et de l'évêché et que les volontaires y sont exposés à l'eau et à la rigueur de la saison par le mauvais état des toits et la disposition de cette partie des bâtiments. Nous vous prions de faire nécessairement raccommoder les toits tant de l'évêché que de la prévôté et du séminaire en ayant attention de faire un état à part du montant de la dépense qui sera fait à la prévôté et au séminaire qui étant deux édifices nationaux vous met au cas du remboursement que nous vous ferons effectuer par le district.

Le bataillon demande que les toits soient plafonnés et que les portes du galetas du séminaire soient rétrécies par un simple buget pour que ce logement soit en état. Cette demande nous paraît également juste et vous voudrez bien y satisfaire

Il vous expose aussi que les volontaires n'ont que de très minces couvertures à leur lit et il demande qu'il leur en soit fourni qui puissent les mettre à l'abri du froid.

Le bataillon se plaint aussi que la fourniture du bois pour le corps de garde lui en est faite tout en bois vert, quoiqu'on dut lui en fournir la moitié en bois sec, d'après le règlement établi.

Le bataillon se plaint qu'il ne se vend point de bois dans le pays, d'où impossibilité de faire cuire la soupe ...le bataillon se plaint encore de ce le corps de garde, les chambres et le quartier sont dépourvus de tout ce qu'il est d'usage de fournir aux troupes.

De ce que les soldats malades sont couchés de deux en deux dans votre hôpital et qu'il arrive souvent qu'un blessé se trouve couché avec un homme attaqué d'une maladie pestilentielle.

Le bataillon demande qu'il leur soit fourni des matelas ainsi que la loi le leur accorde.

Veillez à tout cela et rendre cours forcé aux assignats.

Les administrateurs du directoire du Département du Var :

Guérin, Debaux, Pascalis, présidents, Roubard fils, Maure, Guisol
Toulon le 3 déc. 1791. (Arch. de Vence, H. 15).

(1) Vence, arch. municip. H. 15 Toulon le 12 octobre 1791.

A MM. les Officiers municipaux à Vence,

Nous voyons avec plaisir, Messieurs, par votre lettre du 7 de ce mois, que vous avez donné satisfaction au 2^{me} bataillon du Var cantonné à

Les rapports de la troupe des volontaires et des habitants de Vence n'étaient pas des plus cordiaux, ils se ressentait des lenteurs de la ville à assurer le confort des hommes dans leur cantonnement et leur couchage, des difficultés opposées par les boutiquiers aux paiements en assignats, du refus des habitants de vendre du sel à la troupe, alors qu'ils le cachaient dans leur grenier (1) et aussi de nombreuses dégradations commises par les volontaires dans les jardins potagers entourant la ville en vue d'améliorer leur ordinaire. Des querelles et des altercations violentes étaient les conséquences de cet état de choses.

C'est ainsi qu'à la date du 29 octobre 1791, nous relevons la plainte au conseil municipal d'un habitant M. Blacas (2)

Vence, sur la plupart des objets sur lesquels il réclamait, nous ne doutons pas que vous ne vous conciliez avec les chefs de ce corps pour faire cesser les autres objets de réclamation ; l'intérêt de votre ville, le bien public et le patriotisme dont vous faites profession, vous en font une loi.

Nous écrivons suivant votre désir au directoire du district de Grasse, de faire la levée des scellés apposés au séminaire et de rendre libre les pièces de cet édifice qui peuvent servir au casernement du bataillon des volontaires.

Nous seconderons toujours bien volontiers les mesures que vous prendrez pour donner à cette troupe le logement et les facilités qu'elle a le droit d'attendre de vous : Les Administrateurs composant le directoire du Var : Debaux, Ruel, Denache, Guérin.

(1) Vence, le 22 décembre 1791, M. Gazan commandant en second le 2^{me} Var à M. le Maire de Vence :

« Plusieurs caporaux viennent de me porter plainte qu'il ne se trouve point de sel à acheter dans le pays et qu'il y en a néanmoins renfermé dans les greniers. Je viens donc, Messieurs, vous prier de prendre de votre sagesse les moyens les plus propres pour faire cesser de pareille demande. J'ai l'honneur d'être Messieurs, votre très humble : Gazan.

(Vence, arch. municip. H. 14. Subsistances militaires).

(2) « Je prie et je requiers pour la quatrième fois MM. les Maire et officiers municipaux de cette ville de Vence de requérir eux-mêmes par écrit M. Sanglier, command^t du Bat. de Vol. n° 2 actuellement en garnison à cette ville de donner un détachement au soussigné pour l'arrestation de celui qui sera par lui indiqué, c'est-à-dire par le soussigné pour insultes,

qui prie instamment la municipalité de requérir M. Sanglier, commandant du 2^{me} bataillon de « donner un détachement au soussigné, pour l'arrestation de celui qu'il indiquera comme s'étant livré à des insultes, menaces et effets commis tant contre sa personne que contre sa maison. En outre de lui fournir deux soldats qu'il paiera pour la garde de sa maison. »

Dès le 29 octobre, le commandant Sanglier prenait des mesures de protection pour la maison Blacas où un caporal place deux sentinelles de garde (1).

Le 11 décembre, il écrit à la municipalité pour demander un autre corps de garde que celui du château qui en raison du froid, a été déserté par ses occupants dans la nuit du 10 au 11, il désigne comme local susceptible de remplir cet objet la cuisine du sieur Vacquier Charles, inhabité et où se trouve un billard public. Vacquier informé refuse de le céder prétextant qu'il va l'habiter mais la municipalité ordonne que ce local sera transformé en corps de garde après qu'un état des lieux aura été établi (2).

Mais les rapports entre les volontaires et la population

menace et effets commis tant contre sa personne que contre sa maison d'habitation et encore de le requérir de donner deux soldats que le sous signé soudoyera pour la garde de sa maison.

Fait à Vence le 29 octobre 1791, et pendant la nuit de ce jour au 30 courant. Blacas »

(Vence, arch. municip. H. 15).

(1) Vence, arch. municip. H. 13 - 12 à 14. Vence, le 29 octobre 1791

A MM. les Maires et officiers municipaux de Vence,

D'après vos réquisitions MM., je vais faire commander tout de suite 2 soldats de plus au poste du château pour fournir cette nuit 2 sentinelles à la maison de M. Blacas ; il sera nécessaire que le valet de ville, porteur de votre missive revienne dudit poste au château pour indiquer au caporal de garde l'endroit où il faudra placer les 2 sentinelles

Le Cdt du 2^{me} bataillon des Volontaires du dép. du Var : Sanglier.

(2) Vence, arch. municipales, H. 15, délibération du Conseil municipal du 11 décembre 1791.

se tendaient tous les jours et le 5 janvier 1792 un propriétaire de Vence tirait un coup de fusil sur quatre volontaires, qui pénétraient dans son potager et en blessait deux grièvement.

Sur plainte du colonel Sanglier (1) et des officiers du bataillon, les édiles de Vence se bornaient à informer les habitants qu'ils n'avaient pas le droit de tirer sur les volontaires et refusaient de porter plainte contre l'auteur du coup de fusil, renvoyant le commandant à « faire le nécessaire s'il le jugeait à propos » (2).

Le 6 janvier le commandant Sanglier informait le Maire qu'il en référerait au directoire de Toulon et rassemblait son bataillon pour lui interdire de pénétrer dans les campagnes. (3)

(1) Vence le 5 janvier 1792.

Pétition au maire de Vence indiquant que 4 volontaires ayant pénétré dans un potager privé pour y voler des choux, le propriétaire a tiré un coup de fusil qui a blessé grièvement 2 volontaires qui passaient près du lieu du vol. Le 2^{me} Var requiert que le nécessaire soit fait. Signé des officiers : Sanglier, Layet, Gazan, Court, Mottel Bouge, Alberny...

(Vence, arch. municip. H. 13).

(2) Vence, arch. municip. délibération du 5 janvier 1792.

(3) Vence le 6 janvier 1792 :

Sanglier signale au maire que les officiers du 2^{me} Var ont décidé d'envoyer au directoire de Toulon la délibération du Conseil Municipal adressée hier au sujet du coup de fusil tiré sur deux volontaires ; il y a plus de six semaines que les volontaires, n'ont donné lieu à aucune plainte.

Sanglier assemblera aujourd'hui le Bat. pour renouveler les défenses d'aller dans les campagnes. Sur des observations multiples de la part des sous-officiers et volontaires, relatives à la perte de 5 sols par assignat, il suspend cette mesure, requiert une millièrne fois la municipalité de fournir de meilleures ou de secondes couvertures au bataillon.

Vence le 7 janvier 1792.

Sanglier annonce que la poursuite contre le propriétaire n'aura pas lieu, la municipalité est décidée à vivre en bonne intelligence avec le bataillon, 31 janvier 1792.

Sanglier signale que les sentinelles sont insultées et attaquées la nuit au moyen de pierres, avis d'y porter bon ordre sinon il se chargera de la police, (Vence, arch. municip. H. 13)

Le discrédit général qui commençait à peser sur les assignats décida la municipalité de Vence à prier le colonel Sanglier à la date du 3 janvier 1792, d'amener ses hommes à consentir dans leurs achats aux habitants de la ville une perte de 5 sols par assignat de 5 livres. Dès le lendemain, rassemblant ses hommes, le commandant faisait appel à leur patriotisme et dans l'intérêt de leurs bons rapports avec la population, les engageait à subir cette légère dépréciation de la valeur de l'assignat. « La perte de 5 sols par assignat, leur dit-il, ne sera presque pas sensible et maintiendra l'harmonie entre les citoyens et la troupe ; je veillerai d'ailleurs à ce qu'aucun intérêt ne soit lésé. Consentez, soldats, à favoriser la chose publique en applaudissant à l'ordre que je suis forcé de vous donner ; votre obéissance ne fera qu'accroître l'attachement que je vous ai voué ».

De plus pour compenser cette perte et combattre les effets de cette communication le colonel ajoutait : « je ferai délivrer demain par la compagnie et en prenant les précautions nécessaires une certaine quantité de chemises, bas et mouchoirs, les volontaires peuvent y compter ».

Communication de cet ordre et des mesures prises était donnée à la municipalité par le colonel Sanglier qui semblait ne pas s'illusionner outre mesure sur la décision que prendrait la troupe car il ajoutait en post-scriptum : « telles sont les mesures que j'ai prises pour assurer le succès de ce dont vous m'avez requis, je souhaite de tout mon cœur de n'être point trompé » (1).

Le 16 janvier (2), le colonel Sanglier indiquait à la municipalité que ses hommes se refusaient à subir la

(1) Vence, arch. municip. H. 13 lettre de Sanglier à la municipalité de Vence du 4 janvier 1792.

(2) Vence, arch. municip. H. 13-Lettre du colonel Sanglier à la municipalité du 16 janvier 1792.

perte légère sur l'assignat proposée par les édiles vençois et il ajoutait : « Je ne puis ordonner une chose contraire à ce qui est prescrit par la loi, jugez de mon embarras ; il ne me reste d'autre parti que d'écrire au directoire du département afin qu'il maintienne ce qu'il a déjà réglé en vous marquant d'amender ceux de vos habitants qui refuseraient nos assignats au pair ».

Pendant ce temps l'équipement, l'habillement (1) et l'instruction militaire du 2^{me} Var se poursuivaient, les exercices avaient lieu sur la place Saint-Michel, aménagée en terrain de manœuvre et les marches aux environs de Vence ; parfois même le bataillon entier ou certaines de ses unités se rendaient dans les villes ou villages voisins pour y rétablir l'ordre troublé ou éviter par la seule présence d'une troupe armée les désordres qui auraient pu se produire (2). Les bruits de guerre provoquent de fausses alertes tant du côté français que du côté piémontais ; c'est ainsi que le 5 mai 1792, les troupes des deux camps prennent simultanément les armes sur un faux bruit du passage de la frontière par l'armée adverse (3).

Les démêlés avec la municipalité continuent le 1^{er} mars 1792, le conseil d'administration du 2^{me} Var signale la réclamation du sieur Augier, boulanger, qui prétend faire

(1) Lettre de la municipalité d'Antibes du 20 déc. 1791 invitant celle de Vence à envoyer chercher neuf ballots d'effets destinés au 2^{me} Var (Vence arch. municip. H. 15-II-4-3-à4-4) H. 15 lettre du 4 février et le 26 avril 1792 nouvel envoi de 6 ballots d'effets fournis par le département.)

(2) C'est ainsi qu'à la date des 2 et 3 septembre 1791, la ville de Grasse fournit l'étape du 2^{me} Var, soit 712 rations de bouche et 98 de fourrage pour chacune de ces deux journées, quelques jours plus tard le 8 novembre Grasse fournit l'étape à une compagnie de grenadiers du 2^{me} Var, 90 rations de bouche et 8 de fourrage. (Nice, arch. dép. L. 701).

(3) Arch. du minist. de la guerre — correspondance de l'Armée des Alpes et du Midi. Lettre de Sanglier Commandant le 2^{me} Var du 5 mai 1792.

payer au bataillon dix deniers par rub (1) pour la cuisson du pain (2).

C'est à la fin de janvier que le citoyen Théodore Gazan, lieutenant-colonel en second du 2^{me} Var, quitta le bataillon pour prendre possession de ses nouvelles fonctions au 27^e régiment d'infanterie où il venait d'être nommé capitaine.

La vacance de cette lieutenance fut la cause, de la part des hommes du 2^{me} bataillon du Var, d'une manifestation de sympathie touchante envers André Masséna.

Le 1^{er} février 1792, le bataillon procédait à l'élection du remplaçant de Théodore Gazan et par 431 voix sur 463 votants, André Masséna était élu lieutenant-colonel en second du 2^{me} bataillon du Var, légitime récompense de ses talents d'organisateur et d'instructeur et de la confiance qu'il savait inspirer aux hommes placés sous ses ordres. (3)

André Masséna n'avait pas su se concilier que l'attachement de ses hommes, il avait entretenu personnellement

(1) Un rub, environ 8 kilog.

(2) Vence, arch. municip. — A MM. les Maires et officiers municipaux de Vence

Vence le 1^{er} mars 1792 l'An 4 (!) de la liberté

« Le sieur Augier demande, Messieurs, au conseil d'administration 10 deniers par rub pour la cuisson du pain que nous faisons faire ; nous ne savons pas trop ce que cela veut dire et en nous attribuant un four vous ne nous avez point parlé de ferme, ni de droit de fournage. Veuillez bien nous faire dire ce que le sieur Augier entend que nous soyons tenus de lui payer.

Les membres du Conseil d'Administration du 2^{me} bataillon du Var, Sanglier, Masséna, Raybaud, Court, Gazan. »

(3) Extrait du procès-verbal de la nomination du lieutenant-colonel en 2^{me} du citoyen André Masséna adjudant major audit bataillon.

L'an 1792, IV^{me} de la liberté et le 1^{er} jour du mois de février à Vence.

Le 2^{me} bataillon du Var s'est assemblé pour procéder à la nomination de la place de lieutenant-colonel au 2^{me} dudit bataillon vacant par la démission du citoyen Gazan, passé capitaine au 27^{me} régiment d'infanterie.

Il a été d'abord procédé à la nomination de son président. La pluralité absolue s'est réunie en faveur du citoyen Sanglier, lieutenant-colonel, commandant ledit bataillon. Ensuite a celle de secrétaire. Le citoyen Toreille volontaire a eu pluralité absolue. Il a de suite procédé à celle des

avec les édiles vençois les rapports les plus cordiaux. Aussi à la date du 24 février 1792, imitant leurs collègues d'Antibes, qui le 14 du même mois, avaient délivré à Masséna un certificat de patriotisme comme nous l'avons vu plus haut, ils signaient à leur tour un certificat de civisme non moins élogieux au capitaine adjudant-major du 2^{me} Var (1).

trois scrutateurs, les citoyens Masséna, adjudant-major, Alberny, capitaine, et Blay, quartier-maître, ont réuni la pluralité. Le tout conformément à la loi de la formation des volontaires.

Après avoir prêté le serment requis, le président a annoncé le sujet de l'assemblée et il a fait procéder de suite à la nomination de lieutenant-colonel en 2^{me}. Le scrutin a eu lieu à la manière accoutumée. Le président, après avoir demandé si quelqu'un avait quelque chose à réclamer avant l'ouverture de la boîte, à la réponse de « non » il en a ordonné le dépouillement.

Sur 463 voix, le citoyen Masséna, adjudant-major en a eu 431 et les autres ont été des voix perdues.

Le Citoyen Masséna, adjudant-major ayant la majorité absolue, a été proclamé à la tête dudit bataillon, lieutenant-colonel en 2^{me} et est entré en exercice le jour même de son nouveau grade.

Fait à Vence les jour, mois et an que dessus.

Signé: Sanglier, lieutenant-colonel, commandant président, Alberny, capitaine, Blay, quartier-maître, Masséna, adjudant-major, Toreille, secrétaire

Pour copie conforme à l'original :

St-Arnoux le 15 frimaire, l'an II de la République. Une et Indivisible : Raybaud, commandant ; Court, capitaine adjudant-major ; Curel, sous-lieutenant ; Bellissen, lieutenant ; Raibaud, sergent ; Geoffroy, volontaire ; Giraud, sous-lieutenant ; Fenouil, fourrier. — (Arch. privée de la famille Masséna — Vol. 1).

(1) Nous, Maire et officiers municipaux de cette ville de Vence, certifications et attestons que André Masséna adjudant-major dans le 2^{me} bataillon des volontaires nationaux du Var, en garnison en cette ville, a toujours montré un zèle très ardent et peu commun dans l'exercice de sa charge et un attachement inviolable à la constitution du royaume. Certifions, en outre que c'est par sa fermeté et son patriotisme que le bon ordre et la discipline ont régné constamment dans ledit bataillon.

En foi de quoi nous lui avons expédié le présent certificat que nous avons signé et fait contresigner par notre secrétaire et y avons fait apposer le sceau de la ville. Fait à Vence dans la maison commune le vingt-quatre février mil sept cent quatre-vingt-douze.

Signé : Courmette, maire ; Auzias, prêtre. — (Arch. privées de la famille Masséna, vol. 1.)

CHAPITRE XVIII

André Masséna,

Lieutenant-colonel en second du 2^{me} Var

CHAPITRE XVIII

André Masséna,

Lieutenant-colonel en second du 2^{me} Var

Au mois d'avril 1792, en présence de l'état de guerre avec la Hongrie et la Bohême et de l'attitude provocante du roi de Sardaigne, la création d'une armée dite des Alpes et du Midi avait été décidée (1). L'organisation en avait été confiée au général de Montesquiou-Fezensac (2) ; son but était d'assurer la défense de la frontière depuis le Dauphiné jusqu'au Var.

Le général de Charton reçut le commandement du corps cantonné dans les départements du Var et des Basses-Alpes et établit son quartier général tantôt à Antibes, tantôt à Grasse. C'était un jacobin exalté dont la manière d'être, les idées et le caractère séduisirent immédiatement Masséna qui allait bientôt devenir son ami en même temps que son fidèle second.

Le 2^{me} bataillon des volontaires du Var fut affecté à cette nouvelle Armée du Midi dont les différentes unités vinrent se placer le long de la frontière face aux troupes piémontaises.

(1) Décret du 14 avril 1792.

(2) qui remplace le général Witgenstein qui avait manqué de fermeté lors des troubles de Provence en 1791.

Charton avait disposé ses troupes dans divers cantonnements choisis de telle manière qu'il pouvait les rassembler en moins de quatre heures, pour les porter sur les points menacés, en cas d'invasion. C'est ainsi qu'il fait occuper par les unités placées sous ses ordres, les villages du Broc, Carros, Gattières, La Gaude, Saint-Laurent-du-Var, Saint-Jeannet, Vence (2^o Var), Saint-Paul, La Colle, Cagnes, Bios, Vallauris, Cannes et le Cannet, « pour en cas d'accident assurer sa retraite sur l'Estérel après avoir jeté dans Antibes une garnison suffisante » (1).

En avril 1792, le 2^{me} bataillon du Var reçut son drapeau. En vue de la cérémonie de la bénédiction de cet emblème les chefs du 2^{me} Var et la municipalité de Vence, d'un commun accord, demandèrent au directoire de Grasse, l'autorisation de faire quelque dépenses pour cette fête et exprimèrent le désir qu'elle fut présidée par l'évêque constitutionnel Rigouard.

On sait que l'Assemblée Nationale avait supprimé les nombreux évêchés répandus dans les provinces, ne laissant qu'un évêque par département ; les évêques réfractaires avaient été remplacés par les prélats constitutionnels et l'un des députés de la sénéchaussée de Toulon à l'Assemblée Nationale, l'abbé Rigouard, ancien curé de Solliès-Farlède, avait été nommé évêque du Var (2).

Le directoire de Toulon, auquel celui de Grasse en

(1) Arch. de la Guerre-Correspondance de l'armée des Alpes et du Midi. Lettre de Charton au lieutenant-colonel Saint-Rémi, datée de Tournoux de 1^{er} août 1792.

(2) Histoire de Toulon-D. M. J. Henry-Imp. Eug. Aurel-Toulon 1855 T. 1 chap. Rigouard, évêque constitutionnel p. 169.

Rigouard, Jean-Joseph, député à la Constituante en 1789 par la sénéchaussée de Toulon, né à Solliès — Farlède (Var) le 1^{er} octobre 1736 mort au même lieu le 15 mai 1799 — curé de Solliès-Farlède, électeur de la sénéchaussée de Toulon — évêque constitutionnel du Var le 23 avril 1791 — adhéra aux encycliques, n'assista pas au concile de 1797.

avait référé, informait dès le 3 avril 1792 ce dernier qu'il agréait le choix de l'évêque du Var et qu'à ce sujet la municipalité de Vence pour parer aux frais de la cérémonie était autorisée « à dépenser une somme de 120 à 150 livres (1).

Le 14 avril 1792, en présence d'un grand concours de population, à la tête de laquelle se trouvaient réunis tous les membres du conseil municipal, l'évêque Rigouard, procéda en grande pompe à la bénédiction du drapeau des volontaires du 2^{me} bataillon et au cours de la cérémonie le lieutenant-colonel Sanglier prononça une harangue patriotique enflammée dans le style et le goût de l'époque.

Braves Camarades,

Officiers, Sous-officiers et volontaires,

Voici votre drapeau, conforme à la loi et présent de l'autorité exécutive suprême. Il vous assimile aux vieilles bandes qui sous des chefs intrépides, jadis, agrandirent la monarchie.

Les temps sont bien changés : ce n'est plus un empire qu'il s'agit d'étendre, c'est la France, c'est votre pays qu'il faut préserver d'une seconde oppression des tyrans,

A peine elle avait été menacée. chacun de vous sentit ranimer son courage ; tous, vous jurâtes d'être libres et ce noble enthousiasme a produit le corps que vous formez. Cœurs généreux, que j'aime à présager de votre gloire ! il vous manquait le signe auquel se rallient les guerriers ; vous l'obtenez intact, pur comme le pontife sacré qui vient d'en faire la bénédiction orthodoxe. Sous cet enseigne agréable à l'Eternel, vous serez toujours invincibles. Nul ennemi n'opérera votre défaite ; quel jour que celui-ci qui voit la piété faire cause commune avec les armes pour le soutien du plus bel édifice du monde !

L'époque en sera marquée dans les fastes municipaux des hommes éclairés, des patriotes vertueux sauront transmettre

(1) (Vence ; arch. municip. H. 13-3, 7 avril 1792).

aux races futures que sous leur administration sage, en des circonstances pénibles, Vence, partagé d'opinions vous ayant pour force publique, conserva sa tranquillité et ne fut point déshonoré par des crimes.

Une cérémonie auguste échappe sans cesse aux ténèbres de l'oubli ; le second bataillon du Var, sera renommé dans les siècles, cette pensée termine mon tribut d'éloges.

Il est doux, chers compagnons de revenir après une paix sur l'objet de sa vénération profonde. Que l'étendard aille flotter au rang qui l'attend dans la phalange. Je lui voue ma fidélité que rien ne pourra jamais corrompre ; mon désir est de l'arborer à votre tête sur le rempart de la constitution quand les perfides qui la minent abattus et découragés auront confessé leur néant (1).

Le discours du colonel Sanglier obtint auprès de tous un légitime succès et à la date du 25 avril, la municipalité de Vence décida de le transcrire sur le registre de ses délibérations, « en preuve du patriotisme et de la fidélité que sieur Sanglier a juré à la constitution de l'Empire ».

Quelque excellents que fussent les rapports de la municipalité et des chefs du 2^{me} Var, « on se plaignait beaucoup à Vence de l'insubordination des volontaires du Var, et l'on demandait à M. Théodore Guérin, du directoire de Toulon, de vouloir bien en débarrasser la ville » (2).

Les volontaires dégradent le matériel et aussi les immeubles dans lesquels ils sont casernés, la municipalité est obligée de faire procéder à de continuelles réparations aux casernes ; maçons et menuisiers y travaillent presque continuellement ; la compagnie logée à l'évêché se signale surtout par ses déprédations ; les vols, les maraudages sont fréquents ; les soldats pillent partout dans les cam-

(1) Vence, arch. municip. — Regit. des délibérat. 25 avril 1792.

(2) Tisserand — La Révolution dans les Alpes-Maritimes. page 100.

pagnes et même jusqu'à Puget-Théniers, en territoire sarde.

Le colonel et les officiers du 2^{me} bataillon n'en tenaient que plus ferme la main à la discipline. C'est ainsi que le 16 juin Sanglier réclame à la municipalité une salle de discipline en ville pour y enfermer les punis du bataillon (1).

Le séjour du bataillon à Vence allait bientôt toucher à sa fin. Dans le courant du mois de juin 1792 il devait quitter Vence par échelons successifs appelés à rejoindre les environs de Barcelonnette par suite d'une modification dans la répartition des unités composant l'armée des Alpes et du Midi.

Ce mois de juin fut marqué pour André Masséna, revenu à Antibes avec Charton par la perte de son second enfant Jean-Jacques-Barthélemy baptisé le 19 juin 1792, en présence de son père et de ses parrain et marraine : Jean-Jacques-Barthélemy Aubanel, bourgeois, et Marie-Anne-Hippolyte Aubanel, veuve de feu J.-B. Fabre. Cet enfant mourut le jour même de sa naissance et fut inhumé le lendemain 20 juin 1792 (2).

Dès le 10 mai 1792, le général Montesquiou avait demandé au ministre de la Guerre qui le lui accordait à la date du 16 mai (3), la nomination du général d'Anselme pour diriger la formation de l'armée du Var.

Quelques jours plus tard, le général d'Anselme venant prendre possession de son poste, arrivait à Antibes et le 27 il faisait enregistrer à Grasse ses lettres de service (4).

(1) Vence, arch. municip. H. 13-16 juin 1792.

(2) Antibes-Regist. de l'Etat-civil 19 juin 1792.

(3) Arch. minist. de la guerre — Corresp. de l'armée des Alpes et du Midi.

(4) Le 10 août les commissaires des guerres Ferru et Chabert font également enregistrer leurs lettres de service à Grasse.

Ses rapports avec ses subordonnés furent plutôt distants. « Ce général, disait Charton, est un véritable inamovible ; il n'a même pas de cheval, mais il s'en dédommage bien par l'état d'activité dans lequel il tient ceux qui sont sous ses ordres » (1).

Et Masséna quelque temps plus tard, dans une lettre à son second Layet, écrira : « Vous n'avez pas idée, mes amis, du caractère de cet indéfinissable général d'Anselme. C'est l'homme le plus extraordinaire que vous ayez jamais vu, recevant tout le monde avec un air de fierté qui décourage tout homme pensant, enfin j'aurais bien de la peine à vous en faire un juste portrait » (2).

Dès le 18 juin le mouvement des troupes commença ; le général Charton et Masséna partaient de Vence (3) à la tête de quatre compagnies du 2^{me} Var pour le Bar. Le 23 juin quatre autres compagnies s'acheminèrent vers Tourettes et la compagnie des grenadiers se dirigeait vers le Bar rejoignant les quatre compagnies qui l'avaient précédée le 18 ;

Le lieutenant-colonel Sanglier ne devait pas suivre son bataillon : son âge, les fatigues de ses campagnes antérieures ne lui auraient pas permis d'affronter une nouvelle campagne qui s'annonçait comme devant être pénible. La guerre d'ailleurs allait éclater bientôt et Sanglier demande à être relevé de son commandement. Satisfaction lui est accordée et le 1^{er} août Masséna est désigné comme lieutenant-colonel du 2^{me} bataillon du Var ; Sanglier regagne Antibes où il arrive le 8 août.

A la date du 23 juin 1792, le 11^{me} régiment d'infanterie remplaçait à Vence le 2^{me} bataillon du Var et la munici-

(1) Arch. de la guerre — Lettre de Charton à St-Rémy du 1^{er} août 1792.

(2) Arch. du maréchal Masséna, vol. 1 lettre de Masséna à Layet du 10 juillet 1792.

(3) Tisserand, La Révolution dans les Alpes-Maritimes, P. 103-104.

palité consignait sur le registre de ses délibérations les départs échelonnés de ses 9 compagnies (1).

Le 26 juin 1792 Saint-Vallier fournissait l'étape à la 6^{me} compagnie du 2^{me} Var, 187 rations de bouche et 70 de fourrage, et le 2 juillet à la 3^{me} compagnie, 216 rations de bouche et 34 de fourrage (2).

Le 10 juillet, le 2^{me} Var est au Mas sous les ordres de Layet, Masséna étant retourné à Antibes avec Charton où il visite les places fortes, camps, ports et ouvrages de défense de la côte (3).

(1) Vence, arch. Municip. délibérat. du 23 juin 1792.

(2) Nice, arch. dép. L. 701.

(3) Lettre de Masséna à Layet, commandant en chef de la garnison de Mas :

« J'ai reçu votre lettre, mon bon et cher camarade et je suis au désespoir de ne pouvoir remettre au porteur l'ordre de votre départ mais malheureusement la diversion de deux généraux reculant pour quelques temps votre départ, je puis cependant vous assurer que je ne négligerai aucune occasion favorable pour vous faire partir de cette prison. Je vous exhorte à la patience et avec l'aide de notre brave général Charton, vous n'y resterez pas longtemps, du moins je l'espère.

Vous n'avez pas idée, mes amis, du caractère de cet indéfinissable général d'Anselme. C'est l'homme le plus extraordinaire que vous ayez jamais vu, recevant tout le monde avec un air de fierté qui décourage tout homme pensant, enfin j'aurai bien de la peine à vous en faire un juste portrait. Je vous dirai que je ne suis pas encore placé et puis vous assurer que si le général Charton part de ce pays, ne pouvant plus y tenir, je ne tarderai pas à aller rejoindre mon bataillon. — il y a quelques changements dans les garnisons. Le 4^{me} bataillon de la Drôme est venu aujourd'hui à Antibes — le 3^{me} bataillon des Bouches-du-Rhône doit arriver après-demain à Cannes, un bataillon de l'Hérault doit arriver le 13 à Grasse, tous volontaires nationaux. La 1^{re} compagnie des grenadiers de Dumaine est à Saint-Laurent-du-Var avec la compagnie des grenadiers du 1^{er} bataillon du Var ; la 2^{me} compagnie de Dumaine est à Villeneuve avec une compagnie de la vieille marine, l'autre compagnie de la vieille marine est à Gattières et celle du 3^{me} bataillon du Var est à Cagnes avec 2 compagnies de fusillers. Alloach vous aura sans doute fait part de ce qu'il est arrivé à Saint-Laurent.

Je viens enfin d'obtenir des bonnes nouvelles du général Charton et je puis vous assurer que s'il commandait en chef, un volontaire vous aurait

Le 2^{me} Var avait séjourné à Vence du 23 septembre 1791 au 19-23 juin 1792 soit environ neuf mois et l'état des fournitures et dépenses diverses faites par la commune pour son entretien pendant ce laps de temps s'était élevé à la somme de 6.520 livres, 17 sols, 9 deniers. (1)

lui-même porté ses ordres pour votre départ, mais nous ne serons à à Grasse que dans deux jours ; nous allous visiter les ports aux îles Sainte-Marguerite, Saint-Honorat et Saint-Laurent. Soyez bien persuadé qu'à notre arrivée auprès de Langerou je n'aurai rien de plus pressé que de demander des ordres pour votre départ, mais je ne puis pas vous dire pour où vous partirez, que cela vous suffise pour le moment, je n'ai pas voulu qu'on prit des moyens pour vous apporter de la viande. J'aurais occasion de mettre avec plus de..... votre malheureuse situation sous les yeux des généraux. Adieu, la guerre civile paraît bien assurée d'après la conduite de M. de Lafayette. Je vous embrasse tous bien sincèrement et j'espère que je ne resterai pas longtemps d'être votre commandant. Adieu, recevez mille assurances de la plus inviolable fraternité.

MASSÉNA.

Dites bien des choses obligeantes à nos volontaires.

Antibes, le 10 juillet 1792, l'an IV de la liberté. (Arch. du Maréchal Masséna, t. 1 - 1792-93).

(1) Voir à la fin du volume — pièces annexes : État des sommes et fournitures faites par la commune de Vence au 2^{me} bataillon de volontaires nationaux du Var.

CHAPITRE XIX

André Masséna,

Chef de Corps



Cliché MILLÉCAMPS, phot. Versailles

ANDRÉ MASSENA

En uniforme de Lieutenant-Colonel du 2^{me} Bataillon des Volontaires Nationaux
du Département du Var

Tableau de Wachsmuth, Musée de Versailles

CHAPITRE XIX

André Masséna, chef de Corps

Premier Commandement

Le départ de Vence du 2^{me} bataillon du Var, maintenant commandé par André Masséna, était motivé par la concentration d'un certain effectif de troupes à Barcelonnette et aux alentours, regroupement motivé par les inquiétudes manifestées à plusieurs reprises par les municipalités du département des Basses-Alpes. Une irruption de l'armée piémontaise pouvait se produire après la fonte des neiges, les préparatifs militaires du roi de Sardaigne étaient connus et les populations des villages frontières vivaient dans une crainte perpétuelle augmentée encore par les actes de pillage des brigands dont l'absence des troupes dans cette région accroissait l'audace (1).

Le procureur général syndic des Basses-Alpes écrivait en mai 1792 : « nous n'avons que trois bataillons dans le département et on nous annonce 10.000 allemands à Nice et 6.000 piémontais. Or, un jour on pourrait arriver de Puget à Digne et à Tournoux ». (2) A la même époque le district

(1) Arch. dép. des Basses-Alpes L. 144 p. 169-Voir également « Les volontaires et les réquisitionnaires des Basses-Alpes de la levée à l'amalgame » par Cauvin et Barthélémy. Paris-Chapelot 1910, p. 170 et suivantes.

(2) Arch. dép. des Basses-Alpes L. 231.

de Barcelonnette en signalant les mouvements des troupes ennemies, jetait un cri d'alarme (1).

Il fallait se préoccuper de cette situation et le 8 juin le ministre de la guerre écrivait aux officiers municipaux de Barcelonnette qu'il donnait par courrier « des ordres au général de Montesquiou pour recommander à toute sa sollicitude les secours que votre protection exige » (2).

Pour faire face à cette situation nouvelle, le général de Montesquiou décida de dégarnir la frontière des Pyrénées de Perpignan à Bayonne qui n'était pas menacée et d'en retirer rapidement les troupes disponibles pour les porter d'urgence sur les Alpes (3) en effectif de supplément.

D'autre part, sur l'ordre donné par le Ministre au commencement de juin 1792 le général de Montesquiou songea à établir un nouveau camp de huit bataillons aux environs de Barcelonnette près de la position stratégique de Tournoux.

Tournoux qui était l'un des cantonnements de ce camp, situé à 17 kilomètres au nord-est de Barcelonnette comptait à cette époque avec le hameau de Gleysolles une population de 260 habitants. Ce petit village placé sur la rive droite de l'Ubaye est bâti sur une éminence couronnée d'une petite plaine qui fait face au col de l'Argentière en Piémont ; la nature a si bien fortifié cette position qu'elle ne peut être que très difficilement forcée, elle offre du reste en cas de retraite une sortie par un chemin aboutissant du côté d'Embrun. Les troupes françaises

(1) Arch. dép. des Basses-Alpes. L.467-444-L. 87 p. 48.

(2) Arch. administ. de la Guerre-Correspondance de l'armée des Alpes et du Midi.

(3) Arch. de la Guerre-Lettre de Montesquiou à Dumouriez du 4 mai 1792.

venaient toujours y camper lorsque la France était en guerre avec la Savoie (1).

Le maréchal de camp Charton fut désigné pour commander le camp dit de Tournoux où, dès le commencement de juillet, nous voyons arriver les premières troupes (2).

C'est vers la même époque que le 2^{me} Var, poursuivant sa marche vers le nord, s'achemine vers Tournoux où dix bataillons sont bientôt réunis. (3) Une fois de plus, Masséna accompagnant Charton traverse cette région des Alpes qui lui était familière pour l'avoir parcourue à plusieurs reprises. Nous savons déjà, en effet, que de Toulon avec le Royal Italien il s'était rendu à Montdauphin et Briançon pour y tenir garnison avant de

(1) « Histoire, géographie et statistique du département des Basses-Alpes par l'Abbé Feraud- Imp. Vial-Digne 1861, p. 419 et suivantes.

(2) Le 2 Juillet 1792 la municipalité de Barcelonnette informe les habitants de l'arrivée d'un bataillon d'infanterie légère et les engage à livrer diverses fournitures, des lits notamment, faute de quoi les soldats logeront chez l'habitant.

Proclamation du 6 Juillet 1792 (Registre des arrêts de police et délibérations) défense aux aubergistes de donner à boire ou à manger aux soldats après la retraite et défense aux commerçants et particuliers de leur vendre à crédit

(3) Lettre du général de Charton au lieutenant colonel St-Rémy du 1er août 1792 (arch. de la guerre) le 2^{me} Var est cantonné à cette date à Faucon, il compte 312 hommes sous les armes ; 3 sont à l'hôpital, 28 absents ; total 342 ; 237 manquent pour compléter l'effectif de 800 hommes.

Cantonnements à la date du 31 juillet 1792 :

1er des Basses-Alpes (Seyne) 3^{me} des Basses-Alpes (St-Paul et dépendances) 2^{me} du Var (Faucon et Enchestraye) 1er de la Haute-Garonne (Meslans et Revel) 1er du 51 régiment ci-devant Vermandois (St-Pons et les Thuiles) 1er du 70 ci-devant Médoc ; 1er du 91 ci-devant Barois (Jausiers et dépendances) 3^{me} d'infanterie légère (Barcelonnette) 1er du 51^{me} régiment ci-devant la Sarre (Allos et dépendances).

Arch. dép. des Basses-Alpes L. 144-47-462 et 469 Arch. municip. de Seyne H. 17.

revenir à Antibes pour la transformation de son unité en Chasseurs Royaux de Provence.

Les cantonnements affectés au 2^{me} Var furent l'Enchastreye et principalement Faucon où se trouvait la plus grande partie du bataillon (1) logé chez l'habitant en l'absence de toute tente et objets de campement.

Les troupes qui séjournaient à Faucon, bien que mal nourries, fatiguées et manquant de tout, même de paille, paraissent avoir entretenu avec la population les meilleurs rapports. C'est ainsi qu'à la date du 3 septembre nous voyons figurer dans un acte de baptême d'un enfant de la localité, Léon Nicolas, commandant du 3^{me} bataillon des gardes nationaux des Basses-Alpes.

« Le présent baptême, dit le registre, a été fait au son de la musique du bataillon par les soins de MM. les Officiers et l'on a fait retentir l'air du chant du ça ira, ça ira. »

Le même jour, avec les mêmes réjouissances et aux accents du ça ira, dans un autre baptême, le colonel Mourret servait de parrain et Catherine Maillard, épouse du chef de musique, de marraine (2).

Comme on le voit, l'existence était relativement facile pour les hommes cantonnés dans cette région en position d'attente où ils achevaient leur instruction militaire très rudimentaire et s'exerçaient à quelques manœuvres simples.

Masséna emploie tous ses soins à l'organisation de son bataillon dont l'effectif était des plus réduits par suite de la maladie et surtout de la désertion.

Le 1^{er} août 1792, la confiance de ses hommes se manifeste à nouveau sur son nom et il est nommé lieutenant-

(1) Décès à l'hôpital militaire de Faucon, le 16 août 1792 de Etienne Noble, natif de Combar (?) District de Grasse. dép. du Var, volontaire au 2^{eme} bataillon (Faucon, regist. de l'Etat-Civil).

(2) Faucon-Regist. de l'Etat-Civil 1792.

colonel en premier du 2^e Var, unité qu'il ne commandait que provisoirement depuis le départ de Vence, Sanglier ayant, on s'en souvient demandé à être relevé de ce commandement.

Le 2^{me} bataillon du Var devait séjourner à Faucon jusque vers la mi-septembre.

Dès le 16 septembre le ministre de la guerre Servan avait donné au général d'Anselme l'ordre d'attaquer le comté de Nice. (1) Dans sa réponse du 22, même mois, le général d'Anselme écrit au ministre que dès le 17 septembre, il a pris la précaution « pour faire venir quatre bataillons du camp de Tournoux, deux d'Aix, deux de Toulon ». Ces bataillons ne pourront être rendus sur les bords du Var en totalité que le 1^{er} octobre 1792.

Déjà l'armée du Midi se sépare en deux parties : Alpes ou Savoie, Var ou Italie.

C'est d'abord de l'Armée du Var que fera désormais partie le 2^{me} bataillon des volontaires, à la suite de l'inspection que passe le nouveau commandant de la division de Tournoux, le général vicomte de Barral (2).

Eu égard à sa connaissance parfaite de la région des Alpes, le Gouvernement avait envoyé Barral à Tournoux. Au moment de la formation de l'armée du Var, Barral reçut l'ordre de passer à cette armée avec ses trois meilleurs bataillons, laissant aux trois autres la garde de la frontière, l'accumulation des neiges constituant à cette époque de l'année une défense naturelle suffisante en cas d'attaque, d'ailleurs improbable sur ce point.

C'est dans ces conditions, au cours du choix qu'il avait à faire entre les bataillons de nouvelle levée que

(1) Arch. de la Guerre-Correspondance de l'armée des Alpes et du Midi.

(2) Arch. minist. de la Guerre-Situation du 1^{er} septembre 1792 (Le 2^{me} Var compte 543 h.)

le général de Barral passa l'inspection du 2^{me} bataillon du Var.

Ce jour-là, — si l'on en croit Toselli, — André Masséna, malade, avait passé le commandement au lieutenant-colonel Layet son second, mais par un sursaut d'énergie, bien qu'aux prises à un violent accès de fièvre, il avait tenu malgré les objurgations du général Barral, à assister à l'inspection.

Le lieutenant-colonel Layet fort inexpérimenté dans le maniement des hommes fit opérer la manœuvre dans le plus grand désordre.

« C'est assez, dit le général Barral, ce bataillon ne partira pas.

« Masséna dont la physionomie s'était animée par degrés jette de fureur le bonnet qui couvrait sa tête, se débarrasse de son manteau et tirant son épée :

« Général, dit-il, permettez que je commande mon bataillon. Puis se retournant vers sa troupe en désordre il lui commande l'alignement. Soudain, à cette voix, les rangs se serrent, l'immobilité succède ; l'âme du héros a passé dans tous ses soldats, maniement des armes, évolutions, tout est exécuté avec la plus grande précision. Ce fut dans ce moment, qu'entraîné par un mouvement d'enthousiasme, produit par l'ascendant de cet homme dans lequel il pressentait déjà le héros, le général de Barral, lui dit, en lui prenant la main :

« Masséna, vous viendrez avec nous, ce n'est pas votre bataillon que j'emmène, c'est vous. »

Cette circonstance caractéristique ne s'effaça jamais de la mémoire du Prince d'Essling : il aimait à la rappeler (1) ».

Le 2^{me} bataillon du Var devait définitivement quitter Faucon dans le courant de septembre, nous voyons à la

(1) Toselli-Notice historique sur Masséna p. 18 et suivantes.

fin de ce mois la commune de Séranon lui fournir l'étape : 72 rations de bouche et 102 de fourrage : total 2147 livres (1).

Il s'achemina ainsi (2) par Saint-Vallier, Grasse, Le Bar, Tourettes et Vence vers Saint-Paul où il a encore cantonné à la date du 4 octobre 1792.

La plupart des biographes ou historiens font entrer Masséna et le 2^{me} bataillon du Var le 29 septembre à la suite du général d'Anselme dans le Comté de Nice. C'est une erreur ; ni Masséna, qui à cette époque d'après le général Koch, était placé sous les ordres du maréchal de camp Lasalcette (3), ni le 2^{me} Var ne faisaient partie du petit corps avec lequel d'Anselme s'empara sans coup férir les 29-30 septembre 1792 de Nice et de Villefranche. Le 2^{me} Var était toujours à ce moment cantonné autour de Saint-Paul, près Vence, sous les ordres de Layet et André Masséna qui suivra désormais par intermittence son bataillon, préférant garder contact direct et journalier avec ses chefs, de Charton ou de Barral en vue d'un changement de situation plus en vue, se trouvait à Antibes.

(1) Nice, arch. dép. L. 701.

(2) Arch. de la Guerre-Lettre du Montesquiou à d'Anselme du 28 août 1792. Mémoire de Montesquiou à l'Assemblée Nationale des 17 et 24 juillet 1792. (Lettre de d'Anselme du 29 sept. mémoire du 25 décembre).

(3) Jean-Jacques Bernardin Colaud, baron de Lasalcette né le 27 déc. 1759 à Grenoble ; lieutenant dans les chasseurs en 1789, capitaine le 1^{er} janvier 1791 ; aide-de-camp le 16 février 1792 ; adjudant général, lieutenant-colonel le 8 mars 1793, démissionnaire le 15 septembre 1793.

Employé à l'armée d'Italie le 8 mars 1793 (général de brigade) chef d'Etat-Major du corps d'armée de réserve commandée par Kellermann le 18 brumaire an XIV. Mis à la retraite le 27 déc. 1814, dans le grade de maréchal de camp. (Pension de 3847. fr. 93) .Reprend du service le 22 mars 1815 comme lieutenant général et par ordonnance royale du 23 avril 1833 il lui est accordé une pension de 6000 fr. Décédé le 3 septembre 1834. (Arch. administrat. de la Guerre.)

C'est d'Antibes que le 4 octobre, il donna à Layet, son second, les instructions suivantes pour le départ du bataillon. (1)

A M. Layet, commandant le 2^e bataillon du Var, à Saint-Paul.

Le général d'Anselme, mon camarade, nous attend à bras ouverts à Nice. Ainsi, tu voudras bien donner des ordres pour te tenir prêt pour s'embarquer demain dans la journée. Je ne doute pas, mon ami, que tu n'aies pris toutes les précautions pour avoir fait rejoindre tous les volontaires absents sans congé, le général Barral a approuvé très fort notre expédition pour les fugitifs. Donne tes ordres afin que personne ne manque à notre embarquement ; envoie tes ordres dans tous les villages pour que nous paraissions nombreux en arrivant à Nice. N'hésite pas, mon ami, à y envoyer des détachements armés pour avoir tout notre monde à notre départ, demain matin à bon heure, je serai à Saint-Paul, que tout le bataillon soit prêt à partir à mon arrivée, tous les ballots faits. Nous ferons donner des souliers à mon arrivée.

Adieu, mon cher Layet, dis bien des choses à tous les camarades ; envoie les chercher pour leur faire part de ma lettre.

Je suis tout à toi :

MASSÉNA.

Antibes, le 4 octobre 1792, l'an I^{er} de la République (2).

Cette lettre de Masséna est symptomatique. On voit le soin qu'il y prend de son bataillon jusque dans les plus petits détails. C'est lui qui assurera la distribution des chaussures à l'arrivée au Cros de Cagnes.

N'oublions pas que Masséna rentre dans son pays, Nice, qu'il a quitté jadis, enfant, occupant une fonction obscure dans la fabrique de son oncle, et qu'il doit y avoir pour lui une légitime satisfaction d'amour-propre à y revenir

(1) Général Koch Mémoires de Masséna- t. I p. 14.

(2) Arch. du maréchal Masséna, vol. I-Italie (1792-1793)

à la tête d'un bataillon de sans-culottes, avec les galons de lieutenant-colonel.

Mais André Masséna doit moins obéir à la gloriole éphémère des honneurs qu'au souci de son avancement et de sa carrière, et c'est ce qui lui faisait désirer que sa troupe fit bonne figure, à son entrée à Nice, et qu'elle fût remarquée par ses chefs, pour sa belle tenue.

N'a-t-il pas aussi le vague pressentiment — cette ombre des événements qui s'avancent, comme l'a dit Shakespeare — de sa carrière glorieuse autant par sa rapidité que par son éclat. Il a déjà derrière lui un passé militaire qu'on a comblé d'éloges et par ses sentiments républicains indéniables, il est en communion d'idées avec les hommes qui gouvernent et commandent et se trouve au rang de ceux qui peuvent être appelés à servir le plus utilement. Déjà perce sous le commandant du 2^{me} Var le général de la République.

Le 5 octobre au matin, le 2^{me} Var quittait Saint-Paul et s'embarquait le même jour au Cros de Cagnes pour se rendre à Nice.

Ce mode de transport était le seul possible, le pont sur le Var étant rompu et le passage à gué impraticable ; en raison de la crue du fleuve survenue à la suite des pluies diluviennes et de la tempête qui régnait depuis douze jours et avait coupé d'Anselme de toutes communications avec Antibes.

En vue de cet embarquement, le général en chef, dès le 4 octobre 1792, avait donné l'ordre aux bâtiments qui avaient déjà amené des troupes à Nice de profiter du premier vent favorable pour se rendre au Cros de Cagnes et embarquer les troupes qui y étaient concentrées pour être transportées à Nice. (1)

(1) Armée du Midi. Par ordre expres du général il est ordonné à tous les batiments et bateaux français qui ont transporté des troupes françaises à Nice de se rendre dès l'instant que le vent le permettra au Cros de

De son côté le Commissaire des Guerres Eyssautier informait la municipalité de Nice de l'arrivée par mer de sept bataillons et la requérait d'avoir pour le soir même à assurer leur logement (1). Toutes ces troupes allaient être logées dans les églises et couvents, dans les granges ou baraquées sur la place de l'ancien château.

Cagnes pour y prendre des troupes qui n'attendent que des bateaux pour se rendre à Nice.

Nous commissaire ordonnateur des guerres, en vertu de l'ordre ci-dessus à nous donné par le général prions et requérons M.M. les Maire et officiers municipaux de la commune de Nice de donner tous leurs soins pour que les Intentions et l'ordre du général soient ponctuellement exécutés. A Nice le 4 sept. 1792, l'an 1er de la République. Le Commissaire ordonnateur des guerres, dans l'armée française à Nice, Eyssautier (Nice arch. Munic. A. 4-5).

(1) Armée du Midi. — Camp du Var et de Nice.

Nous, commissaire ordonnateur des guerres de l'armée française à Nice, d'après l'ordre express du général commandant en chef, prions et requérons Messieurs les Maire et officiers municipaux de la commune de Nice de former tout de suite le logement nécessaire à 3 bataillons français qui vont arriver par mer. L'intention du général est que ces troupes soient logées le plus ensemble dans les églises, couvents ou maisons particulières et qu'en conséquence, il y soit porté des matelats, paillasses et lits nécessaires.

Nice, le 3 oct. 1792, l'an 1er de la République.

Le commissaire ordonnateur de l'armée française à Nice : Eyssautier.

(Nice, arch. munic. vol. général, commissaire ordonnateur, réquisitions A-4-2)

« Nous Commissaire ordonnateur des guerres de l'armée française prévenons MM. les Maires et officiers municipaux de la commune de Nice que le général vient de recevoir avis qu'il lui arrive 7 bataillons en comprenant néanmoins les troupes qui sont arrivées ce matin.

Prions en conséquence et requérons ces Messieurs de donner les ordres les plus prompts pour que les logements soient prêts pour ce soir. Il faut employer toutes les personnes nécessaires pour que rien ne manque C'est l'ordre express du général.

Nice le 4 oct 1792. L'an 1er de la liberté et de l'égalité : Eyssautier.

(Nice-arch. Munic. A. 4-10)

CHAPITRE XX

Entrée en Campagne

La Conquête du Comté de Nice

CHAPITRE XX

Entrée en Campagne

La conquête du Comté de Nice

C'est donc le 5 ou 6 octobre 1792 que le 2^{me} bataillon du Var, avec d'autres unités également embarquées au Cros de Cagnes, arrive par mer dans les eaux de Nice et débarque au port. André Masséna est de retour dans sa ville natale, au milieu des siens et de sa nombreuse famille, retrouvant non sans quelque émotion, son oncle Augustin, qui a veillé sur son enfance et l'a accueilli sous son toit, ses sœurs, ses cousins François et Philippe Masséna, ses amis. Tous accueillent avec faveur les troupes françaises et s'enthousiasment pour les principes révolutionnaires qu'elles apportent. François Masséna se met à la disposition du commandement, il s'inscrit ainsi que Philippe à la Société Populaire et grâce à l'intrigue, il obtiendra bientôt, lui, ouvrier savonnier, un poste de commissaire des guerres.

André Masséna, soit par impossibilité matérielle, soit par calcul s'abstient de participer au mouvement politique ; certes, il est loin d'être suspect, bien au contraire et serait plutôt porté de par ses convictions intimes, à faire montre d'un jacobinisme ardent, mais il sait rester uniquement soldat.

C'est désormais pour lui une phase nouvelle qui commence ; la vie monotone de garnison est finie, elle va

faire place à l'existence rude, fatigante et glorieuse du soldat en campagne qui lui permettra de développer et de faire apprécier autrement que comme instructeur de troupes, ses qualités de chef.

Au lendemain de l'occupation de Nice et de Villefranche, d'Anselme désirant dégager la ville et se donner du champ mit en mouvement trois brigades ; à droite, s'appuyant sur la côte et Monaco, Brunet s'avança vers les vallées de la Bévéra et de la Roya ; à gauche, Dumberbion suivait le cours du Var avec Puget-Théniers comme objectif et au centre le général Barral allait s'assurer la possession de la vallée de la Vésubie.

Le 2^{me} Var ne devait faire partie d'aucun de ces trois corps ; le général d'Anselme le maintient à Nice, à sa disposition, parmi ses troupes de réserve, jusqu'au 22 octobre, date à laquelle il l'envoie à Monaco (1) dont le Prince demandait continuellement des secours pour rejoindre le 2^{me} bataillon du 28^e de ligne qui s'y trouvait déjà.

Le 2^{me} Var, fort de 650 hommes, arriva le même jour dans la principauté, mais éprouva de grandes difficultés pour s'assurer un cantonnement et une partie dut être logée chez l'habitant (2). Bien qu'accueillie avec satisfac-

(1) Ordre N^o 7 - Joseph Bernard d'Anselme, lieutenant général commandant l'armée du Var dans le cy-devant Comté de Nice.— Il est ordonné au 2^o bataillon du Var de partir de Nice avec armes et bagages, vingt cartouches à balle par homme et des vivres pour deux jours, demain 22 octobre pour se rendre le même jour à Monaco, où il restera jusqu'à nouvel ordre vivant en bonne police et discipline. A Nice le 21 octobre 1792, l'an premier de la République Française : signé d'Anselme, (arch. du Palais de Monaco D. 1-20).

(2) Lettre du général d'Anselme datée de Nice le 29 octobre, l'an 1^{er} de la république, au citoyen Millo commandant à Monaco au sujet de l'embaras ou celui-ci se trouve pour le logement et les fournitures militaires l'empressement avec lequel les habitants ont reçu les troupes françaises pourrait servir à éviter de nouvelles dépenses et vous pourriez loger chez les particuliers les plus aisés une partie de la garnison. Cet arrangement

tion par la population, les volontaires du Var firent figure de conquérants en arrivant dans la Principauté et voulurent y établir un club et ériger un arbre de la Liberté (1). Cette attitude amena le Prince à rédiger un mémoire de protestation qui fut soumis au Comité de Salut Public (2). Quelques mois plus tard, le 14 février 1793, la Principauté de Monaco allait se constituer en République.

Pendant ce temps, les troupes françaises poursuivaient la conquête du Comté de Nice.

C'est le maréchal de camp Brunet qui, le premier prend contact avec l'ennemi (3), il est à l'Escarène le 1^{er} octobre et occupe le col de Braous; le 4, il gagne Sospel et le lendemain marche vers Saorge. Le 12, ayant reçu 2.000 hommes de renfort, il s'empare du col de Brouis et de Breil en même temps qu'il s'assure des villages de Lucéram, Berre et Contes.

A l'aile gauche, Dumerbion gardait le Var, se conten-

ne serait que momentanée parce que les dispositions militaires me feront retirer bientôt de Monaco l'excédent de garnison qui s'y trouve. »

(arch. du Palais de Monaco D. 1-20).

(1) Protestation du Prince de Monaco contre l'envoi à Monaco par le général d'Anselme de 650 hommes du bataillon du Var. Ces protestations ont lieu non point sur le maintien d'une garnison française, conformément au traité de 1641, mais sur les mesures (que ces troupes) y ont prises attentatoires aux droits de ma souveraineté. 10 nov. 1792.

(Arch. du Palais de Monaco D 1-20)

(2) Au mépris de cette convention (traité de 1641) M. d'Anselme commandant pour lors l'armée d'Italie a envoyé le 22 octobre 1792 un bataillon bien armé s'emparer de Monaco comme d'une place ennemie avec ordre d'y établir un club et d'y ériger un arbre de la liberté. (arch. du palais de Monaco D1-20 extrait d'un mémoire adressé par le Prince de Monaco à Barrère et soumis au Comité du Salut public s. d. (1793).

(3) Pour le détail des opérations militaires pendant cette période, voir le savant ouvrage de Krebs et Moris; Campagnes dans les Alpes pendant la Révolution ». (Lib. Plon. Paris 1891-T. 1).

tant de s'emparer de Puget-Théniers qui est occupé par un bataillon.

La colonne du centre, commandée par Barral était celle qui allait causer le plus d'ennuis au général d'Anselme. Son chef prudent jusqu'à la pusillanimité avait seulement atteint Levens le 17 octobre. Le 20, deux bataillons et une compagnie franche marchent sur Lantosque par Duranus, Saint-Jean la Rivière et Figaret. Les habitants de ces localités pris de peur, s'étaient enfuis et se rassemblèrent sur les hauteurs de la Bollène et de Belvédère pour gagner ensuite Gaudissard et la Cerisière, sur la rive droite de la Vésubie, Rocca-Sparvierà, et Férion sur la rive gauche. Surpris par ces rassemblements hostiles et inquiet pour sa sécurité, Barral, le 24 se replie sur Utelle et sur Levens où il arrive le 27.

Cette retraite ayant enhardi les habitants, dans le but d'en effacer le mauvais effet, Barral reprend le 30 octobre sa marche en avant ; il rentre à nouveau dans Utelle et se dirige sur Lantosque, mais accueilli, près des roches de Pical, par une vive fusillade, il se replie une fois de plus sur Utelle et même sur Levens. Le 5 novembre ayant reçu de d'Anselme l'ordre de conserver Utelle, il revient sur ses pas pour regagner définitivement Levens, le 6 novembre.

Ces hésitations et ces indécisions indisposèrent le général d'Anselme, qui à la date du 10 ou 15 novembre 1792, prit la décision de le remplacer dans son commandement par Dumberbion.

Entre temps, Levens avait été le théâtre d'évènements graves. Excédés par les contributions de guerres par trop lourdes levées par les commissaires des Guerres Ferrus et François Masséna, le cousin d'André, les habitants révoltés avaient profité de la faiblesse du détachement français cantonné à Levens pour le surprendre la nuit et le massacrer. Cette révolte avait causé un effet déplorable.

Dumerbion reçut l'ordre de réprimer cette insurrection ; il partit pour Levens ayant avec lui André Masséna, qui était presque du pays et sur lequel on comptait comme négociateur. Masséna arrive à Levens le 15 novembre (1) porteur d'un ordre pour le retour de Ferrus à Nice, où il sera décrété d'arrestation.

A Levens, Masséna se retrouvait en pays de connaissance. C'est le lieu d'origine de sa famille paternelle qui, comme nous l'avons déjà vu, y possédait des propriétés d'une certaine importance. De plus, après le second mariage de sa mère, veuve, André Masséna y reçut l'hospitalité de sa grand-mère. Lieux et gens lui étaient familiers : aussi eut-il tôt fait « joignant la persuasion à la force » (2) d'apaiser les mécontentements et de régler les différends entre la population et la troupe qui, un instant, avaient tourné au tragique et menaçaient de se propager.

Sa mission terminée, André Masséna revient à Nice, d'où son bataillon laissé au commandement de Layet venait de partir.

En effet, la ville de Nice dégagée, d'Anselme procède à un regroupement de ses forces et des renforts qui lui sont arrivés.

De Monaco, où il était cantonné, le 2^me Var était venu à Nice le 4 novembre, pour en repartir le 17 du même mois, afin de se rendre le même jour, savoir : 3 compagnies à Châteauneuf et 5 compagnies à Tourettes « où elles recevront de nouveaux ordres » (3).

L'armée des Alpes et du Var prend à dater du 15 novembre le nom d'armée d'Italie. Elle se compose de quarante bataillons et parmi ceux de volontaires nationaux quatre

(1) Mémoire justificatif de Férus.

(2) Koch-Mémoires de Masséna t. I ; p. 15.

(3) Arch. de la Guerre : relevé des ordres du général d'Anselme 17 novembre 1792,

seulement sont jugés susceptibles de prendre utilement part aux opérations de guerre. Parmi eux, figure le 2^{me} Var (1), juste récompensé des soins attentifs que Masséna ne cesse de près ou de loin d'apporter à sa troupe.

Ils n'étaient pas faciles à conduire ces bataillons de volontaires, le général d'Anselme avait évité dans la mesure des possibilités de les employer jusqu'à présent en première ligne, au moins isolément, car ils n'étaient qu'incomplètement armés et instruits et leurs effectifs se trouvaient très réduits par la désertion.

C'est ainsi que le 19 novembre 1792 (2) Garnier, procureur général syndic du département du Var, écrivait au citoyen procureur de la commune d'Antibes pour l'informer que Masséna lui signalait le départ sans permission de plusieurs volontaires, et l'invitait à les faire rentrer à leur corps ou à prendre contre eux les mesures édictées par la loi (3). Et comme Masséna n'obtint pas satisfaction suffisamment prompte à son gré, il adressait, le 14 décembre 1792, une nouvelle requête aux administrateurs du département du Var, signée de tous les officiers et comportant l'envoi à Toulon pour l'appuyer oralement du lieutenant-colonel en second du 2^{me} Var, Layet.

Celui-ci était chargé de demander le remplacement des volontaires partis en congé absolu, conformément à la loi, et d'obtenir des mesures sérieuses pour faire rejoindre

(1) Arch. de la guerre-revue du 15 nov.—Mémoire justificatif de d'Anselme-Lettre au Ministre de la guerre Pache.

(2) Antibes, arch. munic. H 3-8.—Lettre de Garnier datée de Toulon le 19 nov. 1792.

(3) Le déserteur était rayé des registres de la garde nationale et de la liste des citoyens actifs pendant dix ans, etc., ces mesures n'avaient qu'un effet illusoire.

les déserteurs et porter ledit bataillon au grand complet de 800 hommes, chiffre prévu par le décret du 6 mai 1792 (1).

L'hiver arrêta à peu près complètement les opérations militaires ; français et piémontais campaient sur leurs positions en attendant que la belle saison leur permit de se mesurer à nouveau.

Déjà, dès le début de décembre 1792, l'abondance de la chute des neiges, dans ces régions faisait prendre au général Brunet la décision de se retirer de Sospel dont l'occupation devenait trop difficile, notamment au point de vue du ravitaillement des 3.000 hommes de troupes qui y cantonnaient et Brunet se repliait sur l'Escarène.

Désormais, l'armée française forme un front de stabilisation pour la période hivernale, dont la ligne est Monaco, La Turbie, N.-D. de Laghet, Peillon, Peille, l'Escarène, Levens et à gauche, le cours du Var de Villars à Puget-Théniers.

Dumberbion commande à Levens, et le maréchal de camp, Dagobert, à l'Escarène.

Le 2^e Var, entre temps est venu de Tourettes à Contes

(1) Ce jourd'hui, 14 décembre 1792, l'an 1^{er} de la république Française, en garnison à Contes les citoyens officiers du 2^{me} bataillon du Var, assemblés chez le citoyen Masséna commandant dudit bataillon ont délibéré d'envoyer le citoyen Layet, des officiers dudit bataillon, au département de Toulon ; l'ont chargé de renouveler aux citoyens administrateurs dudit département les prières qu'ils lui ont déjà fait plusieurs fois d'obliger les districts de procéder au remplacement des volontaires partis par congé absolu conformément à la loi ; de même que de faire rejoindre les déserteurs et porter ledit bataillon au grand complet de huit cents hommes conformément au décret du 6 mai 1792. Contes le 14 décembre 1792, l'an 1^{er} de la République française. Signé : Masséna, Attanoux capitaine, Bouge, capitaine, Raybaud, commandant, Grégoire, lieutenant Giraud, sous-lieutenant Court capitaine Tripoult lieutenant Emile Isnard, Sue.

Lieutenants Court, G. Raybaud, capitaine, Farnet. (Arch. du maréchal Masséna. Vol. 1 armée d'Italie, 2^{me} bataillon du Var.)

à la date du 15 décembre pour y prendre ses quartiers d'hiver ; il se trouve désormais placé sous le commandement de Dagobert à la 3^{me} brigade, 1^{re} division (1).

D'après la situation du 15 décembre 1792, le 2^{me} Var comptait à ce moment-là un effectif présent de 358 hommes et 443 manquants. On s'explique aisément l'insistance de Masséna à vouloir récupérer partie ou totalité de ces derniers.

Quelques jours après, le 23 décembre, le général d'Anselme accusé de prévarication, d'indécision et de manque d'autorité dans son commandement, était appelé à se justifier devant la Convention et relevé de son commandement de l'armée d'Italie qui passait provisoirement entre les mains du général Brunet, en attendant l'arrivée du successeur de d'Anselme, le général Biron.

De même que Masséna qui continuait plus que jamais pendant son hivernage à Contes (2) à tenir son bataillon en haleine, Brunet s'applique à instruire et discipliner les troupes cantonnées à Nice ou aux environs et dans ce but les envoie fréquemment relever les avant-gardes de Levens et l'Escarène, continuellement alertées par les Austro-Sardes. Ces hardies et perpétuelles incursions de l'ennemi, même en plein hiver, firent prendre le parti de les réprimer le plus promptement possible en prenant l'offensive, tâche qui devait s'imposer au général Biron qui ne put arriver à Nice que le 10 février.

Il importait d'autant plus de chasser l'ennemi du Comté

(1) Arch. de la guerre-Ordre de bataille du 1er novembre 1792

(2) Arch. de la guerre-Armée d'Italie-2 jauv. 1793-Ordre en cas d'alerte : Sont à Nice 50^{me}, 61^{me}, 70^{me}, 91^{me}, 2^{me} Var. Emplacements en cas d'alerte ; 50^{me} et 61^{me} : Place de la République ; 70^{me} sur le cours ; 71^{me} : place de l'égalité ; 2^{me} Var, remparts bordant le Paillon bataillon de la Drôme, place de la République ; le 2^{me} de l'Isère, ailleurs (sic) N.B. les bataillons venant de Levens et l'Escarène sont rentrés hier à Nice. —

de Nice que la Convention Nationale allait prononcer sa réunion à la France le 4 février 1793.

Au moment où le général Biron arrive à Nice prendre possession du commandement en chef de l'armée d'Italie, le bruit s'était répandu que les ennemis avaient renforcé leur droite dans la vallée de la Vésubie, méditant une attaque sur notre gauche dans la partie du haut Var. Le général Biron était également informé de la prise de Sospel par les piémontais (1), commandés par le général de Saint-André.

Le général Biron décide aussitôt de prendre l'offensive et se porte lui-même « avec quatre mille hommes et une artillerie considérable au col de Braous et sur les hauteurs de Castillon pour tenir en échec le général de Saint-André, en lui faisant craindre une attaque sur Saorge ».

Ce n'était qu'une feinte et le secret en est si bien gardé que l'ennemi croit à l'attaque de Saorge, alors que commence l'expédition de la Vésubie.

Le général Brunet est chargé de cette expédition avec, sous ses ordres, le général Dagobert.

Brunet quitte Nice dans la nuit du 13 au 14 février pour aller appuyer le général Dagobert, commandant à l'Escarène, qui est lui-même parti à la même date dans la direction du Col de Braous, ils opèrent parallèlement et se rejoignent le 28 février à Belvédère d'où, à leur approche, l'ennemi s'est retiré.

Le rôle de Masséna dans cette action était de refouler le major piémontais Testoris, qui tenait Revest, débouché méridional du Col de Vial ; l'opération allait réussir à merveille. Le 28 février, Masséna et son bataillon épaulant la gauche de Dagobert s'empare de Tourettes, Revest et Toudon. Il se dirige ensuite sur Ascros, où il se rencontre avec le lieutenant-colonel Cadar, commandant le

(1) Arch. de la guerre-Lettre. de Biron du 13 janvier 1793.

7^{me} bataillon du Var, qui était parti de Roquesteron. Tous deux marchent sur Villar qui venait d'être abandonné par l'ennemi et « où ils ne trouvèrent que quelques provisions de grains » (1).

(1) Arch. de la guerre. 28 février 1793. Relations officielle des opérations dans la vallée de la Vésubie.

(Extrait de la lettre du général Dumerbion)

« ... Le général Biron ayant projeté de faire attaquer le 28 du mois dernier tous les postes de la droite des ennemis depuis Entrevaux jusqu'à Sospello, et de les chasser totalement du Comté de Nice les troupes aux ordres des généraux Brunet et Dagobert, s'étant réunies le 28 février à Colla-Bassa se trouvèrent en présence de l'ennemi qui occupait les hauteurs presque inaccessibles du col de Negro. Les chasseurs avec les grenadiers du 28^{me} régiment; ceux du 91^{me} et ceux du 2^{me} bataillon de l'Isère favorisés par notre artillerie gravirent la montagne et s'emparèrent des hauteurs qui la couronnaient.

L'armée continua sa marche sur deux colonnes; celles de gauche, aux ordres du général Brunet, et celle de droite commandée par le général Dagobert, chassant toujours devant elle l'ennemi de poste en poste jusqu'à la Vésubia.

Après dix-huit heures de marche dans ce pays difficile et parsemé de défilés, l'armée bivouaqua sur les hauteurs de la rive gauche.

Les ennemis craignant une attaque se retirèrent avec précipitation de Lantosque où notre armée passa la nuit. Le 2 mars, le général Dagobert ayant chassé de droite et de gauche les troupes légères de l'ennemi qui couronnaient les hauteurs des deux rives de la Vésubia, le général Brunet se dirigea vers Belvédère, poste formidable que les ennemis occupaient au nombre de 5.000 hommes avec deux pièces de canon et des espingardes, mais les ennemis furent attaqués avec tant d'impétuosité que malgré leur artillerie et le feu terrible de leur mousqueterie, ils furent chassés successivement des maisons, des terrains et du village; rien ne peut arrêter le courage brillant et l'ardeur des soldats de la République.

Les ennemis furent chassés du poste presque inaccessible de N.-D. des Miracles et du poste d'Utelle. Le général Dumerbion força les ennemis à se retirer en désordre par les hauteurs de Lantosque.

Le même jour 28, le lieutenant-colonel Macena (A), commandant le 2^e bataillon du Var, s'est emparé de Tourrette, Revest et Toudon. Le lieutenant-colonel Ladac, commandant le 7^e bataillon du Var, s'est emparé de Luceram. Ils ont ensuite marché sur Villar; les ennemis ne les y ont point attendus.

Le même jour 28, le général Rossy, employé à l'armée des Alpes ayant également fait attaquer les Puget-Théniers occupé par 128 soldats

L'affaire n'avait pas été très chaude, car les Piémontais ne s'attendaient pas à une attaque sur ce point et n'y avaient laissé que des milices. L'année suivante, Masséna, rappelant cette opération à Dubermion s'exprimait ainsi : « Il paraît que l'ennemi veut occuper les mêmes postes que l'hiver dernier et que nous débusquâmes cependant le 28 février sans peine. Ils n'étaient gardés à la vérité que par des milices et furent attaqués le même jour sur tous les points ; vous devez vous rappeler, général, de cette époque (1) ».

Après cette expédition, les opérations marquent un temps d'arrêt, Masséna revient à Antibes, pendant que Layet assure le commandement du bataillon maintenant cantonné à Gilette.

Le 8 mars 1792, Masséna, d'Antibes répondant aux inquiétudes manifestées par Layet, lui écrit pour l'informer « qu'il fera tout son possible pour que le bataillon n'aille plus haut (2) ».

de ligne et 150 miliciens par des détachements de garnison d'Annot Castellane et Entrevaux les en a chassés.

Nous n'avons en ces différentes affaires que 20 hommes tués et 50, blessés, dont 4 officiers et 21 prisonniers qui excédés de fatigue, n'ont pu suivre la colonne. La perte des ennemis est de 200 hommes, tant tués que blessés et 200 prisonniers y compris 2 officiers ; on a pris deux pièces de canons et deux espingardes à Belvédère et quelques munitions de guerre et de bouche, etc ».

(Moniteur universel; vol. 15 p. 708- Séance du mercredi 13 mars 1793 Convention nationale)

(A) Il faut lire Masséna. C'est la 1ère fois que son nom paraît dans le Moniteur.

(1) Lettre de Masséna à Dumerbion du 29 brumaire an II.

(2) Au citoyen Layet, lieutenant-colonel du 2me bataillon du Var à l'avant-garde à Gilette. Je ne partirai qu'après demain cher camarade, le général Dumerbion ne doit arriver que demain. Je ferai mon possible pour éviter que le bataillon n'aille plus haut ; bien des choses à tous les camarades. Masséna le 4 mars. (Arch. du maréchal Masséna vol. I Italie 1792-1793).

Jugeant sans doute que son corps qui a participé aux rudes opérations d'hiver a mérité quelque repos, Masséna s'emploie à le lui obtenir. C'est ainsi qu'à cette époque du 8 mars, le bataillon quitte Gilette pour aller tenir garnison en troisième ligne à Villefranche, son effectif est alors de 590 hommes. Nous l'y retrouverons encore le 11 avril.

Plus que jamais, Masséna s'inquiète de sa troupe ; le 5 avril il écrit à Layet « qu'il ne négligera rien pour rejoindre sous peu son bataillon » et lui fait en attendant des recommandations : « Je te prie, mon ami, de ne te relâcher en rien pour le bien du service ; nous jouissons d'une très bonne réputation pour ne pas prendre tous les moyens qui sont en notre pouvoir pour la conserver ; donne-moi des nouvelles tous les deux jours du bataillon ; ne perds pas de vue l'habillement ; fais acheter tout ce qui est nécessaire (1) ».

Le 11 avril, nouvelle lettre à Layet :

« Je te prie, la missive reçue de m'envoyer de tes nouvelles et de celles du bataillon, surtout où tu en es pour l'habillement ; si tu manques de tricot, ne manque pas d'en faire acheter, car il ne faut pas s'attendre à en recevoir de la part du citoyen ministre ».

Cette lettre était suivie d'instructions en vue de la tenue du bataillon (2).

(1) Archives du maréchal Masséna vol. 1- (Italie 1791-93) lettre de Masséna du 5 avril.

(2) Au citoyen Layet, lieutenant-colonel du 2^{me} bataillon du Var à Villefranche (1).

Je croyais, mon cher Layet, avoir le plaisir de t'embrasser demain, mais je me trouve forcé d'aller à Saint-Paul pour aller consulter ton oncle Gavary. Je ne trouve que des obstacles pour terminer mon affaire ; je te prie, la missive reçue de m'envoyer de tes nouvelles et de celles du bataillon surtout où tu en es pour l'habillement, si tu manques de tricot, ne manque pas d'en faire acheter à quel prix que ce soit, car il ne faut pas s'attendre à en recevoir de la part du citoyen Ministre Vu

Et il lui renouvelle : « Je te prie de m'écrire très souvent malgré que la commission militaire que le général doit me donner ne soit pas bien longue à ce que je crois, surtout si le bataillon recevait quelque ordre de départ ».

Avant de quitter Antibes pour rejoindre son poste, il n'a garde d'oublier de se faire délivrer par la municipalité un certificat de civisme (1).

comme les affaires sont malheureusement embrouillées, vous aurez sans doute su à Villefranche les lâches intentions du général Dumouriez. Je t'assure que cette nouvelle a attristé toute l'habitation, car on ne peut pas se dissimuler les suites fâcheuses que ce désordre amènera en France.

Adieu, bien des choses à tous les camarades ; j'attends sans faute de tes nouvelles après demain et parle moi aussi de ton inspection. Je suis avec un sincère attachement ton camarade.

MASSÉNA.

Antibes, le 11 avril.

Instructions pour le citoyen Layet :

1^o Faire travailler sans relâche à l'habillement ; l'officier chargé de cette partie du 1^{er} bataillon de la Haute-Garonne vous remettra une pièce de tricot ; on coupera les culottes sur deux tailles, c'est-à-dire la moyenne et la petite.

2^o Après ce travail, on fera couper des habits également sur deux tailles sans cependant oublier les réparations.

3^o Le citoyen Darluc de concert avec le C. Balesin (?) achèteront les fournitures nécessaires.

Je recommande très expressément au citoyen Layet de ne jamais se relâcher sur le rapport du matin les exercices des recrues, et enfin sur tous objets du service.

Je les prie de m'écrire très souvent malgré que la commission militaire que le général doit me donner ne soit pas bien longue à ce que je crois, surtout si le bataillon recevoit quelque ordre de départ.

Il doit arriver un maître cordonnier, dès le moment qu'il aura joint, voudra bien ordonner au... de lui faire donner une boutique pour monter notre atelier pour nos réparations. Qu'on n'oublie jamais les deux appels.

MASSÉNA.

(Arch. du Maréchal Masséna, vol. 1).

(1) Extrait des registres des délibérations du conseil général de surveillance permanente de la commune d'Antibes :

Du huit avril mil sept cent quatre vingt-treize, l'an second de la République française dans la salle de la maison commune d'Antibes s'est pré-

A son retour sur la ligne de feu Masséna qui va bientôt mériter son surnom de « terrible nizzardo », terrible niçois, comme l'appelle l'historien Cusani, se voit confier un commandement important ; tandis que Casabianca à la tête de cinq bataillons disposés dans les postes de Saint-Martin, Lantosque, Roquebillère, Belvédère et la Bollène, à la charge de défendre les débouchés des passages desservants de la Tinée, du vallon d'Entraque et de la Roya, Masséna qui commande lui aussi à cinq bataillons surveillance de Peira-Cava, le poste ennemi établi au Moulinet et couvre la communication de l'Escarène à Lantosque par Luceram, les cols de Saint-Roch, de la Porte et de Saint-Arnoux (1).

Le 7 juin 1793 le 2^{me} Var, dont l'effectif est de 346

senté au conseil général de surveillance permanente, le citoyen André Masséna, lieutenant-colonel au second bataillon du Var, résidant en cette ville d'Antibes pour obtenir un certificat de civisme pendant tout le temps de sa résidence en cette dite ville d'Antibes.

Sur laquelle proposition le conseil général, ouï le procureur de la commune a unanimement délibéré d'accorder le dit certificat de civisme audit citoyen André Masséna conformément à la loi du cinq février dernier.

Certificat de Civisme :

Nous soussignés, officiers municipaux et membres du Conseil général de la commune d'Antibes certifions que le citoyen André Masséna, lieutenant-colonel au second bataillon du Var, a toujours professé le civisme pendant le temps de sa résidence en cette ville d'Antibes porté par la loi du cinq février dernier.

Fait en la maison commune d'Antibes, l'an, mois et jour ci-dessus.

Signés : Remond, maire ; Lamarre Baptiste, Gairaud, Colobrière, Guirard Vial, officiers municipaux, A. Girard, J.-B. Rostan, Gros Riouffe, J. Laurent, Ph. Baud, Sanglier P. D. L. C. Ambroise Bernardy, secrétaire greffier, approuvant le renvoi.

Vu par nous, président et membres du directoire du district de Grasse, le dix avril mil sept cent quatre vingt-treize, l'an 2 de la République française.

GIRARD, REVERDIT, GIRAUDY

(Arch. de la Guerre. Doss. Masséna).

(1) Krebs et Moris-Campagne dans les Alpes pendant la Révolut, t.1

hommes est dans la vallée de Roya au camp de Braous, sa compagnie de canonniers est détachée au col Nègre (1), Masséna et son bataillon vont prendre une part active aux opérations militaires qui vont se dérouler dans la région de l'Authion.

Dès le 8, le général Brunet attaque sur cinq points différents le camp de Lignières, le camp de Pérus, le poste du Moulinet, l'avant-poste du camp de Fourches et le camp de Braous.

La colonne de droite, aux ordres du général de brigade Mieskousky, est divisée en trois : celle de droite commandée par le citoyen Martin, chef de bataillon au 28^{me} régiment d'infanterie ; celle du centre par le colonel Despinoy, celle de gauche est conduite par le chef de bataillon Masséna, « allant à la course gravissant le mont formidable du col de Ligneraz » (2).

Masséna en déloge l'ennemi qu'il poursuit jusqu'au sommet de Mangiabo d'où il le chasse également.

Dans son rapport au général Brunet, le général Mieskousky (3) cite parmi les officiers qui se sont distingués au cours de l'action, le citoyen Masséna, chef de bataillon du 2^{me} Var. Dans cette journée Masséna avait un de ses capitaines blessé.

Enhardi par le résultat heureux des opérations du 8 juin, Brunet attaque le 12 « le formidable camp de la Fourche ». « Dans toutes les attaques, écrit-il au ministre de la Guerre, (4) on a été au pied des retranchements. Un quart d'heure de constance, ils étaient enlevés mais les soldats

(1) Arch. de la guerre-Situation de l'armée d'Italie le 7 juin 1793.

(2) Arch. de la Guerre-Lettre du Général Brunet au ministre de la Guerre le 15 juin 1793.

(3) Arch. de la guerre-même lettre.

(4) Lettre de Brunet datée de l'Escarène le 15 juin- Arch. de la guerre.

emportés par leur ardeur ayant trouvé plus de résistance qu'ils n'en attendaient se sont repliés avec la même légèreté ! ».

Par un rapport du 20 juin au Comité de Salut Public, Barras, l'un des commissaires des guerres de l'armée d'Italie, après avoir tracé du général Brunet (1) un portrait peu avantageux au point de vue politique, l'accuse de « n'avoir point de vues, point de plans, point de combinaisons » et de ne marcher à l'ennemi que par boutades ». Il le blâme de son insuccès dans son attaque du camp de la Fourche « où il a été repoussé avec une perte effrayante ».

Peu après le général Kellermann, qui a été nommé commandant supérieur de l'armée des Alpes et d'Italie, arrive à Nice le 17 juin et le 24 juin tient un conseil de guerre avec le général Brunet et les représentants du peuple arrivés à Nice fin mai (2) Barras, Baille, Beauvare et Roubaud, au cours duquel il est fait au ministre un exposé de la situation des troupes et du nouveau plan de campagne projeté.

A cette date du 28 juin, le 2^{me} Var est placé à droite de l'armée, il fait partie de huit bataillons qui gardent le col de Brouis et Breil et son effectif est de 566 hommes (3).

Le lendemain 29, un évènement heureux pour Masséna se produisait à Antibes, auquel il ne pouvait assister, se trouvant à Brouis, à la tête de son bataillon.

Jean-Jacques Aubanel et Dominique Raybaud venaient annoncer à la mairie d'Antibes la naissance « dans sa maison de Sainte-Claire au quartier de la vieille place »

(1) Arch. de la guerre-Lettre de Barras au Comité de Salut public,

(2) Arch. de la guerre-Lettre de Kellermann au ministre du 28 juin 1793.

(3) Arch. de la guerre-Situation du 28 juin 1773.

de Prosper Masséna, fils d'André Masséna, lieutenant-colonel actuellement à l'armée d'Italie (1).

Les derniers jours de juin et le commencement de juillet sont employés à disposer les troupes conformément au plan arrêté entre Kellermann et Brunet.

André Masséna profite de cet instant de répit pour se rendre à Antibes et aller embrasser son nouveau-né. Il s'empresse, du reste, de rallier son bataillon et continue plus que jamais à s'occuper activement du bien-être de ses hommes. En réponse à une lettre de Masséna, le général Dumerbion (2) lui écrit à la date du 2 août : « J'ai donné et ne cesse de le faire, les ordres les plus précis au commissaire ordonnateur de faire passer tous les objets dont vous pouvez avoir besoin et lui ai enjoint de punir sévèrement toute négligence de la part des préposés à cet effet » ; et le général termine sa lettre par les mots élogieux : « Je ne vous répéterai pas ce que je vous ai dit précédemment, c'est-à-dire que je suis bien persuadé que si des ennemis vous attaquent, vous et vos braves frères d'armes, les en ferez repentir ».

Par ordre du 9 août, le général Brunet prescrivait pour le 10 août la fête anniversaire de cette date mémorable, choisie par la Convention Nationale, pour célébrer la conquête de la liberté.

La célébration devait avoir lieu dans tous les camps occupés par l'armée d'Italie. Ordre est donné de tirer le canon et de faire trois décharges de mousqueterie. Les troupes, entre chaque salve, devant prononcer à haute et intelligible voix : « Vive la République française une et indivisible ». Et dans les camps où se trouvaient des aumôniers, ceux-ci devant la troupe en armes devaient

(1) Antibes, arch. munic. Regist. de l'Etat-civil juin 1793.

(2) Arch. du maréchal Masséna, vol. 1 Lettre de Dumerbion à Masséna datée de Nice le 2 août 1793.

chanter des *Te Deum* « en action de grâces de notre liberté et du bonheur que promet à la France la nouvelle constitution décrétée par la Convention Nationale et acceptée unanimement avec transport pour toute l'armée d'Italie (1) ».

(1) Arch, du maréchal Masséna vol, 1. Ordre du général Brune du 9 août 1793,

CHAPITRE XXI

André Masséna,
général de brigade.

Le Camp de Fougasse



Cliché J. GILETTA. phot. Nice

MASSÉNA

Pl. p. 385

CHAPITRE XXI

André Masséna,

Général de Brigade.

LE CAMP DE FOUGASSE

A la suite d'une dénonciation en règle de Barras et de Fréron, représentants de la Convention aux armées, le général Brunet est suspendu de ses fonctions. Barras et Fréron adressèrent à cette occasion, le 8 août 1793, une longue proclamation aux officiers, sous-officiers et soldats de l'armée d'Italie leur enjoignant « de ne connaître désormais pour commandant en chef de l'armée d'Italie, que le général de division Dumerbion auquel les représentants du peuple ont conféré provisoirement tous les droits et tous les pouvoirs attachés à la dite place ».

Cette nomination du général Dumerbion était une bonne fortune pour Masséna. Liés d'amitié de longue date, les deux hommes se rendaient une mutuelle estime. Masséna, comme sa correspondance va nous le prouver, se trouvant désormais en pleine confiance et en similitude de vues avec son chef, ne cesse de le tenir soigneusement au courant de tout ce qu'il peut apprendre, soit par ses nombreux déplacements dans les postes placés sous

ses ordres, soit par les déserteurs ennemis. Il en profite aussi pour demander avec insistance tout ce qui peut être utile au bien-être de ses hommes.

Jusqu'au 19 août le 2^{me} Var, au camp de Fougasse était, sous le commandement du général Dortoman, commandant du camp d'Argent, mais à cette date, le général en chef Dumerbion adressait à André Masséna l'ordre « de se rendre sur le champ au camp de Fougasse sous les Fourches (1) pour en prendre le commandement ainsi que celui des postes qui en dépendent, mettre sur le champ le général de brigade Dortomann en état d'arrestation et le faire traduire de suite sous bonne et sûre garde devant le citoyen Durand, commandant de la ville de Nice (2) ».

André Masséna ne fut touché par l'ordre de Dumerbion que le 21 à 9 heures du matin au col de Brouis. Il partit à midi et arriva à 8 heures du soir au camp de Fougasse d'où il informait aussitôt le général Dumerbion que l'ordre

(1) Le camp de Fougasse établi à 1800 m. d'altitude sur l'un des premiers glaciers de la longue chaîne faite de l'Authion était borné du côté de Lantosque et de la Bollène par la lisière de la forêt de Moulégas et par la crête de la Bugavista du côté de Breil et de Saorgue.

(V. E. Gauthier « les bandits justiciers des Alpes-Maritimes » Nice, imp. Eug. Gauthier 1870).

(2) Il est à remarquer que le général Koch, auteur des Mémoires de Masséna, commit l'erreur de faire arrêter le général Dortoman par Masséna lui-même dans la journée du 20 août.

Les Austro-Sardes dirigeaient à ce moment de fortes attaques contre nos postes dans la vallée de la Vésubie. Le 17 août le chevalier Bonneau, parti de la pointe de Rugger, ayant pendant la nuit traversé le vallon boisé de Praët et pénétré dans le ravin de l'Aiguette, s'emparait par surprise d'un de nos ouvrages construit sur le versant Nord de la tête de la Fougasse. Les 200 hommes qui s'y trouvaient prirent la fuite, abandonnant un capitaine et 5 tués, 52 prisonniers et tous les bagages. L'ennemi se retira après avoir encloué 2 canons et en emportant 2 pièces légères. Le général Dortoman, commandant le camp d'Argent, sous les ordres de qui ce poste était placé, fut accusé de négligence. De plus, son intimité avec Brunet le rendait suspect et c'est la raison de son arrestation.

d'arrestation du général Dortoman avait été exécuté la veille « par un officier de gendarmerie sous l'escorte d'une compagnie du 11^{me} régiment » ; et il ajoutait : « Demain matin, je prendrai connaissance des postes et des instructions que le général avait pour sa défense (1) ».

En envoyant au camp de Fougasse Masséna pour succéder au général Dortoman, Dumerbion lui donnait par avance le commandement d'un général de brigade, grade qu'il s'empresse d'ailleurs de demander pour son subordonné.

Au moment où Masséna prend effectivement ce nouveau commandement, il a sous son autorité le poste du Moulinet, le camp de Peira-Cava et celui de Béolet. Nous le verrons par la suite, se tenir en liaison étroite avec ces trois commandants et leur donner des ordres directs, ou leur transmettre ceux du général Dumerbion.

Le 23 août, il avise le général Dumerbion (2) que Linage, chef de bataillon commandant au Moulinet, a été évacué vers l'hôpital et qu'il a remplacé par le chef de bataillon Dalous du 3^{me} Var. Il demande des vivres pour ses hommes, notamment de la viande fraîche, et réclame de l'argent pour continuer les ouvrages de défense. Il prie de faire rentrer tous les officiers qui sont à Nice sans permission légale et finalement l'informe qu'il apprend le matin même par un déserteur que l'ennemi doit attaquer le 30 du mois.

Le soir de ce même jour le général Dumerbion vient trouver Masséna au camp de Fougasse (3). A la suite de cette visite, Masséna informe le commandant du Mou-

(1) Lettre de Masséna à Dumerbion du 21 août, à 8 heures du soir (Arch. du Maréchal Masséna).

(2) Arch. du Maréchal Masséna. Lettre à Dumerbion du 23 août 1793.

(3) Arch. du Maréchal Masséna. Lettre au commandant du Moulinet du 24 août 1793,

linet qu'on va lui envoyer 200 hommes de plus, pris dans le poste de Collebasse (1) « avec ce petit renfort, vous pourrez surveiller très exactement vos postes ». Comme le général en chef a ordonné de faire descendre trois bouches à feu à Nice, Masséna donne l'ordre au commandant du camp de Peira-Cava d'envoyer un piquet de quatre-vingts hommes au devant du convoi des pièces, pour éviter les surprises et de les conduire jusqu'à Peira-Cava, et il ajoute à la fin « un grenadier a passé à l'ennemi ce soir ; tenez-vous sur vos gardes (2) ».

Le 25 août (3), le général Dumerbion accuse réception à André Masséna de cinq dépêches et l'informe qu'il a donné l'ordre « à tous les commandants de corps de compléter leur compagnie de grenadiers ». Le général approuve le choix qu'a fait Masséna pour commander le Moulinet où l'on ne pourra envoyer que 150 hommes au lieu de 200, comme il avait été annoncé.

Il indique que le rapport du déserteur dont lui avait parlé Masséna au sujet de l'attaque probable des ennemis pour la fin du mois se confirme, et qu'on envoie beaucoup de troupes à Belvédère et Isola, enfin, répondant à une demande personnelle de Masséna qui ne veut pas être oublié, il ajoute : « Vous devez être bien persuadé que je m'occuperai toujours de vous avec un grand intérêt et que je saisirai avec empressement la première occasion qui se présentera ».

Le 26, du camp de Fougasse, André Masséna informe le général Dumerbion que conformément à ses instruc-

(1) Colla Bassa-Col situé entre les cimes de Auriéras et Savel au S. O. du col de Saint-Roch (Carte de l'Etat-Major français)

(2) Lettre de Masséna au commandant de Peira-Cava du 24 août 1793. Lettre au commandant du 91^{me} rég. même jour.

(3) Lettre de Dumerbion à Masséna du 25 août 1793 (Arch. du maréchal Masséna, vol 1).

tions, il a été reconnaître la veille, Collebasse et ses dépendances de concert avec les citoyens Bondy, officier d'artillerie, et Rambaud, et examiné avec soin les dispositions à prendre les plus avantageuses dont il lui donne un récit circonstancié et plein de détails extrêmement intéressants et qui montre les qualités de stratège du futur maréchal. Dans la même lettre, il lui rend compte d'un incident avec l'ennemi qui révèle la fermeté du caractère de Masséna.

« Hier soir, je me vis à la veille de faire tirer la mitraille sur les sentinelles qui communiquaient avec les nôtres du donjon. Je fis tirer un coup de canon pour avertir tous nos postes de se tenir sur ses gardes. D'après un avis que j'avais reçu de Moulinet, on devait nous attaquer et une colonne de barbets qu'on avait vu descendre dans le vallon où notre canon fut pris. A l'instant où le canon tira, les barbets attaquèrent le même poste qui a été déjà surpris. Une étourdie de sentinelle du donjon qui se promenait avec les piémontais, lâcha un coup de fusil sans cependant toucher personne ; et toutes les sentinelles de part et d'autre, se sauvèrent dans les retranchements. Après qu'on eût repoussé les attaques, le capitaine de garde à l'avancée ne fit dire s'il devait replacer les sentinelles en avant, après l'ordre qu'il reçut qu'il..... placé de suite, il envoya son caporal avec les grenadiers pour les placer. Les piémontais dirent à nos grenadiers qu'ils n'avaient qu'à se retirer, que ce poste n'était pas pour eux et qu'il fallait le gagner, s'il le voulait ; nos hommes retournèrent à leurs retranchements et le capitaine me fit faire le rapport. Indigné d'une réponse aussi fière de la part des gens que nous avons toujours battus, j'envoyais un officier supérieur à l'avancée pour signifier que si nos sentinelles ne reprenaient à l'instant leurs postes ordinaires, je les ferai repentir d'une audace qui ne leur était pas familière. L'officier de garde ennemi dit

ne pouvoir prendre cette affaire sur lui, qu'il allait envoyer à son général ; l'instant après, la réponse fut que les choses seraient comme à l'ordinaire (1) ».

Le 26 août, Masséna avisait le commandant du Moulinet qu'on ne lui enverrait que 150 hommes au lieu de 200 promis ; il lui renouvelait d'avoir à s'adresser au camp de Peira-Cava, pour remplacer les manquants et Masséna ajoutait : « Nous ne sommes pas plus à notre aise que vous, mon ami, sur nos veilles et depuis que je suis à ce camp (La Fougasse), je ne me suis pas encore couché de nuit. De la vigilance et nous déjouerons nos ennemis (2) ».

Le 27 août 1793, Masséna, après des détails sur les travaux de défense et de retranchements qu'il est en train d'exécuter, avise le général Dumerbion que l'ennemi se montre. « Les ennemis ont attaqué hier au soir, entre onze heures et minuit le poste avancé du Baolet, les grenadiers les ont repoussés avec vigueur. J'ai cru nécessaire de me tenir sur mes gardes. Je puis cependant vous assurer que je suis à même de bien les recevoir ». A la fin de cette lettre, Masséna ajoute : « Un déserteur qui nous est arrivé hier soir, nous a assuré que nous serions attaqués sous peu et que l'ennemi croit que tous nos canons sont pris et qu'il ne nous reste que celui que nous tirons pendant la nuit, s'ils se présentent nous leurs prouverons qu'ils ne sont pas tous partis (3) ».

(1) Arch. du maréchal Masséna-Lettre à Dumerbion du 26 août 1794. Dumerbion répondra à Masséna le 27 au sujet de cet incident : « vous avez bien fait de mettre infiniment de fermeté envers le général ennemi pour replacer vos sentinelles avancées, telle doit être la conduite d'un soldat républicain ».

(2) Arch. du maréchal Masséna-Lettre du 26 août au Com^{dt} du Moulinet.

(3) Arch. du maréchal Masséna-Lettre à Dumerbion du 27 août

A ce moment, l'ennemi faisait de nombreuses incursions nocturnes, les postes restaient perpétuellement sur le qui-vive, tout annonçait une action prochaine : les espions, les déserteurs et les mouvements de troupe qu'on observait. Masséna redoublait de vigilance dans son camp de Fougasse. Il donnait les consignes les plus strictes, pour l'officier supérieur de service. Il lui prescrivait notamment « des rondes de nuit, une à dix heures et l'autre à une heure (1) ». Dumerbion (2), de son côté, l'invitait à ordonner des patrouilles fréquentes dans les bois de la Mairis pour empêcher que des malveillants fassent tomber des arbres en travers du chemin pour entraver la circulation.

Le 28 août (3), Masséna avait un de ses postes attaqués : « Le grand camp ennemi. — écrit-il de Fougasse, au général en chef. — a répondu à mon coup de canon d'alerte, par quatre obus qu'il nous a envoyés ; aucun n'a donné dans le camp. Un peu après minuit, l'avant-poste de Baolet et le Moulinet ont été attaqués tous deux à la fois. Le feu a été très vif de part et d'autre. Le Moulinet a tiré plusieurs coups de canon. Je ne connais cependant pas encore bien le résultat de l'affaire ».

Masséna, qui, on s'en souvient, avait été chargé dès son arrivée au camp de Fougasse, d'arrêter le général Dortmann et n'avait dû qu'à une circonstance fortuite de ne pas exécuter cet ordre, ce qui lui aurait certainement été très pénible, s'inquiète du sort de celui-ci. Ses hommes lui proposent d'intervenir par une pétition destinée aux représentants du peuple. Masséna acquiesce à cette idée et se propose même de réunir toute sa troupe à cette

(1) Arch. du maréchal Masséna-Registre d'ordres. — Consigne pour l'officier supérieur de service : 27 août.

(2) Arch. du maréchal. Lettre de Dumerbion à Masséna du 27 août,

(3) Arch. du maréchal. Lettre de Masséna à Dumerbion du 28 août

occasion. Il s'en ouvre à Dumberbion qui, tout en admettant le principe de la requête, le dissuade de prendre la tête de ce mouvement.

« J'ai reçu, hier soir, citoyen, votre lettre du 27 courant, ainsi que celle du général Dortomann que vous y aviez jointe.

« Que tous les officiers, sous-officiers, volontaires et soldats qui composent le camp de Fougasse que vous commandez, rendent justice au général Dortoman, d'après la conduite qu'il a tenue dans l'un et l'autre genre, cela doit être, mais mon avis n'est point du tout que vous les rassembliez tous chez vous à cet effet. Chaque citoyen peut émettre son vœu individuel et librement et le faire passer ensuite à qui de droit ».

« Ce général m'a bien fait passer, en effet, un mémoire pour être communiqué aux représentants du peuple et j'attends leur arrivée (1) ».

Comme les troupiers de tous les temps, les soldats de Masséna trouvaient plus facile pour nettoyer leurs armes de tirer des coups de fusil ; Masséna le défend à plusieurs reprises et le 30 août cette pratique continuant et des accidents étant survenus, il prend des mesures sévères (2).

(1) Arch. du maréchal Masséna — t. I — Lettre de Dumberbion à Masséna de Nice, le 30 août 1793.

— c. f. — Général Koch, « Mémoires de Masséna » Introduction, t. I, p. 16.

(2) Arch. du maréchal Masséna, t. I. Reg. d'ordres du camp de Fougasse, 30 août 1793.

« Je me vois forcé de réitérer les ordres qui ont déjà été donnés relativement aux coups de fusils qu'on entend tirer toute la journée dans le camp ; le désordre ne peut et ne doit exister dans aucune garnison, cantonnement et encore bien moins dans un camp aussi, près de l'ennemi, comme nous sommes. Il est déjà arrivé que quelques-uns de mes braves frères d'armes ont été tués par des coups de fusils, lâchés sans ordre. D'ailleurs comment pouvoir faire la différence des coups partis du côté de l'ennemi si on entend toujours un feu roulant aux environs du camp. Il est temps que ce désordre finisse, et qu'on fasse usage de tire-balles

Le 30 août, les alertes continuent ; Masséna en fait part à Dumerbion : « Différentes petites attaques nous obligent à prendre les armes exactement toutes les nuits, après avoir resté trois à quatre heures avec toute la troupe, l'attaque n'est plus sérieuse. Je vais doubler la garde et rentrer le restant, de manière que la garde passe presque deux' nuits au poste ».

Par le fait de ces perpétuelles alertes nocturnes, le service était dur pour les hommes et dans sa même communication du 30, au général Dumerbion, Masséna toujours précautionneux du bien-être de ses soldats, lui fait connaître « qu'il va faire donner double ration d'eau-de-vie aux gardes, lesquelles iront au poste avant minuit. C'est ce qui nous arrivera très souvent. Nos gens commencent à être fatigués du service. Depuis mon arrivée, j'ai eu quatre cents hommes de moins, hôpitaux ou déserteurs ; ils n'ont qu'une et deux nuits pour la nuit que nous passons (1) ».

A cette même date du 30 août, Masséna remplace au Moulinet le commandant Dalous, obligé d'aller à l'hô-

pour décharger les fusils qui pourraient être trouvés trop sales, ou bien qu'on suive ce qui avait déjà été dit par le général Dortoman, que les adjudants-majors assembleraient le matin à 10 heures les hommes qui auraient besoin de décharger leurs fusils pour les faire tirer à l'entrée du bois ; en conséquence cet ordre est renouvelé.

« Quant à ceux qui se permettront de tirer des coups de fusils pendant la journée, ils seront arrêtés par les gardes de police et mis à la garde du camp pendant quatre jours.

Les commandants des gardes de police enverront dès l'instant qu'ils entendront tirer autour de leur poste, des patrouilles pour arrêter ceux qui auraient manqué à l'ordre donné Les dits commandants sont responsables de l'exécution du présent ; l'officier supérieur tiendra la main pour que personne n'y contrevienne. MASSÉNA

(1) Lettre de Masséna à Dumerbion du 30 août.

pital, par le citoyen Despinoy, chef du bataillon du Cantal à Cole-Basse (1).

Le mécontentement grandit avec la fatigue et le manque de vivres.... « Le commandant du Moulinet m'a dit que la désertion dans son bataillon devient très considérable. Il l'attribue à l'envie qu'ils auraient d'être relevés étant beaucoup fatigués à ce poste.

« Nous manquons de tout à l'exception du pain ; j'ai l'honneur de vous observer, mon général, que je crains que le manque de vivres ne fasse un mauvais effet, étant extrêmement fatigués. Veuillez bien donner des ordres les plus précis pour remédier à ce grand inconvénient. J'ai déjà envoyé deux ordonnances au commissaire Thiébaud. En réponse, hier, il nous a dit que nous recevions du lard et de l'huile, mais rien n'a paru. Il doit y avoir quantité de déserteurs à Nice. Le commandant de la gendarmerie pourrait obliger les fuyards de rejoindre leur poste ainsi qu'un grand nombre d'officiers.

« A l'instant où j'allais cacheter ma lettre, plusieurs grenadiers et fusiliers sont venus me faire part, qu'ils n'avaient depuis hier que du pain sans huile et sans lard, je n'ai rien négligé pour leur persuader que ce n'était qu'un oubli de la part du commissaire. Ils ont voulu entrer dans d'autres détails que vous connaissez déjà, relativement à la retraite. Une députation est ici d'hier soir du camp de la Condamine, pour inviter nos grenadiers à faire une députation générale, pour demander de sortir d'ici. Ils ne se sont cependant pas présentés chez moi avec ceux du camp (2) ».

La démoralisation s'en mêle ; en adressant à Dumerbion une dépêche venant du général ennemi, Masséna

(1) Lettre de Masséna à Dumerbion du 31 août ; lettre au chef de bataillon Dalous, Commandant au Moulinet du 30 août ; lettre au chef de bataillon. Linage, même date.

(2) Lettre de Masséna à Dumerbion du 31 août.

ajoute : « Ils (les piémontais) ont fait ce matin une grande réjouissance, leur général leur a annoncé que les anglais nous avaient pris Marseille et Toulon. Le tout est chez eux dans la plus grande joie. Nos grenadiers sont venus dire cela, disant que plusieurs officiers étaient venus leur annoncer cette nouvelle en faction (1) ».

Le bruit d'une attaque prochaine se répand ; Dumerbion, prévenu par les rapports des déserteurs, les espions, le résident de France à Gênes (2) va reconnaître des positions de repli qui sont mises en état de défense au col Saint-Roch et au col Rose. Masséna donna à ses subordonnés des ordres précis pour une retraite éventuelle. (3) Le 31 août, une attaque a lieu à l'avant-poste de Béolet : « Le feu n'a pas duré longtemps, écrit Masséna à

(1) Lettre de Masséna à Dumerbion du 31 août.

(2) Lettre des 20 et 24 août du Résident de France à Gênes (Arch. hist. de la guerre).

(3) Ordre de Retraite.

1^o Arrière-garde commandée par le citoyen Guerre

Le devoir de l'arrière-garde est de couvrir absolument toutes les colonnes dont peut-être composée l'armée.

Le Commandant aura sa plus grande attention d'envoyer des flanqueurs pour n'être jamais tourné ; il veillera aussi à ce que les grenadiers ne soient jamais dispersés de manière à pouvoir être secourus en cas de surprise et il marchera constamment à 800 pas des colonnes. . .

Il ne doit pas perdre de vue que la sûreté de l'armée dépend incontestablement de son ordre de marche, en observant de s'étendre de manière à voir tout ce qui peut se passer sur tous les flancs.

2^o Colonne du Centre, commandée par le citoyen Escalle.

Elle sera composée de deux bataillons de l'Hérault. En cas de mouvement elle passera toujours par le grand chemin ; les canons qui seront destinés à marcher à la tête de cette colonne seront placés de manière à ce qu'il y ait 100 hommes en avant ; la même précaution sera observée par ceux qui marchant en arrière c. à d. qu'ils auront 100 hommes derrière eux ; les canonniers seront constamment auprès des pièces qui leur sont affectées.

Les 2 bataillons de l'Hérault fourniront 300 hommes pour l'avant-garde de l'armée, commandé par le citoyen Bérisset ; ils fourniront de plus

Dumberbion à une heure, après minuit, l'ennemi a attaqué une seconde fois avec beaucoup plus de violence à ce que nous pouvons en juger. Ils ont été vigoureusement repoussés ».

Ce poste de Béolet dont les occupants étaient très démoralisés, inquiétait Masséna qui rendait compte au général d'une singulière démarche faite auprès de lui.

« J'avais eu l'honneur de vous rendre compte, hier, que les grenadiers de Béolet étaient venus ici avec une proposition, tendant à décamper, alléguant des raisons dictées par la plus grande insubordination, j'assemblais hier après-midi, quatre grenadiers par compagnie pour leur faire sentir les conséquences d'une démarche aussi peu réfléchie et déshonorante pour les grenadiers ; ils convinrent tous la vérité ce qui fit un bon effet ; ils se plaignirent beaucoup de n'avoir mangé depuis deux jours que du pain et du riz, sans huile. A l'instant que je les avais chez moi, arriva du lard et de l'huile. Tout cela finit de les convaincre qu'ils avaient mal fait. Je puis vous répondre, mon général, de mon camp, avec prière de donner des ordres aux commissaires, qu'on nous envoie exactement ce qu'on nous destine pour notre nourriture. Il ne nous est arrivé du lard que pour aujourd'hui. J'espère que nous en recevrons ce soir ; lorsque je

300 hommes à la colonne de gauche, commandée par le citoyen Salliet.
3^e Colonne de gauche, commandée par le citoyen Salliet.

Elle sera composée du 1^{er} bataillon du 70^e régim. et de 300 hommes qu'il demandera aux bataillons de l'Hérault.

En cas de mouvement, elle s'enfoncera le plus qu'elle pourra sur la gauche du chemin et fera suivre tous les petits sentiers qui pourraient se trouver dans le bois et tenir toujours la hauteur des montagnes ayant cependant une correspondance avec la colonne du Centre.

Le Chef de Brigade, Commandant le camp de Fougasse : Masséna. — Arch. du maréchal Masséna, vol. 1 Regist d'ordres du camp de Fougasse. — Ordres du 31 août 1793).

pourrai savoir ce que vos intentions sont, je saurai les ramener par la raison ou déployer de la force pour les faire rentrer dans l'ordre (1) ».

Le 1^{er} septembre, deux déserteurs arrivèrent au camp. « Tout nous assure, écrit Masséna à Dumerbion, que l'ennemi fait filer beaucoup de troupes du côté de Gênes. Les déserteurs croient qu'ils attendront patiemment notre retraite, du reste, nous sommes presque toute la nuit sous les armes pour les attendre et les bien recevoir ».

Et, comme un chef qui a conscience d'avoir pris toutes précautions, il ajoute : « Tous nos postes sont retranchés. L'enceinte du camp est à même de se bien défendre. Tout le camp est garni de billots de bois, prêts à être précipités sur les assaillants. La palissade tend à sa fin. Ainsi nous sommes à merveille. Qu'ils viennent, nous les attendons ».

Masséna se tient sur un perpétuel qui-vive (2). « Il nous est arrivé cette nuit, écrit-il au général Dumerbion, le 4 septembre, trois déserteurs, nous assurer que nous serions attaqués cette nuit, ou demain sans faute. Ils m'ont assuré aussi qu'il leur arrive des troupes conduites par un général et qu'ils n'attendent que ce renfort (3) ».

Dans cette même journée du 4 septembre, Masséna prévient le général Dumerbion que vers les onze heures du matin « a passé une colonne qui a filé du côté de

(1) Lettre de Masséna du 1^{er} septembre.

(2) Ordre de Masséna à ses lieutenants le 2 septembre :

«..... Je vous prie de donner les ordres les plus précis pour qu'en cas d'attaque la garde qui se trouverait à l'entrée du bois, arrête sans miséricorde tous les fuyards qu'il pourrait y avoir de mon camp et de les placer de force en première ligne, pour servir de rempart aux braves, pour les punir de leur lâcheté. Vous sentez, comme moi, combien cette précaution est nécessaire. Cet ordre doit être donné une fois pour toutes. »

(3) Lettre de Masséna du 4 septembre.

Belvédère, d'environ 200 hommes ». Il ajoute : « Je viens d'être averti qu'un corps considérable sorti du grand camp vient de prendre le chemin de Belvédère. Je me suis porté sur le donjon pour examiner avec plus de soin sa marche : il filait sur trois colonnes avec un nombreux équipage qui le suivait » ; et Masséna à ce mot qui décèle sa tranquillité d'âme et son ardeur de soldat : « Je suis enchanté de toutes ces découvertes pour être à même de les bien recevoir (1) ».

Tout contribue à faire prévoir une attaque imminente. Masséna apprend le 5 par un déserteur qu'on attend le Roi à Fontan « samedi ou dimanche prochain (2) ».

L'attaque ennemie en réalité était décidée sur le désir du Roi, venu exprès à Tende pour le 7 septembre, anniversaire du 7 septembre 1706, où après la bataille de Turin, l'armée du Roi de Sardaigne avait obligé les français à lever le siège de cette ville.

Le 7 septembre, le général Dumerbion remercie Masséna de l'avis qu'il lui donne de la marche de différentes colonnes ennemies sur Belvédère. Il l'informe « que demain arrivera un bataillon à Levens, pour renforcer cette partie et après-demain plusieurs compagnies de grenadiers ». Il ajoute : « Vos avis sur le projet d'attaque des ennemis sont parfaitement conformes à ceux que je reçois et je ne doute pas qu'ils les exécutent. Battons-les bien, je suis bien sûr de vous et ils nous laisseront tranquilles (3) », et dans un autre ordre d'idées, Dumerbion indique à Masséna « je compte sous quelques jours être à même de vous annoncer une nouvelle qui vous sera individuellement agréable et que je partagerai avec vous ».

(1) Lettre de Masséna du 4 septembre.

(2) Lettre de Masséna du 5 septembre.

(3) Lettre de Dumerbion du 7 septembre.

Ni Masséna, ni Dumerbion ne se trompaient sur les intentions de l'ennemi.

Le 8, en effet, une attaque d'envergure était déclanchée et Masséna écrivait au général Dumerbion : « Les ennemis nous ont tiré sans exagération, 800 coups de canon ou d'obus. Ils ont produit le seul effet de nous tuer deux hommes et blessé une douzaine. Leurs boulets sont généralement du calibre de 8 et de 12. Ils nous en ont envoyé aussi plusieurs de 18 ». Les piémontais avaient attaqué en même temps tous les postes avancés du Béolet, du Moulinet et le camp de la Condamine. Et Masséna ajoutait : « Il a été repoussé par les grenadiers du Béolet et j'ai lieu d'être étonné que le commandement de ce camp n'ait pas cherché à l'inquiéter pendant qu'il cherchait à nous attaquer sur différents points. J'ignore encore le résultat de l'attaque de la Condamine, mais j'ai tout lieu de craindre que l'ennemi ne s'en soit emparé et qu'il n'ait fait des progrès du côté de Lantosque.... Il paraît, d'après tout ce qui m'a été rapporté, que les ennemis ne doutent nullement de nous forcer à abandonner toutes les positions dont nous sommes en possession. » Et toujours avec son indéfectible confiance, Masséna terminait : « Ils seront, je l'espère, malgré leur obstination déçus de leur espoir ».

Le lendemain de cette attaque, Masséna s'attendait à une récurrence de la part de l'ennemi, « nous avons passé la nuit, écrit-il le 9 septembre au général Dumerbion, au pied de nos retranchements pour y attendre les ennemis.... Mais ils n'ont pas été assez braves pour nous attaquer une seconde fois. Sans doute, ils attendaient un plus grand succès de leur furieuse canonnade. Ils croyaient nous intimider avec leurs gros canons et leur grand nombre d'obus, mais les soldats de la République surveillent avec soin leurs ennemis pour être jamais surpris »,

Se trouvant sans nouvelles du général Serrurier, qui commande du côté de Lantosque (1) et ayant appris avec certitude que l'ennemi s'était emparé de la Bollène (2) ayant peur d'avoir sa retraite coupée et d'être attaqué sur ses derrières par la gorge de Saint-Colomban, Masséna fait part de ses appréhensions au général Dumerbion à la date du 10 septembre : « Je suis dans la plus grande inquiétude de n'avoir aucune réponse de votre part.... J'aurais dû recevoir quelque ordre pour savoir ce que je devais faire, ne connaissant pas parfaitement la position que le général Serrurier aura pu prendre d'après vos ordres. Veuillez bien, mon général, me tracer la route que je dois tenir pour que mon mouvement soit d'accord avec ceux de la colonne de gauche (3) ».

Le même jour, 10 septembre, dans une nouvelle lettre au général Dumerbion, Masséna lui fait part de sa crainte que les piémontais ne veuillent cerner son camp ; il ajoute : « Je puis cependant vous assurer qu'ils auraient bien de la peine à m'empêcher de me faire une trouée au travers du plus fort de leur bataillon pour faire ma retraite sur le poste de Cola-Rosa, suivant vos instructions ».

(1) Serrurier, commandant la gauche de l'armée, avait été fortement attaqué sur son front et son flanc gauche. Dans la crainte d'être obligé d'abandonner Utelle, que Dumerbion par lettre du 8 septembre lui ordonnait de conserver à tout prix ainsi que Levens et les contreforts inférieurs du Férion, il s'était replié un peu trop précipitamment dans la journée du 9 septembre sur Loda et Saint-Arnoux, abandonnant aux Austro-Sardes Lantosque et la rive droite de la Vésubie, transportant son quartier général à Utelle. Ce mouvement plaçait le centre de l'armée commandée par Masséna dans une position critique. Masséna s'en rendait parfaitement compte et manifestait à tout instant ses inquiétudes à Dumerbion.

(2) Lettre du commandant de Peira Cava du 9 septembre.

(3) Lettre de Masséna du 10 septembre



Cliché J. GILBERT, phot. Nice

MASSÉNA

gravé par Bonneville

Pl. p. 400

Les craintes de Masséna ne sont pas vaines ; le 12 septembre du camp de Fougasse (1), il écrit au général Dumerbion : « L'ennemi nous a attaqués ce matin à la pointe du jour, son début a été à l'ordinaire des obus et ensuite du canon. Il peut nous avoir tiré une centaine de coups. Personne n'a pris mal. Il continue de nous tirer par intervalles quelques coups de canon de son gros calibre ainsi que quelques obus. Une petite colonne qui est à notre gauche, nous fusille, mais le tout sans succès. » Le Béclet, le Moulinet étaient attaqués en même temps, mais faiblement.

Masséna indiquait : « Je viens d'apprendre à l'instant par mon espion que l'attaque n'est que simulée, qu'ils craignent que nous nous portions en force sur leur camp, que toutes leurs forces sont sur la colonne de gauche ».

Et Masséna affirme que s'il avait pu se concerter avec Béclet et Brouis et « avoir l'ordre du général, rien de plus sûr que de leur porter un grand coup », et il se plaint de nouveau du silence de Dumerbion : « Je ne sais que penser ; je suis dans la plus cruelle inquiétude je ne sais absolument quel parti prendre. »

Par une lettre qui se croise avec celle de Masséna, le général Dumerbion calme en partie les appréhensions de Masséna que son camp de Fougasse ne soit pris à revers. « Le général Serrurier, lui écrit-il, qui est à Utelle avec une force imposante, a laissé à Saint-Arnoux le bataillon de grenadiers, le 2^{me} Var, le 2^{me} du 50^e ; il occupe depuis la Chapelle jusqu'au dessus de la montagne, en gagnant les hauteurs qui dominent Saint-Colomban. Ils doivent, par conséquent arrêter l'ennemi s'il tentait de vous tourner. » D'ailleurs le camp de Masséna solidement retranché, appuyé sur le Tueis et la Fougasse, avec sa garnison de 3.000 hommes était à peu près imprenable.

(1) Lettre de Masséna du 12 septembre.

Pour la première fois dans une lettre écrite le 16 septembre au général Dumerbion, Masséna fait précéder son nom du titre de général de brigade.

En réalité, sa nomination à laquelle avait beaucoup participé le général Dumerbion remontait au 22 août, date à laquelle le ministre avait signé sa promotion.

« Le ministre me charge de vous prévenir, écrivait le citoyen Xavier Audoin, que le Conseil exécutif, instruit de votre dévouement pour la République et persuadé que vous contribuerez à accélérer le triomphe qu'elle doit espérer sur ses ennemis vient de vous donner l'occasion de déployer vos talents militaires, en vous élevant au grade de général de brigade. Vous en trouverez ci-joint le brevet (1) ».

Quelle immense satisfaction d'amour-propre et quel légitime orgueil devaient à cette nouvelle envahir l'âme d'André Masséna ! Lui, le petit employé de l'oncle Augustin, le petit mousse, l'ancien soldat du Royal Italien, sans naissance et sans argent, parvenant à 37 ans, à force de volonté et de courage, seul artisan de son propre bonheur, aux épaulettes de brigadier. Mais l'heure n'était pas aux réjouissances.

(1) Voici la lettre du Ministère de la Guerre accompagnant l'envoi des lettres ds service :

Liberté	Egalité
5 ^{me} division	Paris, le 24 août 1793
Officiers généraux	L'an II de la République Une et Indivisible
L'adjoint au Ministre de la Guerre, 5 ^{me} division	
au général de Brigade Masséna	

Le Conseil exécutif ayant jugé utile, citoyen, de vous employer dans le grade de général de brigade, près les troupes qui composent l'armée d'Italie, le Ministre de la Guerre me charge de vous en informer. Je joins ici les lettres de service qui vous ont, en conséquence été expédiées et je vous engage à ne pas perdre de temps pour prendre les instructions du général de cette armée, sur les fonctions que vous aurez à remplir sous ses ordres. Vous voudrez bien m'accuser réception de vos lettres de service: BOURDEUIL.

A diverses reprises, Masséna avait eu à souffrir du manque de communications entre les divers camps qu'il avait sous ses ordres. Il y remédia le 17 septembre (1) en instituant, d'accord avec le général en chef, un système de fusées accompagnées ou non d'un ou plusieurs coups de canon et destiné à informer les autres camps des mouvements de l'ennemi en cas d'attaque. A cette même date, Masséna, préoccupé depuis longtemps par le nombre sans cesse croissant des déserteurs, ordonne à tous les commandants de corps de faire dresser un état général des déserteurs et les autorise d'envoyer à Nice un officier et un sous-officier pour réclamer auprès du général en chef et du commandant de la place « tous les hommes, qui, au mépris des lois et de leur devoir les plus sacrés, se sont permis d'abandonner le drapeau (2). Ils leurs feront ensuite rejoindre sous bonne garde, leurs corps respectifs pour y subir la punition que leur aura mérité le délit ».

A Nice, en effet, outre qu'ils étaient hors de danger les soldats trouvaient amplement à substituer. « On m'assure, écrit Masséna, (3) au général Dumerbion, qu'on leur délivre du pain, de la viande et même du vin, sur des bons, ce qui engage ces fuyards à rester à Nice. »

C'est à cette époque que Masséna reçut au camp de Fougasse son brevet de général de brigade (4). Il consulte

(1) Lettre de Masséna au Commandant de Béolet du 17 septembre. Lettre de Dumerbion du 19 septembre.

(2) Ordre de Masséna du 17 septembre.

(3) Lettre de Masséna à Dumerbion du 19 septembre.

(4) Et non à Utelle comme l'indique par erreur Durandy. « Mon Pays » G. van Oest édit. Paris Bruxelles 1918, T. I, p. 294.

Voici la lettre d'envoi accompagnant le brevet :

Liberté-Egalité Officiers généraux 6^{me} Division.

Paris, ce 22 août 1793. L'an II de la République Une et indivisible, l'adjoint de la 6^{me} division.

Au citoyen Masséna, chef du 3^{me} (!) bataillon du Var

Le Ministre me charge de vous prévenir que le Conseil Exécutif instruit

à ce sujet Dumberbion : « Je désirerais savoir quel moyen je dois prendre pour mon uniforme je vous serais obligé si vous pouviez m'indiquer le moyen d'avoir du galon ». Et le 22 septembre le général lui répondra : « Vous ne trouverez point ici de galons pour votre uniforme, qui doit être national et comme la marque distinctive pour

de votre dévouement pour la République et persuadé que vous contribuerez à accélérer le triomphe qu'elle doit espérer sur ses ennemis, vient de vous donner l'occasion de déployer vos talents militaires en vous élevant au grade de général de brigade. Vous en trouverez ci-joint le brevet. Signé : XAVIER AUDOIN.

P.-S. — Vous voudrez bien m'envoyer l'état de vos services, le certificat des campagnes que vous pouvez avoir faites et votre extrait de naissance.

(Arch. du Maréchal Masséna, vol. 1).

Le brevet portait les annotations suivantes :

Détail des services :

Pour le citoyen André Masséna, né le 6 mai 1756, entré au service en qualité de soldat dans le régiment Royal Italien le 16 août (formé en chasseurs) 1773. Adjudant audit régiment le 19 novembre 1784. Adjudant-major dans le 2^{me} bataillon du Var le 21 septembre 1792. Lieutenant-colonel en second audit bataillon le 1^{er} février 1792. Chef du 2^{me} bataillon du Var le 1^{er} août 1792. Général de brigade le 22 août 1793.

Campagnes-Blessures : Campagne d'Italie en 1792. Campagne d'Italie en 1793.

Le Conseil exécutif provisoire établi en vertu de la loi du 15 août 1792, l'an IV de la Liberté :

Prenant une entière confiance dans la valeur, expérience, vigilance, bonne conduite zèle et fidélité entière à la Patrie dont a donné des preuves dans toutes les occasions le citoyen Masséna Chef du 2^o Bataillon du Var, l'a promu au grade de général de brigade pour en faire les fonctions, sous l'autorité du Conseil Exécutif provisoire et sous les ordres du Ministre ayant le département de la Guerre, le Conseil Exécutif provisoire, mande et ordonne à tous les chefs de brigade, officiers, sous-officiers et soldats de le reconnaître en ladite qualité.

Donné à Paris le 22^o jour du mois d'août 1793 l'an II^e de la République française Une et Insivible. Le Conseil exécutif provisoire. Signé : Deforgué. Le Ministre de la guerre. Signé : Bouchotte.

les officiers généraux n'est point encore décrétée par la Convention, je me bornerai à votre place de porter les épaulettes de général de brigade sur les uniformes que vous avez déjà. »

Le 21 septembre, au camp de Fougasse, Masséna reçoit cinq déserteurs piémontais qui s'accordent à dire qu'on a embarqué pour Toulon le 18, 4000 hommes de troupe de ligne et 2000 miliciens, nouvellement levés dans la vallée d'Oneille ; et qu'ils se sont embarqués sur des frégates anglaises à ce port. Masséna en informe Dumerbion et il ajoute que les déserteurs piémontais lui auraient déclaré de plus « que leur troupe est fort ennuyée de rester campée sur cette affreuse montagne. Ils disent qu'il y fait un froid de chien et qu'ils finiront par tous désertir ». Enfin, dit Masséna, ils m'ont assuré que nous serons attaqués demain sur plusieurs points mais que le fort de l'action se passera du côté de Lantosque pour nous tourner ensuite. Masséna termine avec belle humeur modifiant légèrement le proverbe : « un homme averti en vaut cent (!) » et il prévient aussitôt les commandants des camps placés sous ses ordres. Le renseignement était inexact car dès le 22 au soir Masséna pouvait écrire au général Dumerbion : « tout a été tranquille dans la nuit, à l'exception d'une quinzaine de coups de fusil qu'on a tiré à l'avant-poste de Béolet ».

Et à la fin de sa lettre, il ajoutait : « il a gelé bien comme il faut ; je suis obligé d'envoyer le caporal-fourrier pour aller chercher des hardes pour des pauvres malheureux qui sont tout nus ».

A cette époque de l'année toute cette région montagneuse des Alpes-Maritimes théâtre des opérations de guerre, commence à devenir singulièrement inhospitalière, par suite du froid et de la neige. Il n'est pas étonnant de voir les Piémontais, d'une part, se plaindre de leur sort et Masséna, d'autre part, obligé de recourir à des vête-

ments de fortune pour protéger ses hommes contre une température qui, la nuit surtout, est, aux altitudes où ils se trouvent, d'une rigueur exceptionnelle. Aussi, dès le 23 septembre, Masséna écrit-il au général Dumerbion pour lui demander des capotes pour les sentinelles : « Il fait un froid terrible ; il a neigé toute la nuit et il en tombe encore ; des capotés deviennent absolument nécessaire et il nous en faudrait au moins 120 de plus, s'il est possible pour en donner aux bivouac ». (1)

Ce jour même le chef d'état-major de l'armée, Gauthier Kervéguen écrivait, non sans raideur à Masséna : « C'est avec une surprise extrême, général, que j'ai vu, par votre lettre datée de ce jour, que vous n'avez pas reçu les ordres que je vous ai adressés moi-même, datés du 22 à 4 heures du matin, accompagnés d'une lettre pour faire partir sur le champ le détachement des canonniers de la compagnie Bonaparte du 4^{me} régiment d'artillerie. Cet ordre vous a cependant été envoyé par un gendarme dépêché par le commandant de l'Escarène (2) ».

(1) Lettre de Masséna du 22 septembre.

(2) Bonaparte nommé en mai 1791, lieutenant au 4^e régiment d'artillerie, n'était pas présent à cette époque à la compagnie qui portait son nom, et il n'avait pris aucune part aux opérations de guerre dans les Alpes. En effet, parti en Corse en octobre 1791, il avait participé aux troubles de l'île et n'était rentré en France qu'en mai 1792. Il venait à ce moment d'être destitué de son grade pour n'avoir pas été présent à la revue de rigueur de décembre 1791 et n'avoir pas justifié d'un congé. Cette décision fut annulée et il fut même nommé capitaine toujours au 4^e régt. d'artillerie par brevet du 6 février 1791 qui ne lui fut délivré que le 30 avril de la même année. Dès son retour sur le continent il part pour Paris où il séjourna du 28 mai 1792 à novembre de la même année, repart en Corse, accompagnant sa sœur Elisa et ne revient en France que le 13 juin 1793 où il débarque à Toulon malgré les flottes ennemies.

A ce moment seulement, il aurait pu rejoindre sa compagnie, mais le général Teil, cadet, qui commandait à Nice et qui connaissait Bonaparte pour l'avoir vu à Auxonne et à Pommiers chez son frère, le général ba-

Dès le lendemain, 24 septembre, Masséna se disculpait auprès de Kervéguen de toute négligence. Il n'avait pas reçu son ordre et il disait : « Je veux bien croire que le commandant de l'Escarène s'est acquitté de la commission dont il était chargé, mais je crois plutôt que l'ordonnance aura perdu votre lettre et je suis d'autant plus fondé à le croire que les gendarmes font on ne peut plus mal leur service..... Je suis actuellement fermement persuadé qu'ils ont perdu plusieurs dépêches, tant de celles qui me sont adressées, que de celles que j'ai expédiées moi-même ».

Masséna était fort aimé de ses hommes, mais savait à l'occasion exercer contre les fautifs les rigueurs nécessaires. Au camp de Fougasse et tout près de la tente du campement du général, un volontaire engageait ses volontaires à désertre. « Ce propos, écrit Masséna au général Dumerbion (1), fut tenu à ma garde de police ; il croyait apparemment que je dormais ; mais il fut bien surpris de me voir sortir de ma tente et le faire arrêter sur le champ. Je compte le dénoncer à la cour martiale ».

Dans la même lettre il informe qu'il s'est rendu au camp de Peira-Cava où la troupe témoignait du mécontentement et de l'indiscipline. Il fit, aussitôt son arrivée,

ron de Teil, le prit pour adjoint et le chargea de dresser et d'approvisionner les batteries de la Côte. Bonaparte vers le commencement de juillet quitta Nice pour Valence, chercher des munitions ; au retour il prend part à l'action de l'armée de la Convention contre Avignon, Tarascon, Beaucaire ; pris de fièvre, il est obligé d'interrompre sa tournée écrit le souper de Beaucaire et rejoint quelque temps après à Marseille, Saliceti et son frère Joseph. A ce moment, Donmartin commandant l'artillerie de l'armée de la convention, ayant été mis hors de combat aux défilés d'Ollioules par les Toulonnais insurgés, les représentants du peuple prennent un arrêté pour requérir Bonaparte de remplacer Donmartin. C'est alors qu'il arrive devant Toulon le 12 septembre 1793.

(F. Masson : Napoléon dans sa jeunesse, Napoléon dans sa famille ; A. Keim et Lumet : Bonaparte.)

(1) Lettre de Masséna à Dumerbion du 24 septembre 1793.

assembler les deux bataillons : « Je leur parlai, dit-il, d'un ton à leur faire comprendre que je n'épargnerai personne s'ils refusaient à s'assembler avec promptitude à la générale ou à telle autre batterie que le commandant jugerait à propos de faire battre..... Ils me promirent tous de l'exactitude et de l'obéissance ».

Masséna savait à la fois concilier l'autorité qu'un chef doit garder, avec les soins, pour ainsi dire paternels dont il entourait le bien-être de ses hommes. Masséna avait du cœur. Tout récemment, le général Carteaux venait d'être nommé général en chef de l'armée d'Italie en remplacement de Dumerbion, qui n'était du reste que général en chef provisoire.

Masséna ressentit vivement la quasi disgrâce dont son ami Dumerbion était la victime ; il lui en exprimait ses regrets en termes véritablement affectueux : « Je suis, lui écrit-il, à la date du 24 septembre, réellement sensible que tout autre que vous commande en chef l'armée. J'aurais toujours cru qu'on vous eut rendu la justice que vous méritiez en vous laissant le commandement d'une armée qui vous est réellement attachée, pour la donner à un général qui n'a aucune connaissance locale ».

Et il a cette pensée d'affectueuse déférence pour son chef dont il ne veut pas se détacher : « Je serais flatté, général, si vos occupations vous permettent de me donner plus souvent de vos nouvelles, de vouloir bien en faire le sacrifice. Je gagnerais d'autant mieux que je serai à même de me conduire d'après vos ordres sur les objets que j'ai l'honneur de vous parler dans les miennes ».

Ces déclarations font autant d'honneur à leur auteur qu'à leur destinataire. Emprisons-nous d'ajouter que Dumerbion allait être aussitôt confirmé dans son commandement.

Le 25 septembre Masséna l'informait que l'avant-poste de Béolet « a été attaqué ce matin assez vivement à la

pointe du jour » et que « la fusillade a duré environ une heure ». Masséna n'accuse du reste aucune perte en hommes. Il rend compte au général qu'il n'a plus de fonds, qu'il a été obligé de payer plus de six cents livres d'arrérages laissés par le général Dortman et enfin, ne s'oubliant pas lui-même avec raison : « Je vous rappellerai aussi le mulet que j'ai perdu à Sospel et dont vous avez eu la bonté de me dire que vous feriez votre possible pour me le faire payer ».

Le 25 septembre, les soldats de Masséna découvraient dans les bois de la Mairis, accrochée à un morceau de bois, une proclamation signée des amiraux Hood et Langara, en même temps les sentinelles ennemies en donnaient quelques exemplaires à nos propres sentinelles et Masséna ajoutait dans sa lettre au général, en témoignage du bon esprit de nos soldats : « Nos sentinelles les déchirèrent en présence des sentinelles ennemies, ce qui a fait que cette proclamation est ignorée d'une grande partie des soldats ».

La fin de cette même lettre témoignait par son ton de l'humanité et du bon cœur de Masséna pour ses hommes : « Je ressens une vive peine, mon général, étant le témoin des souffrances de nos braves frères d'armes, de ne pouvoir être à même, aussi souvent que je le désirerais, de leur procurer des soulagements. Depuis plusieurs jours nous sommes dans une pénurie extrême d'eau-de-vie », et il presse le général de donner des ordres en conséquence, au commissaire ordonnateur de l'Escadron, qui assure le service du ravitaillement.

En présence des lenteurs qu'apportait le commandement à satisfaire aux desiderata que le général Masséna ne cessait de renouveler, relativement aux fournitures diverses nécessaires à ses hommes, Masséna se décide à envoyer un de ses officiers, le citoyen Vignolle en mission auprès du général Dumerbion à Nice.

« Je vous envoie le citoyen Vignolle, écrit-il au général en chef, à la date du 3 octobre, pour vous faire part de nos besoins sans lesquels il paraît impossible d'aller ; on promet toujours sans assurance de pouvoir tenir la promesse. C'est ce qui fait un très mauvais effet surtout avec des hommes qui ne sont déjà que trop disposés à se plaindre ».

La fatigue, la dureté du service par une température inclémente et la nourriture défectueuse avaient une répercussion non seulement sur le moral, mais sur le physique des hommes. Ceux-ci d'ailleurs voyaient leur nombre diminuer chaque jour et Masséna qui s'attend à une attaque du côté de Peira-Cava et craint pour la sécurité de ce poste, vient d'envoyer au commandant Vabre, ses derniers hommes disponibles : une compagnie de pionniers.

Dans cette même lettre à Dumberbion, Masséna indiquait : « Je m'affaiblis tous les jours par le nombre d'hommes qu'il nous part pour l'hôpital. Mes soldats sont bien fatigués. Veuillez y avoir égard. Du moins, qu'on nous envoie des vivres et les capotes que j'ai demandées, et avec patience, ça ira ».

Le lendemain 4 octobre, Masséna informait Dumberbion que les barbets ou paysans révoltés et pillards, commençaient à se répandre dans le bois de la Mairis du côté du Col Nègre. « Ils nous ont enlevé, écrit Masséna, le chirurgien-major du 2^{me} bataillon de l'Hérault ».

Mais là ne devait pas se borner l'aventure ; Masséna continue en effet : « Il avait malheureusement mon cheval et mon domestique ; il avait de plus à moi mes épaulettes de général, un chapeau, des bottes et un mulet chargé de vin avec quelques provisions de bouche ». Et il ajoute, non vraisemblablement sans quelque amer regret, si l'on en croit sa réputation d'avarice : « J'en suis pour plus de 2.000 francs ».

La veille, les barbets avaient arrêté deux mulets avec un vivandier du 70^{me} régiment. En même temps à Col Nègre, ils s'emparaient également d'un vivandier du 5^{me} bataillon du Var, d'une femme et d'un mulet. De même six canonniers du bataillon d'Aix, qui allaient à la paille dans le bois, avaient été enlevés et l'un d'eux blessé. Quelques jours plus tard, ils enlevaient dix vaches. Le ressentiment de Masséna grandit et il fait part à Dumberbion de son intention de redoubler de vigilance et de multiplier les patrouilles, mais celles-ci lui prennent du monde ; il lui faut également faire escorter les convois de crainte des barbets et ses contingents s'affaiblissent. D'autre part ; l'ennemi travaille ; il construit une batterie devant le poste de Saint-Arnoux et menace Peira-Cava. Masséna qui est très inquiet pour ce poste fait placer une pièce de 4 dans le bois de la Mairis et fait descendre une autre pièce de 3 à Peira-Cava.

Entre temps, Dumberbion a reçu la visite du citoyen Vignolle et il écrit à Masséna le 4 octobre : « Le citoyen Vignolle vous dira que j'ai donné des ordres plus précis pour que vous ne manquiez d'aucun genre de subsistance et que plusieurs commissaires réunis ont bien promis qu'ils seront bien exécutés ». Et plus loin... « Le Commissaire Eyssautier m'a encore répété hier qu'il avait donné des ordres pour qu'il vous soit envoyé des capotes. Mandez-moi, si elles vous sont parvenues ».

Au cours de cette lettre, Dumberbion adoucit les regrets qu'éprouve Masséna de la perte de son mulet et de ses effets personnels : « Je fais remettre, dit-il, aux représentants du Peuple, la demande que vous me faites, relativement au mulet que vous avez perdu et qui me paraît de toute justice ».

Les craintes de Masséna se justifient ; le 5 octobre, le poste de Saint-Arnoux est attaqué assez vivement, l'ennemi s'empare de deux postes qui sont aussitôt

contre-attaqués et repris par les français. L'après-midi, c'est au tour du Moulinet de subir l'assaut des Piémontais ; Masséna a un homme tué et 4 faits prisonniers ; le 91^{me} régiment, subit à peu près les mêmes pertes.

Le 8 octobre, Masséna écrit de Fougasse à Dumerbion pour l'informer que la patrouille de Peira-Cava s'était emparée la veille au soir de cinq barbets après en avoir tué un sixième. Ceux-ci venaient de s'emparer de 8 mulets. Aussi, Masséna se propose-t-il de leur faire donner la chasse, de manière à leur ôter l'envie de venir nous inquiéter : « J'ai fait coucher dans le bois la nuit dernière embusquée une compagnie d'éclaireurs. Il y a 165 hommes de mon camp qui partent tous les matins à 2 heures pour faire la découverte et laissent 56 hommes pour y patrouiller toute la journée ainsi que pour l'escorte du convoi. Je leur fait prendre la même mesure au camp de Peira-Cava et je viendrai assurément à bout de les chasser du bois ».

Fuis il l'informe que Béolet a été attaqué d'une manière très vive le matin même à 3 heures. « Nos gens, dit-il, ont repoussé l'ennemi presque dans ses retranchements, mais ils ont été forcés aussi de faire retraite à leur tour ». Il lui annonce ensuite une nouvelle sensationnelle : « Hier, dans la journée, nous est arrivé quatre déserteurs. Il y a un armurier qui me paraît un compère très retors. Il m'a assuré que le Roi de Sardaigne a gracié tous les bandits du Piémont, à la condition qu'ils prendraient les armes et ne les quitteraient qu'à la fin de la guerre. Il m'a assuré qu'ils doivent arriver dans le courant de la semaine et qu'ils sont au nombre de 10.000. Vous pourriez, général, les faire appeler et interroger. Je pense que ce ne serait point mal. C'est un canonnier nommé Méno ».

Puis, toujours soucieux du bien-être de ses hommes : « Je n'ai reçu que 71 capotes ; il s'en faut de beaucoup

que ce petit nombre puisse remplir la moitié de nos besoins, malgré que le citoyen Eyssautier dise que c'est déjà trop. Il est bien aisé de décider de Nice, assis sur un bon fauteuil, de ce qui se passe à la montagne ».

Il termine par une légitime récrimination au sujet de l'irrégularité de la correspondance : « Je ne sais, mon général, ce qui peut être la cause de votre silence à mon égard, mais sur quinze lettres je suis bien heureux quand j'en reçois une ».

A la date du 15 octobre (1) Masséna informe le général Dumerbion que « les barbets paraissent avoir abandonné le bois de la Mairis. Les précautions que j'ai prises pour faire battre le bois nuit et jour, les éloigne de leur repaire ».

Il accuse réception de 71 capotes pour ses hommes en signalant qu'elles ne suffisent pas de beaucoup, vu le grand nombre de sentinelles, il ajoute : « Il gèle très ferme toutes les nuits. Nos hommes comme vous le savez sont bien mal vêtus ».

Mais il n'y a pas que ses hommes qui soient mal vêtus car il adresse au général Dumerbion une requête vestimentaire qui lui est personnelle : « Si le bien du service n'en souffrait pas, dit Masséna, j'aurais un extrême besoin d'une permission de quelques jours pour m'habiller, mais ce ne sera tout autant, je le répète, qu'il n'y aura rien à craindre pour le bien du service. Le général Bizannet, pourrait venir prendre le commandement du poste si vous le voulez bien, pour les jours que vous me permettriez de m'absenter ».

Malgré l'intimité de Masséna et de Dumerbion, celui-ci dès le lendemain 16 octobre, lui refuse un congé en termes amicaux et flatteurs : « Malgré tout le plaisir que je trouverais à vous obliger, il n'est pas possible de vous

(1) Arch. de la Guerre. — Lettre du 15 octobre 1793.

permettre de quitter le camp... votre présence y étant absolument nécessaire. Une autre fois je serais plus heureux et je le désire ».

Masséna pendant ce temps procède également à l'amalgame : (1) « J'ai amalgamé, écrit-il à Dumerbion, les deux demi-brigades, la 129^e et la 165^e, mais je ne puis venir à bout d'arrêter leurs comptes ; les quartiers maîtres des ci-devant (unités) sont à Nice pour prendre toutes les pièces nécessaires pour finir la vérification de leur comptes, je désespère de pouvoir venir à bout d'y voir clair, malgré que je connaisse assez cette partie ».

A plusieurs reprises, nous verrons Masséna qui connaît

(1) Voici les instructions adressées à Masséna en vue de l'amalgame : Nice ; le 29 septembre 1793, l'an II de la République Française, une et Indivisible :

Le général de brigade, chef de l'Etat-major de l'armée d'Italie au Général de Brigade Masséna, commandant les troupes du centre de la même armée.

L'intention des Ministres étant qu'il soit procédé le plus tôt possible à la formation des bataillons de l'armée en demi-brigades et le mode d'amalgame à cet effet portant qu'un officier général sera chargé de cette opération avec un commissaire des guerres, vous voudrez bien, Général, vous charger de cette formation pour les bataillons qui sont sous vos ordres et qui peuvent être amalgamés sans un grand déplacement.

Le mode d'amalgame ayant été adressé le 16 du courant, au commandant des camps et à tous les chefs de ce bataillon ainsi que le tableau de sa composition en demi-brigades, arrêté par les représentants du peuple, vous vous conformerez à cette disposition et à l'instruction des officiers généraux consigné dans le mode. Le citoyen Pélissonne commissaire des guerres recevra aujourd'hui l'ordre de se rendre auprès de vous et vous voudrez bien vous concerter avec lui pour tout ce qui a rapport à ses fonctions et en tout ce qui pourra faciliter et accélérer cette opération. Vous pourrez toujours, général, commencer par l'amalgame en demi-brigades du 1^o et 2^o bataillon de l'Hérault avec le 1^o bataillon du 70^e régiment, ensuite celui des bataillons d'Aix et 1^o du Var avec le 1^o bataillon du 91^e régiment qui forment la 129^e et la 165^e demi-brigade.

Vous trouverez ci-joint une note en forme d'instruction qui pourra peut-être vous servir dans cette opération.

Salut et fraternité,

Gauthier KERVÉGUEN.

à fond la comptabilité militaire, se plaindre de la difficulté qu'il éprouve à faire l'amalgame.

On sait que cette opération comportait deux phases successives ; l'encadrement, c'est-à-dire la répartition des bataillons de la réquisition dans les bataillons existant déjà de façon à les porter au complet de 1067 hommes ; et l'embrigadement c'est-à-dire la fusion d'un bataillon de ligne et de deux de volontaires en un seul corps. Le décret du 12 août 1793 avait réglé cette dernière opération, tandis que la première devait faire l'objet du décret du 8 janvier 1794. L'amalgame ayant commencé à l'armée d'Italie le 1^{er} vendémiaire, an II (15 septembre 1793), ce fut l'embrigadement qui précéda l'encadrement contrairement aux prescriptions ultérieures. Ce travail était rendu assez difficile car il était nécessaire de réunir dans une seule localité les bataillons à amalgamer puisque chaque compagnie du nouveau corps devait comprendre des gradés et des hommes de tous bataillons fondus ensemble. Il y avait de plus des procès-verbaux à établir, des états à dresser pour constituer officiellement la demi-brigade et son conseil d'administration. C'est surtout cette dernière partie pour laquelle Masséna rencontrait, comme on l'a vu, le plus d'embarras.

Quelques jours plus tard, il se lamente à nouveau au sujet du grand nombre d'officiers qui séjournent à Nice tandis que lui et ses troupes sont surmenés sur la ligne de feu. « J'ai l'honneur de vous envoyer, écrit-il le 15 octobre à Dumerbion, l'état des officiers absents. Vous serez étonné d'en voir autant. Ils (ses hommes) sont bien fatigués et très indisposés d'être obligés de faire le service de ceux qui se promènent à Nice. Je vous ai déjà rendu compte, général, qu'il gèle toutes les nuits et que nos soldats ne sont pas des mieux vêtus » et il insiste encore pour obtenir les capotes qu'il ne cesse de réclamer.

A quoi Dumerbion répond le 16 : « J'ai traité avec l'ordonnateur Eyssautier, le chapitre des capotes ; il m'a assuré qu'on travaillait à en faire et que bientôt vous recevriez toutes celles dont vous aviez besoin. Je le presserai sur cet objet parce que je sais comme vous, que la chose est très nécessaire ».

Le 18 octobre, (1) Masséna qui avait reçu l'ordre du général Dumerbion d'envoyer le 1^{er} bataillon de la 129^{me} demi-brigade à Saint-Martin du Var, l'informe que le bataillon est parti le matin même pour sa nouvelle destination. Il envoie l'état de situation des troupes qui lui restent avec lesquelles il est obligé de fournir tous les jours le nombre de 724 hommes de garde et il ajoute : « Vous devez vous être aperçu par l'état de situation de la quinzaine que nous avons perdu environ 300 hommes tant aux hôpitaux que par la désertion et cela depuis le dernier état du mois passé. Tout est fort tranquille, nous ne nous apercevons pas d'être vis-à-vis de l'ennemi », mais en chef prudent, il termine : « Ce silence ne fait cependant que me faire redoubler de vigilance ; crainte d'une surprise ».

Le 20 octobre, répondant à la lettre du 18 de Masséna, relative au départ pour Saint-Martin-du-Var, Dumerbion lui promet de renforcer son camp aussitôt que cela lui sera possible. Mais il avait besoin du bataillon pour chasser les ennemis des environs de Gilette. « Nos frères d'armes, y ont montré la plus grande énergie et le plus grand courage. L'ennemi a été chassé de partout. Déjà plus de 300 prisonniers sont arrivés hier ici ; on en annonce autant pour aujourd'hui, dont plusieurs officiers. On me dit aussi qu'on leur a pris 4 pièces de canons et plusieurs mulets. J'attends la confirmation de ceci d'un moment à l'autre, par le général Dugommier.

† (1) Arch. de la Guerre-Correspondance du 18 octobre.



MASSÉNA
« Enfant gâté de la Victoire »

Cliché J. GILETTA, phot. Nice

Breil et ses avants-postes ont été attaqués et l'ennemi a été repoussé avec la même vigueur et on leur a fait 7 prisonniers dont un officier gravement blessé. La conduite que les soldats de la République ont tenue est au-dessus de tout éloge ».

Le même jour, lui rendant compte d'une tournée, Masséna confirmait à Dumerbion le silence de l'ennemi. « Tout est tranquille dans le camp ; quelques fusillades à Béolet, mais nous y sommes accoutumés ».

L'ennemi portait à ce moment là ses efforts sur l'aile droite ; Masséna écrivait en effet dans la même lettre : « J'ignore ce qui s'est passé du côté d'Utelle, ils ont fusillé toute la nuit ».

Le travail pour l'amalgame continue, les 23 et 24 octobre, Masséna tient à Fougasse un conseil d'administration avec Bérisset et Philippe pour la reddition des comptes des anciennes unités. Mais l'opération ne va pas sans quelques difficultés. Le 20 octobre il écrit en effet, au général Gauthier de Kervéguen, chef d'état-major à Nice, la lettre suivante :

« Le citoyen Pilizzone était venu à vous rendre compte, général, de notre opération pour l'amalgame de la 129^{me} et 165^{me} demi-brigades. J'aurais bien de la peine à arrêter leurs comptabilités, particulièrement du bataillon de volontaires. Il n'avait aucune pièce justificative ici, j'ai été forcé de les envoyer à Nice pour les aller prendre. Il y a, ce qu'on m'a dit, le quartier-maître du 2^{me} bataillon ci-devant Hérault nommé Galliat, qu'il veut attendre, dit-il, que le commandant descende à Nice.

Je vous serais obligé, général, si vous vouliez bien donner des ordres au commandant de la gendarmerie pour le faire traduire au camp afin que je puisse terminer cette opération et en rendre compte à qui de droit. J'ai été obligé de retenir ici le quartier-maître du ci-devant 70^{me} qui aurait dû partir avec le 2^{me} bataillon de la demi-brigade, à qui vous envoyez des ordres pour se rendre à Saint-Martin-du-Var,

Vous voyez général, que le citoyen Galliat par sa désobéissance met des entraves à l'exécution finale des opérations qu'il me reste encore à faire ».

Un certain désordre règne dans l'armée ; le 25 octobre Masséna informe ses troupes par la voie de l'ordre qu'il est interdit aux chirurgiens-majors de délivrer à quiconque des billets d'hôpital, pour leur permettre de quitter leur poste, sans en avoir référé au préalable à lui-même ; puis ce sont les vivandiers qui mouillent le vin destiné à la troupe. Il leur ordonne avant d'en faire la distribution d'en apporter un échantillon au général. Ordre est également donné aux officiers d'interdire aux soldats de quitter leur poste pendant qu'il sont en service. La soupe devra être distribuée aux hommes de garde à des heures fixes et régulières.

Le séjour au camp de Fougasse du général Masséna allait être bientôt abrégé. Le 9 novembre, il recevait du général de brigade Kervéguen, l'ordre d'avoir à partir du camp de Fougasse à la date du 21 novembre seulement et de se rendre à Nice, ce jour-là pour y recevoir de nouveaux ordres. Son remplaçant à Fougasse était le général de brigade Bizannet.

Le 28 octobre Masséna explique comment il manquait de renseignements précis sur les forces ennemies, les barbetaux empêchant les déserteurs autrichiens de passer. Il évalue cependant d'après les dires d'un déserteur à 4 ou 5000 hommes les troupes occupant les deux camps de Mille Fourches et de Saluces, avec une artillerie de 15 à 17 pièces de canon de fort calibre. Et vu l'état de ses propres troupes, fatiguées et insuffisamment vêtues, il demande quelques renforts ; « J'ai l'honneur de vous rappeler, général, que les fusiliers n'ont qu'une nuit et quelques uns redoublent. Ils sont absolument tout nus. Il y a quelques jours qu'il ne fait pas beau ; depuis hier, les monta-

gues sont toutes couvertes de neige et je crois que nous ne tarderons pas à en avoir en abondance au camp ; quelques renforts les encourageraient. »

Dans la nuit du 29 octobre un déserteur confirme les renseignements fournis le 28 par Masséna : l'ennemi se renforce et Masséna fait de nouveau entendre ses doléances sur les intempéries, et leur répercution sur ses troupes : « nous avons eu de la neige toute la nuit. Depuis trois jours, il fait un temps affreux. J'ai bien de la peine à faire aller nos soldats. Ils sont très fatigués et n'ont pas le temps de se déchausser qu'il faut remonter la garde au bivouac.

Je ne puis vous dissimuler, général, que si nous ne recevons pas de renforts, nous aurons infailliblement beaucoup de malades et bien de la peine à continuer le même service. Il serait cependant à propos de tenir le plus de temps que nous pourrons, et nous occasionnerons une grande désertion aux ennemis, mais il nous faut du renfort. »

Le 30 octobre, il édicte des mesures pour faire cesser le bruit que font les hommes en allant prendre la garde. « Il a été rapporté au général que plusieurs individus du camp, au mépris des lois relatives à la discipline militaire, se permettent d'aller à la chasse ; outre que cet acte d'indiscipline est contraire au bon ordre, il peut en résulter de grands inconvénients, ce qui détermine le général à donner les ordres les plus précis pour que les postes avancés arrêtent tout officier, sous-officier ou soldat qui serait surpris, commettant un pareil délit. Ils en rendront sur le champ compte au général qui est bien déterminé à user de tous les pouvoirs que la loi lui donne pour faire punir sévèrement le délinquant. »

Sa sollicitude pour les hommes n'a pas de cesse ; à la même date, il écrivait au citoyen Bérisset, commandant le camp de Peira-Cava : « Je suis fort étonné que malgré l'ordre très expres que j'ai donné que le camp que vous commandez s'approvisionnât directement pour le pain à l'Esca-

rène, plusieurs individus qui en font partie, se soient permis d'arrêter hier soir, une partie de celui destiné uniquement à la subsistance du camp de Fougasse. Je vous enjoins de réitérer cet ordre et je vous rends responsable de son inexécution. J'ai été de même instruit, citoyen que vous faites délivrer tous les jours l'eau-de-vie aux troupes qui sont sous vos ordres. « Vous ne devez cependant pas ignorer que j'ai ordonné qu'il n'en serait délivré qu'aux hommes qui descendent la garde ou le bivouac et généralement à tous ceux qui ont fait un service quelconque qui les a obligés de passer la nuit dehors. Vous voudrez bien dorénavant vous conformer à mes instructions à ce sujet. »

Le même jour, il informe ses chefs que sous l'influence des grandes pluies, plusieurs cabanes s'étaient écroulées, et qu'au donjon, au camp des canonniers, il y avait malheureusement sept hommes dessous qui soupaient. Deux y périssaient dont un capitaine, deux autres étaient transportés à l'hôpital et les 3 autres s'en tiraient avec quelques meurtrissures ». Et Masséna ajoutait : « La neige paraît avoir respecté le sol de la liberté. Le camp des ennemis est tout blanc et paraît n'être pas disposée à partir cette année. Nous en avons assez hier chez nous, mais est toute fondue ; il gèle très ferme ; un peu d'eau-de-vie ferait oublier, à nos sans-culottes, la mauvaise nuit qu'il passent. Je leur fais, cependant espérer que vous nous enverrez bientôt du renfort pour avoir au moins deux nuits. »

Le 31 octobre, Masséna apprend par un déserteur que l'ennemi porte ses forces sur Utelle et ne laisse au camp des Fourches « qu'une garde de volontaires payées 6 francs par jour et une bouteille de vin et qu'ils y passeraient l'hiver. » Il signale que les autrichiens travaillent de force pour retrancher tous les mamelons qui sont au-dessous de Belvédère. « Nous distinguons de notre camp beaucoup

de monde occupé à ce travail. Ils suivent la crête du Belvédère jusqu'au camp de Fourches ».

Les possibilités d'espionnage le préoccupent ; le 31 octobre il écrit au commandant Dalous : « Veuillez bien, commandant, à l'avenir, ne plus donner de permission à des paysans pour venir de notre côté, sans au préalable qu'ils se présentent au chef de poste le plus à la portée des biens des paysans ou directement au camp, sans cela vous me mettez dans le cas de les faire arrêter, malgré qu'ils soient porteurs d'une permission de votre part pour les faire traduire à Nice. Celui d'aujourd'hui a été trouvé du côté des camps des ennemis. Vous voudrez bien m'envoyer un certificat de la Municipalité du Moulinet pour certifier qu'il a du bien au-dessous du camp de l'ennemi : on lui a arrêté une bourrique ; si ce paysan s'est trop avancé, elle sera perdue pour lui : en attendant, je la garde ici. »

Masséna se plaint le 3 novembre au général Dumerbion de nombreux cas de désertion : « Depuis 4 jours, il nous est déserté trois hommes à l'ennemi du poste avancé avec leurs capotes, deux éclaireurs du 91^{me} et un grenadier du 3^{me} bataillon des Bouches-du-Rhône. Les ennemis travaillent toujours à se fortifier du côté de Belvédère, au-dessus des mamelons qui dominent sur la crête qui conduit à Raus et aux Fourches. La 4^{me} compagnie des pionniers, que j'avais ici, part aujourd'hui pour Levens. Malgré toutes les précautions et les ordres sévères, que j'ai donnés aux gardes de ne laisser passer personne sans une permission légale, il nous déserte beaucoup de monde. Ils passent, à ce que je crois, dans les bois, au risque de se faire prendre par les barbets. Cette désertion, général, fatigue encore plus les braves qui restent à leur poste et rend toujours le service plus difficile. Vous pouvez jeter un coup d'œil sur l'état de situation et vous verrez notre force ».

Le 4 novembre, Masséna rend compte d'un fait nouveau la retraite possible de l'ennemi. Il m'est arrivé deux désér-

teurs dans la nuit qui m'ont assuré avoir vu partir hier du grand camp deux canons de 16 et deux obusiers pour Fontan et qu'ils seront tous dégoutés de rester plus longtemps campés ».

Le 5 novembre, Masséna signale de nouveau les méfaits commis par les barbets qui, la veille, ont pris le vivandier des grenadiers du 11^{me} et 5 mulets : « Je compte aujourd'hui faire mettre le feu aux endroits suspects. » Dans la nuit, du 8 novembre, Masséna reçoit cinq déserteurs ; « Ils m'ont assuré avoir fait la corvée pour descendre quatre canons à Fontan du poste de Belvédère ; » Et il ajoute qu'on a beaucoup tiré du côté d'Utelle.

Le 8 novembre, Masséna se méfiant à la fois des espions et des barbets écrit au commandant de Gilette, pour lui ordonner de prendre une série de mesures spéciales. « Je pense que le bien du service exigerait que vous prissiez les mêmes précautions que je viens de prendre ici pour connaître les absences que les gens du pays peuvent faire sans votre permission. Les voici : Vous ferez diviser le village en six quartiers et à chacun d'eux vous y attacherez un officier intelligent, un officier municipal ou notable avec un état très exact des personnes qui le composent, de tout âge et de tout sexe, pour que cet officier puisse, tous les jours, faire un appel très rigoureux du quartier qui lui sera affecté, accompagné de l'officier municipal. Si quelqu'un des habitants s'absente sans permission, vous ferez arrêter toute la famille de l'absent pour qu'elle soit conduite à Nice à la maison d'arrêt. Vous donnerez connaissance de votre ordre à toute l'habitation pour que personne ne l'ignore et qu'ils n'aient pas à dire qu'ils n'en ont pas été prévenus. »

La retraite de l'ennemi s'accroissant, il lui demande aussi de s'assurer des mouvements des Piémontais : « Veuillez bien envoyer, Commandant, une forte découverte au Revest et à Tourettes pour savoir si l'ennemi a totalement

abandonné cette partie, et tâchez de savoir si Toudon est abandonné aussi. Instruisez-moi, je vous prie de tous les mouvements que l'ennemi peut faire dans votre partie et ne négligez rien pour avoir quelques espions. Vous en trouverez aisément à Gilette. »

Quelques jours plus tard, Dumerbion répondit à Masséna au sujet des barbets : « Il y a longtemps que je suis bien persuadé de toute votre activité pour empêcher les barbets de nous prendre des mulets. L'insouciance des vivandiers est cause que nous en perdons autant ; il est donc nécessaire, général, de les punir sévèrement quand ils voyagent sans escorte, puisqu'ils ont d'autant plus de tort qu'on ne leur en refuse nulle part. Je m'en rapporte à vous pour remédier à ces abus qui sont on ne peut plus désavantageux à la chose publique. »

C'est à cette époque que Masséna va quitter le camp de Fougasse, laissant le commandement du centre de l'armée au général Bizannet, pour aller remplacer à Utelle en qualité de Commandant de l'aile gauche, Dugommier, appelé au commandement de l'armée de Toulon. (1)

(1) Voici cet ordre :

9 novembre 1793

Liberté-Egalité

Paul G. Kervéguen, général de brigade
Chef de l'Etat - major de l'armée d'Italie

Au nom de la République française, Une et Indivisible, il est ordonné au général de brigade Masséna, commandant le Centre de l'armée d'Italie de partir du camp de Fougasse le 21 du courant (nouveau style) et de se rendre le même jour à Nice où il recevra de nouveaux ordres.

Il voudra bien, avant son départ, faire reconnaître le général de brigade Bizannet et lui donner toutes les instructions et les renseignements qui dépendront de lui donner et qu'il croira nécessaires pour le bien du service de la République.

Donné à Nice le 19 du 2^{me} mois de l'an second de la République française.

Le général de Brigade, chef de l'état-major de l'armée d'Italie.

P. G. KERVÉGUEN.

(Lettre N^o 113)



Cliché J. GILETTA, phot. Nice

MASSÉNA

Dessiné par Bonne-Maison, gravé par Fresinger

PL. p. 424

CHAPITRE XXIII

André Masséna,

Commandant de l'aile gauche de l'Armée d'Italie.

UTELLE

CHAPITRE XXIII

André Masséna,

Commandant de l'aile gauche de l'Armée d'Italie

UTELLE

Le nouveau secteur de Masséna avait été très agité, quelque temps auparavant. Dugommier, qui le 15 septembre y avait remplacé Serrurier essuyait, dès le 1^{er} octobre, les attaques dirigées par le général autrichien de Wins sur Gilette et Utelle ; les Alliés avaient failli réussir et Dugommier n'avait sauvé la situation les 19 et 22 octobre que grâce à son esprit de décision, son énergie et sa valeur personnelle.

Le poste d'Utelle était un des nœuds les plus importants du front de bataille : il commandait à la fois, la rive droite de la Vésubie et le confluent du Var et de la Tinée. Trois hauteurs dominant le village ; au nord, Parabouquet, ou Guadia ; à l'ouest, la cîme du Diamant et au sud-ouest, le plateau de la Madonne. On comprend fort bien l'intérêt qu'attachaient les ennemis à posséder ce poste essentiel mais après leurs échecs d'octobre, et devant l'arrivée prochaine de la mauvaise saison, les austro-sardes ne songeaient plus maintenant à attaquer ; bien au contraire.

ils pensaient à se retirer sur des points plus habitables, faciles à défendre et à ravitailler pendant l'hiver.

Le 14 novembre 1793, le commandant des troupes sur la rive gauche du Var, le citoyen Martin, complimentait Masséna de sa nomination au commandement de l'aile gauche. « Cette nouvelle m'a fait le plus grand plaisir, vos vertus civiques et vos talents militaires m'étant connus », et lui donnant des nouvelles des positions de l'ennemi, chez lequel le mouvement des troupes annonçait une retraite probable et prochaine, il ajoutait : « les ennemis ont évacué le Revest. Il sont encore au nombre de quatre à six cents sur le col de Vial et ils envoient une grand-garde d'environ quinze cent cinquante hommes près de Tourette. Je suppose qu'ils ne tarderont pas à évacuer ce poste que le mauvais temps rend bientôt intenable. Une lettre que j'ai reçue hier au jour me confirme dans l'opinion où je suis, que les ennemis repasseront le Var et s'éloigneront de nos frontières. »

Par une lettre du 17 novembre le commandant Martin informe Masséna que l'ennemi n'a fait aucun mouvement... « il est toujours au col de Vial » ; d'autre part, d'un renseignement qu'il a reçu du général Serrurier commandant la division d'Entrevaux : « il résulte que les ennemis ont augmenté leurs forces au Puget, au Touet, au Villars, mais que le manque de munitions de guerre les met dans l'impossibilité d'agir offensivement. »

Il fallait en finir avec les Barbets. Masséna était informé par le commandant militaire de la Roquette que leur repaire était situé dans le vallon de Saint-Blaise, à une lieue de la Roquette. De là, ils inquiétaient les voyageurs venant de Nice et se répandaient dans les campagnes des environs. Le commandant de la Roquette proposait d'incendier toutes les maisons de campagne qui se trouvaient dans ce quartier et de marcher en force sur eux pour les investir. Masséna, qui possédait des propriétés

dans cette région, ne goûtait que médiocrement ce projet, et d'ailleurs, il ne pouvait distraire de ses troupes des forces suffisantes pour une expédition de grande envergure. Aussi, à la date du 19 novembre, il lui répondait : « Je conviens avec vous qu'il serait nécessaire de détruire le repaire des barbets et de les traiter sans ménagement, vu toutes les atrocités qu'ils commettent contre nos frères d'armes. Jamais justice n'aurait été plus juste que celle des représailles envers des monstres tels que les barbets ; mais les circonstances me forcent à ne pouvoir disposer des forces de Levens pour les faire attaquer sur plusieurs points, comme vous me le proposez. Bornons-nous donc, citoyen, à faire de fréquentes patrouilles pour les surprendre dans leurs différentes entreprises, en attendant que nous puissions les investir. Je vais donner des ordres au commandant de Saint-Martin-du-Var pour les attaquer par les vallons, tandis que vous les forcerez par-dessus, mais toujours par des patrouilles. »

« Veuillez bien m'instruire de ce que vous ferez et du mouvement des ennemis. » Et immédiatement, il écrit au commandant de Saint-Martin-du-Var, pour lui indiquer de se rendre à la Roquette et de s'entendre avec le commandant de ce poste pour combiner une attaque contre les barbets, qui sont dans le vallon de Saint-Blaise, et avec sa parfaite connaissance des lieux, il lui conseille de les attaquer par le vallon qui se trouve sur le chemin de Nice, afin de les empêcher de pénétrer à Saint-Martin.

Le même jour, il rendait compte à Dumerbion des instructions données ajoutant que de son côté, le commandant à Levens avait reçu l'ordre d'envoyer une colonne de cent hommes dans la direction du Férion pour le même but.

L'opération allait réussir parfaitement et le 22 novembre, Masséna pouvait féliciter le commandant de la Roquette de ses succès.

« Je suis enchanté, commandant, que le repaire des barbets soit enfin détruit ; les mesures qu'on avait prises de tous les postes qui avoisinent St-Blaise étaient si justes et si bien combinées, qu'il fallait nécessairement qu'ils succombassent. Voilà des gueux de moins dans le voisinage de ton poste. »

Le 17 novembre (1) le général de brigade commandant la division d'Entrevaux, Serrurier confirmait à son tour le mouvement de repli de l'ennemi. « Depuis plusieurs jours tous les avis s'accordent à dire que les ennemis évacuent ce pays. Ils ont abandonné Cuébris, dont ils ont détruit le château », et il propose à Masséna une collaboration en vue d'attaquer la garnison d'Ascros, où l'ennemi avait environ mille hommes. « Je ne sais, dit Serrurier, s'ils ont envie de garder ce poste cet hiver ; dans ce cas, d'accord ensemble, nous pourrions les obliger à mettre bas les armes, vous, en interceptant leurs communications sur la Tour, et moi celles de Guillan et de Rigoulet. »

Mais dès le lendemain, 18 novembre, ayant appris que les ennemis avaient abandonné le Puget, il marchait sur Daluis, déserté, et la Croix sans plus attendre, prenait sur lui d'ordonner une tentative sur Ascros, sans la collaboration de Masséna qui devait se montrer très froissé du procédé. En effet, le 20 novembre, Masséna se plaint au général Dumerbion : « Je reçois à l'instant une lettre du général Serrurier, par laquelle je vois qu'il se dispose à chasser les ennemis bien loin. Il me paraît qu'il aurait pu se concerter avec moi et nous lui aurions donné la chasse de tous les côtés » et au commandant militaire au Broc, Masséna écrit à la même date : « Le général Serrurier aurait dû se concerter avec vous avant que de s'enfourner dans tout le pays, qu'il se propose de prendre et assurément (nous) aurions pu le chasser bien loin et avec plus

(1) Lettre de Serrurier à Masséna du 17 novembre,

de certitude ; il me paraît qu'il aurait été d'un grand bien de faire cette expédition de concert. »

Il prescrit tout de même au commandant du Broc de s'avancer par Gilette jusqu'à Toudon avec ses grenadiers et même au delà, s'il le juge à propos.

Ayant entendu, le même jour, une assez vive fusillade du côté de Villars, Masséna en déduit que les deux armées avaient bivouaqué à peu près à l'endroit où l'action s'étaient passée et qu'elles en viendraient aux mains au jour. Le lendemain donc, dès quatre heures du matin, il se met en route avec ses grenadiers et ses chasseurs pour faire diversion aux forces ennemies et attaquer la Tour : « Je me suis mis en marche avec ma troupe, bien décidé à charger à la sans-culotte, à mon grand regret et à mon grand étonnement, rien n'a paru ni ne s'est fait entendre. »

A la fin de cette même lettre, Masséna exprime au général Dumerbion tout le ressentiment qu'il garde au général Serrurier pour son attitude d'incompréhensible indépendance ; « Pour te prouver, général, le peu de bonne volonté que le général Serrurier a de marcher de concert avec moi, pour le bien du service, je t'envoie copie de sa lettre en réponse à celle que je lui ai écrite en passant au Broc pour lui faire part de mon commandement de l'aile gauche et l'inviter à correspondre réciproquement pour le bien de la chose. Le contenu de sa lettre te prouvera qu'il n'en avait pas envie, d'après ce qu'il t'écrivait par la même ordonnance. Martin m'en a envoyé copie sans en être invité. D'ailleurs ce n'était pas de la manière qu'il fallait concerter une opération qui nécessitait de grandes réflexions puisqu'il aurait fallu tirer des troupes de Levens et le temps l'avait permis pour attirer Figaret par Le Brun et pour convenir avec Martin du chemin qu'il devait tenir. »

« Tu vas me dire, général, que Serrurier a voulu profiter des circonstances de la fuite précipitée de l'ennemi et qu'il n'aurait pas eu le temps de combiner l'attaque sans le perdre. La chose aurait pu avoir lieu en la différant d'un jour et les évènements te le prouvent. Je n'ai rien à me reprocher, j'ai fait ce que je devais faire, malgré que je sois bien chagrin d'avoir manqué avec un peu de concert et d'accord une belle occasion de battre les esclaves. (!) J'ai cependant dit au citoyen Martin de passer à Gilette avec ses grenadiers et quelques troupes qu'il pourra prendre à ce poste et de se porter à Toulon, et même à Ascros. Quoi que ce ne soit point un ordre. je pense qu'il l'aura fait et il aura sûrement inquiété l'ennemi. »

« Je reçois ta lettre à l'instant, général, que je t'écrivais et que j'avais fini. J'aurais désiré y voir quelque chose de plus positif et je pourrais alors entreprendre et charger l'ennemi. Du reste, je ne changerai rien à ma lettre ; avec de l'harmonie, nous aurions mieux fait. et les Piémontais s'en seraient aperçus. »

On remarquera que pour la première fois, répondant du reste à l'invite du général Dumerbion, Masséna dans cette lettre du 21, tutoie ce dernier. On ne peut voir dans cette manifestation d'affectueuse sympathie que la preuve de la haute estime avec laquelle se traitaient les deux compagnons d'armes et de leur profonde amitié.

Masséna sentant l'ennemi faillir se décide à le poursuivre avec acharnement et prend pour premier but Castel-Gineste d'où l'ennemi semblait menacer Utelle. Le 23 novembre, il donne des ordres au commandant militaire de St-Arnoux : « Les circonstances paraissent favorables pour chasser les ennemis du Figaret. J'ai absolument besoin que tu sois de la partie » et il lui prescrit de partir avec le plus de monde possible ; puis « tu n'entreras en action que lorsque tu entendras tirer de notre côté... ton expérience et ton courage me répondent de ton poste. »



MASSÉNA

Cliché J. GILETTA, phot. Nice

Dessiné par Fritz Millet, gravé par Bailly

PL. p. 432

Instruit l'avant-veille que l'ennemi avait quitté la Tour, il se dirige directement au Castel-Gineste, avec sa troupe forte d'environ 500 hommes. Parti de très bonne heure, avant le jour, suivant son habitude, il surprend la garde de Saint-Elisabeth et grimpe vers le Scandouglier (ou (Suolca della Madonna) (1). La défense de ce poste avait été confiée au chevalier Radicati, qui couvrait ainsi les contreforts de Castel-Gineste. La fusillade lui ayant donné l'éveil, le commandant piémontais envoie une patrouille bientôt suivie d'un détachement de 30 hommes, sous les ordres d'un officier, dans la direction de St-Elisabeth, et il donne l'alarme au commandant du poste du Brech, M. de la Roque, lequel envoie immédiatement un secours d'un bataillon, puis le second bataillon d'Aoste, commandé par lui-même et qui est presque immédiatement suivi d'une centurie de Suse.

Masséna et sa troupe arrivent vers 9 heures du matin en présence du corps piémontais dont l'effectif atteint environ 800 hommes et qui se défend en faisant pleuvoir sur les assaillants une grêle de balles et de pierres. Ne désirant pas risquer une attaque de front, il oblique sur la gauche dans le vallon qui est dominé par le poste du Brech pour essayer de couper l'ennemi, ce que voyant, M. de la Roque qui d'ailleurs vient d'être blessé, bat en retraite sur le Brech abandonnant le camp du Scandouglier avec tentes, armes et bagages et une vingtaine d'hommes qui sont faits prisonniers. Pris de panique les Piémontais abandonnent également également Castel-Gineste où les Français font de nouveaux prisonniers (2).

Masséna a maintenant une communication assurée avec Utelle, mais il tient à profiter immédiatement de son

(1) Voir Krebs et Moris-Campagnes dans les Alpes, vol. 1. Ces deux noms sont indiqués pour le même point suivant les cartes sardes ou piémontaises.

(2) Archives de Breil-pièce N° 58.

avantage. Après avoir laissé prendre à ses hommes un peu de repos, il fait hisser le lendemain matin 25 novembre, à bras d'hommes, en six heures de temps, un canon de 4, jusqu'au sommet du Scandouglier. C'est une idée de génie dont les résultats seront gros de conséquence.

En effet, quelque sensible que puisse avoir été pour les Piémontais la perte de la solide position de Castel-Gineste, il leur restait le Brech d'Utelle fortement défendu par une garnison de deux bataillons de Suse et D'Aoste, et qui semblait inexpugnable. De plus cette position était couverte sur la gauche par les postes de Figaret, du Pical et de là par des retranchements établis jusqu'à la Cerisière. Sur la droite, plus dégarnie, le commandement ennemi fait alerter, dès le 24 au soir, le bataillon suisse qui se trouvait au Siruol. Ordre est donné de plus, à six compagnies du régiment des Gardes, stationnées à Saint-Julien et Roquebillière de monter dans la nuit pour prendre position au col de Fort sous le commandement du Comte d'Aglian.

Le lendemain matin à 8 heures, cet officier prend le commandement des gardes. Il laisse un poste au lieu dit « Mangiarde » (1) à la bifurcation du chemin de Clans et s'établit au Col Le Tournes (2). Après s'être rendu au Brech, de sa personne, et avoir donné des ordres pour l'établissement d'une ligne de postes du Brech au Siruol, il se dispose à se retirer. Il est 3 heures de l'après-midi. C'est à ce moment, que Masséna ouvre le feu sur le Brech avec sa pièce de 4. Le premier projectile écorne un parapet en pierres dont les éclats volent de tous côtés. Saisis de terreur par cette canonnade inattendue, les Piémontais prennent la fuite sans opposer une grande résistance.

(1) Lava d'Aufrippa, sur les cartes sardes.

(2) Colle della Valetta sur les cartes sardes, Col des Carmes d'après le lieutenant Combret.

Masséna en profite pour s'établir solidement au Brech. Pendant ce temps l'adjudant-général Despinoy s'avance vers Figaret avec le bataillon des chasseurs du Commandant Guillot. Figaret est pris et le soir-même, encore tout bouillant de l'action, Masséna envoie à Dumberbion un premier bulletin de victoire.

« Général, j'arrive de ma course ; je m'empresse de te dire que j'ai battu l'ennemi sur le fameux Château-Gineste. J'ai trouvé la Tour évacuée ; ils s'étaient tous retirés sur la fameuse montagne de Lebrech (Le Brech) Je n'ai point hésité à les attaquer, je les ai chassés et forcé ce poste inexpugnable. je leur ai fait environ 60 prisonniers et plusieurs tués et j'occupe ce poste. Je te rendrai un compte plus détaillée à mon retour du Figaret. Je n'ai qu'une quinzaine de blessés et tués ; demain, je descendrai à Figaret ».

Le lendemain 342 hommes des 42^m et 50^me régiments sous les ordres du capitaine Sicard, viennent relever à Castel-Gineste et au Brech les grenadiers qui rentrent à Utelle où arrivent également trois compagnies d'infanterie légère que commande le commandant Salicetti, frère du représentant du Peuple, venu de Levens sur l'ordre de Masséna. (1)

Le 26 novembre, ce dernier adresse à Dumberbion un second billet plus précis sur les derniers évènements :

Au général Dumberbion, à Nice

Le 6 frimaire (26 novembre)

Général,

Je ne puis te donner un détail bien exact des avantages que j'ai eus sur l'ennemi. Je les ai battus à la sans-culotte partout où j'ai pu les rencontrer. Je lui ai pris quatre camps et forcé d'évacuer le cinquième. Si nos soldats n'avaient voulu faire des

(1) Arch. de la Guerre.- Ordre de Masséna au Commdt.-Bonneville du 38^e régim à Levens le 26 novembre.- Lettre de Masséna du 27 novembre,

pantalons, nous aurions au moins 250 tentes, mais c'est impossible de les empêcher.

Nous occupons Figaret et le fameux poste du Brech. Le citoyen Guillot commande Figaret avec ses chasseurs. Demain, je te donnerai un détail très exact de tout, ainsi que de mes observations sur les différents postes.

Ça va, ça ira, et ça tiendra
Vive la République
Masséna

Enfin le 28, il envoyait la lettre annoncée :

Utelle, le 8 frimaire (28 novembre 1793)

Instruit dans la soirée du 3 au 4 que les ennemis avaient évacué la Vorre, je résolus de profiter de ce mouvement rétrograde pour les attaquer dans le fameux poste de Castel-Gineste d'où ils semblaient encore menacer Utelle.

J'assemblai une partie des grenadiers et chasseurs de ce cantonnement formant un corps de 500 hommes environ, et je me mis en marche le 4, avant le jour, longeant le chemin de la Torre, afin de tourner Gineste par sa droite, seul point qui fut attaquant. Nous gagnâmes le poste avancé des ennemis en nous accrochant à des degrés taillés naturellement dans le roc, suspendus sur d'horribles précipices.

L'audace de notre entreprise leur imposa tellement qu'ils s'enfuirent à notre approche. Après quatre heures d'une marche aussi pénible que difficile, à travers les défilés couverts de bois, nous atteignîmes leurs corps de bataille sur les hauteurs de Castel-Gineste où ils étaient campés. L'action s'engagea par une fusillade des plus vives : nous fûmes bientôt à portée de pistolet de leurs retranchements. Les piémontais forts de leurs positions et de la supériorité de leur nombre (car ils étaient 800) firent alors pleuvoir sur nous une grêle de balles et de roches, mais si ce genre terrible de combat étonna un moment nos braves républicains, il ne put leur arracher la victoire.

Après deux heures de résistance opiniâtre, nous étions dans leurs retranchements ; nous les forcâmes, nous les poursuivi-

mes jusqu'à la montagne du Brech et plus de 80 tentes, 66 prisonniers dont 4 officiers, une foule de morts et de blessés laissés par eux sur le champ de bataille, furent les garants de ce premier succès. Ils s'étaient retirés dans le plus grand désordre. Notre ascendant était si bien marqué que toute formidable que fut la nouvelle position qu'ils venaient de prendre, je n'hésitai point et ce que je ne pouvais avoir par la force, j'imaginai de l'emporter par la terreur.

Le Brech est une montagne des Alpes en cette partie la plus élevée et la plus difficile ; on n'y arrive que par un sentier étroit et anguleux, bordé de roches et de précipices, où depuis la naissance de la guerre, on ne s'avisa jamais de traîner un canon ; ce qu'on n'avait pas entrepris, nous l'achevâmes. Je fis monter de la Madone d'Utelle une pièce de 4 ; nous la portâmes à bras, l'espace de deux milles ; général, officiers, soldats, tout y mit la main ; enfin après sept heures d'effort qui tient du prodige et que le génie de la liberté peut seul inspirer, elle était en batterie au poste avancé de Castel-Gineste, et elle tonnait sur les esclaves sardes. Peignez-vous leur surprise, leur épouvante ! Ils s'ébranlent, grenadiers, chasseurs, éclaireurs, montant au pas de charge, nous sommes maîtres du Brech. Nous poursuivons l'ennemi de rocher en rocher, de poste en poste. Une colonne conduite par Despinoy, adjudant général, se précipite par mes ordres au Figaret ; après quelques fusillades les ennemis fuient de toutes parts, ils nous abandonnent 3 camps, plus de 40 mulets, chargés de bagages et de munitions de toutes espèces, 300 tentes, des ustensiles, des armes ; des matelas, des courte-pointes, des oreillers et l'attirail qui suit des hommes effeminés, des esclaves.

Notre communication avec Saint-Arnoux trop longtemps interrompue est enfin rétablie. La nuit seule arrête notre poursuite ; nous bivouaquons sur la montagne du Brech dans le vallon de Figaret et nous voyons au jour l'ennemi lever encore ses camps, dans l'éloignement et redouter notre approche.

Tels sont les avantages qui ont signalé les armées de la République dans ces deux journées ; ils impriment à cette campagne le sceau de la victoire. Adieu les vastes projets des ennemis, ses

incursions sur les rives du Var, ses châteaux en Espagne ! Ceux qui menaçaient naguère notre propre territoire seront trop heureux de passer l'hiver au fond de leurs montagnes et parmi les neiges qui vont les couvrir.

Au reste, notre perte a été légère. Nous ne comptons que sept morts, et vingt blessés. L'ennemi a laissé les rochers qu'il occupait teints de son sang et jonchés de ses cadavres. Nous avons recueilli beaucoup de ses blessés et d'après les rapports des derniers prisonniers que nous avons faits, il en a encore emporté quatre-vingt avec lui,

Masséna (1).

Le même jour, Dumerbion s'empressait de répondre à Masséna :

J'ai reçu, citoyen général, votre lettre du 7 courant, ainsi que le détail qui y était joint des différentes attaques que tu as faites sur les postes ennemis. Je t'en fais de nouveau, mon compliment bien sincèrement ainsi qu'à nos braves frères d'armes ; il n'est pas possible de montrer plus de courage et d'énergie que vous l'avez fait (2).

Je fais envoyer au général Dugommier ainsi qu'au Ministre de la Guerre et au Comité du Salut Public copie de ta relation.

Quelques jours plus tard, à la séance du 9 décembre lecture était donnée à la Convention Nationale de la lettre de Masséna qui se trouvait ainsi avoir pour la seconde fois (3) les honneurs du moniteur.

Masséna fait également part de ses succès à ses voisins ; il écrit au commandant Martin au Broc, à la date du 7

(1) Moniteur.- Réimpression, vol. 18 (1793) p. 631-632. Convention nationale ! Séance du 19 frimaire an II (9 décembre 1793).

(2) De son côté, ayant eu connaissance du succès de Masséna, le commandant Martin lui écrivait le 8 frimaire (28 novembre) « Le bruit court que vous avez bien étrillé l'ennemi. Je n'en suis pas étonné, et vos républicains sous vos ordres iraient au diable. »

(3) Son nom avait déjà été cité lors de la lecture, à la Convention de la Relation officielle de la prise de Tordon, Revest et Villars, le 20 février 1793.

frimaire (27 novembre) une lettre au cours de laquelle il lui fait un nouveau récit de l'affaire :

J'ai été fort heureux dans mon expédition. J'ai battu l'ennemi pendant deux jours ou pour mieux dire, je l'ai chassé de partout où j'ai pu l'atteindre. Ils ont eu quatre camps de pris et forcé d'évacuer le cinquième. Environ une trentaine de mulets chargés de pain, plus de trois cents tentes, soixante-dix prisonniers, plus de vingt tués, d'après le rapport du dernier prisonnier ; ils ont eu le premier jour, plus de quatre-vingt blessés, sans compter ceux du deuxième jour.

Vous connaissez le pays, commandant ; j'appris que l'ennemi avait évacué la Tour et que toutes ses forces étaient au Gineste et au Brech. Je n'hésitai pas à les y aller attaquer. Après quatre heures de montée, nous en vîmes aux mains : les esclaves firent une très belle résistance ; les officiers nous lançaient des pierres de toutes mains. Ils occupaient une superbe position. Nous n'étions que cinq cents et eux huit cents, mais malgré des efforts rares parmi les Piémontais, nous les forçâmes à lâcher pied et quoique tout harassés de fatigue, les poursuivîmes jusqu'au fameux rocher de Brech. Le lendemain je fis monter une pièce de 4 à Gineste, cela vous paraîtra impossible, cependant mes sans-culottes la montèrent à bras dans six heures. Quel fut l'étonnement des Piémontais de se voir canonner ! Ils furent mis en fuite dès le deuxième coup et mes braves frères d'armes les chassèrent jusqu'au dessus de Lantosque et sans la nuit, nous serions rentrés. Je fis retirer ma troupe au Figaret et nous occupons ce poste en ce moment. Le bataillon de chasseurs la défend. Je n'ai eu que six hommes tués et quinze de blessés. Voilà, commandant, à peu près le détail de mon expédition.

Au moment de sa marche sur Castel-Gineste, Masséna avait avisé en temps utile le général Parra (1) qui com-

(1) Arch. de la guerre. Lettre de Masséna du 23 novembre au Commandant de Saint-Arnaud.

Parra, ancien porte-drapeau du régiment du Lyonnais, puis capitaine au 28^{em} régt. ci-devant Maine s'était distingué à Gillette sous le commandant de Dugommier et avait été fait général au cours de cette campagne.

mandait le camp de St-Arnoux de son mouvement offensif et lui demandait d'y coopérer, pour l'épauler le cas échéant. Ce dernier, sans ordre, avait pris l'initiative d'envoyer une reconnaissance à Lantosque dont l'échec fut complet. En effet, après s'être emparé sans coup férir de ce village, nos soldats y trouvèrent des provisions et se livrèrent à la boisson. Ils se portèrent ensuite à l'attaque de la redoute de la Sommelongue, mais accueillis par une vive fusillade le feu de deux canons et une charge à la baïonnette, ils durent se replier en désordre sur Lantosque.

« Tu verras, dit Masséna à Dumerbion dans une lettre en date du 28 novembre, qu'il n'est point question de Lantosque dans une lettre à St-Arnoux, par la copie que je te fais passer. D'ailleurs le lendemain de la prise de Figaret, je ne partis après avoir bivouaqué toute la nuit qu'à neuf heures du matin. Tout était tranquille aux environs. Je crus pouvoir me retirer à Utelle, après avoir laissé mes instructions au commandant de ce poste. A peine arrivé, j'entendis une fusillade très vive. Je crus que les ennemis avaient attaqué les chasseurs que je venais de quitter. Je fis battre la générale ; je rassemblai le peu d'hommes qui me restait encore. Je me mis à leur tête et je courus à toutes jambes à Figaret au secours de mes gens. Je n'eus pas le temps d'arriver que le feu cessa. J'envoyai toujours quatre-vingt hommes pour s'en assurer et je remontai à mon poste, bien loin de m'imaginer que les grenadiers de St-Arnoux avaient eu l'imprudence de se porter sur Lantosque. Mais ce n'a été que l'espoir du pillage qui les a portés à cette entreprise tout à fait téméraire ».

Après son succès et dès le 29 novembre, Masséna procède au changement total de l'assiette du cantonnement de l'aile gauche qu'il commande. Il opère ce remaniement en tenant compte de deux éléments : le repli de l'ennemi et l'approche de la saison des grandes chutes de neige,



Cliché J. GILETTA, phot. Nice

Masséna au Combat de Castel-Gineste
d'après une lithographie du Musée Masséna, à Nice

Pl. p. 440-

qui va obliger les belligérants à cesser les opérations et à prendre les quartiers d'hiver.

A ce moment, les trois divisions qui formaient les trois ailes de l'armée des Alpes occupaient les positions suivantes : La division de droite, forte de plus de 6000 hommes, commandée par le général Macquard, occupait les camps retranchés de Béolet, Brouis et Castillon. Une forte avant-garde était à Breil et des détachements gardaient en arrière la ligne de communication avec Nice.

5500 hommes sous les ordres du général Bizannet composaient la division du centre, répartis dans les trois postes fortifiés du Moulinet, de Peira-Cava et de St-Arnoux couverts par l'important camp de la Fougasse.

La division de gauche, sous le commandement de Mas-séna réduite à 3000 hommes occupait Utelle avec les avant-postes du Figaret, du Brech, de la Charbonnière. Gilette avec Revest et Tourettes constituaient les points d'appui de la défense en avant de la Vésubie et de l'Estéron. Enfin des détachements occupaient Levens, la Roquette St-Martin-du-Var, le Broc, les Ferres, Courségoules et Bezaudun.

Dès le 22 ou 23 décembre (1) il tombait à l'Authion une si grande quantité de neige que le général Bizannet commandant l'aile du Centre avait dû se replier en hâte sur Peira-Cava, dont l'évacuation du reste était décidée quelques jours après à cause des intempéries.

Les troupes décimées par les maladies et les privations aspiraient à un légitime repos. Et d'autre part, dès le commencement de décembre, l'armée sarde avait suivi les troupes autrichiennes déjà cantonnées dans les plaines du Piémont.

Les hostilités ne devaient reprendre qu'au printemps, après la fonte des neiges.

(1) Arch. de la Guerre-Lettre de Dumerbion du 31 décembre.

D'ailleurs l'intérêt des opérations militaires se portait maintenant vers Toulon. Déjà un grand nombre d'officiers étaient appelés à servir à cette armée. L'un d'eux, l'adjudant général Despinoy qui avait servi avec Masséna lui écrivait, en passant à Nice, avant de rejoindre l'armée de Toulon.

Nice, le 11 frimaire, l'an second de la République Une et Indivisible (1^{er} décembre 1793).

L'adjudant-général Despinoy au citoyen Masséna, général de brigade, commandant l'aile gauche de l'Armée d'Italie.

J'ai offert au général Dumerbion un tableau fidèle de notre situation. Je lui ai fait sentir en toutes choses la nécessité de prononcer sur les nouvelles positions que nous avons prises. Il en reconnaissait déjà l'avantage et il m'a prouvé qu'il avait adopté une partie de tes mesures en me communiquant sa lettre du 9. Aux forces près que tu lui demandes et que des circonstances extrêmement délicates ne lui permettent pas de t'accorder, je puis t'assurer que ses vues se trouvent conformes aux tiennes. Je regrette avec toi que cette économie de moyens t'empêche d'occuper la Torre qui aurait presque tiré la barrière entre nous et les ennemis, et je ne pense pas, en effet, qu'il soit de la prudence d'y mettre cinq compagnies, mais si tu ne peux le garder il te sera facile du moins de le surveiller et tu as sans doute placé un poste à la Carbonnière dans cette intention. Un bivouac sur la montagne où nous fîmes halte lors de notre première sortie avec toi, un autre bivouac en face, sur le chemin de la Torre, un troisième aux extrémités de Geneste et précisément au même lieu, où nous abordâmes l'ennemi, en nous accrochant aux rochers, et s'ils entreprennent jamais de nous tourner, nous en serons du moins bien avertis et nous aurons le temps de préparer la défense. Voilà mes idées, mon cher général, que je te donne avec la franchise qui te plait et que je sou mets volontiers à ta sagesse ; ne pouvant occuper la Torre, il faut que nous couvrions la Madonne et le Diamant par des avant-postes pour achever notre ligne de défense, relativement à Utelle. C'est la

conséquence que je tire de notre situation et que tu saisis peut-être avec moi.

J'ignore encore, quelle sera ma destination si je vais à Toulon. Je parlerai de toi au général Dugommier mais je lui dirai en même temps combien tu as été utile à l'armée d'Italie.

Dans tous les cas, je me rappellerai toujours de la gloire et du plaisir que j'obtins sous tes ordres et je serai bien sensible à tes moindres souvenirs.

Bien des témoignages d'amitié à ton aide camp, au citoyen Motté, notre camarade, à Guillot, Buget et nos braves compagnons d'armes.

Tes succès font grand bruit et méritent bien d'en faire.

DESPINOY.

Quelques jours plus tard, le 3 décembre Dumerbion écrit à Masséna en réponse à ses demandes de renforts pour occuper la Tour :

Il faut, citoyen général que tu ne reçoives pas mes lettres puisque tu me demandes par celles que j'ai reçues ce matin, sans date, si mon intention est d'occuper la Torre. Je te répète donc que non et d'autant plus affirmativement que je viens de recevoir ordre de faire passer à l'armée sous Toulon sous le plus court délai, le bataillon du 28^{me} régiment avec ses grenadiers, chasseurs et éclaireurs, le 3^{me} régiment bataillon de Haute-Garonne et la compagnie franche de Clairac. Les citoyens Parra, Gaspard, Guillot, Despinoy, Motté et les deux frères Buget. Le général Kervéguen t'adresse des ordres pour le départ de tous.

Tu feras remplacer le bataillon de Haute-Garonne par le 1^{er} bataillon de la 129^{me} demi-brigade et je fais partir demain quatre compagnies de grenadiers pour Levenzo, pour remplacer le 28^{me} régiment en attendant que je puisse t'envoyer des forces plus considérables. Tu feras remplacer le citoyen Guillot au commandement des chasseurs par un officier propre à la chose, et je te laisse maître du choix.

Les ennemis ont été battus par nos braves frères d'armes de l'armée sous Toulon ; dans une sortie qu'ils ont faite, ils ont

perdu plus de 200 hommes tant tués que blessés et fait prisonniers ; parmi ces derniers plusieurs officiers de grade supérieur et enfin leur général en chef, M. O'Hara, blessé d'un coup de feu au bras droit.

Le général Dugommier a reçu de fortes contusions dont une au bras droit et l'autre à l'épaule, mais sans danger. Ça ira. Je vais faire descendre un bataillon d'Entrevaux que je mettrai sous tes ordres. Je te ferai part du jour où il arrivera aux Ferres et environs (1).

Masséna dès ce moment s'efforçait bien d'obtenir des renforts pour organiser une ligne sérieuse de défense et occuper au besoin Clans et la Tour. Mais à toutes ces demandes, Dumerbion répond régulièrement par une fin de non recevoir et conseille à Masséna de se maintenir simplement sur le Brech et la rive droite du Var.

L'intérêt n'est plus sur ce point, mais bien à Toulon. Masséna le comprend parfaitement : il voit partir tous ses amis, ses meilleures troupes et il n'a plus qu'un désir, c'est d'être appelé lui aussi le plus tôt possible pour servir à l'armée, chargée d'investir cette place. Il s'en ouvre à Dumerbion :

« Je crois, que pour cette année, il n'y aura pas grand-chose à faire, les ennemis s'écartent trop de nous pour en venir encore aux mains et tu pourrais me faire remplacer pour aller où je pourrais être plus utile. »

A quoi, Dumerbion répond le 9 décembre : « S'il se présente des circonstances à t'employer plus utilement

(1) Masséna était ainsi privé de ses troupes d'élite et de ses meilleurs officiers. Le commandant Joseph Martin, chef du 3^{me} bataillon de la Haute-Garonne et l'adjudant général Guillot qui allait être grièvement blessé à Toulon, le général Parra, les deux frères Buget, l'ainé le lieutenant François et le cadet le sous-lieutenant Claude Joseph qui quelques jours plus tard, s'étant emparé d'un canon aux combats du siège de Toulon s'écriait dans l'excitation de l'action :

« Il est à moi, c'est moi qui l'ai pris, personne ne me le disputera. » Tous sauf l'ainé des Buget, qui sera tué devaient devenir généraux.

que dans la partie où tu es, je les saisirai avec plaisir, mais dans ce moment-ci, je la regarde encore comme fort intéressante. »

Pendant la première quinzaine de décembre, Masséna dont les forces sont presque journellement diminuées, s'emploie à la répartition entre les divers postes des unités qui lui restent. Il adresse à Dumerbion le matériel de guerre pris ou abandonné par l'ennemi : quatre-vingt fusils (1) vingt-mille cartouches, un fusil de rempart, des matelas, des mulets, un calice « qu'il croit en argent », trente livres de poudre ; il fait construire des retranchements et mettre les postes en état de défense (2) prend des mesures pour chasser les maraudeurs qui pillent Revest et améliore le ravitaillement en fourrage (3) ; il interdit encore le tir à la cible, défend sous menace de destitution que les habitants des villages occupés par la troupe soient molestés (4) enfin interdit et en quels termes, aux officiers de s'absenter de leurs postes pour aller à Nice.

(1) Lettres à Dumerbion des 30 novembre, 4 décembre et 8 décembre

(2) » » » » 3 décembre » »

(3) Ordre du 3 décembre, lettre à Dumerbion du 4 décembre, à Jaume entrepreneur de charrois du 12 décembre.

(4) Au commandant militaire au Cros (d'Utelle).

Veillez bien, citoyen prendre le nom du curé et des deux barbets qui sont arrivés à votre poste et les surveiller avec attention jusqu'au moment de la réponse du général en chef, vous n'avez qu'à en rendre responsable le Maire et tous les parents des nouveaux arrivés. Prévenez le capitaine Susini que je suis fort étonné qu'il s'avise de tirer à la cible toute la journée ; c'est à lui de donner l'exemple et j'espère que cela n'arrivera plus. Vous pouvez le prévenir encore que l'intention des représentants du peuple n'est assurément pas qu'il maltraite les habitants et qu'à la première plainte qu'il me reviendra sur son compte, je le ferais relever.

Salut et Fraternité

Ça ira

MASSENA

« Citoyen Commandant, écrit-il à Saillet, chef de la 129^{me} demi-brigade à Gilette le 9 décembre (19 frimaire). J'apprends avec étonnement que tu as quitté ton poste pour aller à Nice. Ta présence est absolument nécessaire à Gilette pour faire exécuter des ordres que je puis être à même de te donner. J'espère qu'à l'avenir, tu t'absenteras le moins possible. Tu sais que l'œil du chef vaut bien du monde ! »

Aucun détail ne lui échappe ; il exerce une surveillance de tous les instants sur le ravitaillement :

Citoyen Commissaire,

Je te dénonce un abus qui est très préjudiciable à la République. Les bouchers laissent absolument mourir les bœufs de faim ; dès le moment qu'ils partent de Nice, ne leur donnent plus aucune nourriture ; de façon qu'il en reste la moitié en route et font dresser des procès-verbaux par les commandants des postes ou municipalités ; c'est un vol manifeste qu'on ne doit plus tolérer. Ils pourraient les faire paître dans les montagnes mais ils ne veulent pas s'en donner la peine.

Je n'ai pas voulu, Commissaire, en écrire aux représentants comme c'est une partie qui te regarde. J'espère que tu donneras des ordres pour que les intérêts de la République soient ménagés avec plus de soin.

Salut et Fraternité,

MASSÉNA (1).

Enfin il prescrit que les femmes devront être renvoyées à l'arrière...

Au citoyen Salicetti, commandant de la place d'Utelle,
22 frimaire.

Tu voudras bien, citoyen commandant, donner des ordres dans la ville pour que l'invitation que le commandant de la

(1) Lettre de Masséna du 5 décembre 1793 au commissaire général à Nice,

Place fait aux militaires de faire passer le Var à leurs femmes soit exécuté dans la journée. D'ailleurs tu connais la lettre du Ministre à ce sujet. Je t'invite à n'y supporter aucun retard.

Salut et Fraternité,

Ça ira,

MASSÉNA.

CHAPITRE XXIII

SIÈGE DE TOULON

André Masséna,

Général de Division.



LE GÉNÉRAL MASSÉNA
d'après un tableau du Musée Masséna, à Nice

Cliché J. GILETTA, phot. Nice

CHAPITRE XXIII

André Masséna,

Général de Division.

SIÈGE DE TOULON

Le 13 décembre 1793, Dumerbion adressait à Masséna à Utelle, un message par lequel il lui faisait connaître que les représentants du peuple aux armées lui donnaient l'ordre de se rendre immédiatement à Solliès-Ville, pour servir désormais à l'armée chargée d'investir Toulon occupé par les forces anglaises et espagnoles réunies. (1)

(1) Nice le 23 frimaire an II (13 décembre 1793)

J'ai reçu cette nuit, citoyen général une dépêche des représentants du peuple, Ricord et Robespierre par laquelle ils me chargent de te donner ordre de partir sur le champ pour te rendre à Solliès-Ville et de te dire de prendre sans retard les voies les plus promptes pour y arriver. Au reçu de la présente tu remettras donc le commandement dont tu es chargé à l'officier supérieure que tu en croiras le plus capable et ce, provisoirement jusqu'à l'arrivée du général Chartogne a qui je viens de donner ordre de se rendre à Utelle, mais comme sa santé est mauvaise et que probablement il n'y arrivera que demain, tu ne l'attendras pas et laissera toutes les instructions à l'officier supérieur qui les remettra à cet officier général Je t'attends dont demain soir au plus tard et nous verrons sans délai à te procurer tous les moyens pour te rendre à ta nouvelle destination le plus promptement possible. Salut et Fraternité. Le général de l'armée d'Italie.

Dumerbion.

Ce nouveau poste de combat lui était confié à la suite de ses succès dans les Alpes au camp de Fougasse et à Utelle, où il avait déployé des qualités de stratège et de tacticien de premier ordre. Au reçu de cette lettre, Masséna s'empressait de se rendre à Nice où le lendemain, Dumerbion le nantissait d'un ordre de départ. (1).

Masséna partit sur le champ pour Antibes d'abord, où il passa la nuit au milieu des siens qu'il n'avait pas revus depuis de longs mois ; il se mit en route dès le lendemain matin pour Solliès, mais malgré sa diligence il ne peut arriver à temps auprès du général Lapoype sous les ordres duquel il devait servir, et qui commandait à Solliès la division détachée de l'armée d'Italie.

Dugommier avait en effet tenu un Conseil de Guerre à Ollioules, le 11 décembre, au cours duquel toutes les dispositions pour l'attaque générale prochaine avaient été prises. Les différentes unités étaient déjà pourvues de leurs chefs respectifs.

La division de l'Est, sous Lapoype, était divisée en trois colonnes d'attaque : celle de gauche, devait avoir à sa tête Lapoype, lui-même et la Harpe, colonel du 35^{em} régiment, ci-devant Aquitaine, Micas, commandait celle du centre et Argod la colonne de droite.

Masséna qui tenait quand même à participer à l'action qui devait s'engager et promettait d'être décisive, obtint la faveur d'y prendre part, en qualité de volontaire, sans

(1) Pierre Dumerbion, général de l'armée d'Italie. Au nom de la République française, Une et Indivisible, 14 décembre 1793.

Il est ordonné au général de brigade Masséna de se rendre sans délai à Solliès, où il joindra l'armée révolutionnaire pour Toulon. Il prendra les ordres du général en chef de cette armée sur sa destination ultérieure. Donné à Nice le 24 frimaire 1793, l'an second de la République Une et Indivisible. Le général d'Italie :

commandement et se plaça tout naturellement aux côtés du général Lapovpe, à la colonne de gauche. (1)

L'assaut fut donné le 17. La troupe de Lapoype massée auprès du château de Beaudouvin, s'avança vers le fort Faron. A trois reprises différentes, les républicains essayèrent en vain d'y pénétrer. Ils furent repoussés et des cris de « Sauve qui peut ; nous sommes trahis » retentirent dans les rangs.

Argod partit de Revest, se heurta également à une solide défense des Espagnols à l'ouvrage de St Antoine et dut se replier. Micas plus heureux, emporta le pas de la Masque, put alors faire sa jonction avec la colonne d'Argod et tous deux allèrent à l'assaut de la Croix Faron défendue par un corps piémontais devant lequel ils échouèrent. Mais tous ces efforts avaient démoralisé les ennemis qui d'eux-mêmes abandonnèrent les positions.

Le 18, les français purent après un sérieux combat, occuper les forts l'Artigues et Sainte-Catherine. Masséna entra le premier dans le fort l'Artigues et ayant réussi à désenclouer six pièces de canon, il faisait ouvrir le feu sur l'escadre ennemie qui louvoyait à l'entré de la rade.

C'est à la suite de cet exploit personnel et à ses qualités d'entraîneur d'hommes que Masséna gagna à ce siège son grade de général de division. En effet deux jours plus tard, le 20 décembre 1793, les représentants du peuple prenaient l'arrêté suivant :

30 frimaire Liberté - Egalité
2^{me} année républicaine

Au nom du Peuple Français

Les représentants du peuple près l'armée dirigée contre Toulon, d'après le compte qui leur a été rendu par le général en chef de l'armée d'Italie, chargé du siège de Toulon et de la bra-

(1) Mémoire de Masséna par le général Koch. C'est pour cette raison que Masséna n'est pas nommé dans le compte-rendu officiel des opéra-

vouure, zèle, intelligence et civisme qu'a montré le citoyen Masséna, général de brigade, dans toutes les actions qui ont eu lieu contre cette ville rebelle ; nomment le citoyen Masséna au grade de général de division pour en exercer les fonctions et jouir des prérogatives et appointements attachés à ce grade, chargent le général en chef de l'armée de le reconnaître et faire reconnaître en ladite qualité.

Fait au quartier général à Toulon le 30 frimaire (20 décembre 1793) de l'an second de la République Une et Indivisible.

PAUL BARRAS - RICORD - FRÉRON - SALICETTI (1).

Il avait été général de brigade pendant quatre mois.

Trois jours après, le 23 décembre 1793, Masséna était l'objet d'une nouvelle faveur et d'une haute marque de confiance du général en chef de l'armée, chargé de la conduite du siège de Toulon qui nommait le nouveau divisionnaire Masséna au commandement supérieur des forts et de cette ville (2). Il ne devait conserver ce comman-

tions du siège de Toulon. C-F. Dugommiers par A. Chuquet. — Paris Roger et Cernowitz, 1 vol. p. 103. — Krebs et Moris-Campagnes dans les Alpes sous la Révolution, vol. I, chap. Siège de Toulon.*

(1) Arch. du maréchal Masséna, vol. 1 Italie arch. adm. de la Guerre

Cette nomination était faite en vertu de l'art. IV du décret du 4 nivose an II relatif à la prise de Toulon ainsi conçu : Les récompenses aux braves citoyens de cette armée qui se sont faits remarquer par des grandes actions. Confirmation de ce décret allait être bientôt faite par le Ministre de la Guerre après avis de la commission du mouvement des Armées de terre.

(2) Jacques Coquille Dugommier, général en chef de l'armée d'Italie et chargé de la conduite du siège de Toulon. Au nom de République Une et Indivisible, il est ordonné au général divisionnaire Masséna de prendre dans la journée le commandement des forts et de la ville de Toulon.

Il recevra du général Mouret les instructions relatives à son commandement,

Au quartier général de Toulon, le 3eme jour du mois de Nivose l'an II de la République française Une et Indivisible (23 décembre 1793). Le général en chef ; Dugommier.

dement que vingt jours, mais pendant cette courte période (1), il dépense tant d'activité ; de vigueur et d'habileté qu'il inspire la plus haute confiance aux représentants. Ils jugèrent que ses talents ne devaient point rester inemployés dans une place où l'ordre d'ailleurs était parfaitement rétabli, quand l'armée d'Italie réclamait le concours des hommes les plus expérimentés.

Aussi dès le 15 janvier 1794, Masséna remettait le commandement de la place de Toulon au général Durand et se rendait à Nice avec ses huit mille hommes où il allait être placé à la tête de l'aile droite de l'armée d'Italie.

Masséna ne devait se rendre à l'armée d'Italie que dans le courant du mois de février ; entre temps il allait recevoir de ses compatriotes antibois un nouveau témoignage d'estime, d'affection et de confiance.

Le 17 février 1794, la ville d'Antibes (2) recevant la visite du représentant Ricord donnait à cette occasion de grandes fêtes. Le cortège officiel qui comprenait les généraux Masséna et Barquier partit de la salle de la Société populaire de la ville, pour se rendre au temple de la Raison où le citoyen Lamarre Guillaume dans un discours enflammé rendit les hommages de la ville au représentant Ricord, protestant du dévouement des antibois à la chose

(1) Les ordres de Masséna comme gouverneur de Toulon pendant son commandement son fort rares, Voici l'un d'eux ;

Le général divisionnaire, commandant à Toulon à la Commission.
provisoire,

Vous voudrez bien citoyen, requérir des travailleurs de Lavalette ou autres, si vous le jugez nécessaire. pour faire enterrer les cadavres qu'il y a en ce moment au champ de Mars. Salut et Fraternité.

Çà ira

Masséna.

(Toulon le 4 nivose, an II républicain) (24 décembre 1793) Arch. du maréchal Masséna, vol. 1 ; Italie.

(2) La famille Bonaparte habitait à ce moment Antibes au Château Salé.

publique et de leur confiance dans les travaux de la Convention.

Au cours de sa harangue, le citoyen Lamarre se garde bien d'oublier les hauts services militaires rendus à la Patrie par le général de division Masséna, fils adoptif d'Antibes et s'écrie dans un élan d'enthousiasme, partagé par ses auditeurs : « Et toi, Masséna, cette commune compte sur tes vertus, sur ta fidélité autant que sur ton habileté et ton courage. Elle espère que tu ne la feras jamais rougir de t'avoir adopté et elle apprendra par tes succès que tu n'as pas trompé la confiance de la République et son attente...

Toulon et les montagnes t'ont déjà vu à la tête de nos colonnes renverser avec gloire et succès les phalanges ennemies. Rien ne coûtera à tes frères d'armes, je le lis dans leur cœur, d'affronter avec toi les plus grands dangers. Ils ont tous la plus grande envie de te suivre dans tes expéditions et de partager avec toi les périls et la gloire. » (1)

Le Maire d'Antibes ne pouvait se douter combien sa prophétie se réaliserait. La campagne d'Italie allait s'ouvrir ; elle devait être pour Masséna fructueuse en lauriers à cueillir. Bientôt, en effet, devait avoir lieu l'expédition d'Oneille, la prise d'Ornéa, de Saorge, puis les combats de Montenotte, Dégo, Mondovi, Lodi, Castiglione, Arcole...

Masséna allait appartenir à l'histoire nationale.

Nice 1919 — Paris-Moutiers 1923

(1) Tisserand. *La Révolution dans les Alpes-Maritimes*, p. 228-229.

Arch. Municip. d'Antibes.— Voir également à la date du 9 février 1794 les certificats de civisme délivrés par l'administration municipals à Masséna et à Rosalie Lamarre, sa femme.

PIÈCES ANNEXES

I

TABLEAU DES ANCIENS POIDS & MESURES

EN USAGE DANS LE CANTON DE NICE (1)

POIDS

Quintale — 6 rubs	kg.	46.7443
Rub ou rup — 25 livres.	»	7.79071175
Livre — 12 onces	»	0.311628
Oncia — 8 ottavi ou 24 deniers	»	0.025969
Denier — 24 grains	»	0.001082
Grain	»	0.00045

MESURES DE LONGUEUR

Trabucco (12 palmi)	m.	3.114
Palmo ou pan — 12 pollici	»	0.262
Pollice ou pouce	»	0.031833
Canna di 8 palmi	»	2.096
Auna antica di Francia	»	1.1884
Auna metrica	»	1.200

MESURES DE SUPERFICIE

Starata (mesure agraire)	m ²	1544.49
Eminata (8 moturali)	»	772.245
Moturale	»	96.5306
Canna quadrata (64 palmi 9).	»	4.393216
Palma quadrata (2)	»	0.068644

(1) Ce tableau est tiré du recueil des antiques poids et mesures de Sardaigne, recueil publié à Turin (1847) par les soins du Ministre de l'Agriculture et du Commerce. (Voir *Les Usages de Nice* par Mayrargue et Raynaud, Nice. Imp. Malvano, 1900).

(2) Cette mesure ne figurait pas dans le recueil sus-désigné. Nous avons cru devoir la mentionner car elle est citée par Fodéré. (Voyage dans les Alpes-Maritimes.

MESURES DE VOLUME

Canna solida (1/4 de canna cuba) stères 2.302045

MESURES DE CAPACITÉ POUR LES MATIÈRES SÈCHES

Carica di 4 staia. litres 161.750
 Staio (2 eminés) » 40.4375
 Amina (2 quartieri) » 20.21875
 Quartieri (4 moturali). » 10.109375
 Moturale » 2.527344

MESURES DE CAPACITÉ POUR LES LIQUIDES

Carica (di vino) ou salmata (120 pintes) . . » 1.9435
 Pinte. » 8.786250

PIÈCES ANNEXES

II

Etat des sommes et fournitures par la commune de Vence au 2^{me} Bataillon des Volontaires nationaux du département du Var depuis août 1791 à décembre 1792. (1) :

Pour bois fourni au 2 ^{me} Var pour l'étape le jour de son arrivée (délibération du 23 septembre 1791).	18	
A 31 hommes qui ont été à Draguignan pour servir dans les volontaires du Var ; trois livres à chacun en vertu de l'arrêté du département du 22 août 1791 (délibération du 9 septembre 1791)	93	
Payé 12 livres, 10 sols aux volontaires qui étaient de trop à Draguignan	12	10
Alexandre Maurel, menuisier, réparations aux casernes du bataillon (délibération du 2 octobre 1791)	36	
Au maçon pour réparations aux casernes du bataillon (délibération du 2 octobre 1791).	72	
A Guillaume Lafarge, chaudronnier pour marmites vendues (idem)	256	
A Barthélémy Pellegrin, pour réparations aux casernes (délibération du 2 oct. 1791).	36	
A Gastaud, menuisier, (idem).	11	
Plâtre et journées de maçons pour faire des cheminées aux casernes (idem)	47	
545 rations de pain et vin (5 L. pain ; 3.95 vin) (délibér. du 24 oct. 1791)	238	8

(1) Voir chap. XVII, in fine.

Payé pour l'étape des officiers du 2 ^{me} Var	217	
livres, savoir : 28 livres à 2 lieutenant-colonels à raison de 14 livres chaque ; 99 livres à 2 capitaines à raison de 9 livres chaque ; 54 livres à 9 lieutenants à raison de 6 livres chaque ; 36 livres à 9 sous-lieutenants à raison de 4 livres.	Total.	217
Pour complément de rations de vin (délibération du 24 octobre 1791).	2	10
539 rations de viande de mouton pour l'étape du bataillon à raison de 7 sols 2 deniers par ration (même délibération).	93	14
19 grosses cuilliers à soupe et 9 petites pour le bataillon	4	08
Maçon et journées pour l'installation d'un corps de garde dans la maison de Pierre Paul de Villeneuve d'après la demande de M. Sanglier (même délibération)	12	
A George, revendeur, pour ustensiles et fournitures (délibération du 27 oct. 1791). . .	96	
A Pierre Magagnosc, maçon (idem)	50	
Réparations au poste de la maison de Pierre de Villeneuve (même délibération) . . .	20	19
Un baquet cerclé en fer pour la salle de discipline (délibération du 9 nov. 1791). . .	4	02
Lit de camp au poste de l'évêché (délibération du 12 novembre 1791)	9	02
Réparations aux casernes (d. du 14 nov. 1791)	85	19
36 marmites, 36 gamelles, 36 cruches (délibération du 21 décembre 1791).	134	
Au forgeron (délib. du 22 déc. 1791). . . .	30	
Réparations au corp de garde (d. 22 d. 1791)	48	
» » » » »	19	
» » » » »	40	
Paille et transport de cartouches d'Antibes (délibération du 22 déc. 1791).	19	7
Réparations aux casernes (dél. du 23 d. 1791)	30	

Cruches, baquet et paille à la salle de discipline (délib. du 16 janvier 1792).	10	10
Bancs et tables (délib. du 30 janvier 1792).	22	
Réparations aux casernes (d. du 9 fév. 1792)	80	
Tables, bancs et rateliers (d. du 20 fév. 1792)	140	
Transport de Nice à Vence de marmites en cuivre (délib. du 25 février 1792)	30.3	
Transport d'Antibes à Vence de 2 barils (délibération du 14 mars 1792).	5	
Une guérite en bois (délib. du 14 mars 1792)	92	
Réparations aux casernes, menuisier (délibération du 14 mars 1792).	65	
Réparations aux casernes (d. du 14 mars 1792)	28	
Une cruche un pot de terre pour la prison du bataillon	1	04
Réparations à la chambre du tailleur et aux casernes (délib. du 23 mars 1792)	61	04
Au chaudronnier, marmites et réparations (délibération du 23 mars 1792)	120	
Au maçon pour réparations aux portes des casernes (délib. du 23 mars 1792).	30	
Au maçon pour réparations aux portes des casernes (délib. du 7 avril 1792).	60	
Paille pour la chambre de discipline (délibération du 25 avril 1792).	9	
Fourni l'étape à 1 lieutenant, 1 1er gent, 6 fusiliers accompagnant l'équipage de 4 compagnies de Rhône et Loire (délibération du 25 mars 1792)	12	
Au menuisier (délib. du 3 juin 1792)	25	
Pour 2 mulets envoyés à Grasse (d. 5 juin 1792)	10	
Au forgeron pour bèches utilisées pour séparer la place St-Michel pour la rendre propre aux évolutions militaires (délibération du 27 juin 1792)	30	
Bèches et ficelles, même objet, même délib.	25	
»	10	

Pour le transport des équipages des officiers et soldats au bataillon du Bar et à Tourettes, 200 fusils.	200		
Bois pour le corps de garde (oct. 1791 à fév. 1792)	65		
Bois pour le corps de garde d'officiers de novembre 1791 à mars 1792.	24		
Bois pour le corps de garde d'officiers de novembre 1791 à mars 1792.	195		
Bois pour le corps de garde d'officiers de décembre 1791 à février 1792	68	18	
Fournitures de chandelles nov. 1791 à mars 1792	180		
» » au corps de garde novembre 1791 à mars 1792	90		
Fourniture de chandelles a 4 corps de garde (22 septembre 1791 au 1 ^{er} novembre 1792)	78		
Fourniture de chandelles au corps de garde d'officiers du 22 sept. 1792 au 1 ^{er} nov. 1792	39		
Fourniture de chandelles aux 4 corps de garde (déc. 1791 à janv. et fév. 1792). . .	360		
Fourniture de chandelles au corps de garde d'officiers (déc. 1791 à janv. et fév. 1792)	180		
Fourniture de chandelles aux 4 corps de garde (avril, mai au 19 juin inclus) . . .	158		
Fourniture de chandelles aux 2 corps de garde d'officiers (1 ^{er} avril 19 juin 1792 inc.)	79		
Il revient à la commune de cette ville 1768 livres 1 sol pour les dégradations que partie dudit bataillon a faites à la maison de l'évêché appartenant à la commune et servant de caserne à la partie dudit bataillon suivant le rapport des citoyens Alexandre César Maurel, menuisier et Magagnosc, maçon commis pour cet objet par délibération du Conseil municipal du 9 février 1792, ainsi qu'il appert par ledit rapport.	17	68	01
Payé à Magagnosc et à Maurel pour ledit rapport (délib. du 24 février 92)	60		
Total.	6250 l.	17 s.	9 d.
(Vence. Arch. Municip. H. 15 - II - 4 ³ à 4 ⁴)			

BIBLIOGRAPHIE

Les principaux documents qui nous ont servi pour cette étude et dont les références sont portées en note dans cet ouvrage sont les suivants :

I. — MANUSCRITS (Paris)

Archives Nationales :

F 1. C³ Alpes-Maritimes (ancien), 2 cartons. Elections.—

A. F. * 204. Registre des renvois au ministre.

Série F. 7 (fonds de la police) : Emigrés. Dossiers numéros : 4864 (28096), Marguerite Masséna ; 4864 (28097), François Masséna ; 4862 (27016), H.-V. Galli ; 6470 (161), François Masséna ; 4375 et 4375 bis-Décrets ; 6868 Ferru ; 4867 bis (28267), Uberti.

Archives du Ministre de la guerre :

A) Archives administratives :

Dossier de : François Grobert, commissaire des guerres ; François Masséna, commissaire des guerres ; Prosper Masséna, chef d'escadron ; J.-F.-A. Masséna, lieutenant de dragons ; Jérôme-Marcel Masséna, chef de bataillon, commandant de place ; J.-J. Désiré Sanglier, commandant de place ; André Masséna, Maréchal de France et divers.

B) Archives historiques :

Correspondance de l'Armée de réserve, du Midi, des Alpes et d'Italie, cartons de 1791 à 1794. —

Archives du Ministère de la Marine :

Dossiers divers.

Archives du Palais de la Légion d'honneur :

Dossiers divers.

Archives de la famille Masséna :

A) Archives privées : trois volumes de lettres personnelles et de pièces diverses.

B) Correspondance du Maréchal : vol. 1 (Italie 1792-1794).

II. — MANUSCRITS : (Province)

Angoulême : Archives municipales :

Registre des troupes en marche (1780, an II).

Registre des sépultures de l'Hôtel-Dieu de N.-D. des Anges (1759-1783).

Barcelonnette : Archives municipales, (1789-93 - passim).*Faucon* (Basses-Alpes) : Archives municipales, (1789-93 - passim).*Toulon :* Archives du V^e arrondissement maritime.

Archives municipales, pièces diverses (1789-93).

Paroisses. Etat-civil. Registres de catholicité.

Draguignan :

Archives départementales du Var, série L et volontaires nationaux. Directoire du département du Var, correspondance, (1789-93 - passim).

Marseille : Archives départementales des Bouches-du-Rhône, divers. Archives municipales. Registres de catholicité. Musée du vieux Marseille. Pièces diverses.*Monaco :*

Archives du Palais de Monaco, Série D 1, 20 et divers. Correspondance.

Breil :

Archives de Breil. Nombreuses pièces relatives de la guerre dans les Alpes (1792-93).

III. — MANUSCRITS (Alpes-Maritimes)

A. *Nice :*

Archives départementales :

a) Série C. Insinuation Sarde. passim.

b) Série L : L 1, 12, L 3, L 5, L 49, L 55, L 80 (ancien), L 125, L 163, L 339, L 341.

c) Série Q : Q 47, Q 49, Q 67, Q 186, Q 188, Q 123.

d) Série M : M 74, M 173, M 310.

B. *Nice :*

Archives municipales :

1. Registres des délibérations du Conseil municipal :
13 volumes.

1. Délibérations du 26 octobre 1792 au 27 brumaire, an III, 546 p.

2. Délib. du 1^{er} frimaire, an III au 18 brumaire, an IV, 164 p.

3. Délib. du 18 brumaire, an IV au 24 ventôse, an IV, 98 p.

4. Délib. du 11 germinal, an IV au 3 fructidor, an IV, 304 p.

5. Délib. du 2 vendémiaire, an IV au 29 prairial, an V, 352 p.

6. Délib. du 3 messidor, an V au 11 brumaire, an VI, 126 p.

7. Délib. du 4 complémentaire, an IV au 28 vendémiaire, an VII, 295 p.

8. Délib. du 6 brumaire, an VII au 27 fructidor, an VII, 185 p.

9. Délib. du 25 thermidor, an VII au 5 vendémiaire, an VIII, 60 p.

10. Délib. du 1^{er} brumaire, an VII au 16 thermidor, an VIII, 299 p.

11. Délib. du 5 vendémiaire, an VIII au 13 brumaire, an VIII, 16 p.
12. Délib. du 12 vendémiaire, an VII au 18 germinal, an VIII, 195 p.
13. Délib. du 9 prairial, an XIII au 9 nivôse, an XIII.

II. Volumes divers :

Assemblées primaires 1793 : Hospices réunis, correspondance (an IV à 1814). Emigrés 2 volumes et liasses ; registre des actes d'enrôlements volontaires (25 floréal, an VII ; 25 mars 1812). Réquisitions (an I, II, III) ; correspondance des commissaires des guerres (an XII, 1813) ; passeports, 3 vol.

C. Archives paroissiales :

Archives de la Cathédrale Sainte-Réparate ; de Saint-Martin (Saint-Augustin) ; Saint-Jacques : (Saint-Jaume ou le Jésus), Saint-François de Paule, N.-D. du Port, Sainte-Hélène ; registres de catholicité. Etat-civil.

D. Musée Masséna :

Salle Révolution, quelques pièces manuscrites.

D. Archives municipales et paroissiales des communes de : Antibes, Vence, Cagnes, Levens, Grasse, etc. (Références citées au cours de l'ouvrage).

IV. — IMPRIMÉS

ALZIARY DE ROQUEFORT. — Masséna. Notice biographique. Nice, imp. Cauvin, 1869.

AMIC (J.). — Histoire de Masséna. Paris, Dentu, 1864.

ANDRÉ (G.). — Nizza, 1792-1814. Imp. Malvano, Nice, 1894. (Chap. Masséna).

ARÈNE (Ed.). — Monographie de la ville de Levens. Nice, imp. Malvano, 1907.

BARRAS. — Les Mémoires de Barras, par G. Duruy, 2 vol. Paris, Hachette, 1895.

- BARRY (D.) et E. O'MEARA. — Complément du Mémorial.
- BEAUREGARD (D.). — Le Maréchal Masséna. Nice, imp. V.-E. Gauthier, 1902.
- BERNARD-ATTANOUX (le Comte). — Le 2^e Bataillon des Volontaires du Var. Draguignan, imp. Latil, 1909.
- BOSIO (Urbain). — La Province des Alpes-Maritimes. Nice, 1902, imp. des Alpes-Maritimes.
- CANONGE (Général). — Masséna, 1905.
- CAUVIN et BARTHÉLEMY. — Les Volontaires et les Réquisitionnaires des Basses-Alpes, de la levée à l'amalgame. Paris, Chapelot, 1910.
- CHABERT-PLAUCHEUR. — Histoire d'Antibes. Nice, imp. Cauvin, 1866.
- CHUQUET (A.). — Etudes d'histoire, 4^e série. Paris, de Broccard.
- CHUQUET-DUGOMMIER. — Roger et Cernowitz. Paris, s. d.
- COMBET (J.). — La Société populaire de Nice, extrait du « Bulletin de la Société des Lettres, Science et Arts des Alpes-Maritimes », 1910.
- COMBET (J.). — La Révolution à Nice. Paris, Ernest Leroux, édit., 1912.
- DABBADIE (L.). — Masséna. Réfutation des Mémoires du général, baron de Marbot. Imp. Minerva, Port-Louis, Ile Maurice, 1911.
- DRY (A.). — Soldats ambassadeurs sous le Directoire. Paris, Plon, 1906.
- DUMAS (Alexandre). — Mémoires de Garibaldi.
- DUMONT (Le Commandant). — Les Volontaires Nationaux.
- DURANDY (Dominique). — Mon Pays. 2 vol. Paris, Van Oest, 1918-1920.
- DURANTE (Louis). — Chorographie du Comté de Nice. Turin, imp. des frères Tavale, 1847.
- DURANTE (L.). — Histoire de Nice, 3 vol. Turin, imp. Favale, 1823.
- FÉRAUD (L'Abbé). — Histoire, géographie et statistique du département des Basses-Alpes. Digne, imp. Vial, 1861.
- FRANCESCHINI (E. et I.). — Les Contemporains, n^o 368, 29 octobre 1899, Masséna.

- FRESNEL (du). — Un Régiment à travers l'Histoire. Le 76^e ex-1^{er} léger. Paris, Flammarion, 1894.
- GACHOT (Ed.). — La Première Campagne d'Italie.
- GALMOT (J.-). — Nanette Escartefigue. Imp. Lersch et Emmanuel. Nice, 1906.
- GAUTHIER (Eug.). — Les Bandits Justiciers des Alpes-Maritimes. Nice, imp. V.-E. Gauthier, 1870.
- GAVARD. — Galerie des Maréchaux de France. Paris, 1839.
- GAVINI DI CAMPILE. — Statistique des Alpes-Maritimes.
- CHARAVAY. — La Grande Encyclopédie. Biographie de Masséna'
- GUERZONI (Guiseppe). — Garibaldi, G. Barbera. Edit. Florence. 1882.
- GUILLON (E.). -- Les Généraux de la République. Paris, 1884. Imp. Centrale de publications populaires.
- HENRY (D.-M.-J.). — Histoire de Toulon, 2 vol. Imp. Eug. Aurel. Toulon, 1855.
- IVRAY (Jehan d'). — La Lombardie au temps de Bonaparte. Paris, G. Crès, 1919.
- JOUE (M.) et GIRAUD-MANGIN. — Carnet de route du Conventionnel Philippe-Charles-Aimé Goupilleau. Nîmes, lib. Debros, 1905.
- KEIN (A) et LUMET. — Bonaparte.
- KOCH (le général). — Mémoires de Masséna. Paris, Paulin et le Chevallier, 1848.
- KREBS et MORIS. — Campagnes dans les Alpes pendant la Révolution, 2 vol. Paris, Plon-Nourrit, 1891.
- LAMARQUE. -- Mémoires et Souvenirs du général Lamarque par sa famille. Paris, H. Fournier jeune, 1835-36.
- LAS-CASES. — Mémorial de Sainte-Hélène.
- LAVALETTE (le Comte). — Directeur des Postes sous l'Empire et pendant les Cent-Jours. Mémoires. Société parisienne d'édition. Paris. 1905.
- LETUAIRE (P.). — Les Cahiers de P. Letuaire Toulon, imp. du « Petit Var », 1910, et Toulon, imp. Paul Tissot, 1914 (2^e série).
- LOMBROSO (Giacome). — Vita dei primari generali ed ufficiale italiani che si distinsero nelle guerre napoleoniche.
- MALAUSSÉNA (J.-E.). — Saint-Jeannet. Paris, Picard, 1909.

MARBOT (général baron de). — Mémoires, 3 vol.

MASSON (Frédéric). — Napoléon et les Femmes.

— — — Napoléon dans sa Jeunesse. Napoléon dans sa famille.

MAYRARGUE et RAYNAUD. — Les Usages de Nice. Imp. Malvano. Nice, 1900.

MUSO (Aug.). — Les Barbets à Roquebillière. Imp. Administrative. Nice, 1897.

ORESTIS (J. de). — La Noblesse Niçoise.

PERRET (le Capitaine). — Les Illustrations et les célébrités du XIX^e siècle (11^e série), Masséna.

PIERON. — Histoire d'un Régiment. La 32^e demi-grigade. Paris, A. Le Vasseur, 1890.

POISSON (baron). — L'Armée et la Garde Nationale. Paris, 1858-62, 4 vol. Durand, éditeur,

PONS DE L'HÉRAULT. — Notice sur Masséna. Extrait du Dictionnaire de la Conversation. Imp. de Jouaust et fils. Paris, 1863.

RANCE-BOURREY (A.-J.). — La Réorganisation des autorités civiles à Nice. Nice, imp. du Commerce, 1911.

RANCE-BOURREY (A.-J.). — Le général S.-B. d'Anselme. Nice, imp. des Alpes-Maritimes, 1909.

RANCE-BOURREY (A.-J.). — Le général d'Anselme à la barre de la Convention. (Extrait du Bulletin de la Société des Lettres, Sciences et Arts des Alpes-Maritimes). Nice, 1911.

ROBERT (Adolphe), BOURLOTON (Edgard) et COUGNY (Gaston). — Dictionnaire des Parlementaires Français du 1^{er} mai 1789 au 1^{er} mai 1889, 5 vol. Paris, Bourlonton, 1891.

ROUSSET (Camille). — Les Volontaires, 1791-94. Prris, 1870.

SAQUI. — Conférence sur Masséna au 2^e Régiment d'artillerie de montagne. Nice. (Biblioth. Municip.).

SENEQUIER (P.). — Grasse, 1902. Imp. Imbert.

SMOLLET. — Lettres de Nice sur Nice, traduites par Ed. Pillatte. Imp. de journal « l'Eclaireur de Nice », 1919.

STATUTS politiques et champêtres de Levens. Nice, 1752. J.-B. Romero, imp.

STENDHAL. — Vie de Napoléon.

SUSANNE (Louis). — Histoire de l'ancienne Infanterie française.

T. 6. Paris, J. Corréard, édit., 1852.

- THAON DE REVEL (Comte Ignace). — Mémoires sur la guerre des Alpes. Turin, imp. Bocca frères, 1871.
- THIEBAULT (le général baron). — Mémoires publiés par F. Calmette. Paris, Plon-Nourrit, 1894-95.
- TISSERAND. — La Révolution française dans les Alpes-Maritimes. Nice, imp. Cauvin-Empereur, 1878.
- TISSERAND. — Histoire d'Antibes. Marchand, édit. Antibes, 1876.
- TOSSELLI (J.-B.). Roccolta di varie documenti sulla storia di Nizza.
- TOSSELLI (J.-B.). — Biographie Niçoise ancienne et moderne. 2 vol. Paris, Dentu. Turin, Bocca frères, 1840.
- TOSSELLI (J.-B.). — Notice biographique sur Masséna. Imp. V.-E. Gauthier. Nice, 1869.
- VILLEMAIN. — Souvenirs Contemporains. Paris.
- WATRIPON. — Légendes du Comté de Nice.
- X. — Vie de Masséna. Imp. J.-M. Corne. Toulouse, 1832.

V. — REVUES

- Feuilles d'Histoire du XVII^e au XX^e siècles.* Années 1910-1911-1912.
- Revue Nice Historique* : passim.
- Revue Hebdomadaire*, 1921. V. à propos du Code Napoléon Marie de Roux.
- Le Caducée*. Marseille, 1880. T. 4.

VI. — PÉRIODIQUES

- États Militaires de la Garde Nationale de France pour l'année 1790*, 2 vol, par une Société de Patriotes. Paris, Le Pelletier, M. 12, 1790.
- États Militaires de France*, publication annuelle.

VII. — JOURNAUX

NICE

- L'Eclaireur de Nice*, n° cités. — *L'Eclaireur du Dimanche*, n° cités. — *Le Petit Niçois*, n° cités.

PARIS

Le Journal des Débats, 22 novembre 1854. — *Moniteur Universel*, réimpression. Vol. 15 et vol. 18. — *Journal des Débats et des Décrets*, n° 335. — *L'Anditeur National*, n° 332. — *Journal de la Montagne*, n° 72.

VIII. — DIVERS

Catalogue de l'Exposition du Cercle Artistique de Nice, préface de G. Doublet. Imp. du Commerce. Nice, 1919.

Archives Parlementaires, 1^{re} série. Tomes 53-58-63-72.

Archives Nationales. Papiers du Comité de la guerre, A. D., XXIII c., 305. in-8°. Imp. Nationale, s. d. brochure.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT - PROPOS	pages	I
--------------------------	-------	---

LIVRE I

La Famille Masséna

CHAPITRE I ^{er} . — Origine de la Famille Masséna		3
CHAPITRE II. — Levens. — Les Premiers Masséna .		7
CHAPITRE III. — La Famille Masséna à Nice. — Dominique Masséna, négociant		15
CHAPITRE IV. — Les enfants de Dominique Masséna :		
I. — Augustin		31
II. — Madame André Deporta		32
III. — Augustin-Marie Masséna, fabricant de savon		35
IV. — Madame Thorant-Bottié.		47
V. — Madame François Beget.		50
VI. — Jules-César Masséna, négociant		51
VII. — Antoine-François Masséna, tanneur . .		60
VIII. — Marcel Masséna, chef de bataillon . . .		62
(a) Augustin Masséna, officier de cava- lerie.		76

CHAPITRE V. — Les enfants d'Augustin-Marie Masséna, fabricant de savon :

I.	— Philippe-Emmanuel Masséna, fabricant de savon	85
II.	— Jeanne-Marie-Thérèse	94
III.	— Catherine	95
IV.	— Françoise	96
V.	— François Masséna, commissaire des guerres	97
	(a) Ferru, commissaire des guerres	150
	(b) Grobert, commissaire des guerres	166
VI.	— Louis	172
VII.	— Madame J.-B. Féraudi	173
VIII.	— Madame H.-V. Galli	175
IX.	— Antoine-Jean-Baptiste	184
X.	— Antoine-Ludovic	185

CHAPITRE VI. — Les enfants de Jules-César Masséna, négociant :

I.	— Madame André Gaudou	189
II.	— Madame Jean-Antoine Roux	191
III.	— André Masséna, maréchal de France	194
IV.	— Jean Masséna, caporal au Royal Italien	195
V.	— Dominique	197
VI.	— Madame Gaudou-Uberti	198

LIVRE II

André Masséna

CHAPITRE VII. — Naissance d'André Masséna	213
CHAPITRE VIII. — Années d'enfance	223
CHAPITRE IX. — André Masséna dans la marine	231

CHAPITRE X. — André Masséna dans l'Armée Royale :	
I. — André Masséna, soldat	237
II. — André Masséna, caporal	242
III. — André Masséna, sergent	244
IV. — André Masséna, adjudant	247
CHAPITRE XI. — André Masséna et la Révolution	257
CHAPITRE XII. — Mariage de Masséna	267
CHAPITRE XIII. — Rosalie Lamarre	275
CHAPITRE XIV. — Masséna, contrebandier	285
CHAPITRE XV. — Séjour à Antibes, recherche de situations.	293
CHAPITRE XVI. — André Masséna, capitaine-instructeur dans la Garde Nationale d'Antibes	301
CHAPITRE XVII. — André Masséna, adjudant-major au 2 ^{me} bataillon des Volontaires Nationaux du Var	325
CHAPITRE XVIII. — André Masséna, lieutenant-colonel en second au 2 ^{me} bataillon du Var	343
CHAPITRE XIX. — André Masséna, chef de Corps	353
CHAPITRE XX. — Entrée en Campagne — Conquête du Comté de Nice.	365
CHAPITRE XXI. — André Masséna, général de brigade — Le camp de Fougasse	385
CHAPITRE XXII. — André Masséna, commandant de l'aile gauche de l'armée d'Italie.- Utelle	427

CHAPITRE XXIII. — Siège de Toulon, Masséna, général de division	451
---	-----

Pièces annexes :

Tableau des anciens poids et mesures en usage dans le comté de Nice	457
Etat des sommes et fournitures fournies au 2 ^e bataillon des volontaires du Var par la ville de Vence	459
Bibliographie	463
Table des arbres généalogiques	472
Table des gravures	473
Table des matières	474

Vu et admis à soutenance

le 27 janvier 1925

Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris

Signé : F. BRUNOD

Vu et permis d'imprimer

Le Recteur de l'Académie de Paris

Signé : APPELL



